

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13916 - 4,50 F

MERCREDI 25 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les bouleversements politiques dans deux pays de l'Est

L'émotion de Budapest

On comprend, et on partage sans mal, l'émotion qui fut celle, lundi 23 octobre, de la population de Budapest, et sans doute de toute la Hongrie : la proclamation d'une République hongroise ne se prétendant enfin plus « populaire » coïncidait avec le trente-troisième anniversaire de l'insurrection de 1956, réprimée dans le sang par l'armée rouge.

Pour ceux qui se souviennent du massacre de Budapest, les images de joie et de recueillement reçues lundi en provenance de la capitale hongroise étaient presque surréalistes. Là où l'on voyait jadis ruines fumantes, chars aux agueux, cadavres mitraillés, civils en fuite, se tenait une sorte de kermesse grave ou joyeuse, selon les moments. Ni faucilles, ni marteaux, ni drapeaux rouges à l'horizon, mais un peuple, encore un peu incrédule, qui retrouvait une identité bafouée pendant plus de quarante ans.

La fête n'était-elle pas un peu trop belle ? Peut-on réellement parler de l'avènement d'une IV^e République hongroise, alors que l'ancienne Constitution reste en vigueur, même si elle a été simplement amendée et si une nouvelle est prévue pour l'an prochain ? Peut-on également parler d'un régime nouveau tant que les élections libres promises pour le premier semestre 1990 n'ont pas eu lieu ? D'autant que la récente transformation en un tournoi, pour ne pas dire un tour de passe-passe, de feu le Parti communiste en un Parti socialiste laisse un peu rêveur.

C'est que la Hongrie n'en est encore qu'au début d'un long chemin vers l'indépendance. Et cette indépendance passe principalement par le redressement d'une économie à la dérive, sur laquelle les experts occidentaux sont nombreux à se pencher, mais que toute l'aide du monde ne parviendra pas à ranimer si aucun sursaut national ne se produit.

Autre condition nécessaire à un retour de la Hongrie dans le cercle démocratique : que la ligne suivie aujourd'hui par Moscou à l'égard des ex-pays frères ne se démente pas, et qu'aucun encouragement au sabotage ou à la revanche ne soit donné aux nostalgiques du Komintern et Kominform.

Même s'ils adoptent un profil bas, ils sont encore nombreux au bord du Danube ceux qui n'attendent qu'une aggravation de la crise économique pour tenter de capitaliser toutes les frustrations ambiantes. Ils ne manquent pas d'alliés dans d'autres pays d'Europe centrale, en RDA (même si une brise nouvelle est en train de se lever), en Bulgarie, en Roumanie bien sûr, où le despote Ceausescu assiste avec dégoût et effroi à l'émergence de la démocratie chez un ennemi traditionnel, en Tchécoslovaquie enfin. C'est la « Pravda de Bratislava » qui stigmatisait, lundi, le coup d'État politique, réalisé par la voie parlementaire, sans « consultation des larges couches de la population ». Les larges couches de la population sont pourtant descendues dans les rues de Budapest, et personne n'a vraiment eu l'impression qu'elles désapprouvaient ce « coup ». Tout au plus pourraient-elles le trouver bien timide...

Lire l'article de notre envoyé spécial Sylvie Kauffmann page 7

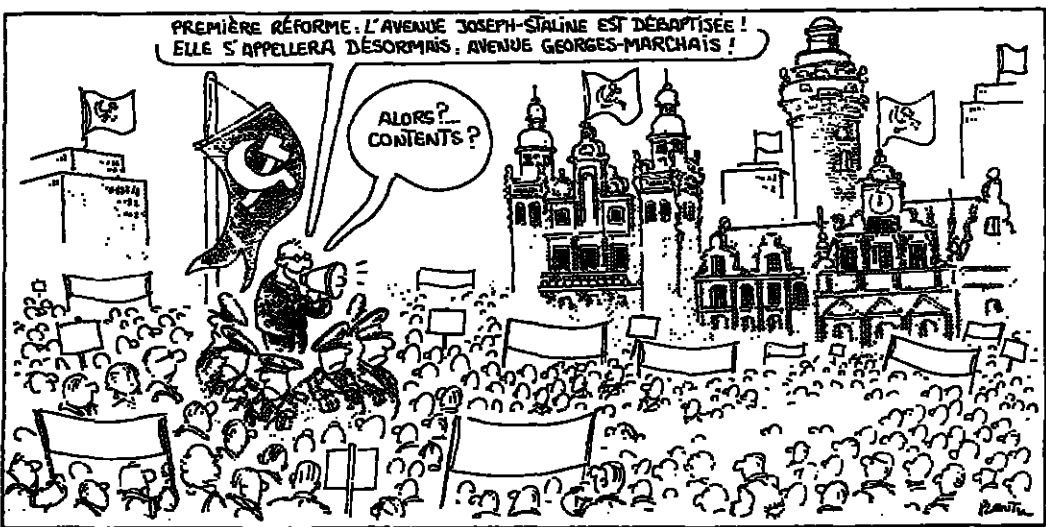
M 0147 - 1025 0 - 4,50 F



Des centaines de milliers de manifestants réclament en RDA des réformes démocratiques

La RDA a vécu, lundi 23 octobre, une nouvelle journée de contestation massive. Des centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de plusieurs villes du pays, notamment à Leipzig, pour réclamer de profondes réformes démocratiques et la légalisation des mouvements d'opposition. Les manifestations se sont déroulées dans le calme.

Par ailleurs, la Chambre du Peuple, réunie mardi à Berlin-Est, a élu le secrétaire général du parti, M. Egon Krenz, à la présidence du Conseil d'État de la RDA. Pour la première fois dans l'histoire du Parlement est-allemand, le vote n'a pas été unanime. Cinquante-deux députés sur cinq cents ont voté contre ou se sont abstenus.



Lire l'article de notre envoyé spécial à Leipzig Luc Rosenzweig page 4

Hausse des prix

+0,2% en septembre d'après un indice provisoire page 48 - section B

Réquisitoire de M. Chevardnadze

Une critique cinglante de l'ancienne direction page 6

Faux frais de police

Un inspecteur révèle l'existence de compléments de salaire sous couvert de faux frais de missions page 17

Les ambitions de Radio-France

Un entretien avec le PDG, M. Jean Mahau page 13

Une création de Dutilleul

Mystère de l'Instant, un chef-d'œuvre du compositeur français, révélé à Zurich page 24

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section B

Trois foulards et un pays

Des maladroites et des provocations ont transformé l'affaire de Creil en affrontement de civilisation

par Bruno Frappat

Si l'on doutait encore de la place de l'irrationnel dans nos sociétés, l'affaire des trois foulards de Creil suffirait à convaincre que la passion rôde sur les ruines de la raison. Et qu'elle n'est pas seulement du côté où croient la voir les adversaires du « fanatisme ».

Imaginons un être, un enfant par exemple, débarquant d'une autre planète et se posant en France aujourd'hui. Que constaterait-il ? Qu'un vaste débat déchire le pays des droits de l'homme, et que le sujet en est

le port de trois fichus par des jeunes filles qui ne veulent pas les quitter lorsqu'elles vont en classe. Il faudrait beaucoup de pédagogie, d'initiation historique, d'explications sociopolitiques pour faire comprendre au jeune observateur spatial qu'il n'est pas tombé dans une planète de fous.

Il faudrait lui rappeler que la France se divise, en gros depuis deux siècles, entre ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas. Que, depuis le début de ce siècle, les seconds sont parvenus à faire que l'Etat et ses

annexes — comme l'école publique ou l'armée — se dégagent de la religion longtemps dominante (le catholicisme) au bénéfice d'une neutralité officiellement proclamée. Afin de permettre à tous les enfants de France de cohabiter sans dommages dans les institutions où ils se côtoient momentanément. Il faudrait lui enseigner que depuis des dizaines d'années les femmes ont obtenu une autonomie — au moins de principe sinon toujours de fait — par rapport au sexe jusque-là dominant.

Lire la suite page 14

Les acharnés de Timor-Oriental

Quatorze années de répression conjuguées à un réel effort de développement ne sont pas venues à bout de la résistance à l'occupant indonésien

DRI (Timor-Oriental) de notre envoyé spécial

C'était le vendredi 13 octobre : à 30 mètres de la tribune officielle, une vingtaine de jeunes, maculés de poussière, venaient de déplier une longue banderole sous le regard ébahi du pape. Debout face à eux, appuyé sur son grand bâton pastoral, Jean-Paul II lisait posément les mots coulés sang imprimés sur l'étoffe bleue. « Fretilin sauda ao Papa ». Curieusement, c'est en portugais, la langue de l'ancien colonisateur, que le Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor oriental venait « saluer le pape ».

L'incident fut bref et violent. Désarmée, comme toutes les forces de sécurité visibles à l'horizon, une escouade de gros bras en sahariennes bleutées se propulsa, matraque au poing,

vers les jeunes kamikazes. Deux minutes plus tôt, malgré la messe et la chaleur d'étau qui baignait l'endroit, l'atmosphère était plutôt fraîche. Brusquement, une folle rumeur de mécontentement avait parcouru et réchauffé l'assistance. Mouvement de foule, cris de haine et hop ! deux ou trois chaises s'étaient envolées en direction des sbires matraqueurs. Ce fut terminé en trois ou quatre minutes. Assez longtemps en tout cas pour permettre aux journalistes encore présents de fixer la scène pour l'éternité.

Incidentement, un photographe de l'AAP se vit brutalement confisquer sa pellicule. On la lui rendit irrémédiablement voilée. Mais d'autres, avec des ruses de Sioux, étaient parvenus à sauver leur matériel. Le lendemain, à Rome, la Repubblica allait titrer dans son style ravageur : « La guérilla fait fuir le pape ! ». Au diable la modération, le Fretilin, lui, pouvait être satisfait.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 4

SCIENCES • MÉDECINE

La mort des dinosaures

Comment expliquer l'extinction massive des espèces vivantes à la fin de l'ère secondaire. pages 19 à 22

Hatier

116 spécialistes de réputation mondiale ont rédigé le 1er dictionnaire de la pensée politique

DICTIONNAIRE DE LA PENSÉE POLITIQUE HOMMES ET IDÉES

De l'Antiquité à nos jours, 850 pages - 89,00 F

EN ÉCONOMIE, HATIER C'EST CLAIR

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 12,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 330 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Coopération

Leur développement, notre avenir

par Jacques Pelletier

La situation des pays qui se trouvent dans le champ d'action du ministère de la coopération et du développement (Etats d'Afrique francophone, lusophone, hispanophone, de l'océan Indien et des Caraïbes...) évolue rapidement, sur fond de crise économique, financière et sociale.

Ces pays attendent beaucoup de notre aide économique, comme de l'appui politique que nous pouvons leur apporter au sein de la communauté internationale. Il est de notre devoir et de notre intérêt de répondre à cet appel. Sur la base de l'acquis considérable qui était le nôtre, nous avons pris des mesures nouvelles destinées à adapter, à renforcer, à innover.

Mais l'histoire s'accroît. Certains écarts qui auraient dû se réduire se creusent. Il nous faut aller plus vite, plus fort, plus loin. Il s'agit d'un enjeu majeur pour notre propre avenir. Et l'effort accompli n'est pas vain, comme le démontrent certains signes : ainsi, pour la première fois depuis de nombreuses années, en Afrique, au sud du Sahara, le PIB global a crû de 3 % en 1988. Nous devons non seulement poursuivre l'amélioration de nos moyens propres mais rassembler toujours mieux autour du ministère de la coopération et du développement les dispositifs d'intervention à notre disposition.

Le renforcement quantitatif de nos moyens propres est en cours. Les concours consacrés par la France à l'aide publique au développement ont été substantiellement accrus en 1989, et le seront encore en 1990. Ils passeront de 28,5 milliards de francs dépensés en 1988 à plus de 34 milliards de francs inscrits dans le projet de loi de finances pour 1990, ce qui nous situe, avec 0,545 % du PIB, au premier rang des grands pays industrialisés.

L'adaptation de nos méthodes se poursuit activement. La déconcentration administrative que j'ai réalisée au profit des responsables de mon administration en Afrique s'inscrit tout à fait dans ce mouvement qui privilégie le sens du terrain et la rapidité d'intervention. Dans le même esprit, nous voulons approfondir le dialogue de fond avec nos partenaires africains sur la politique de développement. En effet, le temps des ressources abondantes est révolu, alors que les besoins ne cessent de croître ; il est de notre devoir de nous assurer que notre aide est bien orientée et qu'elle a bien les effets escomptés.

Le rassemblement de nos moyens d'action autour du ministère de la coopération et du développement agissant normalement comme animateur gouvernemental est un fait établi. Mais l'amélioration des mécanismes de liaison est toujours souhaitable, et possible. Mes services, comme ceux des autres ministères concernés, ont reçu des instructions permanentes à ce sujet. La réflexion avance sur les initiatives nouvelles à prendre à brève échéance. La création du Haut Conseil de la coopération et du développement se place dans ce cadre. Il s'agit d'une structure légère de réflexion et d'orientation réunissant des personnalités de toutes origines, qualifiées par leur connaissance des problèmes du développement et assurant notamment la participation des ONG, des collectivités locales, des entreprises. Le Haut Conseil contribuera à faciliter la mobilisation concertée des moyens et à élargir le

soutien apporté par l'opinion à la politique française de coopération.

Aucune source de financement, aucun dispositif d'assistance technique ne peut être négligé. Notre premier effort doit viser à multiplier les opérations conjointes avec les pays membres de l'Europe des Douze et avec la commission de la Communauté. Il convient dans le même mouvement de participer à la définition et à l'exécution des interventions du FMI et de la Banque mondiale.

L'expérience, la connaissance que nous avons de ces pays et de leurs peuples, nous autorisent et même nous imposent d'intervenir de la sorte et de dire ce qui nous semble possible, équitable, humain. Nos partenaires africains attendent beaucoup de nous dans ce sens, en particulier au moment où s'achève la renegotiation de la convention de Lomé, qui est un objectif majeur de la présidence française. Tout indique d'ailleurs que ce que nous faisons, d'autres Etats industrialisés le font dans d'autres pays du Sud que l'histoire leur a permis de mieux connaître et avec lesquels ils ont gardé des relations privilégiées. Nul doute que de nos expériences croisées un vrai dialogue émerge et qu'un nouvel esprit se crée au profit de tous.

Risques d'affrontements

Malgré les efforts pour trouver la voie du développement, la crise des pays pauvres se prolonge et le fossé s'élargit avec les pays riches. Il y a là une cause terrible de frustration et de désespoir avec le risque, à terme, d'affrontements et de violences. Si l'accroissement des budgets d'aide et d'assistance est indispensable, il ne suffit pas. Un traitement plus profond s'impose concernant ce qu'il est convenu d'appeler les termes de l'échange : cela veut dire, comme ne cesse de le souligner le président de la République, que les pays riches doivent trouver les moyens de payer à plus juste prix les produits du Sud. Dans le même esprit, la dette, accumulée sur la base d'échanges souvent inégaux, doit faire l'objet d'un traitement qui dépasse la plupart des formules actuelles. C'est ce qu'a fait le pré-

sident de la République en annonçant le dépôt devant le Parlement d'un projet gouvernemental tendant à annuler la dette publique contractée à l'égard de la France par les trente-cinq pays les plus pauvres et les plus endettés. Pour les pays intermédiaires, les possibilités de réajustement peuvent être encore améliorées, et il est clair qu'au-delà des allègements substantiels sont indispensables. Pour l'avenir, il s'agit pour la France, beaucoup plus largement qu'avant, de procéder par dons et de consentir des prêts à des conditions plus favorables que par le passé. Le budget que j'ai présenté pour 1990 va dans ce sens. Evidemment, la France ne peut prétendre avancer seule : elle doit appeler sans relâche la communauté financière internationale à progresser dans ce sens.

L'adoption de telles mesures nécessite une large prise de conscience des peuples concernés de part et d'autre. Elle implique un progrès constant de la volonté et de l'aptitude de tous ceux qui interviennent dans la relation Nord-Sud. Elle implique un soutien populaire toujours plus fort. C'est dire que le succès n'est possible qu'à travers un grand mouvement de l'esprit. C'est dans ce cadre que j'ai organisé, le 24 octobre, une table ronde ouverte par M. Mayor, directeur général de l'UNESCO, sur les moyens de sensibiliser l'opinion, les associations, les particuliers du système éducatif, les médias. Il importe donc de sceller une nouvelle alliance autour d'un grand projet de communication pour le développement et la solidarité, un grand effort d'éducation, de recherche, un nouvel échange de cultures. C'est le moyen non seulement d'adapter et d'innover, mais aussi d'aller plus vite, d'anticiper, de se donner les chances de gagner le combat contre le temps. Je compte définir rapidement et engager avec nos partenaires les moyens d'un tel plan, qui place le développement et nos relations à leur vrai niveau, et est celui de l'homme et de la fraternité.

► Jacques Pelletier est ministre de la coopération et du développement.

Associations

Pour un mécénat populaire

par Frédéric Pascal

Le gouvernement a inscrit, dans le projet de loi de finances de 1990, une nouvelle disposition en faveur du développement de la vie associative, qui est une véritable révolution. Il s'agit d'une réduction d'impôt à concurrence de 40 % du montant des dons des particuliers, en faveur des associations d'intérêt général, dans la limite de 1,25 % du revenu imposable pour les dons faits aux associations déclarées, de 5 % pour ceux faits aux associations reconnues d'utilité publique. On étend, à l'ensemble des contribuables, des avantages fiscaux réservés aux plus riches. Un contribuable qui verse 1 000 F à une association pourra déduire 400 F de ses impôts même s'il se trouve dans les tranches d'imposition les plus faibles.

Cela marque l'aboutissement d'un long combat mené par la DAP (Association pour le développement des associations de progrès),

créée par François Bloch-Lainé en 1975, puis par la Fondation pour la vie associative (Fonda), pour un véritable mécénat populaire. Ce nouveau contrat social est fondé sur la liberté de chacun de pouvoir disposer d'une partie de son revenu, pour soutenir des actions d'intérêt général de toute nature. Philippe Viannay, avec sa ferveur de visionnaire, l'avait parfaitement exprimé en 1981 : « La révolution proposée, est de rendre le peuple capable d'initiatives ou du moins capable de soutenir ceux qui ont envie de les prendre. Au mécénat élitiste ou au mécénat étatique, il faut substituer le mécénat populaire, c'est-à-dire qu'il faut rendre chacun conscient qu'il peut, s'il le veut, participer au progrès et ne pas seulement bénéficier de la redistribution, de la répartition, de l'assurance, de la consommation, voire du profit. Mais pour que cette orientation nouvelle ne soit pas utopique, ni injuste dans ses conséquences, il faut qu'elle soit à la fois incitée par la loi et contrôlée par le pouvoir politique et administratif. »

Collecte et déontologie

Quinze ans ont été nécessaires pour faire admettre, par la droite comme par la gauche, que le peuple est capable de comprendre et de gérer une part de l'intérêt général. Coluche a su être un excellent vecteur pour populariser, au cours de l'hiver 1986, de telles idées. Il a compris tout l'intérêt d'une disposition fiscale favorisant la réduction d'impôt, lui qui expérimentait au travers des Restos du cœur, le fait que ce sont les pauvres qui donnent aux pauvres. Très vite, les médias transformèrent cette proposition en loi Coluche. La loi Balladur sur le développement du mécénat de juillet 1987 marquait un pas en avant en prévoyant un dispositif trop compliqué pour être efficace.

Mais le pas décisif vient d'être franchi par le gouvernement de Michel Rocard, qui institue une véritable réduction d'impôt avec un taux significatif et sans limite.

Voiles

La sainte alliance des clergés

par Alain Finkielkraut

APRÈS s'être nouée contre l'« offense » faite par les *Versets sataniques* à « des millions de croyants », la sainte alliance des clergés s'adresse maintenant contre la laïcité à l'école. L'affaire Rushdie et l'affaire dite du foulard islamique sont deux aspects d'une seule et même attitude, qu'on peut résumer ainsi : « Je soutiens tes revendications pour mieux faire avancer les miennes. » En réclamant l'autorisation du voile dans les classes, le rabbinat dénonce et intimide préventivement toute tentative d'interdire la kippa ou de sanctionner les élèves qui ne viennent pas à l'école le samedi. Quant à l'Eglise catholique, engagée dans un projet enthousiaste et grandiose de nouvelle évangélisation, elle affirme de plus en plus ouvertement le monopole de la religion sur la vie spirituelle. Hors de la foi, point de spiritualité : quand la foi entre en conflit avec la culture, l'esprit, pour l'Eglise, souffre toujours, en dernière instance, du côté de la foi.

Seule défection à la sainte alliance : les protestants. Mais cette remarquable absence est largement compensée par le renfort antichrétien que le MRAP et SOS-Racisme viennent d'apporter à l'offensive lancée par les représentants officiels des religions du Livre contre ce culte des livres qu'est la laïcité. Les soldats de Dieu ont été rejoints par les bons apôtres de l'identité culturelle. Ceux qui ne soutiennent pas le tchador ou le nom de la transcendance, le font au nom de la différence — certains, comme le grand rabbin de Paris, jouent même avec virtuosité sur les deux argumentations : « L'école laïque doit donner l'exemple de la tolérance. La confrontation pour les petits Français avec les « différences » est de plus en plus une excellente technique pédagogique. »

Autrefois, les élèves de l'école républicaine étaient priés de laisser leurs allégeances et leurs particularismes aux vestiaires pour s'ouvrir ensemble au monde commun de la culture. C'est pourquoi, soit dit en passant, ils portaient la blouse ou le tablier. Foin aujourd'hui de la blouse archaïque et disciplinaire ! Vive le tchador et la modernité ! Au nom de la tolérance, de la liberté individuelle et de la démocratie en marche, les inégalités sociales et les appartenances communautaires s'abolissent violemment là où il était loisible jadis de les suspendre, afin de penser à autre chose.

Tribus et pensée

La classe devient une juxtaposition de tribus, et son abstraction mettant la science à l'abri du pluralisme culturel, les professeurs de lettres ont désormais pour mission d'enseigner à chacun la différence de l'autre. Au lieu d'initier les élèves à cette part de la culture qui transcende les courants, ils racontent les coutumes : au lieu de parler des œuvres qui éclaircissent l'humanité sur sa condition, ils parlent de la kippa à celles qui portent le voile, du voile à celui qui porte la kippa et pour la joie conjointe des imams, des rabbins, du pape et de Daniel Mitterrand, le monde commun des hommes sera ainsi sacrifié à la plus haute valeur que reconnaisse notre siècle finissant : le respect de l'autre.

Étrange respect en vérité qui engloût les visages dans les catégories et qui choisit d'honorer l'appartenance de l'autre, la communauté dont il vient plutôt que l'unicité de sa personne singulière. Étrange antichisme qui réduit le juif au judaïsme, le musulman à l'islam, le Noir à Black is beautiful et, de manière

générale, tout individu à n'être qu'une espèce de... Étrange idée des droits de l'homme qui amène des associations issues du combat pour sortir tous les êtres humains de leur condition de minorité à légitimer maintenant la mise sous tutelle des femmes musulmanes et l'interdiction qui leur est faite par la tradition coranique d'accéder à la lumière de l'espace public, voire tout simplement, de choisir leur vie. Étrange conception des droits de l'enfant enfin (puisque cet argument non plus ne nous a pas été épargné) qui veut que l'école elle-même capitule devant la puissance illimitée des parents.

C'est contre le pouvoir des tribus que s'est constituée la pensée des droits de l'homme. Comme l'a déjà montré le défilé des « tribus plurielles » qui s'est tenu le 14 juillet, nous ne savons plus faire la différence entre les droits de l'homme et les droits des tribus. A qui profite cette confusion ? Au Front national bien sûr, à ceux qui, affirmant comme leurs adversaires que l'autre c'est l'autre et que nous c'est nous, en concluent avec plus de logique que l'autre n'a rien à faire chez nous.

Ni le premier ministre, ni le ministre de l'éducation de la gauche au pouvoir n'ayant le courage d'affirmer leur attachement indéfectible et intransigent à la France républicaine, seule la France tribale se fait entendre, et semble proposer une alternative à la ghettoïsation. Dans la conjonction où nous vivons, le retournement des droits de l'homme contre l'école laïque et contre la culture comme monde commun n'est pas seulement philosophiquement indéfectible et moralement condamnable. C'est un crime politique que nous paierons très cher demain.

► Alain Finkielkraut est philosophe et écrivain.

LES HÉRITIERS SUR LE GRILL



N'omettant jamais le poivre ou le filer de circon, Colombani et Lhonnau se penchent sur cette génération de quadragénaires de droite ou de gauche qui sont ou aspirent à prendre les commandes de l'État.

Gilles Bresson - Libération

Flammarion

TRAIT LIBRE



هنا من أجل

ÉTRANGER

LIBAN : après l'accord de Taëf

Les députés chrétiens justifient leur acceptation du document d'« entente nationale »

« C'est la victoire de la raison sur l'émotion. Il faut faire passer les agissements irresponsables du général Aoun qui tente de prendre en otage l'opinion publique libanaise et, en particulier, chrétienne », ce cri de colère d'un élu modéré du camp chrétien résume bien le sentiment des députés libanais face au rejet, exprimé dimanche soir par le général Aoun, de la nouvelle charte nationale qu'ils ont approuvée à Taëf.

Répondant au chef du gouvernement militaire chrétien qui en a appelé, contre eux, à la volonté populaire, trente députés vivant dans les régions chrétiennes sous le contrôle du général Aoun, ont, lundi 23 octobre, dans un long communiqué « au peuple libanais », expliqué et justifié leur choix. Rappelant « le désespoir et le chaos dans lesquels vivent les Libanais depuis quatorze ans », ces élus assurent « qu'ils sont venus à Taëf avec la ferme volonté de rétablir la souveraineté du liban et de reconstruire les institutions de l'Etat. Dans le respect de notre conscience nationale, nous avons tranché entre la poursuite d'une

guerre destructrice et un espoir de paix. Un choix négatif aurait coûté un prix trop élevé au Liban et lui aurait fait perdre sa dernière chance de salut ».

De plus, poursuit le communiqué, « notre entente était nécessaire pour recouvrer la souveraineté », et le compromis de Taëf « bénéficie devant l'opinion arabe et internationale d'un engagement et de garanties du gouvernement syrien pour le respect de la souveraineté libanaise en vain par les Libanais depuis de longues années. La réconciliation et la reconstruction de l'Etat sont, d'autre part, la seule manière de libérer le pays de l'occupation israélienne.

but poursuivi par tous », assure encore ce texte qui affirme que « dans un temps proche, les Libanais auront une vie décente, à travers les textes et les explications de tout ce qui s'est fait ».

Beaucoup d'élus soulignent aussi, lundi soir, qu'ils attendaient le discours que devait faire mardi, à la séance de clôture de leurs assises informelles, le roi Fahd d'Arabie saoudite, discours dans lequel il doit renouveler l'engagement du Comité tripartite, et par là même des vingt-deux pays arabes, à suivre l'exécution des accords de Taëf. Ainsi auront-ils de nouveaux arguments à opposer au général Aoun. Près à partie personnelle par ce dernier, le juriste et

avocat, M. Nasri Maalouf, nous a, pour sa part, indiqué qu'il « avait l'intention de répondre point par point, quand il aurait tous les textes, au général Aoun, comme le font les avocats quand ils plaident pour gagner ».

Cette unanimité des députés du camp chrétien contre les prises de position du général Aoun n'en pose pas moins le problème des élus qui doivent rentrer à Beyrouth-Est et qui craignent d'être l'objet de manifestations organisées contre eux, sans parler d'actes hostiles toujours possibles dans un pays où la force tient souvent lieu de loi.

Cette question fait l'objet d'un débat interne entre députés et également au sein du Comité tripartite, soucieux de pouvoir assurer, dans les meilleurs délais, la réunion du Parlement à Beyrouth, pour approuver dans les règles la charte nationale, élire un président de la chambre et, enfin, le président de la République. Tout ceci nécessite une liberté de mouvements des députés qui ne paraît pour l'instant, estime-t-on ici, pouvoir être assuré.

FRANÇOISE CHIPAUX

Manifestations en faveur du général Aoun à Beyrouth-Est

BEYROUTH

de notre correspondant

« Qu'ils restent là où ils sont », c'est-à-dire en Arabie saoudite, le général Aoun, premier ministre en exercice en secteur chrétien, qui ne cesse de le répéter dans ses harangues à la foule, va-t-il réellement empêcher les députés libanais « non » réduits d'y retourner ou, du moins, y entraver leur liberté d'action, notamment pour se rendre à une éventuelle séance parlementaire, après leur retour ?

Les manifestations — « provoquées », selon les médias du secteur musulman — contre l'accord de Taëf et, donc, pour le général Aoun, dont celui-ci avait parlé, ont commencé dès le lendemain de son « non » catégorique et immédiat au nouveau pacte national adopté par les députés libanais

au cours de leurs longues assises saoudiennes (le Monde du 24 octobre). Elles doivent continuer à s'amplifier, doublées, mardi 24 octobre, d'une grève dont le mot d'ordre est venu de la station de télévision « sonniste » et qui paralyse Beyrouth-Est ainsi que toutes les régions chrétiennes, où des piques brûlées aux carrefours entravent sérieusement la circulation.

Les députés chrétiens, qui ont publié à Taëf un plaidoyer pro domo tout aussi ferme que les attaques dont ils sont l'objet de la part du général Aoun, ne sont manifestement pas seuls dans l'épreuve de force qu'ils ont ainsi engagée. Sur le plan intérieur, aussi bien la milice — c'est-à-dire les Forces libanaises de M. Samir Geagea — que le patriarche maronite, Mgr Sfeir, prudemment installé au Vatican depuis bientôt un mois,

ainsi que le Parti phalangiste (dont le chef, M. Georges Sade, a été le principal négociateur du camp chrétien à Taëf), ou même que les partis chrétiens de moyenne stature — notamment le PNL de M. Dany Chamoun, pourtant « sonniste » notoire — et que les chrétiens du Nord, dont le chef est l'ex-président Franjé, qui s'était fait remarquer par un appui tacite au général sous forme d'un grand silence durant les six mois d'hostilités, sont favorables au nouveau pacte.

Sur le plan extérieur, outre le triumvirat, et à travers lui le monde arabe, on a noté la promptitude et la fermeté de la prise de position de Washington ainsi que de Londres et le fait que la France a délégué un émissaire, M. Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay, auprès du patriarche Sfeir au Vatican.

« Seul contre tous ? », se demande l'éditorialiste du quotidien l'Orient-Le Jour, pour constater que le général « fait se dresser contre lui jusqu'aux plus modérés des Etats arabes, compromettant ainsi le capital de sympathie qu'il s'était constitué auprès d'eux pendant la première phase de sa guerre de libération (...) et ne peut qu'irriter, agacer ou inquiéter selon le cas les puissances étrangères (...) qui, tout au long des délibérations de Taëf, n'ont cessé de prodiguer appui et encouragements aux députés, élevés par Washington à la dignité de héros ».

Quid du sentiment de la population dans le réduit chrétien ? Les gens sont perplexes. Ils considèrent que « le général » a raison dans ce qu'il dit, mais ils craignent de retomber dans l'impasse, avec le risque d'un dérapage apocalyptique, même si les initiatives assurent péremptoirement que la guerre et les bombardements ne sont plus au programme. « Il faut être deux pour jouer », rappelle l'Orient-Le Jour au général Aoun, en ajoutant : « Hier déjà (...) Radio-Damas mettait en garde contre un retour au langage du canon, et il est à craindre qu'un nouveau blitz sur les régions chrétiennes ne soit accueilli cette fois avec indifférence, ou même satisfaction, par certaines puissances ».

Le réduit chrétien est en grève, certes. Il manifeste, outre de la consécration — au moins provisoire — de l'hégémonie syrienne sur le Liban, mais la plupart des gens ne parviennent pas à définir quelle est la moins mauvaise solution pour eux.

Hors du « réduit », les réserves sont principalement le fait de M. Walid Joumblatt (PSP druze) et, accessoirement, de M. Nabih Berri (Amal, chiite). Le leader druze a souligné que le document de Taëf « s'oppose à l'édification d'un Liban nouveau, démocratique, laïc et moderne ». Mais il a déjà fait savoir qu'il y souscrirait à la demande de la Syrie.

LUCIEN GEORGE

Le sort des otages occidentaux

M. Rafsandjani rappelle les conditions d'une aide iranienne

L'heure est décidément à la détente entre la France et l'Iran. Après plusieurs déclarations de dirigeants iraniens et des éditeurs de la presse de Téhéran se félicitant du nouveau climat entre les deux pays, le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a profité, lundi 23 octobre, de sa première conférence de presse depuis son élection, l'été dernier, pour déclarer que son pays n'avait « aucune demande particulière à formuler à la France », souhaitant seulement « l'application des principes financiers qui lient les deux pays, sans aucune concession de part ou d'autre ». Ces questions financières font actuellement l'objet de négociations, dont M. Rafsandjani a dit qu'elles précèdent « un tour sérieux ».

Ce dossier doit être discuté, cette semaine à Paris, par M. François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay, et M. Mahmoud Azizi, vice-ministre iranien des affaires étrangères. Le 18 septem-

bre, les contacts s'étaient déroulés à Téhéran à l'occasion d'une visite de M. Scheer dans la capitale iranienne.

C'est toutefois à la question des otages occidentaux détenus au Liban que la conférence de presse du président Rafsandjani — destinée essentiellement à la presse internationale — a été consacrée. L'homme fort de Téhéran a réitéré à cette occasion les conditions prises par l'Iran à toute « aide » à la libération de ces otages, à savoir le déblocage des avoirs iraniens gelés aux Etats-Unis, fin 1979, à l'occasion de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran et l'intervention des Occidentaux en faveur de quatre ressortissants iraniens détenus en 1982, à Beyrouth (ce que les Iraniens disent avoir été enlevés par des miliciens chrétiens). M. Rafsandjani a en outre repris la thèse, souvent développée par les dirigeants iraniens, selon laquelle son pays était étran-

ger aux actes de terrorisme qu'on lui impute souvent, niant, notamment, que des liens existent entre des groupes iraniens et le Front populaire de libération de la Palestine — commandement général (FPLG-CG) d'Achmed Jibril, soupçonné, entre autres, de l'attentat, en décembre 1988, contre un Boeing de la Pan-Am au-dessus de l'Ecosse.

Le président Rafsandjani n'a apparemment pas convaincu à Washington, où on fait remarquer de source autorisée que rien ne permet de penser que le nouveau gouvernement iranien a renoncé au terrorisme pour servir sa politique étrangère. Les porte-parole de la Maison Blanche comme du département d'Etat se sont, d'autre part, refusés à établir un lien, « quel qu'il soit », entre la question des avoirs iraniens gelés aux Etats-Unis et le sort des otages. Ceux-ci, ont-ils réaffirmé, ne peuvent faire l'objet d'aucun « marchandage ».

Aux Nations unies

L'écologie selon M. Brice Lalonde

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

L'actualité aura servi M. Brice Lalonde. Venu plaider devant la deuxième commission (économique) la cause des douze Etats membres de la CEE, le secrétaire d'Etat français, chargé de la défense de l'environnement, avait à peine terminé son intervention, le 23 octobre, que les premières dépêches d'agence annonçaient le suicide de Pasadena. Une série d'explosions suivies d'un gigantesque incendie dans une fabrique de plastique appartenant au groupe Phillips Petroleum, installée près de Houston, au Texas, et qui a entraîné, outre un mort et une vingtaine de disparus, l'évacuation temporaire de deux mille personnes.

Un simple accident industriel sans doute. Mais une pierre de plus dans le jardin des Américains, qui, si l'on en croit M. Brice Lalonde, marquent le pas sur le chemin de l'écologie, dès lors qu'il s'agit de mettre la main à la poche. Un thème pourtant majeur de cette quarante-quatrième session de l'ONU, à tel point que M. Margaret Thatcher en personne viendra, le 8 novembre prochain, au palais des Nations unies exposer la politique britannique à propos de l'environnement.

Pour l'heure, la position britannique et, surtout américaine (deux pays qui ont traité les pieds lors de la conférence sur l'Antarctique qui s'est achevée le 21 octobre à Paris) semble agacer prodigieusement le secrétaire d'Etat. A tel point que, retrouvant ses réflexes d'écologiste de base, il est allé s'entretenir dans la matinée avec la branche américaine des Amis de la Terre (une association qu'il connaît bien...) et d'autres organisations non-gouvernementales, telle la National Wild Life Foundation. Pour se faire expliquer cette attitude amé-

ricaine nouvelle qu'il ne comprend pas ». Surtout après les engagements présidentiels de M. George Bush, en faveur de l'environnement dans un pays où le lobby écologique est particulièrement développé.

Mais la réalité est là. A savoir un déficit budgétaire énorme qui conduit le Congrès américain à écarter d'emblée toute proposition de nouvelle contribution financière. Témoin la réunion de deux jours qui vient de se tenir à Sundace (Utah) sur le thème de l'énergie nucléaire en présence d'experts de cette industrie, de délégués gouvernementaux et de spécialistes de l'environnement. Et au cours de laquelle il est apparu que les partisans d'un recours accru au nucléaire (qui est à l'origine de 19 % de la production d'électricité aux Etats-Unis) étaient plutôt minoritaires par rapport aux adeptes de l'énergie traditionnelle, notamment le charbon.

Un industrie particulièrement polluante aux Etats-Unis mais aussi en Grande-Bretagne. C'est dire si, aux Nations unies, les préparatifs de la conférence développement-environnement prévue pour les premiers mois de 1992, s'annoncent agités. Les pays en voie de développement refusent de jouer les bœufs émissaires d'une pollution dont ils rejettent la responsabilité sur les nations industrielles. De leur côté, celles-ci cachent de moins en moins leurs réelles divergences sur un thème qui se veut rassembleur !

Un gros travail de conciliation en perspective pour la France qui, si l'on en croit le secrétaire d'Etat « veut jouer un rôle de passerelle et éviter les blocages Nord-Sud sur l'environnement et sur le développement ».

SERGE MARTI

La Chine évacue des positions militaires dans le nord du Vietnam

La Chine a évacué au début du mois d'octobre certaines positions militaires qu'elle occupait dans le nord du Vietnam depuis la guerre sino-vietnamienne de 1979, a annoncé une source officielle lundi 23 octobre à Hanoï.

Ce retrait ne signifie pas un déboîement dans les relations entre les deux pays, Pékin posant toujours des « conditions inacceptables » par le Vietnam pour une normalisation des relations, notamment en ce qui concerne le Cambodge, a toutefois souligné cette source.

La Chine avait attaqué le nord du Vietnam en février 1979 pour « donner une leçon » à Hanoï dont les soldats avaient renversé le régime pro-chinois des Khmers rouges, après l'invasion du Cambodge en décembre 1978. — (AFP.)

□ Pékin a suspendu ses relations diplomatiques avec Béziers. — La République populaire de Chine a mis, mardi 24 octobre, sa menace à exécution en suspendant ses relations diplomatiques avec Béziers, petit Etat d'Amérique centrale, appliquant ainsi le même traitement qu'à la Grenade et au Libéria, également coupables d'avoir reconnu Taïwan (le Monde du 14 octobre). — (AFP.)

Entretiens franco-américains sur l'achat d'avions F-18

Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, et son homologue américain, M. Dick Cheney, ont parlé lundi 23 octobre à Paris du souhait de la marine française d'acheter l'occasion des intercepteurs américains F-18 afin de remplacer les Crusader sur ses porte-avions. M. Chevènement a déclaré : « J'ai donné au secrétaire à la défense américain des précisions que je pensais lui en donner. N'oubliez pas la portée de cette affaire qui concerne une quinzaine d'avions », acquis, s'ils devaient l'être, auprès de l'US Navy ; la décision de Paris sera connue « en temps utile », a-t-il dit.

M. Cheney s'est contenté, pour sa part, de déclarer : « Nous avons discuté d'un large éventail de politiques de coopération en rapport avec les armements. Je ne veux pas en dire davantage ».

La marine française a l'intention de faire des essais du F-18 sur son porte-avions Foch en février prochain.

□ M. Chirac en Asie. — M. Jacques Chirac se rendra du 25 octobre au 2 novembre au Japon et à Singapour, où il s'entretenra notamment avec les premiers ministres de ces pays, respectivement M. Toshiki Kaifu et M. Lee Kuan Yew.

BIBLIOGRAPHIE

« Israël et ses intégristes », de Shalom Cohen

Les deux visages du fondamentalisme

Les nuits d'été, quand il médite dans son jardin de la banlieue de Tel-Aviv, Shalom Cohen éproue, entre deux plus paisibles, les lumières de Bnei Brak. C'est une vision qui le laisse profondément perplexe — une vision au moins aussi difficile à déchiffrer que le plus discuté des passages du Talmud. Bnei Brak est un des bastions du judaïsme orthodoxe, « une ville de Torah », comme disent ses habitants, une ville où l'on a plastiqué les kiosques à journaux qui se risquent à afficher la presse laïque et où les querelles municipales portent sur l'interprétation de la loi religieuse au seizième siècle. Comme toutes les communautés orthodoxes du pays, Bnei Brak s'étend.

Faut-il voir le symbole de la montée d'un intégrisme juif qui menacerait l'Etat démocratique moderne voulu par les très laïcs fondateurs d'Israël ? En tirer d'alarmantes conséquences pour la paix dans la région ? Vétérans de la scène

politique locale, aujourd'hui correspondant de Libération en Israël, Shalom Cohen est allé regarder d'un peu plus près ce qui se passait au bout de sa pelouse — bien décidé à ne pas se satisfaire de clichés simplistes sur cette vague fondamentaliste dont on annonce, tous les jours et depuis plusieurs années déjà, le déferlement ravageur. De ce voyage dans les dédales du judaïsme orthodoxe, il ramène une carte manquée qui met en garde contre les amalgames.

Au départ, il y a le socle des partis religieux lors des dernières élections : dix-huit députés sur cent vingt. Quantitativement, le bond n'est pas énorme : de 12 % de l'électorat depuis 1948, les « noirs » passent à 15 %. Qualitativement, le changement est incontestable : ce sont les orthodoxes, les partisans de l'interprétation la plus stricte de la loi religieuse, qui progressent. Nécessité de combler le vide idéologique laissé par

l'effacement des valeurs fondatrices ? L'interprétation est plus complexe. Parmi les orthodoxes, le parti qui gage le plus de terrain est le Shas, une formation éfarfée qui, avec six députés, est aujourd'hui la troisième de la Knesset.

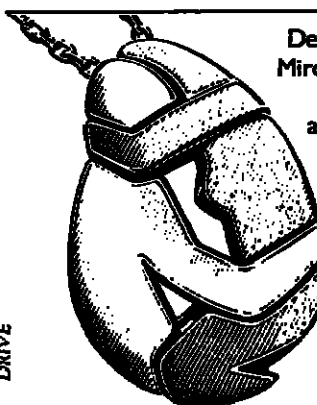
Chez les juifs orientaux, la distinction laïque-religieuse n'a souvent pas grand sens — mieux vaudrait parler d'un attachement à certaines valeurs traditionnelles plus affirmé que chez les ashkénazes. Le socle du Shas tient sans doute davantage à des revendications sociales qu'à une conversion soudaine des orientaux à un fondamentalisme fort éloigné de la traditionnelle tolérance du judaïsme séfarade. Sur la question de la paix et des territoires, nombre de dirigeants du Shas — et de Déguel Alon, autre parti orthodoxe — sont beaucoup plus proches des travaillistes que du Likoud.

Shalom Cohen insiste : il n'y a pas de mouvement fondamentaliste monolithique ; les religieux sont eux aussi divisés à part égale, entre colonnes et faucons. Quand l'intégrisme religieux devient le moteur du nationalisme, cela donne les fanatiques du Kach, le parti du rabbin Kahane, ou du Gush Emunim (le mouvement pionnier des implantations dans les territoires). Mais ces militants-là n'ont pas grand-chose à voir avec les hommes en redingote du quartier de Méa Shearim à Jérusalem, parmi lesquels, par ailleurs, bien des électeurs du Shas ne se reconnaissent pas. De ce tourment perpétuel, Cohen est revenu sans conclusion définitive, avec, dit-il, « plus de points d'interrogation que de réponses ».

ALAIN FRACHON

► Dieu est un baril de poudre, Israël et ses intégristes, Calmann-Lévy, 95 F.

Un Brozek signé Fred



Des sculptures devenues Bijoux. Miroslav Brozek a créé pour Fred une composition mobile qu'il appelle « Le Couple ». Étonnant pendentif d'or jaune et d'or gris sculpté dans la masse et articulé autour de sa chaîne. Prix : 13 380 F.

FRED

6, rue Royale, Paris 8^e - 42.60.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées.
Hôtel Méridien • Espace « Galerie Lafayette », Paris.
Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Nanterre.
21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loeu, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • New York.

EUROPE

RDA : 300 000 personnes dans les rues de Leipzig

Les plus importantes manifestations depuis le début de l'agitation

La Chambre du Peuple, le Parlement est-allemand, s'est réuni mardi 24 octobre à Berlin-Est avec, à l'ordre du jour, l'élection du successeur de M. Erich Honecker à la tête de l'Etat et des armées. M. Egon Krenz, devenu secrétaire général du parti la semaine dernière, a été élu, mais cinquante-deux députés sur cinq cents ont voté contre et vingt et un se sont abstenus. L'ouverture de la session parlementaire a été précédée lundi soir, dans tout le pays, des plus importantes manifestations depuis le début de l'agitation.

Près de 300 000 personnes dans les rues à Leipzig, 40 000 à Schwerin, dans le nord, plusieurs milliers à Berlin-Est, Dresde, Magdebourg, Halle : la RDA a été le théâtre d'un immense happening dont les dirigeants communistes s'efforçaient de ne pas perdre tout à fait le contrôle. A Schwerin, c'est la municipalité elle-même qui avait organisé le principal meeting. A Dresde, M. Hans Modrow, chef de file des réformateurs et premier secrétaire du parti pour la région, est venu à la rencontre des manifestants.

A Berlin-Est, un cortège de 10 000 personnes, parti de l'église protestante de Gethsemani, a pu remettre au siège de la présidence de la République une pétition contre l'élection de M. Egon Krenz à la tête de l'Etat.

Des représentants de tous les nouveaux groupes d'opposition ont tenu, lundi également, leur première conférence de presse commune à Berlin-Est. Ils ont réclamé l'ouverture d'une enquête sur les mauvais traitements dont auraient été victimes les personnes arrêtées lors des premières

manifestations de début octobre. Ils ont demandé que M. Krenz, qui était alors responsable de la sécurité, soit lui-même appelé à comparaître. Le procureur adjoint de Berlin-Est, venu assister à la conférence en compagnie du chef adjoint de la police, a pris inopinément la parole pour réfuter les accusations mais promettre une enquête.

Des informations parvenues à Berlin-Ouest ont par ailleurs fait état de la création dans l'usine Wilhelm Pieck de Berlin-Est d'une cellule syndi-

cale indépendante qui serait, selon ses initiateurs, appelée à devenir l'embryon d'un syndicat indépendant appelé « Reform ». Devant la montée de la contestation dans les entreprises, le président du syndicat unique, M. Harry Tisch, membre du bureau politique, avait estimé ces derniers jours que le syndicalisme devait prendre plus de distance à l'égard du pouvoir. La création de cette cellule a toutefois été immédiatement démentie par la direction de l'établissement.

« Egon Krenz, ne te fais pas d'illusions »

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Une fois de plus, Leipzig, deuxième ville de la RDA par sa population, s'est affirmée comme la capitale de la contestation est-allemande. Le nombre des manifestants qui réclament des réformes et la démocratie double chaque lundi : 70 000 il y a quinze jours, 150 000 la semaine dernière, 300 000 peut-être le 23 octobre.

Dès 16 h 30, une foule compacte convergeait vers le centre historique de la ville, devant l'église Saint-Nicolas, où Jean-Sébastien Bach créa jadis quelques-unes de ses œuvres les plus célèbres, comme le *Magnificat* et la *Passion selon saint Matthieu*. L'office religieux pour la paix qui y est célébré comme tous les lundis ne pourra accueillir qu'une infime partie de la foule. Celle-ci, en attendant le départ du défilé, s'échauffe : des banderoles se déploient peu à peu, et l'apparition de chacune d'entre elles provoque des applaudisse-

ments enthousiastes : « Nous voulons voir des actes, sinon au revoir ! », « Egon Krenz, ne te fais pas d'illusions, nous n'avons oublié ni la Chine (1) ni les élections truquées ».

Plusieurs dizaines de panneaux demandent la légalisation du groupe d'opposition Nouveau Forum, beaucoup d'autres aussi la suppression des entraves aux voyages : « Sans visa, de Rostock à Shanghai ! ». Bien sûr, on crie « Gorby, Gorby ! » comme d'habitude. Les mots d'ordre le plus souvent repris, rythmés par les claquements de mains, sont dirigés toutefois contre la police politique du régime, la Stasi : « La Stasi à la production ! ». C'est l'équivalent de notre : « Les flics à l'usine ! ». Ce slogan est répété inlassablement par une foule que l'image de ces policiers en civil, hâts et redoutés, se salissant les mains au sens propre et non plus au figuré, a le don de mettre en joie. Mais la police, cette fois encore, était très discrète,

se contentant d'assurer la circulation aux alentours.

L'autre bête noire du peuple, le propagandiste numéro un du régime à la télévision est-allemande, M. Karl Eduard von Schnitzler, est allègrement brocardé : on l'invite à se reconverter dans l'extraction de lignite, dont les mines à ciel ouvert sont exploitées dans les environs de Leipzig.

A aucun moment la manifestation ne menacera de dégénérer. Les jeunes gens qui tendent à grimper sur des échafaudages pour avoir une vue d'ensemble sont vite rappelés à l'ordre par des manifestants soucieux de ne donner aucune prise aux accusations de hooliganisme des autorités.

A 18 heures, l'immense cortège se mettra en marche pour faire le tour du centre-ville, comme cela est usuellement devenu une tradition.

« Nous sommes le peuple ! » crie-t-on. Cela ne saurait être nié, car la moitié de la population de

Leipzig, tous âges et toutes catégories confondus, est bien ce soir dans la rue. Sans cesse, des badauds viennent se joindre au cortège. « Elections libres ! », « Les réformateurs au pouvoir ! », « Multipartisme ! ». Le programme politique de ce peuple en marche est sans équivoque : on ne veut ni une grande Allemagne unifiée ni le rétablissement du capitalisme, comme le prétendent encore certains dignitaires du SED, mais simplement la démocratie, le droit d'expression et de sanction par une élection libre des dirigeants du pays.

Cette manifestation de Leipzig, dont les médias officiels est-allemands ont rendu compte, sans pour autant en rapporter les mots d'ordre les plus radicaux, marque bien les limites de la marge de manœuvre de M. Egon Krenz. Pour retrouver la confiance d'une population dont les sentiments sont sans équivoque, le successeur de Erich Honecker devra aller très

vite et très loin dans le changement. On discerne actuellement dans les discours officiels deux attitudes visant à circonscrire cette contestation en marche.

Il s'agit d'abord de considérer le mouvement actuel comme un simple « dialogue entre la population et les dirigeants » dont la poursuite rendrait inutile la légalisation des groupes d'opposition. Il faut ensuite, pour les dirigeants, désamorcer cette contestation en la réduisant à des problèmes de

□ Le correspondant de l'*Humanité* indésirable à Leipzig. — L'*Humanité*, dans son édition du mardi 24 octobre, rapporte que son correspondant permanent à Berlin, M. Claude Marchand, s'est vu interdire, lundi, l'accès de la ville de Leipzig. Le quotidien a « immédiatement fait part de son étonnement » à l'ambassade de RDA à Paris.

□ Retrouvailles social-démocrates. — Un membre fondateur du tout nouveau Parti social-

salaires, de logement ou de réglementation des voyages, chacun de ceux-ci recevant une solution isolée dans le cadre du maintien du système en place. C'est un pari risqué dans une situation mouvante où la mobilisation des masses ne donne aucun signe d'essoufflement.

LUC ROSENZWEIG

(1) M. Krenz avait apporté son soutien aux dirigeants chinois lors des événements du printemps (NDLR).

démocrate est-allemand (SDP). M. Steffen Reiche, a pris part lundi 23 octobre à une réunion du présidium du Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) à Bonn. Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, a assuré M. Reiche du soutien et de la solidarité de son parti et a salué la venue au siège du SPD du « premier représentant d'un parti social-démocrate de RDA depuis quarante-trois ans ». Le SPD avait été absorbé en 1946 par le Parti communiste dans ce qui était alors la zone d'occupation soviétique en Allemagne. — (AFP.)

-Moi, je suis très près de mes sous.



Téléservice BNP. La BNP sur Minitel.

Votre banque confortablement chez vous. Le Téléservice BNP vous permet 24 heures sur 24 d'accéder directement à vos comptes BNP et d'effectuer à domicile toutes vos opérations bancaires courantes. En toute confidentialité. Il vous suffit de faire 3614 BNP. Vos 3 premiers mois d'abonnement gratuits, si vous vous abonnez avant le 30 novembre 1989*.

*Au lieu de 32,00 F par mois. Offre réservée aux particuliers s'abonnant pour la première fois. Coût de la communication Minitel : 0,13 à 0,37 F la minute.

BNP

C'est gagner.

هذه هي الحال

هكذا في الأصل

... Le Monde • Mercredi 25 octobre 1989 5

but de l'agitation

ions

SOUS.

**JUSQU'ICI, POUR ALLER À NEW YORK
AU DÉPART DE BORDEAUX, MARSEILLE,
MONTPELLIER, NANTES OU TOULOUSE,
UNE DROLE DE REGLE VOUS OBLIGEAIT
À PASSER PAR PARIS.**

NEW YORK

PARIS

BORDEAUX
MARSEILLE
MONTPELLIER
NANTES
TOULOUSE

**UTA
OUVRE NEW YORK
DIRECT.**

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Bordeaux, Marseille, Montpellier, Nantes et Toulouse ne sont pas des banlieues de Paris.

La vieille habitude de vous obliger à passer par Paris prouve en tout cas que ce n'est pas encore évident pour tout le monde.

Bref, UTA introduit un nouveau concept pour gagner New York : la ligne droite.

Ça ne changera peut-être pas votre vie, mais ça vous évitera d'avoir à changer d'aéroport, de compagnie ou d'avion à Paris.

Dans de telles conditions de confort, on regrette presque que le vol soit si court.

Pour tout renseignement complémentaire, consultez UTA ou votre agent de voyages.

UTA

NOUS NOUS BATTONS POUR LIBÉRER LE CIEL

DNP

C'est gagner.

EUROPE

URSS : de l'Afghanistan au radar de Krasnoïarsk

M. Chevardnadze s'est livré à une critique cinglante de l'ancienne direction

Responsable du secteur qui marche le mieux dans la perestroïka soviétique, la politique étrangère, M. Chevardnadze a confirmé le nouveau cours en critiquant vivement la direction précédente, notamment pour avoir décidé l'intervention en Afghanistan. Il a également reconnu, comme l'affirmaient les Américains, que le maintien de la station radar de Krasnoïarsk violait le traité ABM sur les antimissiles.

MOSCOU

de notre correspondant

Le ministre soviétique des affaires étrangères était déjà l'un des hommes politiques les plus populaires d'URSS, au même niveau exactement, dans les sondages du comité central, que M. Sakharov. Encore quelques discours aussi tranquillement iconoclastes que celui qu'il vient de prononcer devant le Soviet suprême, et il a de bonnes chances de rejoindre le peloton de tête — M. Gorbatchev, dont la cote recule au rythme où se vidant les magasins, et M. Rykov, premier ministre, dont les cotés technocratiques plaisent tant.

Car s'adressant, lundi 23 octobre aux députés, M. Chevardnadze, a dit aux Soviétiques très exactement ce qu'ils veulent entendre : que ça allait mal hier, qu'il faut battre sa coulpe pour le passé, mais que ça va plutôt bien aujourd'hui et qu'on pourra bientôt être à nouveau fier de soi. Aucun autre ministre soviétique ne peut actuellement légitimement tenir ce discours, mais celui des affaires étrangères le peut. Et cela a donné : « Une violation grossière des normes morales et des valeurs communes de l'humanité », une décision prise « derrière le dos du parti et du peuple » et en « violation » également des statuts du Parti communiste. Ce jour-là, a raconté M. Chevardnadze, « il se trouve que j'étais en compagnie de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev » et ils ont appris la nouvelle par la radio.

Et maintenant ? Guerre injuste ou pas, « notre société garde une dette envers toutes les victimes » des combats et n'a « pas le droit », quoi qu'il lui en coûte, de « refuser une aide au peuple afghan » qui

saura parvenir, a estimé le ministre, à la paix par un accord sur la « représentation de toutes les forces politiques au sein du gouvernement ».

Au passage, M. Chevardnadze a rendu un hommage très appuyé « au courage et à la maturité politique » avec lesquels l'actuel président afghan, M. Najibullah, a accepté l'idée du retrait soviétique dont M. Gorbatchev l'avait informé dès le printemps de 1985 — c'est-à-dire de son arrivée au pouvoir. Petite révélation : l'un des hommes qui accompagnaient M. Chevardnadze à Kaboul lors des sept voyages qu'il a fallu y faire pour mettre au point, « dans des conditions très difficiles », le processus de Genève, était M. Kroutchikov. Le même qui est ensuite devenu patron du KGB avant d'être, en septembre dernier, au bureau politique, lorsque M. Gorbatchev a décidé de rassembler les rangs de la direction.

D'une petite touche à l'autre, on voit ainsi émerger l'un des principaux ressorts du pouvoir que M. Gorbatchev parvient à exercer sur un appareil qui lui est fondamentalement hostile. Autour de lui, et pas seulement avec MM. Chevardnadze et Rykov, existe une équipe d'hommes aux liens étroits et anciens, sachant où ils veulent aller.

L'un après l'autre ces hommes sortent de l'ombre, comme M. Frolov qui vient de prendre la direction de la Pravda. Le prochain congrès du parti devrait, en octobre 1990, lui faire accéder au pouvoir direct.

L'élan de la deuxième perestroïka est d'ailleurs tellement pris que M. Chevardnadze, foulaux aux pieds l'une des dernières règles sacrées de la direction soviétique, se démarque publiquement, au Soviet suprême et devant les caméras de télévision, d'un autre membre du bureau politique, M. Ligatchev. Sans citer son nom, il rappelle que le chef de file des conservateurs avait déclaré, en juin 1988, devant la 19^e conférence du parti, que M. Gorbatchev devait son pouvoir à des hommes désormais dénoncés comme freins au changement (MM. Gromyko et Tchebrikov entre autres). Le ministre d'insiste ici en fait : « Il ne pouvait y avoir d'autre choix, dit-il, puisque (M. Gorbatchev) était le représentant de la génération des gens qui devait prendre le pouvoir. »

En clair : M. Ligatchev n'a rien mérité de la perestroïka, cela ne lui promet pas un avenir assuré. Mais pour l'heure, M. Chevardnadze passe à un autre sujet d'autocritique : cette station radar de Krasnoïarsk dont les États-Unis affirmaient depuis tant d'années que sa construction avait violé les dispositions du traité ABM sur les défenses anti-missiles. L'URSS avait finalement accepté son démantèlement en septembre dernier, mais le ministre des affaires étrangères déclare maintenant que cette station constituait effectivement une « violation ouverte » du traité ABM et que la direction du pays n'avait pas « immédiatement connu toute la vérité ».

Une « pyramide d'Egypte »

« Qui a décidé de sa construction ? » a demandé-t-il de la tribune. Il se donne pas la réponse, mais parle d'une « pyramide d'Egypte » qui a coûté des centaines de millions de roubles. Autrement dit, les responsables sont connus et il y a des dossiers prêts contre les partisans de la contre-réforme.

M. Chevardnadze explique encore que les prochaines visites de

M. Gorbatchev en Finlande et en Italie vont donner une « nouvelle impulsion » à l'idée de « maison commune européenne », que le dialogue avec l'Amérique a atteint un « degré nouveau d'ouverture et d'intensité » que le prochain sommet Bush-Gorbatchev sera un « événement majeur » : c'est un souffle d'optimisme qu'il fait passer sur un Parlement qui a toutes les raisons d'en manquer. Même au Nicaragua, les choses iraient bien grâce à la « flexibilité » des sandinistes et au « réalisme » de Washington aujourd'hui décidé, selon lui, à accepter un règlement politique.

Quant aux changements en Europe de l'Est, dit-il à la veille de son départ pour Varsovie, où bien ils ont suscité « des problèmes, des complications, mais pas de crise ». Si des « forces alternatives sont apparues dans certains pays » (du pacte de Varsovie), c'est que « leurs peuples le voulaient » que leur « absolue liberté » doit être respectée. Ils demandent pour l'URSS « des voisins, des alliés, des amis ». Il faut, conclut sur ce point M. Chevardnadze, de « nouvelles bases aux relations avec tout le monde, à l'Est comme à l'Ouest ».

Pendant que M. Chevardnadze s'adressait aux députés, le front social se réveillait. Quelques vingt mille salariés de la région de Mordovitchenski, en Sibérie, ont arrêté le travail pendant deux heures en signe de protestation contre le non-respect des engagements pris par le pouvoir, en juillet dernier, pour faire cesser la grève des mineurs. Douze mines de Vorkouta, dans le nord de la Russie devraient également, selon les estimations, déminer mercredi pour la même raison et le danger d'une pénurie de charbon pendant l'hiver se précise ainsi.

De nouvelles grèves chez les mineurs

Problème annexe : la loi sur les grèves adoptée il y a quinze jours par le Soviet suprême ne reconnaît pas ce droit aux mineurs. A peine adoptée, la nouvelle législation est ainsi bafouée, comme elle l'est régulièrement par des manifestations de rue convoquées sans autorisation. Lundi, dix mille personnes ont défilé dans les rues de Kichinev, la capitale de la Moldavie, pour réclamer la légalisation du Front populaire de cette république.

et la démission du premier secrétaire du parti. La Russie, quant à elle, vient de se doter de son propre Front populaire, défini comme un « mouvement de renouveau de la société soviétique sur la base du socialisme démocratique » (le Monde du 24 octobre). Anarchistes, chrétiens-démocrates, monarchistes et « communistes pour la perestroïka » y coexistent et le mystère de ce front commun (contre l'extrême droite xénophobe et antisémite) pourrait constituer un bon sujet d'inspiration pour la nouvelle Pravda celle dont M. Frolov a officiellement pris la direction lundi, intronisé par M. Gorbatchev en personne.

Le jour de cette prise de fonctions, M. Frolov a accordé un entretien aux Emissaires. Il y explique que les changements doivent être approfondis « dans tous les domaines », que c'est la pratique et non pas les déclarations qui doit fonder l'autorité politique du parti, que la Pravda doit se concentrer désormais sur les « valeurs humanistes du socialisme » et mériter son nom (pravda en russe signifie vérité). Un point ressort aussi de ses déclarations : M. Frolov est là pour aider M. Gorbatchev à gagner la bataille du congrès.

BERNARD GUETTA

M. Badinter au chevet de la Constitution soviétique

Retour, samedi 21 octobre, d'un voyage d'une semaine en URSS où il avait été officiellement appelé en consultation.

M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, s'est déclaré frappé par « l'atmosphère et l'effervescence de la Constitution » rencontrée à Moscou. L'intérêt de ses interlocuteurs pour la mise en place d'un « Etat de droit » — fût-il socialiste — est « immense », a-t-il confié au Monde au cours d'un entretien, car il s'agit, après des dizaines d'années d'autoritarisme et d'arbitraire, de « mettre en forme les libertés publiques, de conquérir un nouvel espace ».

Qu'il s'agisse de MM. Jacoblev et Adenichev, respectivement ministre de la Justice et adjoint au ministre des affaires étrangères, ou de M. Kirinov qui préside la commission de préparation de la loi sur le contrôle constitutionnel en URSS, ou même du tout-puissant procureur général de l'URSS, M. Soukharev, aussi gorbatchévien aujourd'hui qu'il fut hier ardent brejnévien, M. Robert Badinter affirme n'avoir reçu que des témoignages d'attention extrême pour les questions juridico-politiques sur le contenu desquelles il est venu satisfaire la curiosité ou le souci de crédibilité de ses interlocuteurs. « J'ai été accueilli, nous a-t-il dit, comme un ingénieur spécialisé à

qui on demande consultation, et j'ai été frappé par la volonté de s'informer de tous mes interlocuteurs ».

C'est bien sûr la question du contrôle de la constitutionnalité des lois qui a été au centre des entretiens de M. Badinter. La réforme constitutionnelle adoptée le 1^{er} décembre 1988 par le Soviet suprême a, en effet, instauré en URSS (article 125 de la Constitution) un mécanisme inédit et complexe de contrôle, confié à un comité de surveillance constitutionnel.

Ce comité, qui sera composé d'un président, d'un vice-président et de vingt et un membres élus pour dix ans par le Congrès des députés du peuple, « permet les spécialistes de la politique et du droit » (vingt et un membres « incluant des représentants de chaque République fédérée »), est encore dans les limbes. Tout comme la réforme dont il est le symbole.

« Système de dérivation »

La multiplicité des fronts politiques et économiques ouverts par M. Gorbatchev, ou malgré lui, a empêché, jusqu'à présent, l'élaboration de la loi qui devra régir « l'organisation et les modalités de l'activité du comité de surveillance constitutionnel ». Mais, selon M. Badinter, les dirigeants veulent tout de même aller vite, même s'ils ont été handicapés par la maladie de M. Koudriatsev, l'important juriste qui avait été initialement pressenti pour diriger la réflexion

préalable à la création du comité de surveillance, puis le comité lui-même.

M. Badinter est demeuré volontairement discret, pour ne pas apparaître comme un donneur de leçons, sur la nature des analyses qu'il a réservées à ses interlocuteurs. Il n'est toutefois pas difficile d'imaginer que, comme il le fait généralement au cours des exercices de défense et d'illustration des juridictions constitutionnelles, qu'il affronte aussi bien devant des parlementaires que face à des spécialistes, le président du Conseil constitutionnel a souligné les avantages très forts que revêt à ses yeux la double fonction, d'équilibre et d'apaisement, du contrôle a priori de la constitutionnalité des lois.

Si la première de ces fonctions peut apparaître toute théorique en URSS aujourd'hui et pour quelque temps encore, la seconde l'est probablement beaucoup moins dans un pays agité par les soubresauts nationalistes et ethniques aux conséquences incalculables. La fonction d'apaisement d'une institution de contrôle constitutionnel pourrait être tout particulièrement précieuse pour extraire en mécanismes juridiques les affrontements politiques entre Républiques soviétiques et le pouvoir central, pour servir de « système de dérivation » et éviter l'alternative « abandon ou affrontements ».

Les interlocuteurs de M. Badinter auraient été fort intéressés par ces développements. La Cour suprême américaine — encore que sa juridiction

ne soit pas purement constitutionnelle — n'a-t-elle pas joué un grand rôle d'apaisement dans l'évolution du problème racial aux Etats-Unis ?

M. Badinter, qui n'aurait sans doute pas parlé un kopék si y a quelques années, si on lui avait dit qu'il serait invité un jour à Moscou en tant que consultant en démocratie, ne cherche pas à cacher l'ampleur de la tâche qui attend les Soviétiques dans l'hypothèse où le nouveau cours politique ne serait pas contrarié. « Il n'y a rien, rappelle-t-il, véritablement d'état de droit, que lorsqu'un citoyen pourra poursuivre l'Etat et éventuellement le faire condamner et lorsqu'on en aura terminé avec la double légitimité, peuple, parti. La démocratie suppose une seule légitimité, celle du peuple ».

C'est pourquoi le président du Conseil constitutionnel se déclare également d'accord avec M. Gorbatchev pour estimer qu'il faudra un jour cesser d'amender dans le désordre l'actuelle Constitution pour en rédiger une nouvelle, qui prenne clairement en compte toutes les exigences d'une démocratie, à commencer par celles des droits de l'homme.

Dernière remarque : un Etat de droit exige un grand nombre de juristes compétents et indépendants, y compris en droit international puisque l'URSS veut s'ouvrir sur le monde... des affaires. La pénurie en la matière est notoire, et pour la réduire il faudra sans doute une génération.

JACQUES AMALRIC et MICHEL KAJMAN

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD
Le président De Klerk dénonce l'« ingérence » des pays du Commonwealth

Le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, a condamné lundi 23 octobre l'« ingérence » des dirigeants du Commonwealth dans les affaires sud-africaines. S'adressant au congrès du Parti national de l'Etat libre d'Orange, il a déclaré que « l'avenir politique (de l'Afrique du Sud) n'est pas un sujet à débattre entre gouvernements étrangers dans une arène internationale ».

Les dirigeants des pays du Commonwealth réunis en conférence à Kuala Lumpur avaient lancé, dimanche, avant de se séparer, un appel à une intensification des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, dont la Grande-Bretagne s'était dissociée. La nouvelle Afrique du Sud sera imaginée « en Afrique du Sud, par les Sud-Africains, et non de et par les institutions constitutionnelles existantes, suivant un processus

constitutionnel », a affirmé M. De Klerk.

De son côté, l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, a qualifié de « scandaleuse et isolée » l'attitude du premier ministre britannique à l'égard des sanctions contre l'Afrique du Sud.

Evocant une éventuelle libération de Nelson Mandela, Mgr Tutu a déclaré : « L'important, ce n'est pas sa libération. Il faut aussi qu'il puisse parler haut et fort, sans quoi, cette libération serait une catastrophe. » — (AFP).

BÉNIN
Reprise des cours

Les enseignements béninois, en grève depuis le mois d'avril, ont accepté de reprendre les cours le lundi 23 octobre, mais ont en contrepartie fixé au 8 décembre la date limite pour la satisfaction de leurs revendications salariales, faute de quoi ils suspendront à nouveau leurs activités.

Les enseignants du supérieur reprendront pour leur part leurs cours à l'université à compter du 30 octobre. Les étudiants ont aussi accepté de reprendre le chemin du campus, mais les éléments les plus « durs » appellent à la

continuation du mouvement, déclenché au début de l'année. Les autorités béninoises éprouvent toujours les plus grandes difficultés pour payer les agents de l'Etat. — (AFP).

CAMBODGE
Hanoi livra des armes à Phnom-Penh si la situation se dégrade

Le Vietnam pourrait fournir des armes et des munitions au régime de Phnom-Penh si la situation militaire l'exigeait mais n'envisage pas de renvoyer de troupes dans ce pays, a affirmé une source officielle vietnamienne lundi 23 octobre à Hanoi.

Depuis le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge en septembre, le régime de Phnom-Penh fait face à un regain d'activité de l'opposition armée qui comprend les Khmers rouges, les partisans du prince Norodom Sihanouk et ceux de l'ancien premier ministre Son Sann.

Les deux mouvements non communistes de l'opposition ont

occupé au début d'octobre une importante partie de la province de Beantay-Meanchey (nord-ouest du Cambodge) mais ont échoué dans leur tentative de prendre la capitale provinciale, Siem Reap.

Les Khmers rouges, quant à eux, ont annoncé lundi qu'ils avaient occupé Pailin, située plus au sud à proximité de la frontière thaïlandaise, dans une zone riche en gisements de pierres précieuses (le Monde du 24 octobre).

L'information a été démentie le même jour par une source officielle cambodgienne de Phnom-Penh qui a cependant admis que les troupes gouvernementales faisaient face à une offensive des Khmers rouges dans la zone. — (AFP).

COLOMBIE
Les « parrains » de la drogue proposent un « dialogue » au gouvernement

L'organisation criminelle dite les « extradables », bras armé et porte-parole des « parrains » colombiens de la cocaïne, dans

PARIS-LONDRES
Authentique breakfast anglais à bord ?

Si j'avais su j'aurais fait moins attention à ma ligne... et plus à la leur.

Il y a deux types d'hommes d'affaires. Ceux qui ne savent pas et ceux qui savent qu'avec Air Europe ils seront vraiment traités en businessmen, d'un bout à l'autre de leur voyage.

• Dès l'aéroport : salon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ.
• A bord : cabine "Business Class" séparée, fauteuils espacés, breakfast complet, excellente cuisine, bar gratuit, hôtesse jeunes et charmantes, avions de moins de deux ans.

• Après le vol : liaison directe Gatwick-Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes.
Et ce n'est pas tout : à partir du 29 octobre Air Europe augmente ses fréquences, vous propose 6 vols aller-retour par jour aux meilleurs prix du marché (Classe Affaires : 1990 F aller-retour). So what... ne dites plus "Si j'avais su !".

Consultez votre agence de voyages ou Air Europe : (1) 49 27 91 00.

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

لندن من لندن

EUROPE

HONGRIE : la proclamation de la nouvelle République

« Peut-être, enfin, allons-nous être libres... »

Plusieurs dizaines de milliers de Hongrois ont célébré, lundi 23 octobre, le trente-troisième anniversaire du début du soulèvement de Budapest, écrasé dans le sang par les chars soviétiques le 4 novembre 1956. Chef de l'Etat par intérim, M. Matyas Szűrös a proclamé à cette occasion la quatrième « République de Hongrie », qui n'est plus « démocratique » et « populaire ». Mais avant les premières élections libres qui doivent avoir lieu au cours des six prochains mois de 1990, nombre de Hongrois se montrent encore sceptiques sur l'étendue du changement.

A l'image de l'insigne sur la casquette des policiers, où un simple emblème tricolore — rouge, blanc, vert, les couleurs de la Hongrie — a remplacé l'étoile rouge en l'espace d'un week-end, une nouvelle République a été proclamée, lundi 23 octobre à Budapest, par un haut dirigeant, M. Matyas Szűrös, déjà dignitaire sous l'ancienne « République populaire », membre du Parti communiste de 1951 à octobre 1989 et ambassadeur, au temps de Kádár, à Berlin-Est et à Moscou.

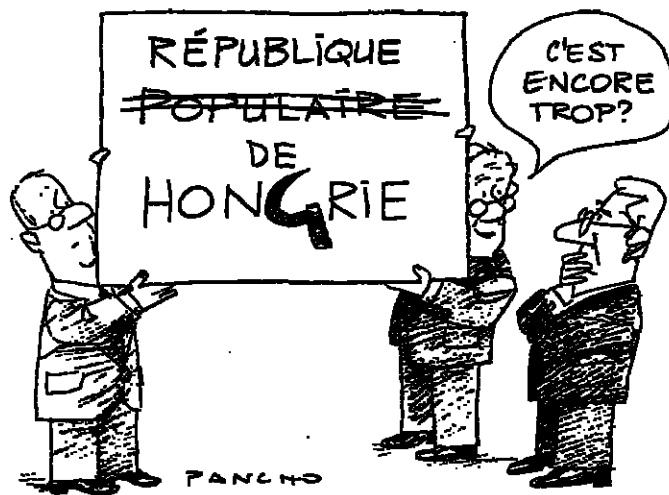
Les policiers sont les mêmes, les dirigeants sont les mêmes, mais le pays n'est plus tout à fait le même. Pour les dizaines de milliers de Hongrois descendus dans la rue en ce trente-troisième anniversaire du soulèvement de 1956, il y a désormais l'espoir, l'espoir d'une Hongrie « libre, démocratique et indé-

pendante », celle-là même que réclamaient les Hongrois de 1956, avant d'être massés par les chars soviétiques, et qui paraît à portée de main aux manifestants d'aujourd'hui.

Un espoir symbolisé par cette petite dame perdue dans la foule, en début de soirée, une vendeuse de quarante-sept ans, qui avoue timidement « avoir pleuré toute la matinée » tellement elle était émue, avant d'ajouter, d'une voix à peine audible : « Peut-être enfin allons-nous être libres... »

Des deux événements célébrés le 23 octobre sous un soleil estival, la proclamation organisée par le gouvernement d'une République qui se présente plus « populaire » et la commémoration par l'opposition — pour la première fois légalement — de l'insurrection de 1956, les Hongrois n'en ont fait qu'un, allant indifféremment de l'un à l'autre, comme si le premier n'était qu'une conséquence inéluctable et logique du second.

Midi, place Kossuth : sur la vaste esplanade du Parlement, bâtiment du plus pur style Westminister sur les bords du Danube, règne une atmosphère très familiale. Adolescents, envoyés nombreux par les collèges, employés de bureau venus passer, là, leur pause-déjeuner, militants d'opposition et gens plus âgés qui ont connu d'autres régimes avant les quarante et un ans de République populaire, applaudissent ensemble lorsque, apparaissant à un balcon drapé de tricolore, le président du Parlement, M. Szűrös, annonce solennellement, non plus aux « camarades », mais à « citoyens », que « désormais » « compatriotes », que « désormais



notre Etat est la République de Hongrie ».

M. Szűrös, chef de l'Etat par intérim, en vertu de la Constitution récemment amendée, se fait de nouveau applaudir lorsqu'il parle d'élections libres, élargit quand il évoque « des relations équilibrées avec l'URSS », applaudit encore quand il promet les mêmes relations, mais avec les Etats-Unis. Puis il entonne l'hymne national et dans la foule, György Boti, un vétérinaire de cinquante-deux ans, espère furtivement une lame au coin de l'œil, « il y a trente-trois ans exactement, j'étais là, sur cette place, et j'attendais qu'Imre Nagy prenne la parole au balcon, se souvenant-il. J'avais dix-neuf ans, j'étais étudiant, et depuis hier je revis cette espérance et ma jeunesse. Je suis heureux... Peut-être cette fois-ci il aura-t-il une issue ? Ce n'est pas fini, mais nous avons de l'espoir, et nous devons en avoir ».

Membre d'une autre génération, un ingénieur agronome de vingt-sept ans qui brandit un immense drapeau tricolore ne pèche pas par excès d'enthousiasme, mais veut aussi croire à l'avenir. « J'espère, dit-il, que cette nouvelle forme de République nous permettra un jour de vivre dans un pays plus libre ». Pen importe qui proclame la nouvelle ère : « Même parmi ceux qui étaient au pouvoir, il y a des hommes dont on peut attendre quelque chose car ils sont poussés par la force, des événements ; bien sûr, on aimerait voir de nouveaux visages ».

En réalité, les Hongrois ne sont pas dupes, et M. Szűrös n'aura sans doute pas pris les applaudissements pour une acclamation personnelle. Mais ils savent que, depuis plus d'un an, le pouvoir communiste est pris de vitesse par l'opposition et par la pression réformatrice. Pour se maintenir, il est contraint d'intégrer une à une les revendications démocratiques, quitte à transformer le Parti communiste en Parti socialiste (PSH). Les Hongrois savent que si le gouvernement a organisé la célébration de cette proclamation de la IV^e République — alors que rien ne l'exigeait —, c'était pour ne pas être en reste et tenter de ravir la vedette à l'opposition, qui organisait toutes les commémorations du soulèvement de 1956. Ils ont, eux aussi, entendu, la semaine dernière à la télévision, un responsable tchécoslovaque affirmer que le président du PSH, M. Ruzsák, dirige un parti qui n'a plus le pouvoir et ne peut donc prétendre discuter sur un pied d'égalité avec le chef du PC tchécoslovaque, M. Milos Jakes.

« Les Russes dehors ! »

Treize heures, rue Corvin, on se presse à nouveau devant le cinéma où des groupes d'insurgés armés résistent jusqu'au bout, durant deux semaines de combats, contre la domination soviétique. Un orateur, le pasteur Rutkay, rappelle que même si, l'an dernier, les militants d'opposition se faisaient taper encore dessus le 23 octobre, « cette journée n'est pas une fête, c'est une commémoration. Elle sera une fête lorsque tous ces messieurs et leurs successeurs auront demandé pardon à la nation hongroise ». Démontrons la force magique du peuple, le pouvoir en a peur !, s'écrit un autre, avant de lancer un « A bas le communisme » qui recueille un vif succès.

La télévision réalise sur place l'interview d'un dans qui, la voix étranglée par l'émotion, raconte qu'elle fut l'une des dernières, en 1956, à quitter la rue où elle soignait les blessés. Cela lui valut six ans de prison et le harcèlement constant de la police politique. Ecorché, son fils a émigré : « Ce qui me fait le plus de peine, dit-elle, c'est que mes petits-enfants ne seront pas hongrois ».

Le groupe d'une dizaine de milliers de manifestants se déplace ensuite vers la caserne Kilian, où

des soldats remettent leurs armes aux insurgés. « Nous terminerons la révolution qu'ils ont commencée, lance un orateur. Sans 1956, le parti-Etat ne se serait pas converti en un parti réformateur ». La venue du général Maier, ministre de la Défense d'Imre Nagy, exécuté après 1956, fait un réel émoi avant de la journée du 23 octobre et dévoile une plaque à la mémoire des soldats. On chante encore l'hymne Dieu bénisse les Hongrois.

15 h 15 : on se retrouve devant la radio qui fut le théâtre de violents combats. Là aussi une plaque est inaugurée et le président de la radio relève cette « tragédie de la nation hongroise » qui veut que deux plaques se côtoient à cet endroit : à l'intérieur du bâtiment, une plaque ancienne rend hommage aux victimes des « contre-révolutionnaires ».

Parallèlement, un autre défilé suivait le chemin emprunté en 1956 par la manifestation des étudiants. Un représentant polonais de Solidarité est venu lire un message de M. Lech Walesa. Place des Héros, des manifestants arboraient une pancarte représentant un cercueil gravé de l'inscription « Communisme ».

Tout le monde s'est retrouvé, plus nombreux qu'à midi, devant le Parlement à 18 heures, à la lueur des flambeaux. Les mouvements d'opposition n'avaient pas eu droit au balcon, sur lequel ils avaient quand même accroché la photo d'Imre Nagy. Ils s'étaient donc installés sur les marches, sous la bannière « Liberté, indépendance ». « Ruszák, kaza » (« Les Russes dehors ! »), a scandé la foule.

Emergent de la manifestation, une pancarte indiquait la direction de Moscou et la distance : 1545 kilomètres ; au-dessus de cette inscription : « Bon voyage ». Un personnage de l'opposition, quelque peu fantasque et haut en couleur, György Krasso, a évoqué le souvenir d'Imre Nagy, « politicien de bonne volonté qui voulait harmoniser le communisme et les Hongrois ». Mais nous ne sommes pas communistes, nous sommes hongrois !.

Très applaudi, M. Krasso a ensuite fustigé « ce pouvoir qui a été rouge et s'est repeint en tricolore », avant d'invoquer le Seigneur : « Donne-nous notre pain quotidien et délivre-nous du mal... » La télévision transmettait en direct.

SYLVIE KAUFFMANN

ESPAGNE : au-delà des élections du 29 octobre

La droite tente l'aggiornamento du conservatisme

AVILA

de notre envoyé spécial

Il respire la jeunesse et se veut l'apôtre du « changement ». A la tribune, en bras de chemise, il ne parle que d'« effort », de « justice », d'« honnêteté ». Il ressemble curieusement au Felipe Gonzalez de 1982, dont il imite même, inconsciemment sans doute, les intonations de voix. Il est pourtant aujourd'hui son grand rival : c'est M. José María Aznar, le nouveau visage de la droite espagnole, candidat à la présidence du gouvernement pour la principale formation d'opposition, le Parti populaire.

A trente-sept ans, il s'est lancé à corps perdu dans la campagne des législatives du 29 octobre, car, pour lui, le temps presse : il n'y a qu'un mois et demi que le « leader historique » et fondateur du parti, M. Manuel Fraga, l'a désigné comme candidat et virtuel successeur. Il dispose donc de quelques semaines à peine pour se faire connaître des électeurs, démontrer à tous qu'il est bien désormais le

« patron » de sa formation... et obtenir un résultat honorable face à un Felipe Gonzalez donné gagnant par tous les sondages.

Des sondages qui, pour le Parti populaire, prévoient un léger recul par rapport aux dernières législatives : un résultat qui serait somme toute rassurant pour ceux qui craignent que le délicat processus de succession de M. Fraga ne se traduise par une véritable débâcle électorale. D'autant que le choix de M. Aznar se veut un investissement à long terme. Octobre 1989 est un banc d'essai, les législatives suivantes seront l'étape décisive, assurément en privé les dirigeants du parti.

En attendant, la nouvelle star du conservatisme espagnol, un peu gauche en début de campagne, commence à gagner en assurance et à enthousiasmer son public. Sur son visage s'écrit son terrain, comme l'autre soir à Avila, dans une province dont il fut deux fois élu député, avant de devenir en 1987 président du gouvernement autonome de la Castille-Leon, en

l'emportant de justesse, dans cette région rurale sur les socialistes. « J'ai démontré qu'on peut abattre Felipe Gonzalez », se plaît-il à rappeler à ce propos.

M. José María Aznar tient un discours parfois hybride, mélange de néolibéralisme et d'appel à la solidarité. « Nous voulons stimuler l'initiative de la société face à l'interventionnisme de l'Etat, la capacité créatrice de l'individu face à la volonté de contrôle des socialistes », assure-t-il. Ce qui ne l'empêche pas, par ailleurs, de réclamer plus de « justice sociale » et d'affirmer : « Ce sont les socialistes qui ont divisé l'Espagne en deux, celle des puissants et celle des marginaux ».

M. Aznar évite soigneusement ces descriptions apocalyptiques de la situation espagnole chères à son prédécesseur, M. Fraga, et qui nuisent à la crédibilité du parti. Mais il n'est pas tendre pour autant à l'égard des socialistes.

Mais ce n'est pas seulement dans la forme que M. Aznar commence timidement à prendre ses distances

par rapport à M. Fraga. Sans crainte de contredire son prédécesseur sur des thèmes délicats, il a par exemple affirmé qu'en cas de victoire électorale il abrogerait pas la loi de dénationalisation de l'avortement promulguée par les socialistes, ou qu'il ne déclarerait pas illégale la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire. Un prudent aggiornamento qui touche également les hommes : les deux tiers des têtes de liste du Parti populaire ont changé par rapport aux législatives de 1986.

M. Aznar pourra-t-il toutefois aller de l'avant si les urnes lui sont trop défavorables le 29 octobre ? « La rénovation continuera quel que soit le résultat des législatives », affirme-t-il avec force lorsqu'on l'interroge à ce sujet. La tâche qui l'attend est en tout cas des plus rudes. Il s'agit tout simplement de démontrer qu'après avoir joué pendant plus de dix ans les seconds rôles la droite espagnole peut aspirer à accéder un jour au gouvernement.

THIERRY MALINIAK

A TRAVERS LE MONDE

une lettre envoyée lundi 23 octobre au président du Sénat, proposé un « dialogue national » pour en finir avec les violences de la « guerre de la drogue » déclenchée de part et d'autre à la mi-août. En contre-partie, les « Extradables » demandent au gouvernement de mettre fin aux extraditions vers les Etats-Unis, qui constituent leur principale préoccupation. Une demi-douzaine de trafiquants présumés ont déjà été livrés à la justice américaine, et dix autres attendent de l'être. Deux prélat, d'anciens responsables politiques et des magistrats, des délégués d'organisations populaires de gauche et de « groupes d'autodéfense » (para-militaires, extrême droite) seraient appelés à participer à une « grande commission » qui, par-delà la question de la drogue, s'intéresserait au rétablissement de la paix civile, perpétuellement troublée en Colombie depuis des décennies.

Une précédente proposition de ce type, moins élaborée, avait été catégoriquement repoussée par le gouvernement du président Virgilio Barco. Mais l'idée n'est pas impopulaire dans le pays et recueille des appuis dans les milieux politiques et économiques : M. Juan Gomez Martinez, maire de Medellin, « capitale de la cocaïne », a

aussi-tôt exprimé son approbation de la proposition du cartel de la drogue, et cela bien que les « extraditables » aient revendiqué l'assassinat d'une dizaine de personnes ces deux derniers mois. — (AFP, Reuters.)

DJIBOUTI

Affrontements tribaux

Plusieurs personnes ont été arrêtées et une vingtaine de blessés au cours du dernier week-end à Djibouti après des affrontements entre différents clans d'ethnie somalie, vient d'annoncer le ministère de l'Intérieur. Dans un communiqué, celui-ci déclare qu'il ne tolérera pas que la situation dans les pays voisins affecte sa propre sécurité.

Ces affrontements tribaux ont opposé des Isaks à des Gadebouris, deux clans rivaux du nord de la Somalie, les premiers combattant le régime de Mogadiscio au sein du Mouvement national somalien, les seconds le soutenant. Ces incidents ont coïncidé avec la célébration, samedi 21 octobre à Mogadiscio, du vingtième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du général Siyad Barre. — (Reuters)

HONGKONG

Les immigrants clandestins seront de nouveau renvoyés en Chine

Hongkong. — Les autorités de Pékin acceptent à nouveau de rapatrier leurs ressortissants entrés illégalement à Hongkong, deux semaines après avoir rompu l'accord de 1982 sur le retour des clandestins, a-t-on annoncé, lundi 23 octobre, de source officielle à Hongkong.

Quelque mille cent clandestins chinois ont été interpellés à Hongkong depuis la décision, prise le 8 octobre dernier à Pékin, de refuser le rapatriement de Hongkong de ses ressortissants clandestins pour marquer son mécontentement à l'égard des autorités de la colonie britannique qui avaient laissé le nagour chinois Yang émigrer aux Etats-Unis, au début du mois.

Arrêté en septembre après l'expiration de son visa de séjour, M. Yang avait affirmé qu'il risquait d'être persécuté s'il retournait en Chine, en raison de son engagement lors des manifestations de printemps de Pékin.

Pékin avait accusé Hongkong d'avoir rompu l'accord de 1982 prévoyant le rapatriement en Chine de tous les ressortissants chinois dont les visas ont expiré. Le nombre d'immigrants en provenance de Chine interceptés quotidiennement à Hongkong avait doublé depuis deux semaines, pour atteindre une centaine par jour. — (AFP.)

ZIMBABWE : réouverture de l'université. — Des centaines d'étudiants ont repris, lundi 23 octobre, le chemin de l'université du Zimbabwe, réouverte temporairement pour leur permettre de passer leurs examens après deux semaines de fermeture décrétée à la suite de violentes manifestations. L'agitation avait commencé après l'arrestation de deux dirigeants étudiants qui avaient publié un texte condamnant l'attitude « néo-fasciste » du gouvernement qui avait interdit une réunion sur le thème de la corruption. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

PARIS-LONDRES

7 vols aller-retour par jour ? Si j'avais su j'aurais pu déjeuner avec François et dîner avec Margaret.

HORAIRES VALABLES A PARTIR DU 27 OCTOBRE 1989											
PARIS CDG 1 / LONDRES GATWICK				LONDRES GATWICK / PARIS CDG 1				PARIS CDG 1 / LONDRES GATWICK			
JOURS	DEPART	ARRIVÉE	N° VOL	JOURS	DEPART	ARRIVÉE	N° VOL	JOURS	DEPART	ARRIVÉE	N° VOL
DU LUNDI AU SAMEDI	07H50	09H50	AZ35	DU LUNDI AU SAMEDI	07H50	09H50	AZ36	DU LUNDI AU SAMEDI	10H00	11H00	AZ37
DU LUNDI AU SAMEDI	10H00	11H00	AZ37	DU LUNDI AU SAMEDI	10H00	11H00	AZ38	DU LUNDI AU SAMEDI	11H00	12H00	AZ39
TOUS LES JOURS SAUF SAMEDI	11H00	11H00	AZ39	TOUS LES JOURS SAUF SAMEDI	11H00	11H00	AZ40	DU LUNDI AU VENDREDI	12H00	13H00	AZ41
DU LUNDI AU VENDREDI	14H00	14H00	AZ41	DU LUNDI AU VENDREDI	14H00	14H00	AZ42	DU LUNDI AU VENDREDI	15H00	16H00	AZ43
DU LUNDI AU VENDREDI	15H45	15H45	AZ43	DU LUNDI AU VENDREDI	15H45	15H45	AZ44	DU LUNDI AU VENDREDI	17H00	17H00	AZ45
DU LUNDI AU VENDREDI	17H45	17H45	AZ45	DU LUNDI AU VENDREDI	17H45	17H45	AZ46	DU LUNDI AU VENDREDI	18H00	18H00	AZ47
DU LUNDI AU VENDREDI	19H00	19H00	AZ47	DU LUNDI AU VENDREDI	19H00	19H00	AZ48	DU LUNDI AU VENDREDI	20H00	20H00	AZ49
DU LUNDI AU VENDREDI	21H15	21H15	AZ49	DU LUNDI AU VENDREDI	21H15	21H15	AZ50	DU LUNDI AU VENDREDI	22H00	22H00	AZ51

* A PARTIR DU 2 JANVIER 1990.

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

ASIE

Joutes électorales en Inde

L'ombre de la violence extrémiste hindoue plane sur la campagne en vue du scrutin de novembre

NEW-DELHI

de notre correspondant

Singulier plateau ! Il y avait ce jour-là à la tribune la plupart des témoins de l'opposition, ceux qui, du moins, acceptent de se ranger sous la bannière du « Front national » pour promouvoir, disent-ils, « un gouvernement propre et efficace ». Ce slogan était répété en lettres blanches sur une banderole, et on lisait aussi ceci : « Battre le Congrès, supprimer la corruption, sauver la nation ». Quatre hommes, debout, brandissant le manifeste électorale du Front, sous les lumières des flashs. L'un d'eux, en costume sombre, les principaux points de ce programme censé apporter « un mieux-être » à huit cent cinquante millions d'Indiens.

Ce fut un catalogue à la Prévert, avec des objectifs vagues et des promesses sans prix : en Inde, comme ailleurs, on « rase gratis » avant les élections. Ce fut, pour tout dire, assez affligeant. Mais l'important de toute façon n'était pas là. On ne retint de ce happening médiatique que la photo, qui ornait le lendemain la première page de tous les journaux, celles des quatre hommes et du manifeste.

Sur le fond du débat entre l'opposition et le Parti du Congrès — type de société, la nature des alliances diplomatiques, forme du développement économique, — il n'y a pas de véritables divergences entre les uns et les autres. Et puis, pour dire les choses crûment, cela n'intéresse personne. La politique indienne se fait sans fioritures, la lutte pour le pouvoir passant par la démolition de l'image de l'adversaire, les intrigues et les outrances, les complots et les scandales. Dans ce genre de bataille, les « bêtes

politiques » valent mieux que les théoriciens.

Le Front national, ce regroupement hétéroclite de partis régionaux autour du Janata Dal de M. V. P. Singh, compte quelques fortes personnalités. Il y avait à la tribune, d'abord, Devi Lal, « chef ministre » de l'Haryana, qui a été son anniversaire il y a quelques semaines, sur Raj Path, l'avenue triomphale de la capitale, devant plus de sept cent mille personnes.

Avec sa chevelure neige, son visage d'empereur romain, sa modestie feinte (ne se verrait-il pas, lui aussi, un destin national ?), Devi Lal ne « pèse » que 9,6 millions d'électeurs, mais son influence est grande, surtout au sein du BJP (Bharatiya Janata Party), la formation hindouiste de droite qui « ratisse » très large sur le thème du communalisme (1), un enjeu majeur des élections parlementaires des 22, 24 et 26 novembre.

Près de Devi Lal se tient Rama Rao, star du cinéma national et « chef ministre » de l'Andhra Pradesh : 42,5 millions d'électeurs-spectateurs à sa dévotion ou presque. Dans la vie comme au cinéma, Rama Rao porte son hindouisme en uniforme : tunique safran, marque blanche qui barre le front, tilaka rouge entre les yeux. L'éloquence inaudible mais le charisme toujours impressionnant, à voir les journalistes qui se précipitent pour le saluer, courbés et les mains jointes, Rama Rao, aussi, s'apprête à jouer un autre rôle politique après les élections. En tête d'affiche, bien sûr.

Enfin il y a un petit homme rond à la moustache fine et au crâne dégarni, caché derrière ses éternelles lunettes noires, drapé d'un tissu rouge bordé d'or. C'est Karunanidhi, « chef ministre » du Tamil Nadu (40 millions d'électeurs), un rusé de la politique politicienne qui invoque toujours le souvenir du

« père », Ramashandran, dit « MGR », un monstre sacré du cinéma indien et quasi-propriétaire du Tamil Nadu, dont il était, à sa mort en décembre 1987, le « chef ministre ». « MGR » disparu, sa femme légitime, sa « collaboratrice », et Karunanidhi dépeçèrent son héritage. Le troisième fut le plus rapide. Hélas, dans son testament, le défunt n'avait pas laissé son charisme.

Ces trois hommes, Devi Lal, Rama Rao et Karunanidhi, officiellement, font allégeance au quatrième, V.P. Singh, candidat à la succession du premier ministre, M. Rajiv Gandhi. Les autres chefs de l'opposition, Rama Krishna Hegde, Chandra Shekhar, Jyoti Basu, Arun Nehru, soutiennent aussi, avec plus ou moins de dynamisme, M. Singh surnommé « Monsieur Propre » parce qu'il veut nettoyer la « corruption gouvernementale ». Seulement voilà, entre la gauche, c'est-à-dire les communistes qui dirigent trois États du sud et qu'il appelle ses « alliés naturels », et le BJP, M. V.P. Singh a du mal à trouver un discours cohérent.

Il a besoin de la gauche et de la droite, mais entre le BJP et les communistes, V.P. Singh ne peut pas choisir, surtout en ces temps où le fanatisme hindou lève à travers l'Inde une vague de fond menaçante. Car l'affaire d'Ayodhya (2) domine aujourd'hui le débat électoral. Les chefs du Vishwa Hindu Parishad (VHP), cette organisation encore très méconnue il y a peu, tiennent sans doute dans leur mains le sort de la paix civile en Inde.

Le dilemme de M. Singh

Depuis des mois, ils entretiennent le feu du fanatisme : des millions de briques dans tout le pays ont été « consacrées » pour être utilisées à la construction d'un temple hindou sur le site d'Ayodhya, ce qui suppose la destruction ou le déplacement — ce point n'est pas clair — de la mosquée Babri Masjid. Une gigantesque marche hindouiste était prévue le 9 novembre.

Et, en retour, les musulmans, déjà, se mobilisent. De toutes parts, des appels ont été lancés pour annuler ce projet en forme de guerre sainte. Le VHP a répondu de manière faussement satisfaisante : la marche est annulée mais la cérémonie de fondation de la première pierre aura bien lieu.

Pour les partis politiques cette affaire n'est pas simple. Le BJP, qui contrôle plus ou moins le VHP et d'autres organisations extrémistes, voire fascistes comme le RSS et le Shiv Sena, se refuse à condamner la cérémonie. D'un simple point de vue électoral, le fanatisme hindou est un formidable réservoir de voix. M. Singh, lui, a dénoncé le projet de marche, mais il ne peut guère aller au-delà. Le Front national a besoin d'une alliance avec le BJP, notamment dans les États de la « ceinture hindie », en Uttar-Pradesh, au Bihar et au Rajasthan.

Le dilemme est profond : faire route avec le BJP, c'est s'allier la gauche et, plus important encore, c'est se voir refuser une partie au moins du « vote musulman ». Avec environ cent millions de membres,

la communauté musulmane représente 20 % de l'électorat, donc, au moins cent des cinq cent quarante-deux sièges du Lok Sabha (la Chambre basse).

En Uttar-Pradesh, par exemple, l'État le plus peuplé de l'Inde, qui envoie quatre-vingt-cinq députés au Parlement, le vote sera décisif. Mais V.P. Singh et le Front national ne peuvent, d'autre part, ignorer le militantisme grandissant de ceux qui prônent maintenant ouvertement l'avènement d'un « Hindu Rashtra », l'État hindou. Le Congrès de M. Rajiv Gandhi, qui assiste sans déplaisir aux démêlés de l'opposition, ménage musulmans et hindous. Une attitude à la Ponce Pilate qu'il pourrait regretter si le 9 novembre, Ayodhya devient le théâtre d'une nouvelle éruption de violence religieuse.

LAURENT ZECCHINI

(1) Communalisme : violence entre communautés religieuses.

(2) L'une des sept villes sacrées de l'hindouisme, située en Uttar-Pradesh. La mosquée Babri Masjid y a été érigée par l'empereur mogol Babur sur les lieux mêmes où, selon la tradition hindoue, est né le dieu Rama.

Les acharnés du Timor-Oriental

Suite de la première page

De ses quelques centaines de combattants, pauvres héros abandonnés de tous et pourchassés sans pitié dans les montagnes de l'est. De l'incroyable sympathie dont l'organisation vaguesment marxiste, créée en mai 1974, jouit encore parmi les gens éduqués et politisés du territoire. Ce qui, sur six cent mille âmes, il faut bien le dire, ne fait pas beaucoup.

Un référendum ? demandait l'autre jour, à Dili, M. Mario Viegas Caraculo, gouverneur de la région, mais pour quel faire ? Les gens d'ici ne sauraient même pas ce que cela veut dire. Jugement méprisant, mais confirmé par un diplomate occidental à Djakarta. « Près de la moitié de la population du Timor-Oriental est illettrée. Ce sont pour l'essentiel les pauvres gens sous-alimentés depuis des siècles. Occupation portugaise ou javanaise, pour eux, c'est du pareil au même. Ils n'aspirent qu'à la tranquillité et, ça, c'est sûr, ils ne l'ont pas encore trouvée. »

« Tim-Tim, vingt-septième province de l'Indonésie », contraction populaire et largement usitée pour « Timor (est) Timor ». Un nom qui sonne comme une maison d'arrêt. « Tim-Tim », 11 000 kilomètres carrés dont les deux tiers couverts d'incroyables montagnes, grottes et crueuses boudées par la jungle et la malaria. Jadis les autochtones, dont les traits rappellent ceux des aborigènes australiens, leurs voisins, vivaient à l'abri dans les parcs du bois de santal et des bananiers, dans des petits hameaux de huit à dix familles. Mais le temps de l'innocence est passé. Depuis 1975, année maudite du calendrier timorais, où l'on vit les bombardiers indonésiens obérer le beau ciel bleu de l'île, les indigènes ont été regroupés dans des « villages stratégiques », quadrillés par la troupe et infestés de miliciens payés par Djakarta. Objectif, partiellement atteint, il faut l'admettre : affamer « ceux des montagnes », comme on

appelle pudiquement les derniers maquisards, et les priver de tout contact avec l'extérieur.

Combien sont-ils encore, ces guerriers de l'impossible que l'univers entier, de l'Est à l'Ouest, de Washington à Moscou, en passant par Pékin, Sydney, Paris ou Tombocton, a abandonnés ? Difficile à savoir. « Deux à trois cents », selon un sympathisant, catholique comme la plupart d'entre eux. « Cinq à six cents », selon des sources semi-officielles. Curieuse dichotomie. « L'armée gonfle les chiffres de manière à justifier sa présence continue », explique, l'air abattu, un prêtre du cru.

Officiellement, les forces de sécurité, elles — milice, police et sections spéciales de l'armée, — sont treize mille. Pour venir à bout de « quelques bandes de rebelles fondamentalistes sous-entraînées, double le gouvernement ? Comment est-ce possible ? ». Ben... vous savez, répond celui-ci un peu

peu : de 40 % il y a quinze ans, la proportion de catholiques chez les Timorais de l'Est atteint maintenant plus de 85 %, dit l'évêque de Dili, Mgr Belo, bête noire de l'armée.

La tactique du gouvernement vise évidemment à faire mieux accepter par les autochtones leur annexion forcée par l'Indonésie. Mais le chemin qui reste à parcourir est long. Le gouverneur Caraculo peut bien affirmer benoîtement derrière ses deux grosses lunettes : « Désormais, le soleil brille dans nos cœurs de Timorais », le PNB par tête d'habitant, lui, est encore deux fois moins élevé à Tim-Tim que dans le reste de l'archipel. Pour la corruption et la répression, en revanche, la proportion est inversée.

« Tortures, exécutions sommaires... »

« Pour 10 dollars américains, je vous trouve une moto à louer, vous avez promis un policier véreux de Dili. Pour 5 de plus, je vous mets un chauffeur dessus, et pour le double je vous garantis que vous pourrez aller où vous voulez... » Marché conclu un soir d'ennui,

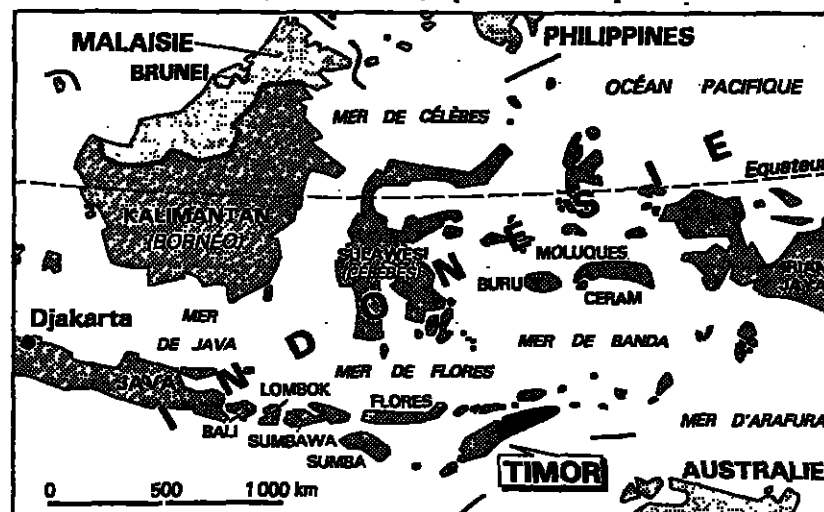
répression à Tim-Tim (septembre 1989) ne serait pas du tout exagéré. « Arrestations de masse, torture des détenus, exécutions sommaires, sont effectivement monnaie courante ici », confirme le fonctionnaire d'une grande organisation internationale. Timor serait d'ailleurs selon lui « la seule région de l'archipel où la dictature de Papa Suharto se fait durement sentir ». Manuel Guterres (quarante-deux ans), Elias Pereira (vingt et un ans), Victor da Silva (vingt ans), Hermínio da Costa, etc. Voici, parmi des dizaines d'autres, les noms de Timorais suspects de sympathies indépendantistes arrêtés chez eux un beau matin de juillet et d'août 1989. Jamais revus depuis par leur famille.

Où sont-ils ? Torturés dans les sous-sols de l'hôtel Flamboyant à Baucan ? C'est à-bas, à 130 kilomètres à l'est de Dili, au pied des montagnes refuges des maquisards, que les sections spéciales de l'armée (Kopkamtan) ont leur QG. Et leur chambre. Un voyageur indiscret, juste avant d'en être expulsé manu militari, y a compté, la semaine dernière, plus de deux cents tombes, dont une quarantaine seulement surmontées de la croix

chrétienne. Beaucoup, selon lui, étaient « très fraîches », ce qui signifie deux choses au moins : 1. Les « Kopkamtan » ne comptent pas dans leurs rangs que des musulmans. 2. Sans parler de combats proprement dits, les accrochages avec les maquisards de la Falantil (branche armée du Fretilin) éclatent plus souvent et plus violemment qu'on ne le croit généralement. Quatorze années de répression et 100 000 morts au moins n'ont pas suffi à éteindre la flamme de la résistance.

A Lisbonne, les héritiers de la « révolution aux mille larmes » à la fois leur colonisation et leur décolonisation ratées. Dans les instances internationales, on fait encore semblant, treize ans après l'annexion, de chercher une solution juridique pour le dernier des territoires non autonomes de la planète. Comme si l'histoire pouvait faire marche arrière. Comme si le Timor-Oriental, cette moitié d'île perdue au bout du monde, n'avait pas déjà assez souffert.

PATRICE CLAUDE



rent qu'à la tranquillité et, ça, c'est sûr, ils ne l'ont pas encore trouvée.

« Tim-Tim, vingt-septième province de l'Indonésie », contraction populaire et largement usitée pour « Timor (est) Timor ». Un nom qui sonne comme une maison d'arrêt. « Tim-Tim », 11 000 kilomètres carrés dont les deux tiers couverts d'incroyables montagnes, grottes et crueuses boudées par la jungle et la malaria. Jadis les autochtones, dont les traits rappellent ceux des aborigènes australiens, leurs voisins, vivaient à l'abri dans les parcs du bois de santal et des bananiers, dans des petits hameaux de huit à dix familles. Mais le temps de l'innocence est passé. Depuis 1975, année maudite du calendrier timorais, où l'on vit les bombardiers indonésiens obérer le beau ciel bleu de l'île, les indigènes ont été regroupés dans des « villages stratégiques », quadrillés par la troupe et infestés de miliciens payés par Djakarta. Objectif, partiellement atteint, il faut l'admettre : affamer « ceux des montagnes », comme on

appelle pudiquement les derniers maquisards, et les priver de tout contact avec l'extérieur.

Combien sont-ils encore, ces guerriers de l'impossible que l'univers entier, de l'Est à l'Ouest, de Washington à Moscou, en passant par Pékin, Sydney, Paris ou Tombocton, a abandonnés ? Difficile à savoir. « Deux à trois cents », selon un sympathisant, catholique comme la plupart d'entre eux. « Cinq à six cents », selon des sources semi-officielles. Curieuse dichotomie. « L'armée gonfle les chiffres de manière à justifier sa présence continue », explique, l'air abattu, un prêtre du cru.

Officiellement, les forces de sécurité, elles — milice, police et sections spéciales de l'armée, — sont treize mille. Pour venir à bout de « quelques bandes de rebelles fondamentalistes sous-entraînées, double le gouvernement ? Comment est-ce possible ? ». Ben... vous savez, répond celui-ci un peu

Bref, le tout récent rapport d'Amnesty International, sur la

C'est pas à 70 ans que vous allez vous décider à chercher l'âme sœur !

C'est vrai, vous avez l'impression de connaître beaucoup de monde mais, en dépit des apparences, le cercle de vos relations n'est pas aussi vaste qu'il le faudrait pour vous permettre de faire de nouvelles connaissances et découvrir celui ou celle que vous attendez.

Pourtant, cet être existe, c'est l'évidence et lui aussi vous attend. Ainsi, depuis 40 ans, Ion a permis à des milliers de couples de se trouver, tout naturellement, très simplement.

Pour savoir comment, lisez leurs témoignages dans "Le Hasard et l'Amour" que nous serons heureux de vous adresser gracieusement et sans le moindre engagement.

Retournez-nous ce coupon, en taping 36.15 code ION sur votre minitel.

A bientôt ?

Ion International

UNE LIBERTÉ EN PLUS.

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.78.85
■ TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Coli Tél. : 61.39.48.38
■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 115 BP 21 Tél. : 511.74.30
■ GENEVE (1205) 4, route de Florissant Tél. : (022) 45.54.26

Envoyez cet envoi gratuitement et sans engagement, sans y joindre ni cachet, ni votre brochure "Le Hasard et l'Amour". Merci.

M. Mlle, Mlle
Prénom Age
Adresse

لدي من الاصل

POLITIQUE

La première partie du budget de 1990 considérée comme adoptée par l'Assemblée nationale

Pas de majorité pour censurer le gouvernement

La motion de censure déposée par l'intergroupe UDC-UDF-RPR contre la première partie du projet de loi de finances (recettes), en riposte à l'engagement de responsabilité du gouvernement, a été repoussée lundi 23 octobre. Elle n'a recueilli que 240 voix alors que la majorité absolue requise était de 288 voix.

M. Raymond Barre, qui n'a pas joint sa voix à celle de la droite, a fait savoir par son secrétariat, dans une déclaration à l'ACP, que, tout en étant hostile à certains aspects du budget, il considérait que « globalement, la politique budgétaire du gouvernement, la politique monétaire de M. Bérégovoy et l'attitude du gouvernement à l'égard des revendications salariales » ne lui « paraissent pas justifier le vote d'une motion de censure, qui est une arme à utiliser solennellement pour des raisons de fond importantes ».

La première partie du budget 1990 est donc considérée comme adoptée et les députés devaient entamer, mardi 24 octobre, l'examen des budgets des différents départements ministériels. Ce vote de censure, auquel n'ont pas assisté les chefs des partis de l'opposition (ils ont voté par procuration), n'a suscité ni une grande passion ni une grande affluence. Chacun a campé sans surprise sur les positions définies la semaine dernière.

« S'il n'y a pas de majorité absolue pour nous soutenir, il n'y en a pas non plus pour nous renverser » : c'est le constat simple et rassurant que le premier ministre a fait lundi lors du débat de censure. La V^e République est ainsi faite qu'un gouvernement ne peut tomber que si une majorité alternative s'est constituée. Elle n'est pas apparue dans la nuit, bien au contraire.

Le groupe communiste, malgré le talent dialectique de son orateur, M. Georges Hage (Nord) a d'ailleurs eu quelque mal à justifier sa position. Comment voter contre un budget, pour ensuite révoquer le vote de la censure ? On peut formuler autrement le dilemme : comment faire monter progressivement la pression tout en s'arrêtant au seuil d'une motion libérale, il est vrai, par la droite et le centre (1) ?

Délicate position qui a conduit M. Hage à s'en prendre presque exclusivement à une droite devenue « masochiste » pour vouloir refuser un projet de budget « tout d'austérité et de préservation » comme elle les aime : « Comment la droite n'apprécierait-elle point les 20 milliards, et plus, d'avantages divers accordés au capital

financier par ce projet et le plan emploi ? » Bref, les communistes ne pouvaient pas voter une censure favorable à « des crédits de surarmement au détriment des services publics civils ».

Sur leur banc, quelques députés RPR — MM. Pierre Mazeaud, Robert-André Vivien et Bernard Pons s'époumonaient en demandant à l'orateur communiste de s'en prendre au gouvernement et non à la droite : « Ne nous regardez pas, regardez Rocard ! C'est leur budget, pas le nôtre ! » « Faire tomber le gouvernement n'est pas une fin en soi, et pourrait être une solution de facilité », a poursuivi sagement M. Hage sous les quolibets des RPR hilares : « Vous faites un pas en avant, un pas en arrière... »

Pour M. Michel d'Ornano (UDF-Calvados), les socialistes restent prisonniers de leurs vieux démons. « Les intentions sont bonnes, a-t-il reconnu, mais le naturel revient au galop : le socialisme, c'est la dépense ! », a-t-il répété. « Ce ne sont pas vos convictions, c'est votre faiblesse que nous censureons », a-t-il lancé en dénonçant l'« immobilisme » du gouver-

nement, notamment dans le domaine des privatisations : « Quand vous voyez comment l'Espagne socialiste entreprend des privatisations, quand vous regardez les pays de l'Est, la Pologne, la Hongrie, on voit bien que vous êtes à contre-courant. »

« On ne nous aime pas »

M. Philippe Auburger (RPR, Yonne) a voulu voir dans ce débat la traduction de deux « réalités » : un gouvernement affaibli parce qu'il est obligé de recourir à des 49-3 « en rafale », alors qu'il se faisait le champion du dialogue ; une opposition enfin unie grâce à Michel Rocard. Il a d'ailleurs remercié ironiquement le premier ministre d'avoir donné si vite à l'intergroupe de l'opposition son « baptême du feu ». « Par notre vote de ce soir (...), nous entendons marquer notre opposition aux propositions présentées, à l'absence et au manque de justice de ce projet de budget, mais aussi stigmatiser la nette détérioration du climat social et politique qui vous amène désor-

mais à ne plus gouverner par la persuasion et la raison, mais à recourir à la force et à la dissuasion », a ajouté le député RPR.

Le député socialiste, M. Raymond Donyère (Sarthe), n'a pas vraiment été convaincu par M. Auburger. L'union de l'opposition lui est apparue comme passablement artificielle, et la motion de censure comme un garrot sur un corps malade : « Votre motion de censure ne traduit pas une politique alternative mais vous contraindrait à resserrer les rangs entre vous, et c'est son seul but. Cette motion, c'est surtout un instrument de coercition entre vous. » Pour le reste, M. Donyère s'est félicité d'un 49-3 qui clarifiait la situation : sous-entendu, le gouvernement n'a pas eu à faire de concessions aux centristes.

L'intervention de M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) a tranché avec celles de ses amis de l'opposition. Non pas que sa critique du budget ait été moins sévère. Mais le député centriste a eu pour le premier ministre des accents pleins de compréhension et presque de compassion : « Les récentes déclarations du chef de l'Etat en votre faveur ne parviennent pas à masquer les arrière-pensées. Votre popularité dans les sondages fait de l'ombre. Et même si l'on déclare de façon ostentatoire le contraire, on voit bien qu'on ne vous aime pas. Certains vont même jusqu'à se demander si l'on ne vous a pas mis à ce poste pour mieux vous étouffer. » Coincé entre un chef de l'Etat soupçonneux — « M. Julien Dray, chargé de mission à l'Elysée pour les affaires rocardiennes va sur le terrain exciter la base contre votre politique » — et un Parti socialiste crispé dans l'attente de son congrès de Rennes, le premier ministre

serait condamné à l'« immobilisme » : « Votre gestion gouvernementale est entravée », a souligné M. Alphandéry. « C'est clair, le congrès du PS pousse à la surenchère. Les clairs qui se déclarent pour s'assurer le contrôle du Parti socialiste ont fait leur la vieille recette de Guy Mollet : « le parti se gagne à gauche ». Aussi accuse-t-on votre politique, dans vos rangs, de déficit social », a lancé le député centriste.

M. Rocard sur trois fronts

Le premier ministre a réfuté cette analyse, mais il a donné l'impression, à la tribune, de se battre sur trois fronts à la fois (droite, PS, PCF). Implicitement, il a ainsi apporté du crédit à l'analyse de M. Alphandéry. A la droite, M. Rocard a rappelé qu'il ne fallait pas confondre le marathon et le sprint : « Ce n'est pas parce que nous refusons les grandes fresques ou les rododendrons que notre politique serait dénuée de souffle ou d'ambition. » Aux socialistes, il a voulu fournir des lunettes pour bien voir que ce budget était de gauche : « qu'il en soit ainsi, n'échappe qu'à ceux qui ne veulent pas le voir (...). Un jour viendra où dressant le bilan de notre action on la découvrira plus durablement et plus profondément réformatrice qu'on ne veut bien le dire aujourd'hui ».

Enfin, M. Rocard a insisté sur « le triste constat », fait samedi lors du vote du budget, des voix communistes se mêlant à celle de la droite : « vous pouvez les mêler à celles des socialistes, vous avez préféré les lier à celles du RPR. Dont acte ! » Dans la nuit la censure était rejetée. Le PCF avait choisi de ne pas mêler ses voix à la droite. L'« OUI » fait que le résultat n'en est pas changé.

PIERRE SERVANT

Le scrutin

La motion de censure UDC-RPR n'a recueilli que 240 voix au lieu des 288 voix nécessaires. La majorité absolue est en effet actuellement à 288 (275 députés sont présents), car deux sièges de députés sont actuellement vacants (MM. Gaudin, UDF, et Tanguerouan RPR, partis pour le Sénat). Sur les 261 députés RPR-UDF-UDC, plusieurs voix manquent à l'appel.

— Au RPR (131 élus), huit députés n'ont pas voté la censure : MM. Jean Charbonnel (Corrèze) et Pierre de Bénouville (Paris) l'ont fait volontairement. Trois autres députés, porteurs de procuration, n'ont pas voté par accident. Ils sont arrivés trop tard... Il s'agit de M^{me} Lucette Michaux-Chevry (Guadeloupe), qui avait une procuration de M. Jacques Baumel, de M. Nicolas Sarkozy (Hauts-de-Seine), porteur de la procuration de M. Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise), et, M. Jean-Claude Mignot (Seine-et-Marne), porteur de la procuration de M. Jacques Godfrain (Aveyron).

— A l'UDF (89 élus), sept députés n'ont pas voté : un député était excusé (en déplacement), M. Jean-Marie Caro (Bas-Rhin). Trois autres porteurs d'une délégation de vote ont eu du retard à cause de leur avion : MM. Emile Koehl (Bas-Rhin), Marc Reyman (Bas-Rhin) et René Garrec (Calvados) : ils devaient voter pour MM. Alain Madelin (Ile-et-Vilaine), Paul Chollat (Lot-et-Garonne) et Jean Seiltlinger (Moselle).

— A l'UDC (41 élus), sept députés n'ont pas voté volontairement censurer le gouvernement. Il s'agit essentiellement du dernier carré barriste et de quelques élus qui ont des difficultés sur le terrain avec le RPR : MM. Raymond Barre (Rhône), Jean-Marie Daillet (Manche), Mme Christine Boutin (Yvelines), MM. Bruno Durieux (Nord), Gérard Vignoble (Nord), Henry Jean-Baptiste (Mayotte), Edmond Gerrer (Haut-Rhin).

Enfin, un seul député non inscrit (sur 16) a voté la censure : M^{me} Yann Piat.

L'opposition affaiblie par l'abstention des barristes

Suite de la première page

Parmi ceux qui n'ont pas voté la censure : également quelques barristes venus en renfort de leur chef de file qui, dans la nuit de vendredi à samedi, s'étaient déjà abstenus, deux députés RPR, MM. Jean Charbonnel, ancien ministre du général de Gaulle puis de Georges Pompidou et le général Pierre de Bénouville, vieil ami de M. Mitterrand. Petite troupe à laquelle il faut ajouter dix députés tellement distraits qu'ils sont arrivés trop tard pour voter...

M. Rocard doit la vie, selon sa propre analyse, au « sens des responsabilités » d'une grosse poignée de barristes et à ce qui reste de « lucidité » aux communistes. Son succès de lundi est-il pour autant la garantie d'une vie parlementaire éternelle ? Les communistes restent menaçants. Ils ne sont pas, disent-ils, « réfractaires à toute censure ». Mais le scrutin de lundi a montré que, compte tenu du nombre des défections à droite, l'appoint des communistes (ils ne sont que vingt-six) n'aurait pas été suffisant pour renvoyer M. Rocard en sa mairie de Conflans-Sainte-Honorine. De surcroît, ils ne sont pas assez nombreux pour déposer eux-mêmes une motion de censure et seraient contraints, s'il leur en prenait fantaisie, de voter un texte

rédige et signé par des hommes de droite. L'affaire serait donc beaucoup plus difficile à expliquer et risquerait de coûter cher au PCF si le président de la République décidait, après une éventuelle censure, de dissoudre l'Assemblée nationale et de provoquer ainsi des élections législatives anticipées.

Un trop joli rêve

En 1979, M. Raymond Barre, alors premier ministre, se trouvait dans une situation non pas identique mais comparable à celle de M. Rocard aujourd'hui. Il avait dû utiliser à quatre reprises (en décembre 1979 et janvier 1980) la procédure contraignante de l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter son budget que le RPR refusait de voter. A l'époque aussi, les motions de censure à répétition ne présentaient aucun risque pour le gouvernement puisque, rédigées par les socialistes et les communistes, elles avaient un effet de repoussoir pour M. Chirac et le RPR, qui n'étaient pas prêts à risquer une crise gouvernementale. M. Rocard pourrait prendre à son compte l'analyse élaborée par M. Barre selon laquelle l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution, qui oblige chacun à se déterminer lors d'un éventuel vote de censure, permet d'éviter que se forment des majorités de rencontre capables de détruire mais incapables de construire.

Il y a pourtant une grande différence entre la situation de M. Barre en décembre 1979 et celle de M. Rocard. M. Barre était, il y a dix ans, en butte à l'hostilité du RPR, alors dominant dans sa

majorité parlementaire. M. Rocard a bien quelques problèmes avec ses amis socialistes, mais il les règle par la négociation. S'il utilise les procédures contraignantes que lui fournit la Constitution, ce n'est pas pour dompter une partie de sa majorité, mais pour venir à bout de ses oppositions, communiste et de droite.

En 1979, M. Barre entretenait une fiction lorsqu'il affirmait la solidité, sinon la cohérence, de sa majorité, dont chacun savait, à la lecture des journaux et en écoutant la télévision, qu'elle volait en éclat à chaque occasion. « La preuve de l'existence de l'opposition », disait-il, c'est qu'elle dépose des motions de censure ; la preuve de l'existence de la majorité, c'est que celles-ci ne sont pas adoptées ! M. Rocard, lui, ne se fait pas d'illusion : il n'a pas de majorité absolue. Du moins peut-il se réjouir de l'impuissance de ses adversaires à en former une contre lui à l'Assemblée nationale ; la majorité relative socialiste lui suffit pour gouverner.

En revanche, le premier ministre nourrit peut-être un trop joli rêve lorsqu'il affirme qu'il dispose d'une majorité dans le pays. Elle englobe, selon lui, « la quasi-totalité de la gauche et s'étend même au-delà, avec tous ceux que réunit la bonne foi ». M. Rocard s'appuie, dans cette démonstration un peu courte, sur le « rassemblement » réussi par M. Mitterrand lors de sa réélection à la présidence de la République. Il y a dix ans, M. Barre, que les socialistes comparaient à M. Prudhomme, répondait, bonhomme, à ses détracteurs : « Oh ! M. Prudhomme a gagné les élections ! ». M. Barre parlait des élections législatives de 1978. Un an et demi après ce propos définitif, l'austérité de sa politique — dont les socialistes ne lui tenaient plus rigueur — contribua largement à la défaite de son camp lors de l'élection présidentielle de 1981.

JEAN-YVES LHOMEAU

LES 2 ET 3 NOVEMBRE 1989

MARSEILLE

CARREFOUR DE L'EUROPE DES VILLES.

Marseille invite ses prestigieuses consœurs européennes

et notamment Milan, Rotterdam, Mayence, Nancy, Metz, Lyon,

à participer au :

CONGRÈS EUROVILLE

«Les maires des grandes villes d'Europe et leurs banquiers.»

Euroville 89 crée un espace d'échange et de dialogue sur

la stratégie économique et financière des grandes villes européennes

dans la perspective de l'acte unique.



POLITIQUE

Le vote de la première partie du budget à l'Assemblée nationale

Les dissidents aux champs

Tous contre, et eux aux champs. A la grande manifestation de l'opposition contre le gouvernement de M. Michel Rocard — via le budget — les « tribunes » de la droite de la semaine dernière ont préféré, lundi 23 octobre, l'entretien consciencieux de leur circonscription.

M^{me} Christine Boutin (app. UDC) participait à une réunion de son conseil général dans les Yvelines, puis au conseil d'établissement d'un collège. M. Bruno Durieux (UDC) est allé « courtoisement » écouter M. Edouard Belledur qui venait parler, à Lille, de la politique économique de la France et du budget, avant de dîner avec les maires de sa circonscription. M. Jean Charbonnel (RPR) a assisté à une séance de travail sur la future loi de finances « au nom de l'unité du groupe », entendait, en revanche, garder « toute sa liberté » sur le vote de la motion de censure. Une liberté qui, affirme-t-il, lui a été laissée « très clairement » par son président de groupe lors de la réunion du comité directeur du CDS, samedi après-midi. M. Etienne Daillet (UDC) était pour raisons familiales à Oulmper. Quant à la permanence parisienne de M. Raymond Barre, elle sonnait désespérément occupée.

de la loi de finances pour 1990 : qu'on ne compte pas sur eux pour censurer le gouvernement. « Il n'était pas question pour moi de mettre sur ce texte le gouvernement dans une situation impossible », a expliqué M. Vignoble, car ce budget est acceptable. Pour le député du Nord, « la motion de censure est un acte majeur » et ne saurait être utilisée dans un but « purement politicien ».

« Si on ne veut plus de moi... »

M. Vignoble, qui avait cédé, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21, aux injonctions de M. Pierre Méhaignerie en renonçant finalement à s'abstenir sur le vote final de la première partie de la loi de finances « au nom de l'unité du groupe », entendait, en revanche, garder « toute sa liberté » sur le vote de la motion de censure. Une liberté qui, affirme-t-il, lui a été laissée « très clairement » par son président de groupe lors de la réunion du comité directeur du CDS, samedi après-midi. M. Etienne Daillet (UDC) était pour raisons familiales à Oulmper. Quant à la permanence parisienne de M. Raymond Barre, elle sonnait désespérément occupée.

M. Charbonnel juge, lui, le projet de budget « assez équilibré » et estime « fâcheuses les motions de censure à répétition ». « J'ai suivi les enseignements du général de Gaulle sur les institutions, dit-il. Il estimait que ces procédures doivent rester solennelles et graves. Or mes collègues de l'opposition en font un usage permanent ». Aussi est-ce « en conscience » qu'il a décidé de ne pas voter la censure, dans la logique de son abstention sur le budget. « Le RPR appréciera ou n'appréciera pas. Je n'en sais rien. Mais si on me dit que je suis un dissident, je répondrai que c'est le plus bel éloge que l'on puisse faire à un gaulliste ».

Quant à son avenir au sein du RPR, M. Charbonnel prévient : « Si l'on ne veut plus de moi, il faudra me le dire clairement ». Et pendant que ses collègues montaient à la tribune pour déposer leur bulletin de censure dans l'urne, lui poursuivait la tâche à laquelle il est attaché depuis quelques mois : la rédaction d'un livre sur le général de Gaulle. « Des souvenirs et une analyse de ce qu'est pour moi, le gaullisme ».

PASCALE ROBERT-DIARD

Le climat économique vu par les Français

Après trois années de croissance, les Français continuent de porter sur la situation économique de leur pays un jugement prudent, qui n'exclut pas une certaine impatience. Tels sont les principaux enseignements d'un sondage réalisé du 5 au 9 octobre dernier par le SOFRES sur un échantillon national représentatif de mille personnes et publié par plusieurs journaux de province.

Si les Français sont moins nombreux aujourd'hui à penser que la situation économique se détériore (24 % au lieu de 36 % en décembre 1988), la majorité d'entre eux est toujours convaincue que la France n'est pas encore sortie de la crise (51 % contre 43 % qui sont

d'un avis contraire). La prudence prévaut également pour l'avenir puisque 44 % de Français s'attendent que la situation reste la même pour l'année qui vient (21 % estiment qu'elle va s'améliorer, 21 % qu'elle va se dégrader).

Signe tangible que les Français restent marqués par l'expérience de la crise, ils sont aujourd'hui plus nombreux que ces deux dernières années à penser qu'il y a un risque pour qu'ils perdent leur emploi (29 % au lieu de 25 % en 1987 et 24 % en 1988). Le sentiment de mal vivre est encore plus net lorsque l'on interroge les Français sur leur niveau de vie. Ils ne sont que 8 % à juger qu'il augmente, contre 47 % qui pensent qu'il diminue. De

fait, une majorité assez large de Français estime aujourd'hui que la politique salariale devrait être assouplie (52 % contre 38 % qui restent partisans de la rigueur).

Ce résultat global masque cependant un olivage assez net entre les sympathisants de gauche, favorables à une détente salariale (58 %), qui considèrent que le gouvernement devrait faire plus de concessions (53 %), et les sympathisants de droite qui ne sont « que » 49 % à désirer un assouplissement de la politique salariale et qui surtout estiment que le gouvernement doit tenir le cap et ne pas céder aux revendications salariales (49 % contre 40 % qui sont d'un avis contraire).

En Nouvelle-Calédonie

Un maire de l'Union calédonienne agressé par des militants du PALIKA

Le maire de Yaté, M. Clément Vendegou, membre de l'Union calédonienne et président de l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, a été « roué de coups », samedi 21 octobre, par un commando d'une quinzaine de personnes « conduites par un autre membre du conseil municipal, M. Raphaël Mapou, dirigeant local du (PALIKA). Partis de l'école primaire, selon des informations diffusées lundi par l'Agence kanak de presse, qui rapporte les faits de la façon suivante : « Le samedi 21 octobre, M. Mapou se rend aux ateliers municipaux de Yaté, où il prend du matériel municipal afin de procéder à la réalisation de travaux routiers dans le cadre d'un marché obtenu par son entreprise. Il n'a, pour ce faire, sollicité aucune autorisation du maire. Ce même jour, l'employé municipal chargé de la gestion du parc s'étant rendu sur le chantier afin de signaler à M. Mapou l'irrégularité de sa démarche, est frappé par celui-ci. Non content d'avoir molesté un employé municipal, M. Mapou, dans la soirée, accompagné d'une quinzaine d'acolytes, se rend au gîte de Goro où se trouve M. Vendegou, et

sans autre forme de procès, le roue de coups, lui occasionnant des blessures corporelles et provoquant d'importants dégâts à l'intérieur du gîte ».

Commentant cet incident, dont les origines politiques locales remontent à un contentieux né aux élections municipales, mais qui est révélateur du malaise qui mine la coalition indépendantiste, sur l'ensemble du territoire, depuis les accords de Matignon, l'Union calédonienne a souligné que « cette attitude d'intolérance a été à l'origine d'événements récents douloureux au sein du mouvement indépendantiste et doit encore plus qu'hier interpeller chacun d'entre nous ».

A New-York, le sénateur RPR du territoire, M. Dick Ukeiwé, est intervenu à son tour devant le comité de décolonisation de l'ONU pour condamner fortement les déclarations faites une semaine auparavant par M. Rock Wamyan, au nom du FLNKS, et Yvan Otséni Urupé, au nom du FULK (le Monde du 18 octobre). « En s'exprimant devant votre commission, les différents orateurs ont

souhaité des mesures de décolonisation pour la Nouvelle-Calédonie mais l'en appelle aux dirigeants de tous les pays du Pacifique pour dire solennellement que la Nouvelle-Calédonie n'est plus une colonie ». M. Ukeiwé a souligné que le FLNKS « honore demain le serment » des accords de Matignon, en soulignant que ceux-ci « symbolisent la réconciliation, le retour à la paix et le partage ».

Le FULK a estimé que M. Ukeiwé s'était « ridiculisé » en venant nier la colonisation du territoire devant la commission de décolonisation de l'ONU. Cette instance a également entendu le révérend américain Jesse Jackson, qui a proposé l'organisation d'un séminaire régional, sous l'égide de l'ONU, l'an prochain, au Vanuatu.

A Paris, le conseil des ministres devait adopter comme prévu, mercredi 25 octobre, le projet de loi d'amnistie relatif à tous les événements survenus en Nouvelle-Calédonie avant le 20 août 1988, date de la signature des accords de la rue Oudinot qui ont complété les accords de Matignon (le Monde du 11 octobre).

Les socialistes niçois parlent de « mafia » à propos de M. Jacques Médecin

NICE

de notre correspondant régional

Au cours de la fête de la rose organisée dimanche 22 octobre à Grasse par la fédération socialiste des Alpes-Maritimes, M. Jean-Hugues Colonna, premier secrétaire du PS du département et ancien député, a porté de vives attaques contre le maire (RPR) de Nice et président du conseil général, M. Jacques Médecin. « Dans ce département, a-t-il notamment déclaré, ce n'est plus tout à fait la France. Ici, plus d'Etat du tout. Le but est de soulever toujours plus et toujours mieux au profit d'un clan (...)

« Le mot « mafia » est le plus fréquemment associé au nom de Médecin. Dans ces conditions, on se demande ce qu'il advient du pluralisme, de la démocratie et de la République. Le pluralisme ? Ici on écarte tous ceux qui votent ou seraient tentés de voter pour la gauche, mais aussi toutes les femmes et tous les hommes qui n'entendent pas être inféodés au système local dictatorial. La démocratie ? On s'en sert pour écarter des organismes ou des entreprises qui ne veulent pas collaborer à des opérations manquant de transparence. On s'en sert pour convertir la solidarité en dépendance, pour couper les vivres aux communes qui entendent conserver la liberté de voter comme elles veulent. (...) Nous sommes en présence

d'un cas désespéré de paranoïa. Attention, cette maladie est contagieuse. Elle a déjà atteint une grande partie de la Côte d'Azur ».

M. Colonna a enfin plaidé devant M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui présidait le meeting de clôture de la fête, pour que des correctifs soient apportés aux lois de décentralisation permettant d'instaurer dans le département des Alpes-Maritimes « la rigueur, la transparence et la démocratie ».

Dans sa réponse, M. Mauroy a salué le « courage » de M. Colonna. « Il pourrait y avoir des mafias ici ? s'est-il interrogé. Je n'en sais rien. Mais s'il y en avait, que la République s'en préoccupe car ce n'est pas le droit d'écarter sur notre territoire ».

G. P.

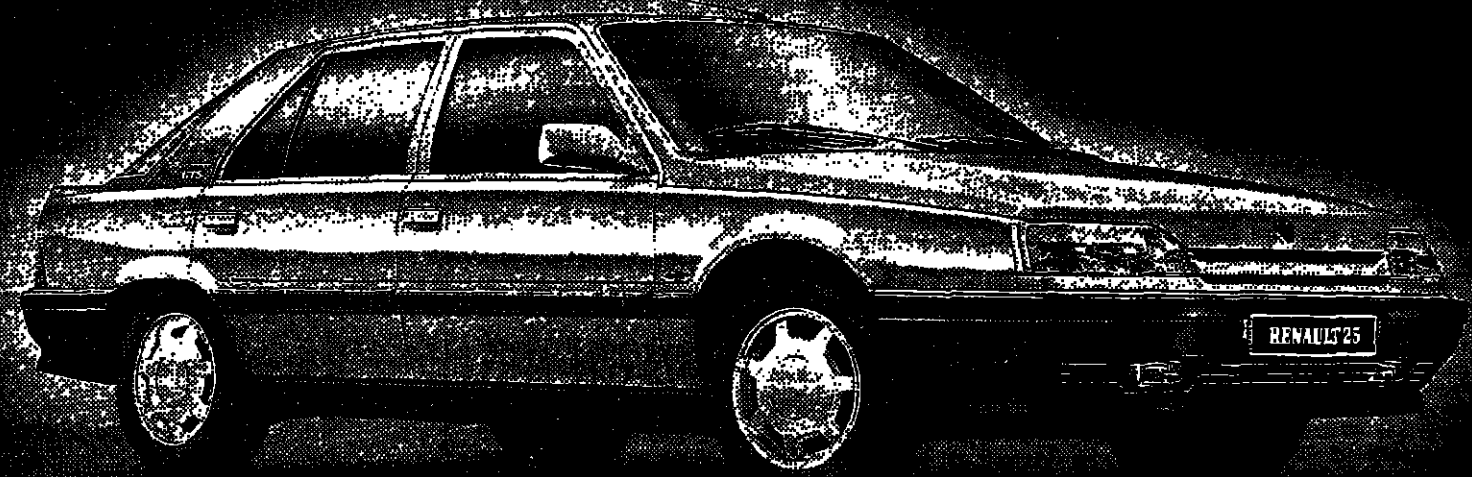
STYLE 25

NOUVELLES RENAULT 25
CAMARGUE

La Renault 25 Camargue c'est tout le plaisir des grandes limousines. Un velours de haute qualité habille ses sièges. Ses vitres teintées, ses jantes en alliage léger, ses projecteurs additionnels, sa peinture métallisée en font un objet d'une rare perfection. Pour encore mieux vous faire apprécier son confort, la Renault 25 Camargue est équipée d'un auto-radio cassette stéréo 4x6 watts. Et pour suivre au plus près vos desirs la Renault 25 Camargue existe en 5 versions, avec direction assistée en série. Amateurs d'objets rares, cette voiture n'est faite que pour vous.

Série limitée - Modèle présenté en version GTS - Prix clés en main au 22/09/89 - Millesime 90 - Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement. RENAULT vous propose EIF

A PARTIR DE 118 200 F



Camargue

VIVEZ LE STYLE 25 DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS ILE-DE-FRANCE.

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

POLITIQUE

Le projet d'instauration d'un contrôle constitutionnel « a posteriori »

Le chef de l'Etat, reprenant à son compte, le 14 juillet, une proposition formulée quelques mois plus tôt par M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, a émis le vœu que soit à l'avenir reconnue aux justiciables la possibilité de soulever dans le cadre d'un procès

une exception d'inconstitutionnalité, dont serait saisi, sous certaines conditions, le Conseil constitutionnel.

L'instauration d'une telle procédure, actuellement à l'étude, nécessite une réforme constitutionnelle. M. Jacques

Barrot, secrétaire général du CDS, approuve ce projet de réforme et en souhaite l'élargissement, estimant notamment que « la question des rapports de la loi et du traité reste ouverte ».

Nous publions d'autre part des extraits de la prise de posi-

tion de M. Jean-Claude Casanova dans la revue barriste *Faits et arguments*. Favorable à cette réforme, ce dernier estime en outre que rien n'interdit aux juges judiciaires et administratifs d'accepter dès maintenant une exception d'inconstitutionnalité.

POINT DE VUE

Une réforme pour de bon

par Jacques Barrot

La marche en avant vers l'Etat de droit, laborieuse, malaisée, peut et doit connaître une nouvelle avancée si la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel est accomplie après un vrai débat, avec la volonté de lui donner toute sa portée.

Dans notre tradition, le législateur est censé transformer par la loi une volonté majoritaire en volonté générale ; il dispose de ce fait d'un pouvoir très large. Grâce à la création du Conseil constitutionnel en 1958, puis à l'établissement du contrôle de constitutionnalité des lois en 1974, un nouveau concept d'Etat de droit s'est imposé, respectueux des prérogatives du Parlement mais impliquant que la loi s'inscrive dans le cadre suprême de la Constitution, de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et des principes fondamentaux reconnus par tous. C'est dans le cadre de cette évolution que s'inscrit la suggestion du président de la République. La démarche proposée n'a rien d'extraordinaire : nous rejoignons certaines grandes démocraties en instituant une procédure reconnue par la Cour suprême des Etats-

Unis depuis 1802, pratiquée par la Cour constitutionnelle allemande. Mais la révision de la Constitution n'est pas une formalité. Aussi rare que solennelle, elle mérite une réflexion approfondie : elle doit être l'occasion de parfaire la mise en œuvre des principes de l'Etat de droit sur la forme et sur le fond.

Pour populariser ce respect de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, il faut d'abord une procédure simple avec un filtrage efficace quelle que soit l'instance saisie pour renvoyer dans un délai bref la question au Conseil constitutionnel. Il faut ensuite que chaque Français, dès lors qu'il possède le pouvoir de saisir le Conseil constitutionnel, puisse exprimer publiquement devant cette institution son opinion sur la loi qu'il conteste. La procédure appliquée aujourd'hui en matière de contrôle a priori de la constitutionnalité des lois est celle du conseil. Le Saint-Esprit souffle rue de Montpensier dans un cénacle discret. Une fumée, publiée au *Journal officiel*, annonce son passage. Dans un tel cas, cette procédure est normale :

c'est le Parlement, auteur de la loi, qui est sur la sellette. On le voit mal aller en procession se défendre devant les neuf « sages ». En revanche, dans un contrôle a posteriori, il paraîtrait souhaitable que les parties en litige au cours duquel la question de constitutionnalité a été posée puissent s'exprimer devant le juge et évoquer leur conception de la loi et de la norme suprême.

Mais la révision pose aussi un problème de fond qu'il ne faut pas esquiver : celui de la prééminence des traités, et donc des innombrables règlements et directives européens, sur les lois. Prudemment en 1975, le Conseil constitutionnel avait réservé cette question, en estimant dans sa décision relative à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) qu'il ne pouvait contrôler a priori la conformité des lois aux traités. Le 21 octobre 1988, statuant a posteriori sur les décisions législatives dans le Val d'Oise, il a considéré que la loi ne s'appliquait que si elle était conforme aux traités. Ces deux décisions, apparemment contradictoires mais de fait complémentaires, démontrent que la question

des rapports de la loi et du traité reste ouverte : le Conseil constitutionnel pourrait utiliser ses nouvelles compétences issues de la révision engagée pour faire prévaloir peu à peu la norme internationale, en constatant a posteriori la non-conformité d'une loi à un traité, et en expliquant pourquoi. Comme la Cour de cassation et le Conseil d'Etat désormais de manière plus directe et explicite, les sages du Conseil constitutionnel pourraient ainsi imposer au législateur national le respect des accords internationaux.

Et pourquoi, enfin, ne pas évoquer, à cette occasion, la perspective d'une meilleure séparation des pouvoirs ? Dans une société de plus en plus complexe, tout ne peut pas se réduire à la prééminence d'un seul pouvoir ; il est temps de donner à l'institution parlementaire, comme à l'institution judiciaire, l'indépendance nécessaire pour leur permettre de remplir des rôles plus importants. ► M. Jacques Barrot, ancien ministre est député et président (CDS) du Conseil national de la Haute-Loire.

Les barristes : hâter le pas

« On ne peut que se réjouir » écrit dans le numéro de septembre de la publication barriste *Faits et Arguments* M. Jean-Claude Casanova, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris — de la perspective ouverte par les déclarations successives de M. Robert Badinter puis du chef de l'Etat souhaitant « que soit reconnu à tout citoyen la possibilité de soulever, dans le cadre d'un procès, une exception d'inconstitutionnalité » devant le Conseil constitutionnel.

Il s'agit là, estime M. Casanova, d'une réforme à la fois « logique (...) considérable » et « difficile, car elle exige une révision de la Constitution ».

« En attendant de connaître l'issue choisie » pour faire aboutir ce projet de réforme : vote à une majorité qualifiée par le Sénat et l'Assemblée réunis en congrès ou référendum, explique encore M. Casanova : « Il reste pour les citoyens deux manières d'aider à cette réforme, s'ils la trouvent utile et légitime. D'abord en demandant aux hommes politiques de s'exprimer et d'agir sans arrière-pensée. On peut ne pas avoir voté pour François Mitterrand et trouver sa proposition excellente. Dans l'adhésion d'un socialiste à la doctrine libérale la plus authentique du contrôle de la constitutionnalité des lois, on ne peut trouver qu'un motif de contentement et le signe d'une évolution parallèle à celle qui fit adopter, par les mêmes convertis tardifs, les institutions de la V^e République en 1958 et l'économie de marché en 1983.

« On peut aussi, pour hâter cette réforme, rappeler aux juges de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif que rien ne leur interdit, dans le droit positif, d'accepter dès maintenant une exception d'inconstitutionnalité, et, sans bien sûr l'annuler, de refuser d'appliquer une disposition qui leur paraîtrait contredire la Constitution.

« La tradition que l'on invoque pour les en dissuader est une tradition de docilité et de routine. Quand les juges de la Cour suprême américaine déclarent inconstitutionnelles des lois votées par le Congrès, ils n'y étaient expressément autorisés ou incités par aucun texte. Ils étaient simplement éclairés par les principes philosophiques sur lesquels reposait la Constitution américaine et animés de courage et d'esprit d'indépendance.

BIBLIOGRAPHIE

« Esquisse d'une philosophie du mensonge », de Jean-François Kahn

Le centrisme est-il l'avenir de l'homme ?

« Quelconque se contenterait de ne lire, par simple curiosité, que tel ou tel passage choisi au hasard s'exposerait à n'avoir qu'une idée très partielle, et même tout à fait déformée, du contenu de cet ouvrage. » Par cet avertissement solennel, Jean-François Kahn annonce la couleur. Son dernier livre, *Esquisse d'une philosophie du mensonge*, est, à n'en pas douter, celui qui porte le plus loin une ambition légitime. Celle d'un journaliste qui n'est pas seulement le personnage brillant, facétieux ou paradoxal que le radio et la télévision ont popularisé, mais qui veut avoir, sur le métier qu'il exerce, un regard rigoureux, nourri par un savant dosage de culture et d'expérience qui le conduit à transgresser certains des tabous les plus tenaces de la société. Aussi se met-il en avant, avec ce mélange d'orgueil et de candeur qui le caractérise : « Je casse un monopole universitaire en publiant un livre de philosophie ».

Pourquoi pas, en effet, parler philosophie ? Le premier mérite de cet ouvrage tient précisément dans ce refus obstiné de « rester dans son tiroir », ou « dans son fier », ou « dans son têt », ou celui qu'on lui assigne, ou celui qu'il s'est construit. Jean-François Kahn a été, est encore en sa qualité de digne représentant de la basse Eglise journalistique, la victime expiatoire d'une haute Eglise intellectuelle, qui incarnerait la bonne façon de penser. En témoigne sa mémorable polémique avec le *Nouvel Observateur*, concurrent avec l'*Evénement* du *Jour* d'obligé.

Outre le fait d'avoir, sur ce point, raison d'insister, Jean-François Kahn surprend par son érudition : qu'il s'agisse de la philosophie des sciences, de l'histoire de France, des philosophes « kantien », il connaît. Et ces connaissances lui permettent d'établir une véritable typologie du mensonge. Le répertoire des mensonges philosophiques, mais aussi culturels, sociaux, politiques, qu'il nous propose est fort bien fait, presque exhaustif, et illustre on ne peut mieux la vitalité et la combativité de l'auteur.

Comment ne pas faire un bout de chemin avec celui qui, de façon si mordante, débouque

derrière le « professionnalisme » la dernière idéologie, donc le dernier mensonge à la mode ? Les faits perleraient d'eux-mêmes. « Si c'était si simple, écrit-il, il y aurait quelque absurdité à préconiser le pluralisme de l'information ; les faits étant loquaces, et ne signifiant qu'une seule chose à la fois, il y aurait abus à leur faire dire autre chose que ce qu'ils disent ; donc le seul sort de cloche médiéval d'être transmis serait celui que, précisément, émet le cloche : or les faits sont généralement muets, ou bégayés. »

Pourtant surgit aussitôt une question de nature à tempérer l'adhésion du lecteur : peut-on faire, d'une précaution de méthode, une philosophie ?

Quelques portes ouvertes

On touche là à la limite de l'ouvrage, et celles de l'auteur. Ce livre s'ordonne en effet autour d'une trame simple et forte : la classe à la bipolarité idéologique. Mais on voit trop bien où il veut en venir : ayant habilement transposé sa lutte mémorable contre le bipartisme politique au plan des idées, Jean-François Kahn prône le centrisme... révolutionnaire. « C'est bien tout le système d'opposition sur lequel repose la mécanique bipolaire qu'il s'agit de nuire, soutient-il, de délabrer par un nouvel embrassement théorique de type gaillien. » Bigr ! Le problème est qu'il accomplit là une révolution sémantique plus que conceptuelle. Ce faisant, il lui arrive d'enfoncer des portes largement ouvertes : point 1, les grands systèmes sont dogmatiques ; point 2, les dogmatismes, c'est pas bien ! Tout le monde, ou presque, du moins dans le public auquel il s'adresse, en est convaincu ; comme est partagée, hormis par les intégristes eux-mêmes, l'idée que l'intégrisme est à proscrire.

Au fond, le « centrisme révolutionnaire » n'est pas autre chose qu'un thème politique, et Jean-François Kahn a utilisé des légifications philosophiques superflues pour défendre sa thèse habituelle : le centrisme, voilà l'avenir !

L'autre reproche que s'attire l'auteur est de ne pas avoir

assumé jusqu'au bout sa vocation de vulgarisateur. Parler philosophie au nom de la vulgarisation exige de ne pas abandonner celle-ci en chemin ; or il retient parfois de la philosophie universitaire ce qu'elle a de plus fatigant, le jargon. Le chapitre XXII s'ordonne ainsi : « Du catholicisme comme moment au catholicisme comme état ; le néo-aristotélisme comme préfiguration idéologique du stalinisme ; la révolution gaillienne comme centrisme révolutionnaire », etc. J'en passe, et des meilleures, comme disait Victor Hugo.

Au total, ces « mélanges kahnien » sont à l'image de leur auteur. Ils recèlent le meilleur, et le moins bon : une vraie passion — la quête des bribes de vérité qui sont à notre portée — et une certaine confusion ; des moments recherchés, précieux, et des familiarités de gamison ; l'imparfait du subjonctif et le langage des cours de récréation ; une réelle culture et de simples alignements de noms célèbres, ou qui devraient l'être (« de Pareto à Keynes, d'Alfred Adler à Carl Jung, de Brunschwig à Bachelerd ») en guise d'arguments ; une construction intellectuelle séduisante, et une perspective en trompe l'œil.

On lui sait gré de rappeler, avec talent, qu'au fond ce qui est réputé vrai, à une époque donnée, n'est jamais que ce qui plaît, ou ce qu'il plaît à certains d'entendre ; et on se demande aussitôt s'il n'a pas, tout simplement, écrit un manuel d'apprentissage de la vie intellectuelle et politique.

« Ce livre développe une réflexion elle-même axée sur un raisonnement, avait-il prévenu : c'est pourquoi on me permettra de suggérer une non-lecture plutôt qu'une lecture fragmentaire. »

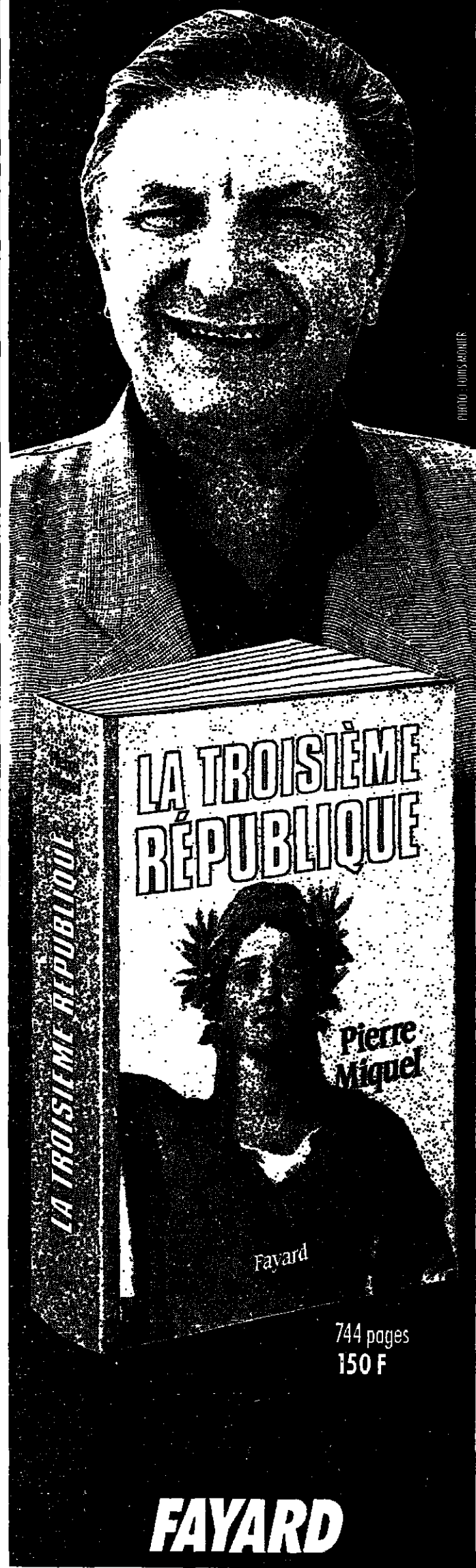
La « non-lecture » serait assurément injuste. Mais une lecture fragmentaire n'est pas à déconseiller à ceux qui voudraient extraire, ici et là, les meilleurs moments de Jean-François Kahn.

JEAN-MARIE COLOMBANI
► *Esquisse d'une philosophie du mensonge*, de Jean-François Kahn, 337 pages, Flammarion, 99 francs.

PIERRE MIQUEL

« Quand je raconte la République, je raconte ma vie de famille. »

P.M.



POLITIQUE

La politique en apesanteur

Le déclin des idéologies, le recul du jacobinisme et le triomphe de l'individualisme expliquent pourquoi le débat semble tourner à vide

Chantre de la « France unie », M. Mitterrand aurait surtout été réélu par une France uniformisée. Idéologiquement pacifiste, les Français n'aspirent plus qu'à un bonheur « pépère ». Dédaignant la politique et la chose publique, ils auraient même définitivement enterré le jacobinisme. Un comble en cette année de Bicentenaire !

Pourtant, cette thèse est en vogue, comme en témoigne la multiplication d'ouvrages et d'articles de revues d'accord pour annoncer, selon le cas, la fin de l'idéologie, de l'Histoire, des valeurs collectives et même de la loi comme référence suprême.

Si cela est vrai, cela mérite un peu d'attention. Ce tournant majeur, ce broilage des repères traditionnels expliquerait que la politique paraisse aujourd'hui en état d'apesanteur.

Que la « France unie » soit aussi une France idéologiquement uniformisée, cela ne fait guère de doute. Des sondages récents montrent que près de deux Français sur trois ne font pas de différence entre la gauche et la droite. Tandis que les socialistes découvraient les vertus du libéralisme économique, la droite se montrait fidèle à un certain interventionnisme. La tradition (le gaullisme) l'y pousse. Il en va surtout de sa survie électorale dans une France, estime François Furet, « ni vraiment à gauche ni vraiment à droite » et qui se veut désormais « à la fois pour le marché et pour la protection sociale » (1).

L'effacement du communisme comme modèle de référence a davantage contribué à « désidéologiser » le débat politique que le recul du gaullisme. Le travail de sappe entrepris par l'Archipel du Goulag et, avant lui, par des intellectuels comme Foucault (« Le marxisme est dans la pensée du dix-neuvième siècle comme un poisson dans l'eau, c'est-à-dire que partout ailleurs il cesse de respi- »)

rer) est aujourd'hui pratiquement terminé. Le marxisme comme logique infaillible de l'Histoire a vécu, mais sa disparition a créé un vide qui n'a pas été comblé.

Car il était commode. Il permettait à chacun de se « positionner » et alimentait le débat politique au même titre que le libéralisme pur et dur dont la droite créditait à une certaine époque M. Thatcher et M. Reagan. Ces deux pommes de discorde, quand elles resurgissent, le font sur le mode mineur. Elles sont devenues épouvantails à moineaux. Voilà pourquoi la vie publique paraît si atone, comme anesthésiée par la ferveur dont jouit désormais le libéralisme tempéré.

Et voilà aussi pourquoi resurgit le débat sur la « fin de l'idéologie », réactivé par l'effervescence sans boussole qui agite le monde politique.

De la fin de l'idéologie à la fin de l'Histoire

The End of Ideology est le titre d'un livre de l'Américain Daniel Bell, publié au début des années 60, à la veille d'événements qui allaient lui apporter un fâcheux démenti. De Berkeley à la Sorbonne, du Vietnam à l'Amérique latine, l'idéologie ne semblait pas précisément à l'agonie.

L'est-elle davantage aujourd'hui ? Comme pour le suggérer, la revue Commentaire, fondée il y a douze ans autour de Raymond Aron, a publié il y a quelque temps la préface d'une récente réédition de ce livre, préface dans laquelle Daniel Bell triomphe modestement. Les faits, désormais, ne lui donnent-ils pas raison ?

Qui pourrait nier, par exemple, que la société américaine ait, comme il le répète, changé en profondeur : « Rétrécissement de la classe ouvrière industrielle, stag-

nation du nombre des adhérents des syndicats et modification de la structure de classe de la société » ? Il est tentant de transposer cette analyse à la France, travaillée par les mêmes évolutions sociologiques, et d'expliquer, du même coup, pourquoi les querelles idéologiques s'y sont diluées dans un consensus quasi général, faute d'enjeux de classe aigus.

De « la fin de l'idéologie » à « la fin de l'Histoire », il n'y avait qu'un pas. Il a été franchi cet été par un fonctionnaire du département d'Etat américain, Francis Fukuyama, qui, en quelques pages publiées par la revue National Interest, peut se vanter d'avoir décliné l'un des plus beaux tohu-bouh intellectuels de ces dernières années.

Cet article intitulé précisément « La fin de l'Histoire ? » (2) (le point d'interrogation compte) tient en quelques mots : nous assisterions à la « victoire éclatante du libéralisme économique et politique » sur tous les autres systèmes qui prétendaient le concurrencer. Le débat politique, désormais, serait clos, rendu sans objet par le triomphe de la démocratie occidentale, sur le marxisme-léninisme en particulier, comme les craquements du glacié soviétique le rappellent quotidiennement.

La thèse de Fukuyama, fortement imprégnée d'hégélianisme, a suscité un débat, qui n'en finit pas, aux Etats-Unis (Hegel voyait dans la victoire de Napoléon à Jéna la fin de l'Histoire, c'est-à-dire l'intégration par la conscience universelle des idéaux de la Révolution française).

Cette (re)découverte de la Phénoménologie de l'esprit par le tout-Washington peut prêter à sourire (le débat lancé par le jeune Hegel fait un peu suranné), mais il faut reconnaître que l'article de Fukuyama a aussi trouvé un écho à Paris. Commentaire, qui l'a publié en français, l'a fait suivre de prises

de positions d'intellectuels et en annonce d'autres dans son prochain numéro. Comme si, à défaut de vivre la fin de l'Histoire, il était devenu urgent de scruter attentivement un horizon politique devenu lui-même passablement brumeux.

Le recul du jacobinisme

D'autant plus brumeux que l'Etat jacobin, qui servait de champ clos aux joutes idéologiques dont la France paraît avoir perdu le goût, semble lui-même ébranlé, ajoutant à la perplexité des acteurs politiques : si l'armature jacobine de la société française diverge de sa forme bicentenaire, comment penser autrement la vie de la cité, c'est-à-dire la politique ?

Le jacobinisme, entendu comme l'expression de la souveraineté indivisible de la nation, a été doublement corrodé. D'une part par ce que Laurent Cohen-Tanugi appelle l'« ordre infranational, celui de la décentralisation » ; d'autre part par le nouvel « ordre supranational, celui de la construction européenne » (3).

Ce double phénomène a pris l'Etat en tenaille et a entamé sa superbe. Le sort des Français ne se décide plus seulement à Paris mais à Toulouse ou à Lille et, de plus en plus, à Bruxelles, à Luxembourg et à Strasbourg. On peut presque dire que le Parlement ne fait plus la loi. En tout cas qu'il ne la fait plus seul.

Cet éclatement des lieux de décision a brisé le paysage politique et ajoute à la confusion actuelle. Si la loi votée par le Parlement n'est plus souveraine, si l'Etat jacobin s'affaïssit, où est le pouvoir ?

Car la loi, manifestation intangible, depuis la Révolution, de la

volonté collective, ne domine plus l'Etat. Un premier assaut lui a été donné en 1971 par le Conseil constitutionnel, qui a proclamé cette année-là qu'un texte voté par le Parlement ne peut contredire les principes sacrés figurant en préambule sur la Constitution, la Déclaration de 1789 en particulier. Depuis, l'autorité de la loi ne cesse d'être fragilisée par les arrêts que rendent ou menacent de rendre la Cour de Luxembourg, en matière économique, et la Cour de Strasbourg, dans le domaine des libertés.

Face à cette évolution, il est plus facile de crier au viol de la souveraineté nationale, comme certains au RPR, que d'analyser les conséquences pour la société française de cet ébranlement de l'Etat. Disons que cette atomisation des centres de décision devrait engendrer dans le futur des rapports de pouvoir davantage fondés sur la négociation, le compromis et le débat que sur la domination et l'autorité. Une autre révolution, deux cents ans après.

Le triomphe de l'individualisme

La mise en sourdine des querelles idéologiques offre un terrain propice à la floraison de ces nouveaux rapports entre citoyens et institutions. Mais ces phénomènes, en dédramatisant la politique et en la complexifiant, éloignent celle-ci de l'électeur : le débat idéologique et un Etat structurellement fort « théâtralissent » plus facilement la chose publique qu'un éclatement du pouvoir au profit d'entités pas toujours identifiables. D'acteur de la vie politique, le citoyen en devient facilement spectateur.

Il n'en faut pas davantage à certains pour expliquer la montée de l'abstention politique (34 % aux élections législatives de juin-

1988) ; pour expliquer aussi ce que Pierre Rosanvallon appelle un « effritement général des formes d'appartenance » (4).

Cette désertion par les Français, des terrains politiques traditionnels semble durable. Elle correspondrait à ce que Gilles Lipovetsky identifie comme un stade « narcissique » de l'évolution de la société, évolution caractérisée, selon lui, par « la désorption des enjeux politiques et idéologiques » et par « le surinvestissement concomitant des questions subjectives » (4).

La « dissémination du social » et la « liquéfaction des repères », notées par lui (et par d'autres) iraient de pair avec une montée de l'hédonisme. Pour autant, il n'y aurait pas lieu de pronostiquer, face à ce triomphe des individualismes, le déclin des valeurs démocratiques. Cette « démotivation politique » s'accompagnerait au contraire d'une adhésion, peut-être molle, mais générale, aux règles du jeu démocratique. L'essentiel, si l'on comprend bien, serait sauf.

Dès lors, l'esthétique politique des Français ne serait pas un signe de démission mais, au contraire, une preuve de maturité. A ne pas ajuster leur discours à cette nouvelle donne, les hommes politiques perdraient leur temps et seraient condamnés, pour longtemps, à moudre le vide.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La République du Centre*, Calmann-Lévy, 1988.

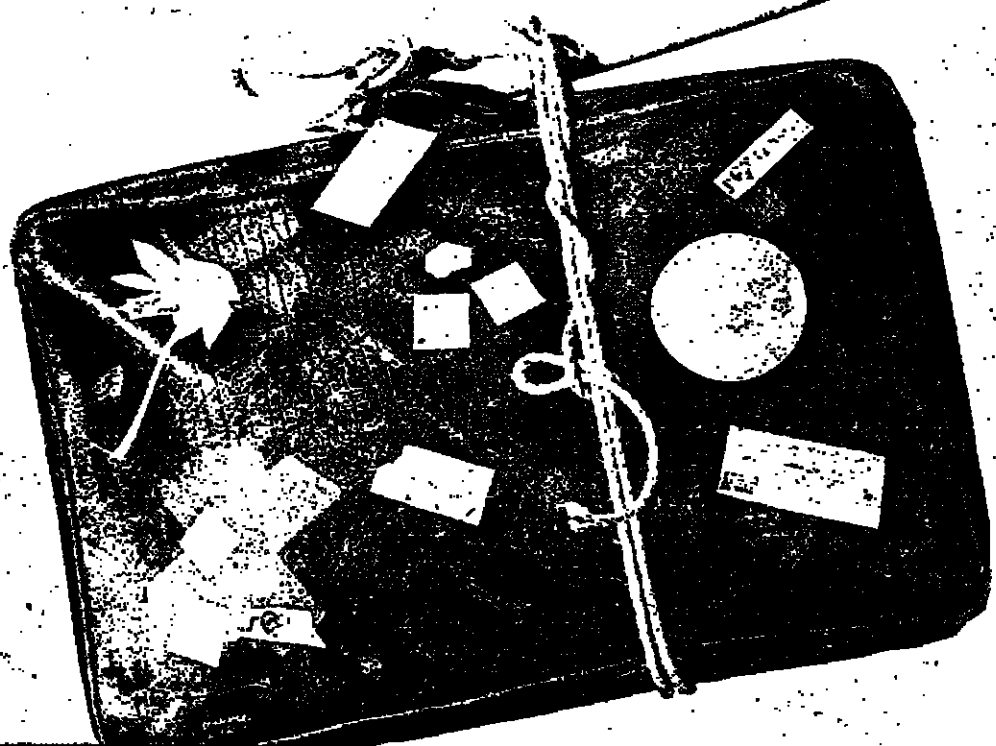
(2) Francis Fukuyama, « La fin de l'Histoire ? », *Commentaire*, n° 47, automne 1989.

(3) Laurent Cohen-Tanugi, *La Métamorphose de la démocratie*, Odile Jacob, 1989.

(4) Gilles Lipovetsky, *L'Ere du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*, Gallimard, 1983.

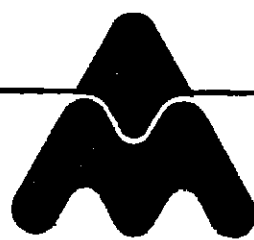
Les Antilles 2950 F A/R* - La Reunion 4150 F A/R*

TOUT LE MONDE
A DROIT AUX VOLS
REGULIERS.



Contactez votre
agence de
voyage ou
téléphonez au
40.17.45.55.

AEROMARITIME. Nous vous rendons votre sourire



Handwritten signature or text in Arabic script.

Radio-France

14. La polémique sur le port du voile
17. L'affaire des « faux frais » de police

18 Sports : l'Europe de la violence
23 Exposition Thomas Couture à Beauvais

24 Musique : une création de Dutilleul
24 Théâtre : le Festival de Saint-Jean-d'Acre

Un entretien avec le PDG, M. Jean Maheu

Radio-France, les voix de la France...

La rentrée des radios s'est faite sous le signe de la restructuration du marché et de la concentration. L'une après l'autre, les grandes stations investissent dans la FM pour devenir des pôles autour desquels s'organiseront les marchés. RMC a racheté Nostalgie et l'organe sur Kiss-FM ; Europe 1 se réjouit du parcours sans faute d'Europe 2 et commercialise Skyrock ; RTL a inauguré, le 23 octobre, un réseau avant-garde baptisé Maxximum, et NRI s'apprête à reprendre Pacific. Radio-France, elle, maintient le cap, comme l'explique M. Jean Maheu, ancien président du Centre Pompidou, nommé PDG de la maison ronde le 10 février, à l'effût, comme ses concurrents, de nouveaux créneaux. Lui regarde vers les jeunes, d'autres vers les

« Comment se vit le passage entre deux univers aussi différents que le Centre Pompidou et Radio-France ? »

— Avec curiosité et intérêt, car ce sont, c'est vrai, deux univers bien différents. Au Centre Pompidou, j'avais un peu l'impression d'être le maître de maison, dans un espace qui recevait dans la journée près de vingt-cinq mille personnes. A la radio, la démarche est inversée et c'est nous qui, par les ondes, allons rendre visite aux gens dans leur intimité. Là-bas, tout se passait essentiellement à travers l'œil. Ici, tout passe par l'oreille et semble impalpable. Il faut travailler, apprendre à écouter... Et je découvre un instrument d'une vitalité fascinante.

— Un instrument qui résiste à la concurrence des autres médias et qui a gagné plus de six millions d'auditeurs depuis 1970. Malgré la montée constante des stations locales privées, le groupe Radio-France a maintenu le cap. Entre 1986 et 1989, notre pourcentage d'audience cumulé est resté stable. Il est vrai qu'à la différence de la plupart des pays voisins, la radio de service public en France est minoritaire en termes d'audience. Cela tient sans doute à la rapidité avec laquelle les ondes ont été libérées.

— Le service public n'est-il la même justification, maintenant que l'initiative privée a pu librement explorer et exploiter le secteur ?

— Nous n'avons pas la même logique que le secteur privé. Nous sommes dans la logique du service au plus grand nombre — que le créneau soit rentable ou pas — quand nos concurrents privés ne raisonnent qu'en termes économiques. Le service public se doit d'élargir l'agenda, sans se transformer en café du commerce ; contribuer à ce que les gens se parlent mieux et davantage.

— Le service public est irremplaçable pour assurer la pluralité des opinions, et des comportements culturels et je me réjouis de constater qu'il s'est débarrassé sans nostalgie du péché originel d'avoir été la « voix de la France ». Enfin c'est aussi sur lui que reposent les enjeux de l'expression locale — je me battrais bec et ongles pour nos radios de pays — et ceux de la création radiophonique — on n'est guère nombreux sur ce terrain.

— La concurrence du privé, la multiplication des radios thématiques laissent-elles un avenir à une radio généraliste comme France-Inter ? N'y a-t-il pas d'autres créneaux, d'autres « formats » à explorer ?

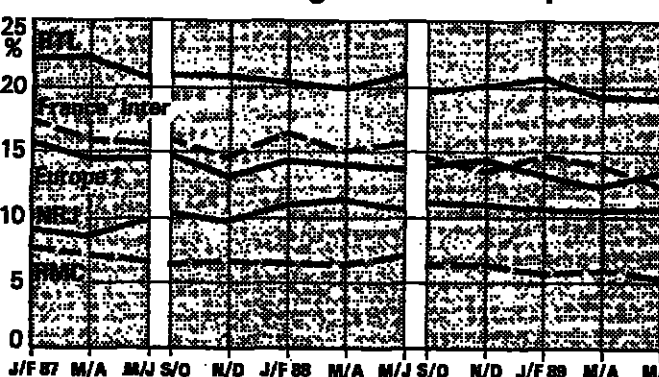
— Si, bien sûr. Nous sommes très attentifs à l'évolution de l'offre

radiophonique, et nous n'excluons pas de développer une nouvelle radio thématique si nous identifions un besoin de société. Des études semblent montrer qu'une radio attentive aux besoins d'expression des jeunes serait bienvenue sur les ondes, même si je demeure réservé à l'idée d'un ghetto « jeunes ». Il me semble préférable d'être davantage à l'écoute de la jeunesse sur nos différentes antennes, notamment France-Inter.

« France-Inter : plus ludique »

— C'est une des missions que j'ai confiées à Pierre Bouteiller, son nouveau directeur. Je souhaite une radio plus populaire et plus jeune ; une chaîne plus ludique, plus rythmée, avec une identité plus évidente. Cela implique de retirer quelques « barbelés » horaires, d'oser bouleverser la grille lorsque des événements l'exigent, d'augmenter le nombre de signatures. Il faut qu'Inter soit une chaîne « poliroïd », ancrée dans le temps, dans la mode, en phase avec la société. Devant la multiplication des formats, je suis persuadé qu'il reste de la place pour un noyau de grandes stations généralistes.

Audience cumulée des grandes radios depuis 1987



Source : Médiamétrie

— Votre présence à la tête de Radio-France est restée très discrète, et le personnel donne l'impression de s'interroger encore sur les grandes options de sa direction.

— La discrétion ne nuit pas à l'efficacité, et j'ai l'impression d'avoir beaucoup travaillé. Nous préparons d'ailleurs un projet d'entreprise qui mobilisera plus de trois cents personnes, permettra d'entraîner le personnel et de l'associer à la définition de choix stratégiques. J'ai renouvelé la direction de l'information avec Ivan Leval, celles de France-Inter et de la

musique. J'ai poursuivi le plan d'expansion du réseau de France-Info, réglé le problème de la maîtrise de Radio-France et ceux posés par l'orchestre philharmonique en renouvelant le chef Marek Janowski. Et je suis attentivement l'évolution de nos requêtes auprès du CSA pour l'amélioration de notre confort d'écoute.

— Aujourd'hui, je me bats pour obtenir les moyens financiers de prolonger chaque jour le temps de diffusion de Radio-Bleue de 13 heures à 19 heures, et celui de FIP de 21 heures à minuit ; je m'apprête à susciter une réflexion autour de France-Culture, compte tenu notamment de l'évolution de l'Europe et du lancement du programme Victor sur le satellite TDF 1. Et j'espère nouer des liens avec les télévisions de service public pour promouvoir une mobilisation et une synergie. Comment justifier qu'à l'occasion de tel ou tel événement important, A 2 ou FR 3 s'associe à une radio privée ?

— La commission des finances de l'Assemblée nationale a regretté le semaine dernière « la très grande faiblesse des moyens » de Radio-France. Quelles sont vos revendications financières ?

promotion d'Inter se monte à 40 millions de francs quand celui de nos grands concurrents privés peut atteindre 120 millions.

— N'y a-t-il pas le moyen de jouer sur la publicité ?

— La publicité intervient de façon très marginale dans notre financement puisqu'elle nous rapporte 90 millions de francs avec le parrainage contre 1,85 milliard provenant de la redevance. Cela correspond à 9 minutes 20 par jour, ce qui est largement au-dessous des 30 minutes qui nous sont autorisées. Mais notre public est du genre philophile et nous ne sommes pas loin, me semble-t-il, de ses limites de tolérance. C'est sur la répartition de la redevance qu'il faudrait pouvoir jouer.

— Les radios locales ne sont-elles pas souvent les victimes désignées des budgets de rigueur ?

— Le réseau des radios locales est une des pièces maîtresses de Radio-France et ne coûte que 452 millions de francs par an pour 47 stations départementales. Il est donc hors de question de lui faire subir davantage les aléas du budget. Je souhaite même qu'à court terme chacune des radios dispose de treize heures quotidiennes de programmes spécifiques : on est loin dans les radios les plus récentes, et c'est pourtant le minimum nécessaire pour prétendre faire une radio de pays. Même si l'année 1990 marquera une pause dans le développement du réseau, je crois qu'il est nécessaire d'envisager, dans le cadre d'un contrat d'objectifs avec l'Etat sur plusieurs années, la création de nouvelles stations, notamment dans le Sud-Ouest, actuellement mal desservi.

Orchestres et qualité

— Vous avez dû affronter la guerre entre vos deux formations musicales, l'Orchestre national et le Nouvel Orchestre philharmonique.

— On peut s'étonner qu'un problème de parité salariale, compliqué par des rivalités syndicales, prenne de telles proportions. Les progrès du Nouvel Orchestre philharmonique, ses succès auprès du public et de la critique rendaient inévitable la mise à niveau des rémunérations. Faut-il pour autant que l'Orchestre national se sente atteint dans son prestige ? Nos musiciens ne doivent pas se tromper de combat. L'enjeu aujourd'hui n'est pas celui de la parité salariale mais celui de la qualité des prestations musicales quand la concurrence internationale se fait impitoyable.



— Le nouveau directeur de la musique, Claude Samuel, a promis à l'Orchestre national de nouveaux moyens artistiques, une administration renforcée et un budget de fonctionnement amélioré. L'Orchestre dispose, avec le Théâtre des Champs-Élysées, d'une salle prestigieuse. Reste à régler le délicat problème de la direction musicale et à trouver un remplaçant à Lorin Maazel, qui ne souhaite pas renouveler son contrat au-delà d'août 1990, ce que je déplore, car c'est une des meilleures baguettes du monde. Je souhaite en tout cas vivement que les esprits s'apaisent.

— Vous parlez comme si vous étiez en place pour plusieurs années. Or votre mandat, ou plutôt celui de votre prédécesseur, se termine fin décembre. Souhaites-vous être reconduit ?

— Une maison comme Radio-France ne peut se gérer à court terme. C'est pourquoi, dès le début, je me suis délibérément placé dans une perspective de moyen terme, et je travaille avec confiance. Alors, est-il nécessaire de me demander si le poste m'intéresse ? Ne le voyez-vous pas ? Non seulement il m'intéresse, mais il me passionne.

Vous êtes-vous fixé des objectifs en termes d'audience ou de stratégie ?

— Je voudrais que Radio-France reste le premier groupe français de radio, et qu'il continue sa première place devant Europe 1 ; mais je voudrais surtout que nous soyons les meilleurs en matière d'information et que les jeunes reviennent sur France-Inter. Enfin, je ne serai pas mécontent, si le besoin social s'en fait sentir, d'être à l'origine du lancement d'un nouveau produit radiophonique ; et je souhaite, en toute hypothèse, réussir les programmes Hector (pour la musique) et Victor (la culture) diffusés sur TDF 1.

Propos recueillis par ANNNICK COJEAN et JEAN-FRANÇOIS LACAN

Quelques chiffres

Le réseau radiophonique de Radio-France comprend :

4 programmes nationaux : France-Inter (FM-GO), France-Culture (FM), France-Musique (FM), France-Info (FM dans 75 villes), Radio bleue (OM) ; un programme parisien : FIP (FM) ; 47 stations locales (FM) ; 2 programmes sur TDF 1.

L'activité radio inclut également 5 ateliers de création.

— L'activité musicale inclut :

Deux orchestres : l'Orchestre national et l'Orchestre philharmonique ; un chœur permanent ; une maîtrise.

— Effectifs : 3 066 agents permanents dont 422 journalistes + 3 000 cachetiers environ (animateurs, producteurs...).

— Recettes : 1,851 milliard de francs de redevance et 151 millions de recettes propres.

— Dépenses : 1/3 personnel, 1/3 de charges communes (diffusion, droits d'auteurs, amortissements), 1/3 fonctionnement des services.

— Audience : 21,7 % en audience cumulée de janvier à juin 1989, soit 9,6 millions d'auditeurs (source Médiamétrie).

ÉLIE COHEN

L'ÉTAT BRANCARDIER

Politiques du déclin industriel (1974 - 1984)

Collection « Liberté de l'Esprit / Fondation Saint-Simon » 352 p. 130 F

Calmann-Lévy

« Tout le livre est passionnant. » Arnaud Leenhardt, *Fortune*

« Une brillante analyse de la crise industrielle et de sa gestion par les gouvernements successifs. » Christine Delavennat, *L'Express*

« Ce livre, qui ne parle que de faillite, pourrait bien être en fait un excellent outil de gestion pour les entrepreneurs. » Philippe Thureau-Dangin, *Dynasteurs*

« Un livre lucide et désenchanté. » Jean-Jacques Rosa, *Le Figaro Économique*

« La force du livre d'Élie Cohen est qu'il n'enfile pas les poncifs habituels sur la faiblesse de l'industrie française. Il plonge au contraire au cœur du mal des faillites. » Thierry Gandillot, *Le Nouvel Observateur*

De Radio Bleue à « Douce France »

Le créneau du « papy boom »

En septembre dernier, un mouvement de grève soudain déclenché par les gentils animateurs de Radio Bleue braquait brusquement les projecteurs sur une station de la constellation Radio-France pas tout à fait connue des autres : une station émettant dans une gamme d'ondes peu usitée de nos jours (les ondes moyennes) et à destination d'une cible d'ordinaire négligée par les autres radios si soucieuses de séduire la jeunesse réputée meilleure consommatrice : les plus de cinquante ans.

Car voilà qu'après plus de six années sur les ondes, la fidélité d'un public exigeant, un fort capital de sympathie et l'accomplissement incontesté de ses missions de radio de service et d'accompagnement, Radio Bleue, malgré bien des promesses, se voyait maintenue dans le cadre étroit d'une diffusion matinale. Au grand dam de ses journalistes et animateurs ; et au regret de son public.

Certes, le personnel avait fait preuve de patience et de compréhension envers les directions successives, lesquelles, sans exception, ont exprimé leur solidarité avec la station réputée modeste... en même temps que qu'ils soulignaient l'impossibilité, faute de moyens, d'accéder à la demande d'un prolongement de l'antenne même l'après-midi. Cette fois,

pourtant, l'équipe de Radio Bleue pourrait disposer bientôt d'un nouvel argument de poids : celui de la concurrence.

Solubles et dynamiques

Car depuis le temps que les sociologues observent la montée constante de la classe des plus de cinquante ans, que les magazines s'excitent sur le dynamisme nouveau des jeunes retraités et que les industriels y découvrent un gisement de consommateurs solubles, il fallait bien qu'un entrepreneur de radio y décèle à son tour les potentialités d'un véritable marché : celui du « papy boom ».

« La vieillesse n'a cessé de reculer », explique Pascal Bertrand, un berceur de la FM, pionnier des radios libres et qui pilote un nouveau projet ancré sur ce créneau. « En bonne santé et libérés de leurs obligations professionnelles, explique-t-il, beaucoup de retraités de soixante-cinq ans vivent aujourd'hui une seconde jeunesse. Ils ont des loisirs, l'envie de ne pas se couper des jeunes générations et le besoin d'un programme radio qui les concerne mais qui soit suffisamment fédérateur, assis sur la mémoire collective, pour l'exclure aucune tranche de public. »

Voilà le concept de « Douce France » exprimé. « Douce France », en clin d'œil à Charles Trenet, « fédérateur » s'il en est, « Douce France », parce que la tonalité du programme sera essentiellement musicale (les chansons des années 40-50-60) et que l'ancrage — contrairement à celui de Radio Montmartre — ne sera pas Paris. Le projet est très avancé, préparé par des nombreuses études de la cible, et pourrait se concrétiser par un lancement sur les ondes au début de l'année 1990.

Un lancement sous forme de diffusion par satellite. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre d'un programme destiné au soixante-soixante-cinq ans, auquel les radios indépendantes pourraient s'abonner librement, à charge pour elles de promouvoir et de commercialiser leur antenne. L'investissement consenti pour le lancement et la fabrication de ce qui prendrait le statut de « banque de programmes » s'élevait à 40 millions de francs. Les actionnaires, parmi lesquels le directeur de la radio parisienne CVS, M. Jacques Imbert, également actionnaire et gérant de l'agence de programme SER, sont sur le point de boucler le tour de table.

A. Co.

SOCIÉTÉ

La polémique sur le port du voile

Plusieurs militantes des droits de la femme dénoncent « un signe de discrimination sexiste »

La polémique sur le port du voile à l'école se poursuit alors que l'ensemble des personnels enseignants et administratifs du collège Gabriel-Hervé de Creil, d'où est partie l'affaire, a écrit, lundi 23 octobre, au ministre de l'éducation nationale pour qu'il « se prononce clairement sur une question devenue nationale, afin de ramener la sérénité dans l'établissement ».

Plusieurs militantes des droits de la femme ont pris position. « Les adolescentes ne doivent pas devenir l'objet d'enjeux qui dépassent, et l'école de la République ne doit pas être soumise aux pressions religieuses des pères et des frères ; la liberté ne peut exister que dans la tolérance réciproque, qui passe en premier par le respect des règles et traditions, la culture du pays d'accueil », estime M^{me} Michèle André, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

Pour sa part, M^{me} Yvette Roudy, secrétaire nationale aux droits de la femme au PS, pense que « le foulard est le signe de l'asservissement, consenti ou imposé, dans la société musulmane fondamentaliste (...). Accepter le port du voile reviendrait à dire oui à l'ingérence des femmes dans la société musulmane française ».

« Les jeunes filles doivent accepter d'enlever leur foulard, non seulement en classe, mais même à l'école, a déclaré M^{me} Simone Veil. De même que les élèves juifs ne doivent pas porter la kipa. Ce foulard n'est pas choquant en soi, mais dans la mesure où il est un symbole de militantisme religieux, l'école doit être préservée de l'affichage religieux, comme elle l'est de l'affichage politique ».

« Il faut rappeler aux gens que l'école laïque et publique, c'est la neutralité imposée à tous, aux professeurs d'abord et aux élèves ensuite, affirme pour sa part M^{me} Elisabeth Badinter. C'est la seule façon de cimenter notre communauté nationale ».

Le Mouvement du planning familial estime, pour sa part, que « le port

du voile par les femmes est un signe de discrimination sexuelle difficilement compatible avec une éducation laïque et égalitaire ».

Ces prises de position se déroulent de celles de Mme Danièle Mitterrand, dont l'intervention en faveur de la permission pour les musulmanes d'avoir un voile à l'école a été commentée dans la presse musulmane à l'étranger, notamment en Iran.

Les autres réactions

« La Fédération protestante de France : selon son porte-parole, M^{me} Claudette Marquet, « les protestantes pensent qu'il n'y a aucune raison d'interdire le port du voile à l'école pour peu qu'il ne serve pas à un quelconque prosélytisme, mais le respect de la laïcité doit être absolu ».

« M^{gr} Gaillot, évêque d'Evreux : « Le voile coranique est un signe religieux et culturel. L'école publique doit pouvoir intégrer cette nouvelle donne, et je ne pense pas que ce soit une menace pour l'école laïque ».

« La FEN a estimé que « les principes d'égalité et particulièrement celui de l'égalité des filles et des garçons ne peuvent souffrir la moindre exception. Aucune restriction concernant les programmes, les contenus, les méthodes, les activités scolaires ou la mixité ne peut être acceptée au nom d'exigences religieuses ».

« Dans les milieux musulmans, les réactions ont été multiples. L'Association de la Ligue arabe en France, M. Hamadi Essid, a déclaré que « l'écrasante majorité des musulmans de France trouve inadmissible que la question du port du voile serve de prétexte à un nouveau procès de l'islam en France ». Ajoutant : « C'est un phénomène sur-médiatisé », destiné à présenter « comme une fatalité historique l'adoption de l'islam et des musulmans ».

Dans une interview à l'AFP, le recteur de la Mosquée de Paris réclame à nouveau « une redéfinition de la laïcité » et le bénéfice de la loi Debré (contrat avec l'Etat). « L'essentiel, dit le cheikh Hadid, était que l'islam soit traité comme les autres religions ».

Foulards sans drame à Montpellier

MONTPELLIER de notre correspondant

A Montpellier, la plupart des enseignants se demandent s'ils ne rêvent pas. Au collège des Garigues, dans le quartier de la Paillade, comme dans d'autres collèges de la ville, sur un effectif de cinq cent trente-six élèves, huit adolescents se promènent dans la cour et suivent l'enseignement la chevelure couverte d'un foulard, sans que jamais une gêne n'ait été évoquée.

Rabina, treize ans, est en quatrième. Son foulard est bleu, blanc ou noir, suivant les jours, assorti aux vêtements qu'elle porte. « Elle a un peu de retard scolaire », reconnaît Line Marcorrelles, son professeur de français. Mais elle est parfaitement intégrée et personne ne s'étonne de son voile ».

Le collège n'a connu de problèmes qu'une fois, il y a quelques années : des enfants s'amusent à arracher le voile d'une des élèves et les parents s'en étaient plaints, mais l'affaire s'était arrêtée là.

Les enseignants sont partagés. « Chacun a ses opinions », dit Line Marcorrelles. Mais on pense, après tout, qu'on n'a pas le droit

d'exclure des gamines parce qu'elles portent un voile. Cette histoire a été montée en épingle par la presse. « Accusation reprise par le principal du collège, Gérard Léger : « C'est en montrant les problèmes qu'on les crée. Depuis plusieurs années, nous avons des élèves qui portent le voile ». L'école est un facteur d'intégration, explique-t-il : « Plus les années passent et plus les foulards disparaissent. De toute façon, ces petites, elles arrivent en sixième avec un foulard sur la tête. Elles regardent autour d'elles et, un beau jour, il part de lui-même aux orties ».

JACQUES MONIN

Trois foulards et un pays

Suite de la première page

Il serait nécessaire d'apprendre à ce jeune observateur partial que ce pays fait face depuis un quart de siècle à deux phénomènes apparemment sans lien mais dont la coïncidence explique le climat actuel. D'une part l'installation sur son territoire de populations venues d'ailleurs avec leurs coutumes et, par là, leur foi. D'autre part, l'affaiblissement, au moins statistique, de l'influence de la religion chrétienne.

Ainsi comprendrait-il sans doute mieux ce qui se joue dans cette minuscule affaire de foulards : la peur, aux yeux de certains, notamment les militants de la laïcité, de voir une religion d'importation, non constitutive du patrimoine culturel commun à tous les Français, tenter de restaurer, si peu que ce soit, la théocratie aux avant-postes de l'ordre social. La peur de voir que la foi, respectable tant qu'elle inspire la sphère privée, a des velléités de gagner le champ social.

Les derniers développements de la querelle sur la place de l'islam en France ont un point commun, qui est celui de la limite, des frontières à ne pas transgresser. Avec une figuration spatiale dans le cas des mosquées à construire (ce n'est jamais le bon endroit), une construction culturelle avec l'affaire Rushdie (tout ne peut pas s'écrire) et, enfin, un déformement des principes républicains avec ces foulards (Dieu premier servi, y compris à l'école). Qu'on le veuille ou non, ces affaires traduisent la réalité d'une offensive qui fait peur et provoque une défense qui n'est pas purement rationnelle. En tout cas, qui n'a parfois rien à envier, en termes de passionnel, aux manifestations de l'« attaquant ».

Songons à ce qui se serait passé si le principal du collège en cause avait toléré, sans en faire un plat, le port de ces trois foulards. La République aurait-elle vacillé sur ses bases ? Plus probablement, rien d'autre se serait passé que cette entorse désolée à une laïcité qui en tolère bien d'autres : qui songe à interdire aux

Une leçon de religions au lycée Buffon

« Enfin ! On nous prend pour des adultes ! » : Eric, Violaine, Bénédicte et Joël, élèves du lycée Buffon dans le 15^e arrondissement de Paris, sortant, la tête haute, lundi 23 octobre, de la première leçon magistrale donnée dans un grand lycée parisien sur les rapports entre la religion et la modernité par Danièle Hervieu-Léger, l'une des meilleures spécialistes de la sociologie religieuse française. C'est l'ouverture d'un cycle de conférences qui comprendra des interventions sur le judaïsme (Régine Azria), le catholicisme (Patrick Micheli), le protestantisme (Jean-Paul Willaime), l'islam (Gilles Kepel), etc.

De l'enseignement des religions à l'école, on parle depuis longtemps. Au lycée Buffon, on le pratique. Des Versets sataniques, du carnal d'Auschwitz, des mosquées et des foulards islamiques, les élèves avaient, en effet, le droit de parler dans la cour, mais pas dans les cours. « On veut bien faire de nous des bêtes en maths, mais la religion, comme le sexe et la politique, sont encore des sujets tabous », regrette un élève de classes préparatoires. Seul exception, les professeurs sont muets, en effet, sur les questions religieuses, comme s'ils se sentaient démunis ou effrayés à l'idée de livrer leurs convictions.

Seuls deux cents élèves avaient pu prendre place, lundi soir, dans la salle de théâtre pleine à craquer du lycée Buffon. Cette série de conférences, programmée bien avant l'affaire des foulards de Creil, c'est le proviseur en personne, Mme Noin-Ladanois, qui l'a voulue. Sa décision, elle l'avait quasiment prise il y a un an, quand un élève demandait une inscription en seconde d'arts plastiques, avait com-

menté sans rire le portrait du Martyre de Saint-Sébastien comme celui d'une victime d'attaques indiennes... « Véridique », dit Mme le proviseur, que les larmes de ses élèves effraient. On devrait quand même étudier la Bible, au moins autant que l'Odyssée. »

Sa résolution s'est confirmée quand, au moment de l'affaire Rushdie, des graffitis ont commencé à couvrir les murs de son lycée. La destruction d'une mosquée, les polémiques de l'été sur Mgr Glomp et Claude Autant-Lara, ont fini de la convaincre : « Je ne suis pas croyante, dit Mme Noin-Ladanois, mais tous les extrémismes me répugnent. La tentation est grande, aujourd'hui, de revenir à une laïcité de blouses grises, mais je prends un risque. La connaissance, c'est la meilleure école de la tolérance. »

L'approche sociologique des faits religieux ne déplaît pas aux élèves. On peut très bien enseigner la religion à l'école, leur a expliqué en substance Mme Hervieu-Léger, sans choquer ni les croyants, qui craignent le « réductionnisme », ni les incroyants, qui redoutent le « prosélytisme ». Les lycéens n'excluraient pas la présence à de tels cours de rabbins, d'imams, de prêtres ou de pasteurs, mais souhaitent, disant-ils, pour « illustrer », « approfondir » des exposés, d'autant plus appréciés qu'ils seront parfaitement neutres. Le premier essai leur paraît déjà un grand pas en avant.

« Il y a vingt ans, pour intéresser les élèves, je leur parlais de politique, disait récemment le philosophe Michel Serres. Pour les faire rire, je leur parlais de religion. Aujourd'hui, c'est l'inverse. »

HENRI TINCQ

considérations simplement démographiques, ce peut être au bénéfice indirect des autres. D'où la « sainte alliance des clergés » dénoncée ici même par Alain Finkielkraut (lire page 2). Mais il n'y a rien qui ressemble plus au sacré que son contraire. On entend ces jours-ci des proclamations sur la laïcité, des accents sur la République, qui nous renvoient à d'autres temps où l'islam n'était pas en cause mais déjà une religion considérée comme fanatique, forcément fanatique.

L'autre débat est celui, entamé depuis plusieurs années, sur l'islamisme français. Tandis que s'effacent progressivement les frontières entre les pays d'Europe, certains peuvent se soucier de ce qui caractérise, dans le futur, la nation française. Une langue ? Elle est sur la défensive. Une armée ? On espère n'avoir plus à s'en servir tant ce siècle a donné. Des institutions politiques ? Elles perdront peu à peu de leur pouvoir, soit au bénéfice de la société civile, soit à celui de la supranationalité. Une culture ? Elle se méfiera à vue d'œil, et la jeunesse n'est pas la dernière à y contribuer. Une religion ? S'il n'y en avait qu'une... Une école ? Elle n'est que la chambre d'écho des contradictions sociales et se trouve empêtrée dans son travail de Sisyphus pour la réduction des inégalités.

On pourrait se consoler en se disant qu'elle en a vu d'autres, la France, au cours des âges ! Qu'elle a su assimiler sans drame bien des apports extérieurs d'abord ressentis comme des menaces insupportables. Malgré consolation pour un pays qui, lorsqu'il cherche ce qui lui vaut encore de compter aux yeux des autres, se glorifie d'abord... de son patrimoine et de ses paysages !

On le voit, cette affaire de foulards qui flottent sur la France est à la fois dérisoire et grave. Dérisoire par le prétexte, grave par les enjeux. Que trois jeunes filles, dans une ville oubliée, ne puissent se vêtir à leur guise, et que cela provoque l'ébranlement du corps social, traduit le manque d'assurance de ce pays dans ses valeurs, un profond doute sur soi. L'étranger de cette polémique provient pour beaucoup de cette infirmité d'un pays que ses mœurs paralysent, et qui s'affole de voir, sur lui, les premières larmes d'un séisme culturel.

BRUNO FRAPPAT

TÉMOIGNAGE

Intégrisme et intégration

par Claude Dupont

J'ai été quatre ans principal de collège dans la banlieue de Dreux, et j'ai été confronté à certains problèmes que rencontre mon collègue de Creil. Au début, les professeurs d'éducation physique me signalaient le comportement de quelques jeunes filles qui refusaient le port du short en sport. Épis de dialogue et de mesure, je temporisais, pensant en moi-même : tant pis pour le short, et va pour le pantalon ! Quelques temps après, on évoquait le cas de fillettes refusant d'aller à la piscine.

Puis, à la rentrée suivante, c'était une élève qui n'acceptait pas d'aller en cours de musique sous prétexte que la musique « la détournait de Dieu » — et l'an dernier, je vis arriver une enfant de sixième portant le fameux voile. Ayant épuisé les vertus du dialogue, j'intendis catégoriquement le port du voile, soutenu dans l'établissement par le mouvement éducatif unanime, on doit le fillette et surtout sa famille durent prendre acte.

J'en retins deux leçons. La première, c'est que le piège de l'intégrisme, c'est de vous entraîner dans une succession de détails qui, pris séparément, vous paraissent d'une mesquinerie trop évidente pour provoquer une réaction, mais dont l'ensemble finit par imposer, pour certains individus, un développement séparé — ce qui, en d'autres lieux,

on appelle l'apartheid — et qui est le contraire même de cette intégration dont tout républicain ne peut que souhaiter la réalisation.

La seconde leçon, c'est que l'intégrisme islamique est comme les autres intégrismes religieux : sa première victime est la femme. C'est la fille, et non le garçon, qui doit cacher ses jambes, c'est la fille qui ne doit pas jouer de la flûte, c'est la fille qui doit porter ses cheveux...

Qu'on ne me fasse pas tristement rire en me parlant du libre choix de l'enfant. Il faut n'avoir jamais côtoyé une famille intégriste pour croire à trouver les conditions qui font éclore le libre-arbitre d'une fillette de douze ans ! La vérité, c'est que pour être — modérément — libératrice, l'école, comme la loi républicaine elle-même, a dû souvent imposer ses décisions à des familles récalcitrantes. Quelle confusion mentale s'empare des gens de gauche qui osent mettre sur le même plan les exigences de la liberté et les contraintes du fanatisme !

Dans les milieux de l'immigration, les intégristes restent infiniment minoritaires. Mais la contagion du fanatisme est toujours rapide, quand il ne rencontre plus face à lui la fermeté des principes qui sera toujours la condition de la tolérance et le socle de la démocratie.

■ Chef d'établissement.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-83-12-66

MINUTÉ 36.15 CODE A3T puis OSP

Vin n° 1, Pal. de Just. de Créteil (94), JEUDI 9 NOVEMBRE 1989 à 9 h 30
APPT à CHAMPIGNEY-S/MARNE (94500)
33 à 35, R. PLESSIS-TRÉVISE, Bte 1, local B, 3° ét., g. asc. comprenant
3 pièces principales, cave, 1ère de location, 1° étage
M. à P. : 100 000 F à Créteil (94000) 4, allée de la Toison d'Or.
Tél. : 49-80-41-85 - 8, les lieux pour visiter.

Maître BRENNER, avocat à EVRY (91000), 3, place du Rouillon
Vente au Palais de Justice d'EVRY, MARDI 14 NOVEMBRE 1989 à 14 heures
PAVILLON EN COURS D'ACHEVEMENT
de type F 5, hors d'eau, menuiseries posées, sur TERRAIN de 5 A 19 ca
DREUX (Eure-et-Loir)
7, rue Robert-Schumann, MISE A PRIX : 200 000 F
Pour renseignements, au Greffe du tribunal de grande instance d'EVRY après les tous avis
du Barreau d'Evry. L'avocat poursuivant ne peut porter les enchères.

Vente sur subrogation au Palais de Justice de Créteil,
le JEUDI 9 NOVEMBRE à 9 h 30
PAVILLON à VILLECRESNES (94)
14, allée du Renard

Sous-sol : garage, atelier, cellier, buanderie, w.-c., grande pièce aménagée ;
Rez-de-chaussée : entrée, w.-c., lavabo, cuisine aménagée, séjour, chambre, salle-de-bains ;
1^{er} étage : 3 chambres, pièce mezzanine, salle de bains.

Sur un terrain de 6 à 86 ca

MISE A PRIX : 80 000 F

S'adresser à Maître Christian LEIPP,
avocat du Barreau du Val-de-Marne,
8, rue du Général-de-Lamirault, 94000 Créteil. Tél. : 49-80-06-90
Au Greffe des Créteil du tribunal de Grande Instance de CRETEIL
Sur les lieux pour visiter. Minuté : 3618 JAVEN

مكتبة من الكتب

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Pour les futurs instituteurs et professeurs

Des instituts universitaires de formation des maîtres dès la rentrée prochaine

Les futurs enseignants seront sélectionnés non seulement d'après leur connaissance d'une discipline, mais aussi en fonction de leurs capacités pédagogiques. Après avoir passé une licence, ils suivront pendant deux années les cours d'un « institut universitaire de formation des maîtres » (IUFM). Mais ils ne se présenteront aux concours de recrutement qu'à l'issue d'une première année de formation semi-professionnelle commune aux futurs instituteurs et professeurs. Telles sont quelques-unes des innovations prévues par M. Daniel Bancel, chargé de mission au cabinet du ministre de l'éducation nationale dans son rapport publié lundi 23 octobre.

La loi d'orientation sur l'éducation, votée en juillet dernier, a prévu le regroupement des différents établissements chargés de la formation des enseignants (écoles normales d'instituteurs, centres pédagogiques régionaux, où sont formés les titulaires du CAPES théorique, écoles normales d'apprentissage pour les professeurs de l'enseignement professionnel).

Tous les enseignants, de la maternelle à la terminale, devraient donc, à terme, être formés dans un type unique d'établissement rattachés aux universités, les IUFM. Le rapport de M. Bancel tente de donner une existence concrète à cette institution en « créant une nouvelle dynamique de la formation des maîtres », comme l'indique son titre.

Les enseignants, universitaires et inspecteurs réunis en un groupe de travail autour de M. Bancel sont parvenus à des conclusions convergentes sur les objectifs généraux et

le contenu de la formation que devront donner les IUFM. Les compétences à exiger des futurs enseignants ont été regroupées autour de trois pôles : la maîtrise des savoirs, la capacité à transmettre, et l'aptitude à nouer de bonnes relations avec les élèves, les autres membres de la communauté scolaire (parents, administration), et les entreprises.

Les enseignants devront traduire les savoirs en objectifs d'enseignement, aider les élèves à acquérir des méthodes de travail. L'instituteur et le professeur devront aussi être en mesure de participer à l'élaboration d'un projet d'établissement, maîtriser les techniques d'évaluation des élèves, utiliser l'informatique et l'audiovisuel et connaître le fonctionnement du système éducatif.

Les partenaires se sont également retrouvés pour souhaiter « une interaction harmonieuse et continue » entre formations théorique et pratique, et donc l'introduction dans le nouveau cursus de stages variés dans les établissements. Le ministre prévoit un stage en entreprise obligatoire pour les professeurs des lycées techniques et professionnels. Les professeurs de langue devront passer un an dans un établissement à l'étranger.

Si les partenaires sont tombés d'accord sur les grands principes, il n'en a pas été de même pour la structure et l'organisation de la nouvelle formation.

Les ouvrages corporatifs et syndicaux ont alors repris le dessus, obligeant M. Bancel à prendre la plume sous sa propre responsabilité. Des discussions vont s'ouvrir avec les syndicats, sur la base de ces propositions évaluées par M. Jospin. Pressé par les uns (le SNES, entre autres) d'élever à la maîtrise le niveau de recrutement des professeurs du second degré, et par les autres (notamment le SNI et la FEN) d'utiliser à la licence le recrutement des instituteurs et des

professeurs, le ministre tente la synthèse.

Certes, les étudiants accèderont aux IUFM après avoir obtenu une licence, mais ils ne passeront pas une année de formation, au cours de laquelle ils suivront à la fois des cours dans leur discipline et une première formation en didactique. Les concours - qui devraient rester distincts pour les instituteurs et les professeurs - pourront ainsi vérifier les deux types de connaissance, et non plus les seuls savoirs académiques, comme aujourd'hui. La seconde année à l'IUFM, après le succès au concours, sera plus nettement professionnelle et agrémentée de stages.

Des « mesures transitoires » pour les instituteurs

Pour les professeurs, le régime de la formation subira peu de modifications : les étudiants suivent déjà après leur licence un cycle de préparation au CAPES correspondant à la première année des futurs IUFM, puis une année de stages et de cours dans les centres pédagogiques régionaux (seconde année d'IUFM), avant leur titularisation définitive. Le changement serait beaucoup plus radical pour les instituteurs, qui, à partir de 1992, devront également être titulaires d'une licence (bac + 3) pour accéder aux IUFM, au lieu du DEUG (bac + 2) pour entrer actuellement dans une école normale où ils sont rémunérés.

Mais le ministre précise que ce schéma théorique pourrait être accompagné de « mesures transitoires » destinées à pallier le cruel manque de candidats dans certaines académies. En clair, un recrutement à (bac + 2) des instituteurs pourrait être maintenu. M. Bancel rappelle que l'éducation nationale a besoin de plus de 20 000 licenciés chaque année, alors que les universités n'en produisent que 55 000 dont 10 000

en droit (chiffres de 1987). C'est pourquoi un système d'incitation est préconisé : modules de pré-professionnalisation axés sur les métiers de l'enseignement dès le DEUG et l'année de licence, et surtout attribution d'une allocation d'études par l'IUFM lui-même, à l'entrée de l'institut, ou même avant, dans les disciplines où les candidats sont les plus rares.

Pas de corps de formateur

Prudent, le rapport de M. Bancel n'envisage pas de modifier l'agrégation. Mais l'agrégé devra suivre une année de formation professionnelle avant d'enseigner s'il n'a pas suivi auparavant le cursus de l'IUFM. Le document reste également extrêmement discret sur la question - controversée - de savoir si les deux années d'IUFM seront reconnues ou non équivalentes à une maîtrise universitaire. Le problème est renvoyé à l'appréciation des universités, mais le ministre ne rejette pas a priori la possibilité d'une validation.

M. Bancel se prononce enfin contre la création d'un corps spécifique de formateurs des IUFM. Ces formateurs devront tous « exercer une activité sur le terrain », c'est-à-dire dans les classes. Ce qui pose la question du sort des professeurs d'école normale, qui n'enseignent actuellement qu'aux futurs instituteurs, et devront s'adapter au public beaucoup plus large des IUFM.

Si toutes ces délicates questions sont résolues - ainsi que bien d'autres, comme la dévolution à l'État des bâtiments des écoles normales d'instituteurs, possédés et gérés par les conseils généraux - les IUFM devraient tourner à plein régime à la rentrée de 1992. Mais quelques prototypes (de deux à quatre) vont être essayés, dès la rentrée prochaine.

PHILIPPE BERNARD

MÉDECINE

Un accord a été conclu sur les tarifs des frottis du col de l'utérus

Un accord a été conclu, lundi 23 octobre, entre le ministère de la santé et le Syndicat des médecins anatomo-cytopathologistes français. Aux termes de cet accord, et contrairement à ce qui était prévu, la cotation du frottis du col de l'utérus ne sera pas revue à la baisse.

Le projet d'arrêté ministériel, qui inquiétait au plus haut point les anatomo-cytopathologistes, prévoyait de faire passer de 96,80 F (B 55) à 52,80 F (B 30) le frottis cervico-vaginal, seule méthode disponible pour dépister les lésions précancéreuses du col de l'utérus. Cette réduction s'inscrivait dans le cadre plus général d'une révision à la baisse de la nomenclature des actes de biologie (le Monde du 18 octobre), inévitable conséquence, selon le ministre, des progrès de l'automatisation des actes de laboratoire. Il semble que l'on ait rapidement saisi, du côté ministériel, le danger de réduire de manière drastique la cotation d'un acte non automatisable aussi important que le frottis cervico-vaginal, les médecins spécialistes soulignant pour leur part qu'« une cotation à 52,80 F ne couvrirait pas même les frais inhérents à cet examen ».

L'accord n'a pu être obtenu que grâce aux propositions faites au ministre par le Syndicat des médecins anatomo-cytopathologistes. En « échange » du maintien de la cotation à 96,80 F, ce syndicat, qui groupe 1 100 des 1 300 médecins spécialistes français, s'engage à mettre en place « un contrôle de qualité », chaque laboratoire pouvant faire de multiples contrôles de ce contrôle réalisé de manière externe. Le syndicat s'engage aussi à définir une « norme maximum d'activité », qui pourrait se situer à cinquante frottis par jour pour un médecin donné. On devrait ainsi voir rapidement disparaître cer-

taines « usines à frottis » où la lecture et l'interprétation des examens ne sont pas, loin s'en faut, toujours faites selon les règles. Le syndicat s'engage en outre à faciliter un transfert de données à la Commission nationale des cancers, afin de rendre plus aisée la réalisation des enquêtes épidémiologiques sur le dépistage précoce et l'éradication du cancer du col utérin. Des groupes de travail sur ces trois points ont été constitués, et un premier bilan sera fait dans six mois. Un tel accord, tout à fait exemplaire, pourra-t-il être trouvé entre le ministre et la Fédération des biologistes de France, totalement opposée au projet de réduction du prix des analyses médicales ? Rien n'est moins sûr. Selon cette fédération, qui a réuni près d'un millier de manifestants lundi 23 octobre, devant le ministère de la santé, le projet se traduirait par une baisse moyenne de 18 % de leur chiffre d'affaires et de 30 % de leurs revenus. Au ministère, on rétorque que ces revenus (estimés à 330 000 F pour 1989) sont en augmentation annuelle de 15 % depuis deux ans.

J.-Y.N.

Nouvelle affectation pour les médecins de l'hôpital du Bon-Secours

M. Claude Evry, ministre de la santé, de la famille et de la protection sociale, a inauguré mardi 24 octobre le centre de diagnostic prénatal et le service de médecine et de biologie fœtales de l'hôpital de puériculture de Paris. Cette inauguration met un terme à l'incertitude qui planait sur l'activité professionnelle des docteurs Fernand Daffos et François Forquier, deux des meilleurs spécialistes, à l'échelle internationale, du diagnostic prénatal et de la médecine fœtale. Ces deux médecins et leurs collaborateurs avaient en effet été amenés, fin 1987, à quitter les postes qu'ils occupaient à l'hôpital Notre-Dame-du-Bon-Secours de Paris (14^e), propriété d'une congrégation catholique, après la condamnation de la pratique de la fécondation *in vitro* par le Vatican. On indique, dans l'entourage de M. Evry, qu'en parfaite continuité avec l'action engagée en 1988 par M^{me} Michèle Barzach, alors ministre de la santé, une solution a pu être trouvée à partir d'un financement « hors enveloppe départementale ». Pour sa part, l'hôpital Notre-Dame-du-Bon-Secours envisage aujourd'hui d'ouvrir un centre d'accueil pour les malades du sida.

PICARD ÉDITEUR

Germaine MEYER-NORRIS
L'EX-LIBRIS
HISTOIRE - ART - TECHNIQUES
Un volume
21 x 27
256 pages
250 illustrations
dont 24 en couleurs
Prix de lancement
jusqu'au 31-12-1989
500 F
cote : 450 F

Jean-Jacques HART
MYTHES ET DIEUX DE LA GAULE
LES DIVINITÉS MASCULINES
Un volume
34 x 28
256 pages
250 illustrations
dont 24 en couleurs
Prix de lancement
jusqu'au 31-12-1989
450 F
cote : 500 F

Yann LE ROUX
L'ARMÉE ROMAINE
SOUS LE HAUT EMPIRE
Un volume
17 x 24
320 pages
40 planches hors-texte
dont 24 en couleurs
Prix de lancement
jusqu'au 30-6-1989
200 F
cote : 250 F

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Dix morts dans un taxi du désert
Au bout de la soif

Le désert tue régulièrement. Il frappe sans distinction le touriste étranger comme le voyageur autochtone. Même le nomade sait qu'il ne sera pas épargné s'il commet la moindre erreur ou si un vent de sable persiste trop longtemps.

Dix personnes d'un même groupe, dont deux Français sont mortes, cet été, dans la fournaise du Tidikelt au Sahara central, l'un des endroits les plus chauds du globe. Le corps d'un Français n'a été retrouvé que récemment.

« *Bien sûr* » (1) murmure le vieux Touareg Tolévent légèrement le bas de son voile pour boire d'un trait un minuscule verre de thé noir comme du café. S'il invoque Dieu pour placer chaque jour, c'est pour placer cette journée sous le signe de la grâce divine, véritable sens de « la baraka ». Mais, aujourd'hui, c'est avec emphase qu'il répète la formule coranique afin qu'Allah le préserve de connaître une fin semblable à celle dont ses visiteurs sont venus lui faire part. Dix personnes, dont une famille avec quatre enfants et un couple de Français, sont mortes de soif à 80 kilomètres d'Ah-Salah, au cœur du Sahara algérien.

Le fatalisme oriental apparaît, pour une certaine part, à la légende car c'est sur un ton assombri que chacun répète en désordre ce qu'il a pu apprendre. Peu à peu, l'ancien nomade reconstitue le voyage fatal. Marie et Guillaume n'étaient pas de ceux qui traversent le désert dans un nuage de poussière sans rien voir d'autre que le compteur de vitesse. Ils prenaient leur temps. Venant de Reggane ils avaient trouvé une voiture pour les emmener au Aouléf. Là, ils avaient pris un de ces taxis du désert, un puissant véhicule tous terrains, qui devait les emmener jusqu'à Ah-

Salah, à près de 200 kilomètres. A bord, en plus de Marie et Guillaume, se trouvaient un couple et ses quatre enfants, respectivement âgés de douze, six, quatre et deux ans. Un Maïlien, le chauffeur, et son cousin complétaient l'équipage.

Pourquoi le taxi a-t-il choisi de prendre « l'ancienne piste » ? Celle qui passe par le nord et qui n'est fréquentée que par les nomades et les trafiquants. Celle qui traverse une immense étendue de sable plat où l'horizon reste désespérément vide dans rien pour accrocher le regard. Sur la carte, c'est une zone blanche où le géomètre n'a rien pu faire figurer à l'exception du tracé approximatif de la « piste ». Un terme bien excessif, d'ailleurs, pour désigner quelques traces de pneus dispersées sur plus d'une dizaine de kilomètres et vite effacées par le vent. C'est dans cet univers rotiligne que le régulateur de charge de la batterie est tombé en panne.

Cinqante degrés à l'ombre

Ils ont tenté de réparer. Puis ils ont poussé le lourd véhicule, une fois, deux fois, dix fois. Dans cette région, où le thermomètre frôle les 50 degrés à l'ombre, de tels efforts les ont épuisés. Alors, ils ont attendu dans la seule ombre disponible : celle du taxi. Mais sans parvenir à reconstituer leurs forces, car le vent brûlant dessèche tout, et il faut un minimum de 5 litres d'eau par jour et par personne pour survivre.

Le deuxième jour, le chauffeur est parti à la recherche d'un puits. Son cousin l'a suivi et il semble qu'ils aient parcouru une quinzaine de kilomètres lorsque le chauffeur a trouvé un trou d'eau. Mais son cousin venait de mourir quelques centaines de mètres avant. Le chauffeur a bu et s'est endormi immédiatement, épuisé. Combien de temps a-t-il dormi ? Certainement plus d'une dou-

zaine d'heures et il lui a, ensuite, fallu presque autant de temps pour atteindre un village. Lorsque les secours ont rejoint le taxi, il y avait longtemps qu'il n'y avait plus rien à faire pour ses occupants. Seul manquait Guillaume, parti à son tour pour chercher un puits.

Le puits de Marie et de Guillaume

Au tour de la thèbre l'espoir renaît parmi les amis du vieux Touareg. Moktar connaît la région. Il dit qu'il y a un puits à cinq kilomètres et que le chauffeur s'est trompé de direction. Et si Guillaume avait rencontré des nomades ? La conversation s'anime, on va même jusqu'à parler, sans vraiment y croire, d'un homme, aussi mystérieux que légendaire, qui hantait la région d'Aouléf en courant à côté des voitures pour leur indiquer la bonne direction. Peut-être l'a-t-il rencontré ?

C'était au mois d'août. Le 20 septembre, la gendarmerie algérienne a retrouvé le corps de Guillaume sous un rocher. Dessus, le jeune homme avait posé une sandale. Un rocher dont la présence dans cet océan de sable est si incongrue qu'on lui a donné le seul nom qu'il méritait, la « météorite ».

Les familles du couple français se sont rendus récemment à Ah-Salah. A 5 km de la ville, à côté des tombes musulmanes, la mairie a récréé, pour la circonstance, le cimetière chrétien inutilisé depuis l'indépendance de l'Algérie. Mais les parents souhaitent que les deux jeunes gens restent au Sahara, et soient inhumés comme les huit autres victimes, sur les lieux mêmes où la soif les a emportés. A côté, ils feront forer un puits.

MAURICE PEYROT

(1) Début d'une invocation qui figure en tête de toutes les sourates du Coran, généralement traduite par : « Au nom de Dieu clément et miséricordieux ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 360 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENEVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°10



L'ALMANACH DE 1789 :

● Politique : la révolution d'octobre 1789. Un dossier complet sur les émeutes à Versailles et le retour du roi et de l'Assemblée à Paris. ● Société : les femmes font irruption dans la Révolution avec les poissardes, mais sont-elles vraiment patriotes ? ● Lire également : le tableau des Tuileries sur fond de pauvreté à Paris et l'homme du jour, Joseph Ignace Guillotin.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

● Tandis que les justices d'Ancien Régime s'effondrent dans le discrédit général, une justice nouvelle naît après 1789. Plus que la guillotine ou les juridictions d'exception, on lui doit des garanties pour le justiciable, le jury, le Tribunal de cassation... Un legs considérable et méconnu que confirme Robert Badinter dans un entretien exclusif.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration s'expose avec « les architectes de la liberté » aux Beaux Arts à Paris ; elle se raconte, avec les premiers bilans du Bicentenaire et des CLEF ; et elle se lit dans les ouvrages consacrés au chantier des droits de l'homme. En somme, le Bicentenaire continue et donne ses rendez-vous d'automne dans notre agenda.

OCTOBRE 1989
30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

1000 lire

SOCIÉTÉ

Révélation par un inspecteur marseillais chargé de l'enquête sur les fausses factures

L'affaire des « faux frais de police »

Tout comme les partis politiques, la police nationale aurait-elle des fausses factures ? Les députés membres de la commission des lois de l'Assemblée nationale ont dû se poser la question en recevant, à la mi-octobre, l'étonnant dossier que leur a adressé M. Antoine Gaudino, infortuné muté après avoir été à l'origine de l'enquête sur les fausses factures de la SORMAE (le Monde du 14 septembre), cet inspecteur de police marseillais a, en effet, décidé de contre-attaquer en dévoilant une affaire qui lui tient à cœur depuis 1986 : le scandale des « faux frais de police ».

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance le dossier ci-joint, relatif à l'existence d'un détournement de fonds publics au sein de certains services de la police nationale », M. Gaudino est sans doute un pince-sans-rire. C'est ainsi, en effet, très posément, sans fioritures, sur le ton détaché d'un rapport administratif que commence sa « déclaration de guerre ».

« Destinataires », précise-t-il scrupuleusement, outre les présidents des groupes parlementaires, les députés membres « de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République » et « de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ».

Datée du 12 octobre, cette missive va droit à l'essentiel : « Les faits concernent de substantiels compléments de salaire non déclarés, que l'on continue à attribuer sous le couvert de faux frais de mission et dont le montant est proportionnel à la position hiérarchique de son bénéficiaire. Ces majorations de revenus occultes des registres de la comptabilité publique » se situent selon l'inspecteur, « entre 600 F et 3000 F par mois suivant le grade du fonctionnaire concerné, soit jusqu'à 25%, voire plus, du traitement ». Par là, ces « perceptions indues » se montent, tous services de police confondus, « à des dizaines de millions de francs ».

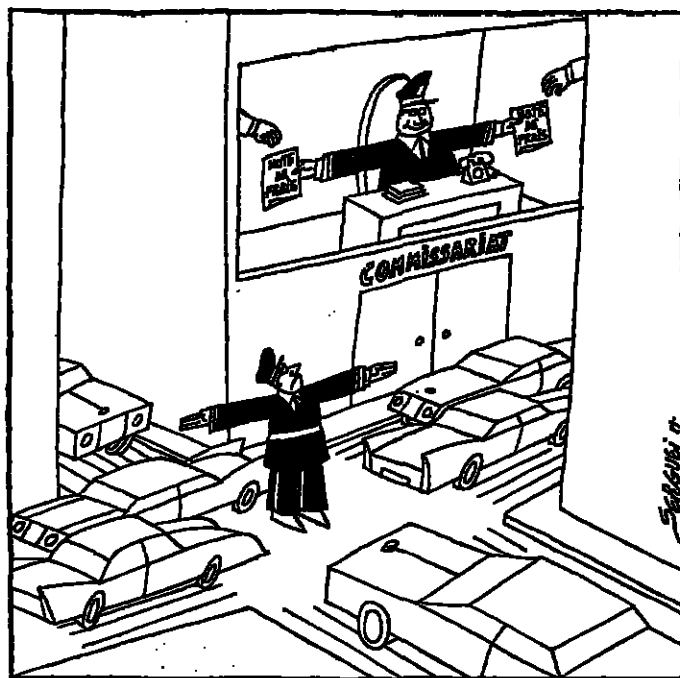
Le plus étonnant, c'est que les faits dénoncés par M. Gaudino ne sont pas contestables. Il s'agit, en effet, d'une pratique généralisée depuis plusieurs années dans les services de police judiciaire (PJ) ainsi qu'en témoignent les renseignements généraux (RG), avec l'accord tacite des ministres de l'intérieur successifs.

En PJ comme aux RG, les personnels sont parfois très sollicités, obligés de travailler au-delà des horaires normaux, ne réussissant pas toujours à prendre les récupérations auxquelles ils ont droit. Pour maintenir cette mobilisation et faire taire les récriminations, une solution simple, qui n'est cependant pas la plus réglementaire, fut un jour inventée : offrir aux inspecteurs et commissaires de ces services des compléments de salaire non imposables, en distribuant régulièrement, chaque mois, les sommes théoriquement allouées aux frais de mission et de déplacement, qu'il y ait ou non de réelles missions ou déplacements. Autrement dit, des attestations de frais de mission fictifs sont régulièrement établies, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, pour permettre cette ventilation de compléments de salaire.

« Une illégalité incontournable »

Entrée dans les mœurs, cette pratique arrange aussi bien ceux qui en bénéficient que les responsables du ministère de l'intérieur qui, sinon, devraient satisfaire d'innombrables revendications salariales. Mais, au fil des années, elle s'est fortement éloignée de son esprit original : loin de récompenser un effort particulier de tel ou tel policier, elle est souvent répartie aux prorata du grade hiérarchique — ce qui est paradoxal, puisque les commissaires chefs de service sont souvent plus confinés dans les bureaux que les inspecteurs de base, qui travaillent sur le terrain.

Toutes les administrations ne connaissent-elles pas ces petits atouts, ces avantages que confère le service de l'Etat ? L'argument n'émeut guère M. Gaudino, justicier lén qui n'arrive toujours pas à comprendre comment un officier de police judiciaire, chargé de faire respecter la loi, pourrait sciemment la violer. Car ces petits arrangements tombent normalement sous le coup de l'article 174 du code pénal, qui réprime sévèrement la



« concussion ». Celle-ci est définie comme le fait, pour un fonctionnaire ou un officier public, de recevoir ou ordonner de percevoir pour droits, salaires ou traitements ce qu'il savait n'être pas dû ou excéder ce qui était dû.

L'inspecteur de la financière Gaudino n'en démord donc pas : « Chaque mois, écrit-il, et ce depuis plusieurs années, des milliers de fonctionnaires du corps des inspecteurs et des commissaires de police » se rendent « coupables » d'une « illégalité incontournable ». Pis, ce système est « immoral » : « La population ne pourrait comprendre qu'une administration, parce que détentrice du pouvoir de coercition, pût se soustraire impunément à la volonté exprimée par le Parlement. Il y va de la crédibilité, de la respectabilité d'une profession et d'un corps. Ces actes délictueux vont de toute

évidence à l'encontre du principe constitutionnel de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. »

Légalement perfide par ces temps de revendications salariales, M. Gaudino ajoute : « Qui, dans la population, approuverait de tels procédés alors que la politique sociale menée à l'heure actuelle impose à tous les agents de l'Etat rigueur et sacrifices ? »

50 millions de francs par an

L'inspecteur pourrait être suspecté de vouloir simplement se venger de ses mésaventures dans l'affaire des fausses factures marseillaises si sa croisade contre les « faux frais de police » n'avait commencé il y a trois ans, en faisant dès lors un policier quelque peu à part, « un fonctionnaire non aligné », explique-t-il joliment.

C'est en effet le 22 mai 1986, alors qu'il était encore en poste au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Lyon, que M. Gaudino adresse un rapport au procureur de la République.

Selon les calculs de M. Gaudino, ces « perceptions indues » se sont élevées, durant la seule année 1985, au SRPJ de Lyon, à 1 250 000 francs pour les deux cent cinquante inspecteurs du service et à 315 000 francs pour les quinze commissaires. Soit plus de 1,5 million de francs. En 1986, ajoute-t-il, on aurait atteint un montant de 2,5 millions. Les sommes ainsi soustraites chaque année à l'impôt seraient, toujours selon ses calculs, de 4 000 à 7 000 francs pour les inspecteurs et de 20 000 à 30 000 francs pour les commissaires. Au total, conclut-il dès 1986, ces sommes étant prélevées sur l'enveloppe budgétaire destinée au remboursement de frais réels, il s'agit d'un « emploi détourné de fonds publics ».

Le rapport de M. Gaudino, précédé d'un vif débat au sein du SRPJ de Lyon, n'aura aucun écho, si ce n'est de lui valoir une solide réputation d'enquêteur et de coupeur de cheveux en quatre auprès de ses collègues. Mais le bougre va s'entêter. Le 17 décembre 1986, alors que le pays est en pleine cohabitation et que MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud régnent place Beauvau, il écrit au président de la République dans l'espoir que M. François Mitterrand entendra « ce plaidoyer en faveur du rétablissement des conditions susceptibles d'assurer une parfaite intégrité dans un grand service de police ». Se présentant comme un « fonctionnaire loyal », il exprime sa « confiance irréductible dans l'arbitrage du chef de l'Etat ». En vain.

Le 1^{er} décembre 1988, il récidive en s'adressant cette fois à M. Pierre Joxe, de retour au ministère de l'intérieur. Il précise son estimation : plus de 50 millions de francs sont, selon lui, ainsi détournés, chaque année, de leur usage budgétaire normal. « Une

utilisation légale de ces fonds, argumente-t-il, ne pourrait que mieux servir l'intérêt général de la profession, notamment dans le domaine de l'équipement et de l'avancement, sans oublier la possibilité de pouvoir réaliser davantage de véritables missions. » Pas de réponse.

Le 20 février dernier, il s'adresse cette fois au premier ministre : « Peut-on continuer à violer sciemment la loi au sein d'une profession chargée d'en assurer le respect ? » Sans doute a-t-il alors une arrière-pensée, puisqu'il évoque aussi l'enquête à laquelle il est en train de participer « sur une affaire de fausses factures dans le Sud-Est » : si l'on pu la mener à bien, explique-t-il à M. Michel Rocard, c'est parce que « j'avais confiance dans le fonctionnement de nos institutions et je souhaitais pouvoir la conserver ».

Mutation sans motif explicite

Hélas ! M. Gaudino, avec son collègue M. Alain Mayot, sera ensuite, en avril, l'infortuné découvreur des fameux cahiers de M. Joseph Delcroix, dévoilant le système de financement du Parti socialiste (le Monde du 10 octobre). Depuis juillet, ce légiste sourcilieux se retrouve du coup muté, sans motif professionnel explicite, loin des embrouillamini financiers qui le passionnent, dans une brigade des stupéfiants. Un poste mineur qu'il ne souhaite pas rejoindre, réclamant à cor et à cri sa mutation dans une autre administration.

Nul doute que l'attitude de M. Gaudino comporte une part d'ironie, sorte de pied de nez au monde politique, cadeau d'au revoir de celui qui par le scandale des fausses factures arriva. Mais elle n'en souleve pas moins une question de fond, ainsi résumée par l'incorruptible inspecteur : « Le service public ne saurait être respecté que s'il est lui-même respectable. »

EDWY PLENEL

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

M. Michel Rocard se félicite de la « convergence de vues » avec la FASP

Le premier ministre a reçu, lundi 23 octobre, une délégation de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) venue lui présenter son « avant-projet de réforme de la police » dans le cadre de la promotion de ce service public en « laboratoire de la modernisation ».

Dans un communiqué, M. Michel Rocard s'est félicité de la « convergence de vues » avec la FASP, estimant que « les organisations syndicales sont prêtes, au-delà des revendications matérielles, à s'investir dans la réflexion sur l'amélioration qualitative du service rendu à la population ».

« Il ne faut pas gâcher le grand chantier de la modernisation de la police », a déclaré M. Bernard Delpla, secrétaire général de la FASP, à l'issue de l'entretien.

La mort d'un bébé « imparfait »

Un homme a tué, samedi 21 octobre, son bébé hospitalisé dans le service de réanimation infantile du CHU de Nantes après que l'enfant ait été opéré d'une malformation urinaire et génitale (acrophobie vésicale). Selon la direction de l'hôpital, le père avait été parfaitement informé de la rareté de l'intervention chirurgicale, la seule conséquence de l'opération pouvant, à terme, être « une gêne éventuelle urinaire et sexuelle ». Il semble pourtant que l'homme, déjà père de deux enfants parfaitement normaux, n'ait pu supporter que le bébé soit victime d'un handicap, fût-il minime.

Saïssant, malgré la présence d'une infirmière, l'enfant dans une convulsion, il l'a jeté violemment au sol, le tuant sur le coup. « Il était comme fou, hors de lui », ont indiqué ses collègues de travail. Agé de quarante ans, professeur de physique, le père souffrait lui-même d'une légère infirmité due à une infection par le virus de la poliomyélite. Il a été inculpé d'infanticide et écroué.

Espace

Mission accomplie pour Atlantis

La navette spatiale américaine Atlantis s'est posée sans encombre sur la base californienne d'Edwards, lundi 23 octobre, à 18 h 34 (heure française), au terme d'une mission de cinq jours principalement consacrée au lancement de la sonde jupitérienne Galileo (le Monde du 20 octobre). Les astronautes ont cependant dû écourter de deux heures (cent quatre-vingt minutes) le séjour dans l'espace, afin d'éviter les mauvaises conditions atmosphériques annoncées à l'heure initialement prévue pour le retour. Le vol réussi d'Atlantis marque pour la NASA le sixième succès consécutif depuis l'explosion de Challenger, en janvier 1986. — (AFP.)

REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992 !

Demain l'Europe !
Bougez ! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés.
Stages "loniques" d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le même principe, 8 autres langues.

RENSEIGNEZ-VOUS VITE !

N° VERT 05.19.66.00

Centre de Formation aux Langues
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)
75008 PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Regret souriant

BESOIN de diversion ? On le dirait, à mesurer l'écart entre les thèmes du Fou chantant et la montée des malheurs. Dans les semaines qui entourent la révélation de l'ABC, l'actualité politique tient du cauchemar : premières mesures de persécution raciale en Allemagne et annexion de l'Autriche, procès de Moscou et exécution de Boukharine, bombardements de la Catalogne par Franco, chute de Blum et du franc, frêle gouvernement Daladier, grèves massives dans l'automobile... Avant l'hiver, il y aura au Munich, les distributions de sacs de sable par la défense passive, la Nuit de cristal.

C'est peu dire que le répertoire du nouveau venu de la chanson française ignore les calamités et les menaces. Il leur tourne systématiquement le dos. Comment Trenet courrait-il les bruits de bottes et de vitrines juives fracassées ? Réentendus après tant d'années et de périls, ses couplets laissent mieux saisir leur inspiration résolument intemporelle.

Il n'y a pas d'histoire collective à faire ou à conjurer, nous disait le poète bouclé, avec des ahurissements de Harpo Marx : il n'existe que des joies privées à préserver. Laissons la pluie frapper les ardoises du toit, tip-tap. Regardons tout cela de notre fenêtre. Seule compte la vie provinciale d'enfant, avec ses facteurs à vélo, ses vieilles filles, ses familles de musiciens loufoques, ses vagebondes, ses coupées de cire, ses fades, ses fantômes fantoches, ses pendus gais ; et là-haut, tout là-haut, par-dessus les doux côtes de France et le bleu du ciel, au-delà du soleil et de la lune qui jouent à cache-cache, il y a les anges, le Bon Dieu à grande barbe, rien que les images des jours bénis de l'enfance, rien que le Paris valsaire des faubourgs, le bonheur à la portée de tous, pour peu que les mains, amoureusement, se nouent. Vieilles ainsi, sur un banc, face à la mer et à ses golfes clairs, qui dit mieux ?

SUR le moment, ce message de trouble pesait son poids de consolation. Quiconque savait, à l'époque, remonter un phono se souvient par cœur de ces couplets saugrenus qui aidaient à voir venir d'un autre ciel les masques à gaz, les feuilles de mobilisation, les escadrilles et les tickets de pain. Pour survivre en joie, il suffisait de s'inventer un réel plus riant, de repêcher en bleu et rose le kaki et le gris fer répandus par l'actualité. Plus brailaient les

chants guerriers, plus il importait de chanter les rythmes à trois ou quatre temps de la belle insouciance !

Pendant l'Occupation, la leçon portait par sa seule musique. Le swing de Trenet était à peu près tout ce qui restait du jazz d'Amérique brutalement censuré. Ses harmonies de blues et ses synopses en promettaient le retour. Faut-il de pouvoir écouter le « Duke », cela valait largement le piano d'Yvonne Blanc ou le saxo de Chiboust, au temps où l'orge mondé tenait lieu de riz, et l'orge grillé de café noir.

Impossible d'entendre à nouveau ces « tubes » des années 40 sans songer aux innombrables disparus qu'ils ont fait sourire d'aise et taper du pied. J'ai vu plus d'un spectateur d'âge mûr serrer le poing sur son bras de fauteuil à la pensée des êtres aimés que ces mêmes mélodies enchanterent jusqu'aux larmes. Que Trenet énumère les « Baisers volés » au bilan de ce qui reste de nos amours, et c'est le regard de Truffaut qui surgit, quand déjà le mort y jetait des effrois d'oiseau ! Par delà la volute du Palais des congrès, on dirait que la voix d'avant-guerre va caresser le peuple immense de ceux qu'elle a bercés, et qui n'existent plus que dans nos chagrins.

Le temps du récit, l'illusion s'est imposée que rien n'était survenu en un demi-siècle, ni drame ni fête, que le poète avait accompli son vieux rêve de vaincre toute durée. On s'était ébroué sur un nuage, dans l'éternité de l'enfance. Longtemps, longtemps après que le poète a disparu, voilà qu'il reparait, tempo intact, vibrato à peine trébuché dans les finales. On pouvait donc y croire, à l'immuable.

Et puis, il y a eu cette marche à la couleuvre, sur la scène éteinte, le pas alourdi de qui a fini de jouer à l'invincible printemps. Et la joie d'avoir rié le temps, à la suite du chanteur s'est cassée en miettes. Tous les deuilés étaient à refaire. Bien sûr que si, les saisons avaient continué leur besogne. Dans les poitrines reprenait le tic-tac rouillé. Le passé poursuivait sa chute d'astre mort. Le noir gagnait sur le bleu.

Il ne restait plus qu'à faire bonne figure devant le néant de ce qui ne revient plus, qu'à fredonner les refrains qui ont composé l'air du temps et ponctué nos souvenirs intimes, à l'égal de la grande poésie. Et à relire, en rentrant dans nos coussins respectives, Recueillement, de Baudelaire :

Vois se pencher les défuntes années
Sur les balcons du ciel, en robes suran-

Surgir du fond des eaux le Regret [souriant...]

(1) Palais des congrès, jusqu'au 8 novembre.)

COMMUNICATION

Prête à investir aux Pays-Bas et dans la presse magazine

TF 1 s'insurge contre de nouvelles contraintes de programmation

TF 1 se porte bien et espère se développer à l'étranger, notamment aux Pays-Bas. Mais la chaîne est inquiète des projets de décrets sur les quotas de programmes que le Conseil supérieur de l'audiovisuel examine actuellement.

« Pour se développer, un diffuseur de télévision comme TF 1 peut exercer ailleurs son métier, investir dans la production ou créer des synergies avec d'autres médias », explique le PDG de la Une, M. Patrick Le Lay. TF 1 explore donc ces trois pistes. Côté diffusion, les situations sont bloquées en Grande-Bretagne, en Italie et en Allemagne. En Espagne, les projets de chaînes privées ont paru risqués à la chaîne qui s'est abstenue. Restent les Pays-Bas, où une première station privée, RTL, Veronique, a débuté le 2 octobre, et où le projet TV 10 est bloqué pour des raisons réglementaires.

TF 1 a donc examiné le dossier. Mais, contrairement aux rumeurs avancées par la presse néerlandaise (le Monde du 21 octobre), TF 1 n'a pas l'intention de rejoindre le projet TV 10, mené par le producteur néerlandais Joop Van den Ende, les ambitions de ce dernier étant jugées trop irréalistes par M. Le Lay.

TF 1 compte donc présenter, d'ici, quelques jours, son propre projet, en liaison avec des partenaires français et étrangers. Basée au Luxembourg et véhiculée par le satellite Astra, la chaîne, dont TF 1 serait l'opérateur, diffuserait films, fictions, jeux, variétés, talk-shows, mais ni sport ni informations. Elle pourrait émettre dès le 15 novembre, si son statut de chaîne étrangère lui ouvre, comme à RTL, Veronique, les réseaux câblés du pays.

« Joop Van den Ende est un très bon producteur », explique M. Le Lay, et nous pourrions parfaitement travailler avec lui. Mais il a vu trop grand, compte tenu du marché publicitaire hollandais. Et le métier de diffuseur est différent de celui du producteur : il faut maîtriser la programmation, la

régie publicitaire et la technique. Voilà pourquoi nous préférons être candidats en notre nom, avec un projet réaliste, si une place est à prendre.

Cette exportation de savoir-faire s'ajoutera, côté diffusion, à la part de TF 1 dans la chaîne marocaine 2 ML.

Côté production, TF 1 a passé des alliances, l'une bilatérale avec le groupe Kirch, l'autre trilatérale avec les groupes Kirch et Berlusconi, pour produire des fictions européennes.

Enfin, la diversification de TF 1 va bientôt toucher la presse magazine, après la télématique, le téléachat, l'édition de livres, de vidéo et de musique. TF 1, les éditions Mondiales (actionnaires de la chaîne) et NRJ comptent, en effet, lancer en janvier, si les tests sont probants, un hebdomadaire pour les jeunes baptisé *Elit*. Tiré à 350 000 exemplaires, il reprendra les thèmes de l'émission musicale du dimanche réalisée par la chaîne avec NRJ.

Le SAMU et l'arsenic

Mais tous ces projets n'empêchent pas la chaîne d'être inquiète pour son activité principale. « Nous sommes viscéralement contre les décrets en préparation pour réglementer la production ou les quotas de diffusion aux heures de grande écoute. Leur rédaction actuelle crée un système qui oblige à mettre à l'anneau des produits insipides. Sans doute le gouvernement espère-t-il ainsi reconstruire les scores de nos concurrents publics », argumente Patrick Le Lay.

« Comme on a peur que le SAMU ne saute pas le service public, on nous donne un peu d'arsenic », renchérit Etienne Mougnotte, vice-président de TF 1. « Comment améliorer les programmes en renforçant nos contraintes ? TF 1 ne peut se développer que si on nous laisse travailler », s'insurge M. Le Lay, qui s'étonne qu'on ait consulté « tous ceux qui n'étaient pas concernés » par les décrets, en oubliant les diffuseurs. « Nos espoirs reposent sur le CSA, conclut M. Le Lay. On ne renforcera pas l'audiovisuel en affaiblissant les diffuseurs ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

EN BREF

□ Le prix Mac Lukan 1989 à Pierre Schaeffer. — Le prix Mac Lukan Télé Globe Canada, décerné tous les deux ans à une personnalité du monde de la communication, couronne cette année Pierre Schaeffer, « pionnier français de la création radiophonique, audiovisuelle et musicale associée aux nouvelles technologies ». Agé de soixante-dix-neuf ans, Pierre Schaeffer créa, avec Pierre Henry, le Studio d'essai de la radiodiffusion-télévision française (1942), puis le Groupe de recherches de musique concrète (1948), la radiodiffusion d'outre-mer (1952-1957) et enfin le service de la recherche de l'ORTF (1959). Auteur de plusieurs ouvrages dont *Machines à communiquer* (Tome I : *Génèse des simulateurs* (1970) ; Tome II : *Le pouvoir et la communication* (1972)), Pierre Schaeffer est l'un des inventeurs de la « musique concrète » ; son premier opéra fut *Orphée* (écrit avec Pierre Henry).

□ Parution du « Temps de la finance ». — Le premier numéro du quotidien économique *Le Temps de la finance*, édité par NCM Communication, est paru lundi 23 octobre à Paris, sur 16 pages couleur saumon. Outre des articles d'actualité, le journal comporte l'index des sociétés citées et une cote boursière sur cinq pages, incluant les SICAV. *Le Temps de la finance* est vendu 3 francs, et tiré à 125 000 exemplaires.

□ Le Groupe de la Cité crée une filiale d'édition aux États-Unis. — Le second éditeur français, le Groupe de la Cité, créé il y a un an et demi par CEP-Communication (Havas) et la Générale occidentale (Compagnie générale d'électricité), vient de créer aux États-Unis une filiale d'édition — The Millbrook Press Inc. — basée à Brookfield (Connecticut) et à New York. Lancée en association avec des éditeurs américains qui la dirigeront, cette filiale va publier des livres pour les enfants de trois à treize ans, qui seront vendus auprès des bibliothèques d'outre-Atlantique.

« STAGES RADIO »

De courte durée, c'est un entraînement à l'expression orale et une formation aux techniques radiophoniques s'adressant aux personnes qui désirent devenir animateur ou réalisateur, mais aussi à celles qui désirent apprendre à s'exprimer avec plus d'aisance et d'assurance dans leur vie quotidienne et professionnelle.

Deux stages intensifs de cinq jours, à raison de sept heures par jour sont proposés du 13 au 17 novembre 1989 inclus, ou du 11 au 15 décembre 1989 inclus.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

ARAC, 3, rue de Mont-Louis 75011 Paris. Tél. : 43-70-54-48.

SPORTS

FOOTBALL : après l'attentat d'Amsterdam

L'Europe de la violence

(Italie), du 19 au 21 octobre. Il a permis de mettre une nouvelle fois en évidence l'extension constante de la guerre des stades, puisque les spécialistes ont notamment évoqué la situation en Italie, en Autriche ou aux Pays-Bas. L'Europe des hooligans existe bel et bien. Mais elle peut être divisée en deux grandes familles, correspondant aux modèles de référence en matière de violence : l'Italie et l'Angleterre.

L'Europe du Nord (Pays-Bas, Belgique, RFA) revendique la fidélité au modèle britannique. Les supporters anglais, qui ont commencé à s'illustrer à l'étranger dans les années 70 — Leeds United à Paris en 1975, Tottenham Hotspur à Rotterdam en 1974, l'équipe nationale anglaise lors de tous ses déplacements et, bien sûr, Liverpool en 1985 au stade du Heysel — ont fait des émules dans les plus grands clubs néerlandais, belges ou allemands.

nat des supporters s'est par exemple mis en place aux Pays-Bas, au rythme des règlements de comptes et des expéditions punitives. Les plus actifs étant les hooligans de Feyenoord, de La Haye ou de l'Ajax d'Amsterdam.

L'existence d'une véritable « internationale hooligan » manipulée par l'extrême droite reste à prouver, mais certains supporters, en particulier les « skinheads », entretiennent des relations souterraines avec, par exemple, les partisans des clubs londoniens de Chelsea, de Millwall ou de West-Ham, réputés proches de partis extrémistes comme le National Front ou le British Movement.

Dans ce contexte, l'attentat d'Amsterdam n'a rien de surprenant : les supporters de l'Ajax, club traditionnellement soutenu par la communauté juive d'Amsterdam, ont toujours été l'objet d'attaques antisémites, à l'image de ceux de Tottenham Hotspur à Londres.

Mais depuis 1985 et le drame du Heysel (trente-neuf morts le 29 mai 1985, lors du match Liverpool-Juventus de Turin), le modèle de référence n'est plus anglais mais italien. Au moins dans les pays d'Europe du Sud (Grèce, Yougoslavie, France, Espagne).

Les clubs anglais étant écartés des compétitions européennes depuis le drame de Bruxelles, l'Italie s'est imposée comme le nouveau pays du football. Ses supporters ont pleinement bénéficié de cette « promotion ». Rassemblés depuis le début des années 70 en équipes « ultras » (le Monde du 5 octobre), ils ont toujours fait preuve d'un sens de l'organisation largement supérieur à celui de leurs homologues du nord de l'Europe : certains groupes à Milan — les « Brigades rouges et noires » du Milan AC) Turin (les « Granata Korps » du Torino ou les « Oranges mécaniques » de la Juventus), comptent plusieurs milliers de membres, parfois fichés sur ordinateurs.

Objectif de ces troupes de choc qui constituent souvent de véritables « lobbies » dont les dirigeants de club se méfient volontiers mais qu'ils critiquent rarement : encourager l'équipe, quitta, parfois, à avoir recours à la violence contre les « ultras » adverses.

Politiquement, ces jeunes gens revendiquent parfois des idées d'extrême gauche. Certains leaders sont issus de groupuscules comme l'Autonomie ouvrière, très actifs dans les années 70. Mais la tendance actuelle, en particulier à Vérone, se situerait beaucoup plus à droite.

La réputation de ces « ultras », tant pour ce qui est du spectacle dans les tribunes que pour le sens du coup de poing dont ils font preuve, a suscité bien des vocations.

« Rendez-vous sur les boulevards »

Des groupes structurés selon le modèle italien sont apparus en Espagne : les « Mauvais Garçons » du FC Barcelone sont indépendants catalans, les « Ultras Sur » du Real Madrid sont ouvertement franquistes, et les « Herri Norte » de Bilbao se disent proches de l'ETA.

D'autres groupes se créent tous les jours en Grèce (l'un des pays les plus touchés par la violence), en Yougoslavie (sur fond d'antagonismes nationaux), en Pologne ou en Tchécoslovaquie (les pays de l'Est ne sont pas épargnés). Cette internationalisation du phénomène est favorisée par la multiplication des contacts et des jumelages entre les différents groupes (Bordeaux est jumelée avec le Torino, Mar-

seille avec la Sampdoria de Gênes).

En France, le Paris-SG compte plusieurs groupes (« Boulogne Boys », « Gavroches », « Fire Birds »), de même que l'Olympique de Marseille (« Yankees », « Ultras... ») ou les Girondins de Bordeaux (« Ultramarines »).

Tous ne sont pas forcément violents. Mais pour certains, l'envie de copier le modèle italien entraîne souvent quelques « excès ». Mercredi 18 octobre, des supporters parisiens ont affronté leurs homologues des « Oranges mécaniques » de la Juventus à la sortie du Parc des Princes (le Monde du 20 octobre). Samedi 21 octobre, dès 21 heures, un mot d'ordre circulait dans les rangs des jeunes Bordelais lors du match Bordeaux-Marseille : « Rendez-vous sur les boulevards » pour retrouver les deux cents Marseillais qui avaient osé effectuer le déplacement.

La Coupe du monde de juillet-août 1990 risque-t-elle de connaître un bain de sang ? Le danger existe. D'autant que les partisans de l'équipe nationale d'Angleterre — généralement les têtes brûlées des clubs comme Chelsea, Millwall ou Leeds (le Monde du 13 octobre) — seront du voyage, même sans billet. Les groupes « ultras » italiens auront sans doute à cœur de se faire respecter sur leur territoire. Mais, en dehors de cas britanniques, rien ne laisse présager d'autres troubles. Les supporters violents sont généralement beaucoup plus attirés par leur club que par la sélection de leur pays. Rares sont ceux, à l'exception de quelques Néerlandais, qui effectueront le déplacement en Italie.

Mais cela ne signifiera pas pour autant la fin de la guerre des stades. Au contraire, comme le confirme l'attentat d'Amsterdam, une nouvelle génération de hooligans européens est sans doute en train de voir le jour. Beaucoup moins « contrôlables » que leurs prédécesseurs, ils agissent en petites bandes et ont recours à des techniques dignes du terrorisme. En Italie, l'émergence de nouveaux hooligans, généralement très jeunes (de quatorze à dix-sept ans), inquiète même certains leaders historiques des mouvements « ultras ».

PHILIPPE BROUSSARD

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lois, décrets, arrêtés, décisions, etc.

DES DÉCRETS

• N° 89-775 du 23 octobre 1989 relatif à la prime de recherche et d'enseignement supérieur des personnels de l'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

• N° 89-777 du 13 octobre 1989 portant création de l'établissement public de la Bibliothèque de France.

UN ARRÊTÉ

• Du 26 septembre 1989 portant ordre de classement au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de Caen (sections A1, A2, A3, et D1, D2, D3, premier et deuxième concours).

DES LISTES

• Des élèves de l'Ecole normale supérieure de mécanique et d'aérospatiale de Caen ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

• Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de l'électronique et de ses applications ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

• D'admission à l'Ecole de l'Air en 1989.

• Des élèves diplômés de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

Un attentat à Amsterdam, le car de l'Olympique lyonnais attaqué par des supporters du Paris-Saint-Germain à son arrivée au Parc des Princes... La violence dans les stades de football ignore les frontières. Chaque semaine apporte son lot de blessés, parfois de morts (deux en Italie lors de la saison 1988-1989). A sept mois de la Coupe du monde 1990 en Italie, où sont attendus des dizaines de milliers de supporters en provenance du monde entier, la situation est alarmante.

Un colloque sur « Le football et ses publics » a réuni plusieurs chercheurs européens à l'Institut universitaire européen de Florence

Une « internationale hooligan » ?

C'est ainsi que des groupes de supporters extrémistes — les « sides » comme ils se définissent eux-mêmes en Belgique et aux Pays-Bas — se sont formés dans les tribunes populaires, stades derrière les buts. Ces groupuscules, composés tout au plus de quelques centaines de jeunes gens d'une vingtaine d'années, ont copié jusqu'à la caricature leurs homologues d'outre-Manche : même amour (souvent sincère) du football, de la bière, des « virées » entre copains, et mêmes sympathies pour les idées d'extrême droite.

Parallèlement aux compétitions sportives, un véritable « champion-

CYCLISME : les Six Jours de Paris

La piste perdue

L'équipe franco-belge Mottet-De Wilde a remporté lundi 23 octobre, les Six Jours de Paris, au terme d'un duel serré l'opposant à Fignon et Frouer. Une épreuve peu suivie par le public, et fertile en incidents.

Les Six Jours ne font plus recette. Le public a perdu le goût d'un spectacle qui attirait autrefois le Tout-Paris sous la verrière du vieux Vel d'hiv. Le Palais omnisport de Paris-Bercy (POPB) ouvre ses portes une fois par an pour proposer, non pas une épreuve d'endurance, mais six soirées de cyclisme découpées en tranches avec des interruptions, des chasses programmes et beaucoup de temps morts. Comment faire admettre aux spectateurs, déconcertés par de telles improvisations, que Laurent Fignon et la Suisse Urs Frouer forment une équipe cohérente ou que le Belge Etienne De Wilde est l'allié naturel de Charly Mottet ?

Or le public, même s'il est incomplet, n'est pas à l'abri de la piste, réclame de l'authenticité. La preuve : il ne s'est laissé aller à des débordements d'embousisme que pendant la tentative victorieuse de Jeanie Longo contre le

record du monde des 10 kilomètres, jeudi 19 octobre.

Une femme a donc été la vedette de ces Six Jours réservés aux hommes. L'exploit de la Grecque a d'ailleurs constitué le seul événement sportif de cette épreuve, marquée par des incidents lors de contrôles antidopage. Selon les responsables du POPB, une équipe de TF 1, mettant en avant une autorisation du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, aurait tenté de filmer un contrôle médical vendredi 20 octobre. Selon M. François Alaphilippe, président de la Fédération française de cyclisme, l'équipe de télévision est allée s'installer dans l'infirmerie où devait avoir lieu l'examen, montrant une lettre signée de M. Robert Bambi.

Le ministre dément avoir donné une lettre de mission à ces caméramen. Il reconnaît avoir pris « bonne note » du souhait de l'équipe de télévision de filmer le déroulement des contrôles, en rappelant que doivent être préservés « les droits individuels des sportifs ». Ces derniers, Laurent Fignon en tête, dénoncent à travers ces incidents « la médiatisation de la lutte antidopage » recherchée par certains.

J. A.

INSTITUT DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

4ème COLLOQUE ENTREPRISE & COMMUNICATION

CULTURES 22
ENTREPRISE 23
ET 24
COMMUNICATION NOVEMBRE
INTERNATIONALE 1989

AVEC LE MONDE, L'EXPRESSION D'ENTREPRISE, SUD-OUEST

Pour recevoir le programme envoyez votre carte de visite à : ISIC

Entreprise et Communication
Domaine Universitaire
Université de BORDEAUX III
33405 TALENCE CEDEX
Tél. : 56 84 50 68

marque déposée

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPA 650672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

SCIENCES • MEDECINE

La mort céleste des dinosaures

L'extinction massive des espèces vivantes à la fin de l'ère secondaire serait-elle due à la chute d'une météorite sur la Terre ? Cette hypothèse est à nouveau étayée par des chercheurs américains.

C'EST peut-être la que tomba le dernier rempart des dinosaures, la que sera éliminée, enfin, l'énigme de leur disparition. En bordure du Pacifique, à San-Diego, les chercheurs de l'Institut d'océanographie de l'université de Californie (la Scripps), comme tout le monde l'appelle ici, n'ont guère le temps d'observer les planchistes qui volent par dizaines le long de la plage de la Jolla. Et pour cause : la découverte qu'ils viennent de faire au fond de leurs éprouvettes donne peut-être la clé de la grande crise qui fit disparaître, à la fin de l'ère secondaire, les trois quarts des espèces vivantes de notre planète.

Que s'est-il passé il y a soixante-cinq millions d'années ? Le temps de passer du crétacé à l'ère tertiaire, des milliers de plantes, d'animaux terrestres et la quasi-totalité des invertébrés marins furent, en tout cas, brusquement rayés de la surface du globe. L'une des plus spectaculaires extinctions d'espèces de tous les temps, dont la cause, aujourd'hui encore, reste à découvrir.

Parce qu'ils régnaient alors en maîtres sur la planète, parce que nombre d'entre eux étaient énormes et terrifiants, l'histoire aura surtout retenu la disparition des dinosaures. La bataille se joue pour l'essentiel aux Etats-Unis, où des dizaines de scientifiques se passionnent pour ces gros reptiles. Des plus sérieuses aux plus farfelues (telle une overdose de fleurs empoisonnées...), près d'une centaine d'hypothèses, au total, ont été énoncées pour tenter d'expliquer leur fin mystérieuse. Jusqu'à ce qu'un jour, trop souvent, que l'éclaircie ait touché non pas les sens des hommes, mais la majorité des espèces vivantes.

La comète tueuse

On en était là, lorsque survint « la » découverte qui devait enflammer, outre-Atlantique, les « dinosaurophiles » de tous poils. En 1980, les chercheurs américains Luis Alvarez (prix Nobel de physique) et son fils Walter, de l'université californienne de Berkeley, observent au niveau de la limite crétacé-tertiaire du site sédimentaire de Gubbio, dans les Apennins (Italie), une concentration anormalement élevée d'iridium. Depuis, cette anomalie a été confirmée aux quatre coins du monde, dans des roches datant de la même époque : la coïncidence était trop belle, et l'hypothèse qu'elle faisait naître trop romanesque pour que les scientifiques — et avec eux le grand public — ne s'en emparent pas.

Joliment qualifié de « sidérophile » (« qui affectionne le fer ») par les géologues, l'iridium est un métal rare dans les roches qui forment la croûte terrestre. En revanche, il est environ mille fois plus abondant dans les météorites, ces objets extraterrestres qui bombardent régulièrement, avec plus ou moins de violence, la surface de notre planète. Ainsi naquit la théorie de la « comète tueuse », comme la baptisèrent aussitôt les Américains : astéroïde, météorite ou comète, un objet cosmique de grande taille aurait heurté la Terre à la fin du crétacé, l'enveloppant sous le choc de gigantesques quantités de poussières. L'obscurité générale résultant des nuages ainsi formés aurait duré assez longtemps pour tuer la plupart des espèces végétales — et donc priver de nourriture la plupart des animaux.

Aux Etats-Unis comme en Europe, le scénario de la comète tueuse est cependant loin de faire l'unanimité parmi les spécialistes qui bataillent depuis dix ans à coup d'équations, d'hypothèses et de mesures. Car il existe tout de même un phénomène terrestre capable d'arracher de l'iridium aux entrailles de la Terre : le volcanisme. Or, c'est précisément à la fin du crétacé que s'est mis en place, à l'ouest de l'Inde, l'immense plume basaltique du Deccan — dont la naissance ne peut s'expliquer que par une formidable activité volcanique qui dura sans doute plusieurs centaines de milliers d'années. En projetant cendres et gaz jusqu'à la stratosphère, en obscurcissant le ciel et bouleversant le climat, ces formidables éruptions, selon les défenseurs de cette thèse, pourraient avoir provoqué un véritable « hiver écologique », ce dernier entraînant à son tour l'extinction de millions d'espèces vivantes.

« Dans plusieurs régions du monde, des centres volcaniques ont été retrouvés à la limite géologique du crétacé et du tertiaire. Par ailleurs, des éléments habituellement associés à ce phénomène, comme le rhénium, l'arsenic ou le sélénium, sont présents dans cette couche sédimentaire à des taux anormalement élevés », confirme Michael Rampino, géologue à l'université de New-York. Mais l'activité volcanique la plus intense expliquerait-elle que l'on retrouve cette tranche d'iridium sur toute la surface du globe ?

Déjà, les calculs rendaient cette hypothèse bien improbable. De plus, des chercheurs de l'Institut lunaire et planétaire de Houston (Texas), après s'être attentivement penchés sur la constitution des roches basaltiques, annonçaient récemment n'avoir pu retrouver



les grains minéraux caractéristiques de cette mystérieuse couche métallique. Les arguments s'accumulent donc à l'encontre de l'hypothèse volcanique — arguments auxquels vient à présent s'ajouter l'étonnante découverte faite par les chercheurs de San-Diego.

Signature extraterrestre

Entourés des appareils les plus sophistiqués de la chimie analytique, Jeffrey Bada et Meixun Zhao se sont penchés pendant près de deux ans sur les sédiments de Stevens Klint, petite plage danoise de la Baltique où fut repérée, très tôt dans les années 80, la fameuse couche d'iridium. Ainsi qu'ils le décrivaient récemment dans la revue britannique *Nature*, ces sédiments se sont révélés contenir — en quantités infimes, que seules des techniques ultrasensibles de fluorescence ont permis de révéler — des molécules organiques bien connues des biochimistes : des acides aminés, les composants élémentaires des protéines. Or, deux d'entre eux, l'acide alpha-aminoisovalérique et l'isovaline, sont quasiment inexistantes dans la nature organique terrestre. La seule terre d'élection qu'on leur connaisse étant, précisément, certaines météorites.

« Au départ, je n'étais pas convaincu de l'intérêt de cette étude », raconte Meixun Zhao. « Mais si des molécules organiques d'origine extraterrestre avaient été déposées sur notre planète à la fin du crétacé, rien ne prouvait, en effet, qu'elles seraient encore présentes soixante-cinq millions

d'années plus tard... » Mais les chimistes cherchèrent tout de même... et trouvèrent.

En serait-ce pour autant fini de la polémique ? Que les amateurs de suspense se rassurent : cette signature extraterrestre est encore loin de suffire à convaincre l'ensemble de la communauté scientifique — et ce d'autant moins que le niveau sédimentaire dans lequel ont été trouvés les acides aminés ne correspond pas au centimètre près à celui de la couche d'iridium. « Pour confirmer cette découverte, il faudra tout d'abord analyser les acides aminés présents dans des sédiments provenant d'autres régions, afin d'exclure la possibilité d'une association fortuite sur le site de Stevens Klint », précise le chimiste américain John Cronin (université d'Arizona, Tempe). De plus, les études menées depuis vingt ans ont permis d'identifier plus de cinquante acides aminés spécifiques des météorites, que l'on ne retrouve pas dans la matière organique terrestre. Si une plus grande partie d'entre eux était également retrouvée dans les sédiments du crétacé-tertiaire, cela étayerait considérablement le travail de Bada et Zhao. Leurs premiers résultats sont étonnants, mais ne nous donnent encore aucune certitude... »

Il n'empêche : passionnant les uns depuis dix ans, irritant les autres, la théorie de l'impact cosmique tient bon, et pourrait bien finir par gagner la partie. Au fil des recherches, certains des arguments avancés par ses détracteurs semblent s'évanouir d'eux-mêmes. Ainsi, le fait que l'extinction des

espèces observées à la fin du crétacé se soit étalée sur une longue période, de l'ordre d'une centaine de milliers d'années, n'est-il longtemps semblé incompatible avec l'hypothèse extraterrestre. Jusqu'à ce que l'on découvre, grâce aux études menées au Centre d'études nucléaires (CNRS) de Gif-sur-Yvette, que la couche d'iridium, loin d'être concentrée sur un court laps de temps, s'étalait elle-même sur une durée supérieure à cent mille ans. « Plutôt que d'un impact brutal avec une météorite, ce dépôt progressif pourrait ainsi provenir du passage de la Terre dans un nuage très dense de matière interstellaire », précisent les chercheurs français. Ce qui n'exclut pas, selon eux, une rencontre brutale avec quelques gros blocs météoriques.

Plusieurs points, pourtant, continuent d'embarrasser les partisans de la comète tueuse. A commencer par le lieu de l'impact... que l'on n'a jamais retrouvé. Certes, il y a bien le cratère Manson, dans l'Iowa, que l'on estime dater de 66 millions d'années. Mais celui-ci ne fait jamais que 40 km de large — loin, bien loin derrière les 100 à 200 km que les géologues estiment nécessaires pour étayer leur théorie.

Et encore cet argument peut-il être aisément réfuté : l'astéroïde peut être tombé dans l'océan, ou le cratère être devenu invisible à la

suite des remaniements géologiques subis depuis lors par la Terre. Que dire, en revanche, de cet autre niveau anormalement élevé d'iridium, mis au jour il y a quelques années dans des sédiments beaucoup plus récents ? Car à cette époque-là, qui remonte à peine à quelques millions d'années, ne correspond cette fois aucune disparition massive d'espèces...

Présumptions, réfutations, coïncidences... Et si les deux événements, impact d'un objet céleste et déchaînement volcanique, s'étaient l'un et l'autre produits, le choc de l'écorce terrestre provoqué par le premier favorisant le second ? Loin de l'océan, ce serait alors sous les deux cent mille kilomètres carrés de laves du Deccan qu'il faudrait imaginer le gigantesque cratère. Une nouvelle théorie que certains n'hésitent pas à rapprocher d'une autre observation, effectuée il y a quelques années par deux paléontologues de l'université de Chicago, John Sepkoski et David Raup. A l'issue d'une impressionnante étude menée sur près de six cents familles d'organismes marins, ces derniers affirment en effet que les extinctions massives d'espèces, au cours des 250 derniers millions d'années, se sont produites régulièrement... tous les 26 millions d'années.

CATHERINE VINCENT
Lire la suite page 20

E.T. chez les Soviétiques

La perestroïka est-elle hallucinogène ? Depuis plusieurs semaines, toute l'URSS ne parle que des géants à trois yeux qui auraient atterri le 27 septembre dernier dans un bois proche de Voronej, une ville de 800 000 habitants à 500 kilomètres au sud-est de Moscou, venue à bord d'un OVNI : « une énorme boule de feu », ou « un objet brillant en forme de banane », selon les témoignages.

Depuis les débuts de l'ère spatiale — et des romans grand public de science-fiction — ce genre d'informations a régulièrement alimenté la chronique dans le monde entier. Asses peu cependant en URSS, si l'on excepte la rumeur lancée en 1978 par un texte clandestin attribué à un chercheur de l'Institut d'aviation de Moscou. A cette époque, les samizdats fleurissaient, et ce libelle dénonçant « la censure sur toutes les publications concernant les OVNI » en URSS, et signalant l'existence de trois cents cas avec témoignages, ressemblait furieusement à une tentative pour discréditer les dissidents.

Cette fois, en revanche — et c'est ici qu'intervient la perestroïka — la presse officielle elle-même se charge de colporter la nouvelle. Au nom, explique le quotidien *Sovetskaja Kultura*, de « la règle d'or du journaliste : le lecteur doit tout savoir ». La télévision, et même l'agence Tass, ont embrayé à leur tour. Seule la Pravda tente d'échapper à la rumeur en ironisant sur l'atterrissage d'une soucoupe volante devant « trois cent cinquante-sept témoins adultes en train de faire la queue devant un débit de

vodka ». L'un des extraterrestres débarqué de l'engin a « dressé » l'une de ses quatre oreilles avant de clamer d'une voix métallique : « Glasnost, hourra ! », écrit la Pravda.

Les reportages permettant difficilement de se faire une idée exacte des faits, les témoignages sont particulièrement flous. La commission d'enquête dépêchée sur place paraît être composée d'inconditionnels des OVNI. Mais le chef du laboratoire de géophysique de Voronej, qui, selon Tass, aurait affirmé que les « extraterrestres » avaient abandonné deux morceaux d'une roche inconnue sur Terre, a démenti : il s'agit de minéral de fer, a-t-il déclaré. L'enquête continue...

Qu'en penser ? En France, M. Jean-Jacques Velasco, responsable du SEPRA (service d'expertise des phénomènes de rentrée atmosphérique, rattaché au CNES), étudie tous les cas d'OVNI rapportés en France. « On a une vingtaine d'enquêtes poussées, seules deux ou trois cas sont restées inexplicables », déclare-t-il, ce qui ne signifie nullement que l'origine extraterrestre des cas observés ait été prouvée. Les autres ? Des phénomènes naturels, trop de barbituriques pris par les témoins, la vodka, ou plus classiquement le canular. C'était le cas, en France, en 1978, à Cergy-Pontoise, où un jeune homme avait affirmé avoir été enlevé par des extraterrestres. A l'époque, les journaux avaient rapporté ses propos. Et, comme en URSS, les « témoins » s'étaient ensuite multipliés...

JEAN-PAUL DUFOUR

Dans les fers de l'obsession

La fréquence des troubles obsessionnels et compulsifs. Les nouveaux traitements pour les atténuer.

Il a un problème avec les rois de France. Lorsqu'il est angoissé, ce qui lui arrive souvent, il ne parvient à calmer son anxiété qu'en dressant mentalement la chronologie de ces rois. Arrivé à Louis XIII, il hésite : n'aurait-il pas oublié Henri II ? Il reprend à Hugues Capet. Pour s'interrompre à nouveau à François I^{er}, en proie au doute. Cinquante, cent fois par jour et plus, il reprend son énumération, incapable de fixer son attention sur un autre sujet. C'est un obsessionnel compulsif. Une maladie étonnamment fréquente puisqu'elle atteint 2 % de la population, et dont il a été dit au congrès de psychiatrie d'Athènes qu'elle serait, avec les troubles anxieux dont elle fait partie, la pathologie des années 90.

La vie de l'obsessionnel est un cauchemar. Assailli par des idées fixes, de santé, de maladie, de mort, paralysé par le doute et l'anxiété, il est obligé (en latin : *compulsus*) de se livrer à un rituel épuisant : classer, compter, ranger, nettoyer. Tel un ordinaire dérangé qui répète inlassable-

ment le même programme. L'obsessionnel neutralise ses obsessions par une série interminable et minutieuse de gestes ou d'opérations mentales qui font de lui son propre bourreau.

Ainsi, les « laveurs », probablement les plus nombreux parmi les obsessionnels, sont torturés par une obsession maladroite de la contamination. La crainte de la saleté ou des microbes, de la contamination nucléaire (et plus récemment du sida), leur interdit de toucher le moindre objet et organise leur vie autour de cérémonies de lavage qui n'en finissent pas. Dans les formes les plus graves, l'obsession se transforme en une véritable invalidité : les séances de lavage — qui s'apparentent à une désinfection frénétique — durent jusqu'à huit heures par jour. Il faut tout nettoyer, selon un rituel compliqué, qui peut comporter jusqu'à quarante étapes : soi-même, les objets et même le courrier. Les enfants et les conjoints sont contraints par le malade à la même propreté névrotique. Pis encore, l'escalade

des détergents — certains utilisent l'alcool à brûler, d'autres vont jusqu'à la soude caustique — peut entraîner des maladies cutanées : les mains sont rongées, la peau érodée, aucun millimètre du corps n'est épargné.

Le labeur obsessionnel se torture et tyrannise son entourage, comme le milliardaire américain Howard Hughes, dont la vie est probablement l'un des exemples les plus imagés de l'obsession. Hanté par la propreté et le péil atomique, il termina sa vie barricadé dans la suite d'un hôtel de Las Vegas, nu sur son lit, persécuté sans cesse par ses domestiques par son obsession de l'ordre, de l'hygiène et de la contamination nucléaire. En même temps, il tentait de corrompre les membres du gouvernement pour les détourner du programme nucléaire américain. Un luxe que ne peuvent pas se permettre beaucoup de malades.

Autre catégorie d'obsessionnels, les « vérificateurs de catastrophes » succombent à cette « folie du doute », selon la formule longtemps utilisée pour décrire la névrose obsessionnelle. N'ai-je pas commis un acte dangereux ? Ai-je bien fermé le gaz ? Les portes, les fenêtres ? se répètent-ils inlassablement. Une inquiétude relativement banale, mais qui, dans les formes graves,

prend une dimension handicapante : à force de vérifications, certains patients ne mettent pas moins de trois heures à sortir de chez eux ou à se coucher.

BÉATRICE BANTMAN
Lire la suite page 20

LA CELLULE

POUR COMPRENDRE LA BIOLOGIE CELLULAIRE MODERNE

LE LIVRE QU'IL FAUT LIRE AVANT LES AUTRES !

LA CELLULE

Par David M. PRESCOTT, traduit de l'américain par le professeur Daniel LOUARD de l'Institut Pasteur

L'étude de la structure et de la fonction des cellules à travers 16 chapitres fondamentaux.

- Une introduction idéale pour les étudiants de premier cycle.
- Un outil pédagogique précieux pour leurs enseignants.
- Un ouvrage didactique et accessible pour les passionnés.

Médecine-Sciences
Flammarion

PRIX DE SOUSCRIPTION
395 FF jusqu'au 30 novembre 1989
495 FF ensuite
DAVID M. PRESCOTT
Professeur de Biologie Cellulaire
Université de Californie, San Diego

1989, un volume relié,
620 pages,
600 illustrations.

Sida : inquiétudes africaines

La progression de l'épidémie sur le continent africain soulève de nouvelles questions sur la transmission de la maladie

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

A l'âge de quinze mois, le taux de mortalité des enfants nés de mère séropositive est de 390 %. Il n'est que de 30 % chez les enfants du même âge dont la mère n'est pas infectée par le virus du sida. En outre, on peut estimer en Afrique à 52 % le taux de transmission transplacentaire (de la mère à l'enfant) du VIH (à titre de comparaison, ce taux est dans les pays occidentaux de l'ordre de 25 à 35 %). Ce sont ces chiffres effrayants qui actuellement inquiètent les responsables des pays d'Afrique touchés par le sida, sachant par exemple qu'à Kigali, la capitale du Rwanda, certaines études font état d'un taux de séropositivité de 27 % parmi les femmes en âge de procréer. On imagine sans mal quelles conséquences démographiques aura cette épidémie.

Comment faire face à cette situation catastrophique ? C'est à cette question qu'ont tenté de répondre durant la quatrième Conférence internationale sur le sida et les cancers en Afrique un bon millier de scientifiques réunis à Marseille la semaine dernière (14-20 octobre). Les solutions sont d'autant moins évidentes que l'on n'arrive toujours pas à comprendre certaines spécificités de l'épidémie de sida en Afrique. Pourquoi par exemple le taux de transmission mère-enfant est-il si bas beaucoup plus élevé qu'en Europe ? De la même manière, comment expliquer que la transmission du virus en Afrique soit largement hétérosexuelle, alors que cette voie de contamination est extrêmement rare en Europe ? « Comment définir le sida en Afrique ? », est même allé jusqu'à demander le docteur J. Chin, l'un des meilleurs spécialistes de la question à l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.).

Pour autant, ces questions fondamentales ne sauraient masquer la triste réalité : absence de dépistage

anténatal de l'infection par le VIH, bien souvent également absence de dépistage du virus dans les dons de sang, peu ou pas de traitement, etc. La seule solution, semble-t-il, passe par l'information et la prévention.

Informés, la population africaine commence à l'être. Alors qu'il y a deux ou trois ans, le sida était un sujet tabou dans de nombreux pays, c'est devenu aujourd'hui l'un des problèmes les plus fréquemment évoqués

à la radio ou à la télévision. En revanche, les messages de prévention recommandés par les campagnes d'information ont beaucoup plus de mal à entrer dans les mœurs. Que ce soient les préservatifs ou le comportement sexuel en général, on s'est vite aperçu qu'on ne change pas en quelques années des habitudes et des comportements socioculturels extrêmement prononcés. « D'ailleurs, se demande un expert, plutôt que de s'acharner à vouloir changer le comportement sexuel des gens, peut-être vaudrait-il mieux axer nos campagnes sur la lutte contre les cofacteurs du sida. » C'est sans doute là l'un des aspects les plus intéressants des études présentées à Marseille. On sait aujourd'hui — et cela vaut également pour l'Europe et les pays occidentaux en général — que certaines maladies sexuellement transmissibles, et plus particulièrement les ulcères génitaux, facilitent la transmission du VIH. Diverses études tendent, de la même manière, à montrer que les infections à chlamydia joueraient le même rôle, en quelque sorte, de « porte d'entrée » pour le VIH. Plus encore, on a pu établir que les ulcères génitaux, augmentaient non seulement la susceptibilité au virus du sida, mais également l'infection. A tel point que le risque de s'infecter lors d'un rapport sexuel est cinq fois plus élevé si la femme séropositive a également un ulcère génital. « Ainsi, explique le professeur Pierre Piot, de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers (Belgique), « vouloir lutter contre le sida sans vouloir lutter également contre les maladies sexuellement transmissibles n'aurait aucun sens. »

FRANCK NOUCHI

(1) Pour mieux comprendre la spécificité du sida en Afrique, on pourra se reporter avec profit à l'excellent ouvrage *Sida, infection à VIH. Aspects en zone tropicale* par M. Rosenheim et T. N. Ngaboro, éditions Ellipses-ALPHEIS.



POINT DE VUE

Sauver la recherche chirurgicale française

par le professeur Jean-Paul CACHERA

I l'est aujourd'hui devenu absolument nécessaire de faire le point sur la situation inquiétante de la recherche chirurgicale en France. Demain, l'Europe de la recherche, de la biologie et de la médecine sera un espace ouvert, aux échanges libres et nombreux. Quelle place pourront occuper les jeunes chirurgiens français dans ce véritable deuxième Nouveau Monde ?

Les quarante dernières années ont vu une querelle sans précédent de la médecine et de la chirurgie. Au lendemain du deuxième conflit mondial, la formation du jeune chirurgien était encore, en France, purement anatomiste. Les concours d'anatomie, d'une rigidité et d'un formalisme anachroniques, étaient la clé unique ouvrant la voie au titre de chirurgien des hôpitaux. Or dès le début de ce siècle, la chirurgie nord-américaine s'était placée sur des bases radicalement différentes : la formation du jeune chirurgien différait peu de celle du jeune médecin et accordait une place prépondérante à la physiologie et à la biologie. Ainsi tout jeune chirurgien ambitieux consacrait-il une partie de son temps au laboratoire. Il en résultait une avancée rapide de la technique chirurgicale et de l'instrumentation, ainsi que la maîtrise de la littérature scientifique, conduisant à une hégémonie indiscutable et indiscutée des publications chirurgicales anglophones nord-américaines. Rappelons seulement quatre exemples à ceux qui, encore aujourd'hui, accordent peu de crédit à la recherche pratiquée par des chirurgiens.

En 1910, Alexis Carrel, chirurgien, présente à l'Académie des sciences de New-York un mémoire qui contient l'approche expérimentale de toutes les transplantations d'organes. En 1920, Frédéric Banting et Charles Best, tous deux chirurgiens, découvrent l'insuline en effectuant des pancréatocystectomies chez le chien. En 1928, Harvey Cushing, chirurgien, explore la physiologie de l'hypophyse, et décrit le syndrome qui a gardé son nom et, en 1933, John Gibbon, chirurgien, après vingt années de travail en laboratoire, conçoit et réalise la première machine de circulation extracorporelle, ouvrant l'ère de la chirurgie à cœur ouvert. Ainsi les laboratoires de chirurgie d'Amérique du Nord furent-ils les creusets d'où sortirent non seulement toutes les techniques chirurgicales modernes,

non seulement des progrès admirables dans nos connaissances sur la physiologie et la biologie, mais aussi l'essor d'une industrie totalement nouvelle, au champ d'application immense, que nous appelons aujourd'hui « biotechnologies ».

Cependant, la chirurgie française rattrapait rapidement son retard, et, dès les années 50, reprenait même le flambeau dans bon nombre de disciplines grâce à quelques pionniers. Simultanément, à l'essor impressionnant des constructions de nouveaux hôpitaux, la réforme de 1966 instituant les fondations à plein temps pour les praticiens hospitaliers déclenchait un renouveau remarquable de la médecine française, en même temps que l'essor de l'INSERM et des secteurs biotechnologiques du CNRS rendait à la recherche médicale de notre pays un rang international d'excellence.

De plus, dans le domaine chirurgical, de splendides laboratoires étaient construits et remarquablement équipés en matériel, notamment à Paris et à Lyon. Pourtant, et paradoxalement, le bilan que l'on se doit de faire aujourd'hui sur la recherche chirurgicale en France est un lourd constat d'échec. La faiblesse de la représentation française dans les congrès internationaux est alarmante. Si l'on se limite aux congrès européens, le taux de participation des équipes chirurgicales françaises est inférieur à 10 % (25 % de participants français au congrès annuel de l'European Surgical Research Society en 1985, moins de 10 % en 1988 ; chiffres comparables pour l'European Society for Artificial Organs). La fréquentation des laboratoires de chirurgie par les jeunes chirurgiens et les internes est devenue sporadique ; ces laboratoires ne fonctionnent plus aujourd'hui, à de rares exceptions près, que grâce à des boursiers étrangers.

Ce désintérêt des jeunes générations est relativement grave car la qualité ultérieure d'un chirurgien d'aujourd'hui est directement fonction de sa formation aux disciplines scientifiques. La formation traditionnelle, purement technique, ne suffit plus. Mais il y a plus préoccupant encore. En effet, une série de mesures ont été prises au cours des années récentes qui sont autant de témoignages du désintérêt des dé-

clins pour la recherche appliquée à la chirurgie. En 1970 était supprimée, à l'INSERM, la commission spécialisée pour la chirurgie expérimentale. En 1981, était abolie la filière hospitalo-universitaire de chirurgie expérimentale permettant de nommer des assistants d'université, des chefs de travaux et des professeurs ; les chaires de cette discipline disparaissant par extinction au fur et à mesure des départs à la retraite.

De nombreux centres de recherche chirurgicale ont fermé leurs portes, et l'infrastructure de recherche chirurgicale en France se trouve aujourd'hui démantelée.

Les conséquences de cette politique — ou plutôt de cette absence de politique — ont été fort graves. Privée de la source d'innovation que sont les laboratoires de recherche, l'industrie française s'est, elle aussi, désintéressée du secteur biotechnologique, ne réalisant pas l'immensité du marché qu'elle abandonnait ainsi à la concurrence nord-américaine, nord-européenne ou japonaise. Au cours des années 70 et 80, on a assisté à la disparition des principales firmes investies dans la fabrication de matériel médico-chirurgical (formettes de Dessaut-Médical, d'Hospal-CEC, fibre de Rhône-Poulenc, de CGR, etc.). Et il est possible aujourd'hui au chirurgien cardiaque que je suis de constater que pas un des instruments et des appareils dont nous nous servons en salle d'opération, n'est de fabrication française : pas une prothèse valvulaire, pas un stimulateur cardiaque, pas un moniteur électronique, pas un laser, pas un oxygénateur artificiel, ne porte l'estampille nationale. Le montant en devises des achats à l'étranger de toute cette technologie indispensable à la santé publique est probablement énorme, et force est de constater que nos voisins européens sont en meilleure position que nous : l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest, le Danemark, la Grande-Bretagne, sont fabricants et exportateurs de technologies médico-chirurgicales.

Il est urgent de guérir. Où sont les remèdes ? On doit reconnaître que certains ont déjà été conçus et appliqués : création à l'INSERM d'une commission de génie biologique et médical, lancement de plusieurs actions thérapeutiques en chirurgie, création de réseaux de recherche clinique en chirurgie, etc. De même, à

l'université, la création d'un diplôme d'études approfondies en chirurgie, qui passe par la rédaction d'un mémoire de recherche, stimulant très efficace pour les internes.

Mais si l'infrastructure même — locaux, techniques, appareils — a disparu, quel sera l'impact de ces mesures ? Il faut provoquer une évolution des mentalités. Les chirurgiens « seniors », ceux que l'on appelle naïvement les « patrons » doivent transmettre aux plus jeunes la passion d'innover ; ils doivent valoriser et dynamiser dans leurs équipes l'esprit de recherche, favoriser les séjours à l'étranger de leurs élèves, les aider à rédiger contrats de recherche ou articles scientifiques.

Les internes, quant à eux, doivent éviter les sentiers de la routine ; un service formateur n'est pas uniquement limité à une salle d'opération où l'on apprend les gestes classiques ; la chirurgie va continuer à évoluer, comme elle l'a toujours fait, et encore beaucoup plus vite, au rythme galopant des technologies de notre temps ; les laboratoires de chirurgie seront plus que jamais les creusets du futur.

Les organismes de tutelle de la recherche doivent percevoir qu'on ne peut évaluer un laboratoire de chirurgie selon les critères qui évaluent les laboratoires de biologie moléculaire. On doit admettre qu'un laboratoire de chirurgie ne fonctionne que grâce à de jeunes chirurgiens bénévoles ou boursiers temporaires ; pour un chirurgien, le temps de la recherche est toujours un temps éphémère, limité à quelques années.

La conception d'un centre de recherche chirurgicale moderne est celle d'un lieu de rencontre, bien équipé en matériel et en techniques, où chirurgiens, biologistes, physiologistes et ingénieurs cumulent leurs efforts et additionnent leur savoir pour promouvoir le progrès de la chirurgie. Il faut donc créer ce potentiel en France. N'oublions pas que la chirurgie, aujourd'hui et demain encore, reste l'une des meilleures armes contre les grands fléaux de notre temps que sont le cancer, les maladies cardiaques et les accidents de la route ou du travail.

► Le professeur Jean-Paul Cachera est chef du service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Henri-Mondor (Créteil).

Dans les fers de l'obsession

Suite de la page 19

Des automobilistes, craignant d'avoir renversé quelqu'un, sont obligés de faire marche arrière et ne parviennent pas à atteindre leur destination. D'autres obsessionnels, incapables de jeter quoi que ce soit, passent des heures à vérifier le contenu de leurs poubelles. Un médecin, qui a dû interrompre ses activités professionnelles, mettait deux heures à écrire le moindre compte rendu médical. A côté de ces paralytiques de l'action, d'autres patients sont catastrophés par leurs simples pensées, craignant qu'elles ne suffisent à déclencher une tragédie ; penser à un proche met celui-ci en danger de mort, dont seul un rituel conjuratoire compliqué peut les protéger.

Dans tous les cas, l'obsession aboutit à une véritable paralysie. Que les rites de conjuration durent des heures ou que la crainte de s'engager dans un protocole interminable empêche l'obsessionnel d'agir, le malade est comme cloué sur place, et sa vie, centrée sur son symptôme, est infernale. C'est ainsi que des obsédés de la propreté refusent paradoxalement de se laver.

Freud et Pavlov

Moins spectaculaires, mais tout aussi paralytiques, les idées obsessionnelles sont parfois l'unique manifestation du trouble. Mais quelles obsessions ! C'est dans ce groupe qu'on retrouve les fantasmes religieux blasphématoires, les obsessions sexuelles inacceptables, les collectionneurs pathologiques et les malades atteints de cette fameuse lésion obsessionnelle — la procrastination — qui les oblige, bien involontairement, à remettre à demain ce qu'ils devraient faire aujourd'hui.

L'histoire de l'obsession est une longue histoire. Avant d'être reconnus comme des malades, les obsessionnels ont longtemps fait figure de possédés, habités par le démon, tant étaient fréquents les fantasmes sacrilèges. Pour leur venir en aide, les prêtres étaient saisis de demandes d'exorcisme, une pratique dont les historiens soulignent qu'elle a souvent conduit l'ensorcelé au bûcher mais qu'elle a, parfois, pu donner de bons résultats.

Freud n'ignorait pas cette dimension religieuse de la névrose obsessionnelle qu'il dépeint comme une « religion transformée ». C'est Freud aussi qui, le premier, décrit en 1895 la névrose obsessionnelle, qu'il sépare des phobies et de l'hystérie. Cette distinction est toujours valable et a été conservée dans la classification anglo-saxonne des maladies mentales, le DSM-III, qui, en 1980, a rattaché les troubles obsessionnels compulsifs à l'anxiété.

La théorie freudienne de l'obsession élaborée avec la psychanalyse de « l'Homme aux rats » (publié en 1909) renvoie à une lutte sans merci entre les pulsions du sujet, vécues comme inacceptables, et les tentatives désespérées de répression de ses instincts. Le rituel apparaît alors comme un compromis et un mécanisme de défense qui consiste à déplacer des sentiments trop brûlants sur un terrain vidé de toute émotion.

Plus tard, certains analystes, observant l'omniprésence de la mort dans les fantasmes de l'obsédé, ont expliqué que, par refus de sa propre mort et par crainte d'un monde menaçant, l'obsédé cherche à contrôler ses émotions par un rituel glacé. Ce que Woody Allen résume à sa façon : « Tant que l'homme restera mortel, il ne sera jamais totalement décontracté. »

Mais, comme souvent en psychiatrie, l'interprétation est plus encore le traitement du symptôme se heurtant à des querelles d'école. Aux psychanalystes d'école, aux psychanalystes de la forme, Freud puis Melanie Klein furent les premiers à guérir des obsessionnels, les psychiatres opposant un certain scepticisme. Si la névrose obsessionnelle a beaucoup fait progresser la théorie psychanalytique des névroses, écrit le docteur Jean Cottraux, elle n'a guère été payée en retour par des succès thérapeutiques. Ainsi sont apparus ces dernières années de nouveaux modèles biologiques comportementaux et cognitifs et de nouveaux procédés thérapeutiques pour aider les obsessionnels (...), longtemps perçus comme chroniques, incurables et peu gratifiants. »

Et il est vrai que la théorie et la thérapeutique des troubles obsessionnels compulsifs sont en plein bouleversement. Autrefois

considérée comme exceptionnelle, l'obsession est aujourd'hui reconnue comme une maladie fréquente qui atteint 2 % de la population. Plus fréquentes que la schizophrénie, les compulsions occupent une large part des troubles anxieux. La reconnaissance du nombre de ces malades a donné une véritable impulsion à la recherche sur les thérapeutiques biologiques et comportementales, qui constituent avec la psychanalyse les traitements actuels de l'obsession.

« Une série d'études contrôlées portant sur un nombre impressionnant de malades suivis pour certains pendant près de cinq ans, démontrent l'efficacité d'une double approche utilisant la chimiothérapie et la thérapie comportementale. Cette combinaison donne des résultats très satisfaisants dans 50 à 60 % des cas », estime le docteur Patrick Légeron (hôpital Sainte-Anne, Paris).

Bien que les troubles obsessionnels et compulsifs fassent partie des maladies de l'anxiété, ce sont les antidépresseurs et non les anxiolytiques qui constituent leur traitement médicamenteux le plus efficace. Les produits utilisés sont les antidépresseurs tricycliques classiques et certaines nouvelles molécules qui ont la propriété d'améliorer le transport d'un neurotransmetteur chimique, la sérotonine. Ce traitement repose sur l'hypothèse qui fait des troubles obsessionnels et compulsifs un désordre lié à une transmission défectueuse de la sérotonine à l'intérieur des circuits neurologiques. Si les résultats obtenus sont satisfaisants, le problème de la durée du traitement et des rechutes lors de son interruption reste encore une incognite.

Autre mode de prise en charge, les thérapies comportementales s'appuient sur la théorie que les réactions humaines résultent des apprentissages à un niveau conscient de pensée (que les spécialistes appellent cognitifs). Elles se proposent donc de dépiquer les mécanismes cognitifs qui aboutissent à l'obsession et au rituel.

Apparemment faciles, ces thérapies, qui consistent à exposer à la situation redoutée (la saleté, la possession) et à prévenir ou à retarder le rituel qui en résulte, sont beaucoup plus contraignantes qu'il n'y paraît. La difficulté des séances reflète la contrainte énorme qui pèse sur l'obsessionnel et l'oblige, bien malgré lui, à abandonner son propre rituel.

Sans entrer dans le détail des différentes formes d'obsession, qui nécessitent des approches comportementales différentes, les résultats sont globalement équivalents à ceux des thérapeutiques médicamenteuses. Malgré ces nouveaux traitements, l'obsession n'a pas livré tous ses mystères, et il y aurait beaucoup à dire sur les liens avec la superstition ordinaire. Le superstitieux n'essaie-t-il pas, comme l'obsessionnel, de ramener un monde inconnu et un avenir imprévisible à l'ordre et à la symétrie des chiffres, des couleurs ou des étoiles ?

BÉATRICE BANTMAN

La fin des dinosaures

Suite de la page 19

Si l'hypothèse se révélait exacte, cette périodicité pourrait trouver, elle aussi, une explication dans le cosmos — par le biais d'événements liés au système solaire ou à des interactions avec son environnement galactique.

Des objets extraterrestres auraient-ils ainsi, par le passé, dicté à notre planète les grands bouleversements géologiques — et donc biologiques ? De ce côté-ci de l'Atlantique, on préfère plutôt garder les pieds sur Terre. Suivi dans cette voie par de nombreux chercheurs, Leonard Ginsburg, paléontologue au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, défend ainsi une thèse bien différente, celle de la régression marine. Le niveau des mers, en effet, s'est abaissé de plusieurs centaines de mètres à la fin du crétacé. Le bouleversement climatique qui en a résulté aurait-il suffi, comme le soutiennent les partisans de cette hypothèse, à rayer de la planète les trois quarts des espèces vivantes ? A l'échelle géologique, l'exemple serait unique. Alors, que s'est-il passé il y a soixante-cinq millions d'années ? Aujourd'hui encore, la question reste entière.

CATHERINE VINCENT

A CHAC

MONTES DIRECTE
PARIS MILLE LN

لكن من أجل

A CHACUN SA LIBERTÉ

5 LIGNES DIRECTES VERS NEW YORK AU DÉPART DE
PARIS, LILLE, LYON, STRASBOURG, MULHOUSE.



*Air France ne cesse de renforcer son service sur les
Etats-Unis et vous offre aujourd'hui 5 lignes directes
vers New York dont 4 nouvelles. La liberté est de plus
en plus grande.*

Lille - New York*	1 fois par semaine
Lyon - New York :	2 fois par semaine
Paris - New York :	20 fois par semaine
Strasbourg - New York :	2 fois par semaine
Mulhouse - New York*	1 fois par semaine

*2 fois par semaine à compter du 8 janvier 1990.

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA

Coccidioses en batterie

Cette infection parasitaire menace tous les animaux des élevages industriels. Comment s'en débarrasser ?

INCONNUES ou presque en pathologie humaine, les infections animales dues aux coccidies (parasites de la classe des sporozoaires) constituent une menace de toute première importance en médecine vétérinaire. La fréquence de ces infections parasitaires chez les animaux des élevages industriels et leurs conséquences économiques font des coccidioses l'un des chapitres essentiels de la parasitologie animale moderne, comme l'a montré, il y a quelques jours, la cinquième conférence internationale consacrée à ces maladies (1).

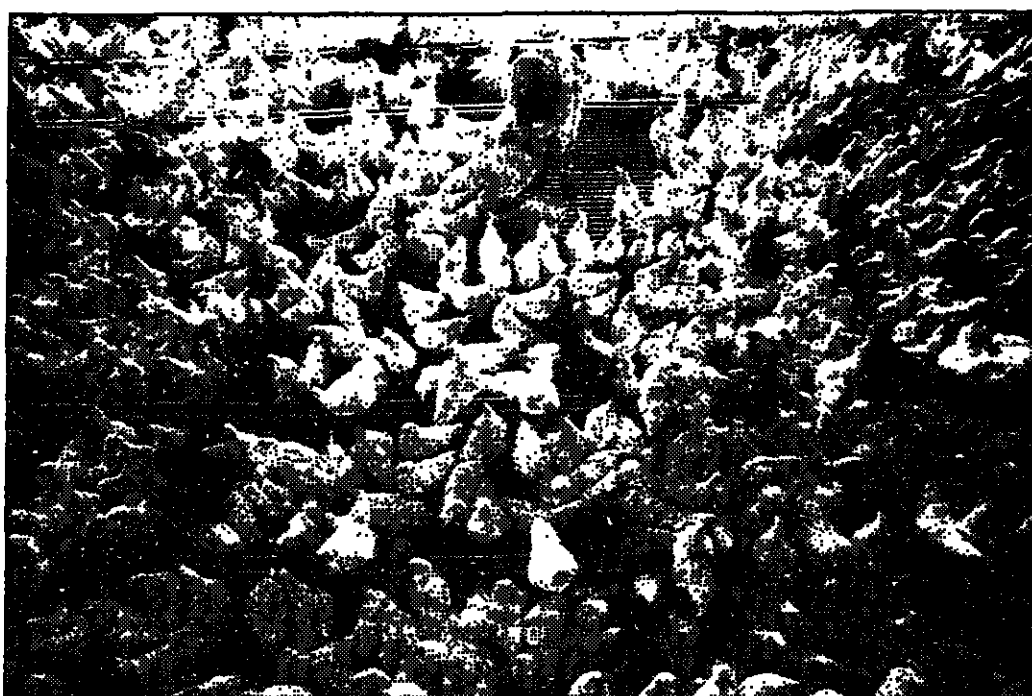
On compte aujourd'hui plusieurs centaines de coccidies, micro-organismes capables de parasiter la presque totalité des espèces animales supérieures. « Parasitant un seul hôte, ne nécessitant aucun intermédiaire, évoluant rapidement vers la forme infectante, les coccidies ont aussi une résistance extraordinaire qui leur permet de survivre fort longtemps, même dans des conditions très difficiles », explique M. Pierre Yvoré, directeur de recherche à l'INRA (station de pathologie aviaire et parasitologie de Nouzilly, en Indre-et-Loire), qui a consacré sa vie à l'étude de ces micro-organismes. C'est le parasite le plus adapté qui soit aux élevages intensifs.

Découvertes pour la première fois au début de siècle avec l'essor de la microbiologie (les coccidies étaient alors présentes dans les élevages fermiers, responsables, par exemple, du gros ventre du lapin), les différentes espèces de ces parasites sont tout à fait spécifiques des animaux qu'elles infectent. Si l'on excepte celles qui parasitent le foie du

lapin ou les reins de l'oise et du canard, ce sont celles qui les coccidies s'attaquent toujours aux cellules intestinales des animaux, entraînant ainsi une série de troubles digestifs (diarrhées hémorragiques notamment) pouvant aller jusqu'à la mort. Mais ces parasites sont aussi responsables de phénomènes qui, quoique moins spectaculaires, ont une importance économique considérable dans la mesure où ils touchent à la rentabilité des entreprises d'élevage.

On sait par exemple aujourd'hui que la présence de coccidies chez les volailles des élevages intensifs a pour effet de réduire notablement la vitesse de croissance des animaux, auxquels on doit apporter plus d'aliments pour obtenir un même poids de viande. De la même manière, la coccidiose du poulet jaune des Landes entraîne par modification de l'apport des pigments présents dans les aliments (le mâle notamment) une décoloration de l'animal. Plus inquiétant encore, on a pu démontrer à l'INRA que la présence de coccidies facilitait l'apparition et le développement chez les animaux des salmonelles, ces micro-organismes de plus en plus fréquemment impliqués chez l'homme dans des épidémies d'intoxication alimentaire parfois mortelles.

La science de l'infection étant beaucoup moins éloignée qu'on ne le croit généralement de celle du psychisme, les spécialistes des coccidioses ont pu observer que ces infections apparaissent beaucoup plus fréquemment à certaines périodes de la vie où les animaux subissent des stress. Pour les ruminants, c'est le cas avec le



LABRY/JANSEN

sevrage, la mise à l'herbe ou la rentrée à l'étable. De la même manière, chez les volailles, la densité des élevages joue un rôle essentiel, tout se passant comme si, en plus de l'hygiène, le confort de l'animal était une mesure préventive de toute première importance. On sait par exemple que les coccidies sont plus fréquentes chez les volailles élevées à vingt unités au mètre carré que chez celles élevées à quatorze unités. Un tel confort étant à l'évidence le plus souvent incom-

patible avec les impératifs de rentabilité des élevages, le combat contre les coccidies passe depuis longtemps déjà par l'utilisation des anticoccidiens, substances chimiques incorporées à la nourriture industrielle des animaux (2).

« On peut dire sans se tromper que, si nous n'avions pas aujourd'hui des moyens de contrôle de ces maladies, il n'y aurait pas place pour les élevages intensifs », estime M. Yvoré. Toutefois, les difficultés d'utilisation

et d'incorporation à l'alimentation (l'un des derniers anticoccidiens à l'étude est utilisé à raison d'un gramme par tonne d'aliments) et, plus encore, l'apparition continue de phénomènes de chimiorésistance (les parasites trouvant les moyens d'échapper à l'action de ces molécules, comme en médecine humaine les bactéries vis-à-vis des antibiotiques) font que de nombreuses recherches sont actuellement menées aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France pour mettre au point

des vaccins anticoccidiens efficaces. Il s'agit là, en même temps que d'un travail difficile (compte tenu notamment de la spécificité d'espèces des parasites), d'un marché d'une importance considérable, ce qui explique le très vif intérêt manifesté sur ce thème par la plupart des leaders internationaux de la chimie, des médicaments et des vaccins.

Un vaccin vivant mis au point outre-Atlantique est déjà à l'étude et pourrait être disponible d'ici un à deux ans, mais la plupart des recherches et des espoirs portent aujourd'hui sur la mise au point de vaccins constitués par des fragments (ou fractions antigéniques) du parasite, qui pourraient être soit administrés par injection à la naissance soit introduits dans l'eau de boisson des volailles. « On peut espérer voir un vaccin de ce type sur le marché dans cinq ou six ans », estime M. Yvoré. Tout le monde travaille sur ce sujet. En France, l'INRA s'est associé à un groupe privé. Compte tenu de l'importance économique de cette recherche, toutes les informations scientifiques ne sont pas encore échangées entre nous.

JEAN-YVES NAU

(1) La cinquième conférence internationale sur les coccidies a réuni à Tours (Indre-et-Loire) plus de quatre cents participants de trente et un pays. Les spécialistes pourront se reporter au résumé de cette manifestation publié (en anglais) par l'INRA avec la participation de Merck and Co. Inc. (2) L'utilisation des anticoccidiens est soumise à une série de règles strictes en vigueur à l'échelle de la Communauté.

Le sida et les bêtes

A la différence des coccidies, les cryptosporidies sont susceptibles d'infecter l'homme. Identifiés dès 1907, ces micro-organismes n'ont été tenus pour pathogènes que dans les années 70, lorsqu'on a pu mettre en évidence leur responsabilité directe dans certains troubles (diarrhées néonatales) observés chez les ruminants. Une récente étude menée par l'INRA (station de pathologie aviaire et parasitologie) en liaison avec les services vétérinaires de Vendée a permis de souligner la fréquence très élevée de l'infection des veaux par les cryptosporidies seules ou associées à d'autres micro-organismes pathogènes.

On distingue les cryptosporidies capables d'infecter (au niveau des cellules intestinales) les mammifères et l'homme de celles qui ne touchent que les volailles. Curieusement, c'est l'épidémie de sida qui, depuis quelques années, est à l'origine d'un regain d'intérêt pour ces parasites. Ainsi, dans sa ving-

deuxième et toute dernière édition, le célèbre *Dictionnaire des termes de médecine* (Garnier-Deleamar) précise que les cryptosporidies ont cessé d'être spécifiquement animaux (1). « Le cryptosporidium, peut-on lire, ce parasite responsable d'entérites observées d'abord chez les ovins et les caprins, a été identifié chez l'homme notamment au cours du sida, où il est à l'origine d'infections graves ».

La baisse des défenses immunitaires, principale conséquence de l'infection par le virus du sida, permet ainsi au cryptosporidium d'infecter un organisme qui, habituellement, est parfaitement armé pour le combattre. Ces observations doivent être rapprochées d'autres, faites chez l'animal. On a en effet pu démontrer chez les oiseaux que l'infection par le virus de Marek (virus oncogène et immunodépresseur) facilitait l'infection par le cryptosporidium,

qui, à son tour, potentialisait l'action immunodépresseive du virus, précipitant ainsi l'issue du processus pathologique.

J.-Y. N.

(1) *Dictionnaire des termes de médecine*, Garnier-Deleamar, 22^e édition, 1989, Maloine Éditeur (1 031 pages, 250 francs).

CULTURE GÉNÉRALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français
Soc 7073, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois
Tel. : (1) 42-70-73-63

LE MONDE diplomatique

Octobre 1989

● **LE CITOYEN A LA CONQUÊTE DES POUVOIRS** : Dans une société gouvernée par des privilèges, la concentration des richesses vers les libertés individuelles et sepe la démocratie. Mais les privilèges ne sont pas seulement d'ordre économique. La société ne se reconstruit plus dans ses responsabilités politiques et d'Etat. Claude Julien inaugure une série d'articles consacrés à la conquête du pouvoir par les citoyens, afin que la modernité, de sauvage, devienne humaine.

● **LA DROGUE ET LES LOIS DU MARCHÉ** : Ce n'est pas la cupidité qui pousse les paysans du tiers-monde à étendre les cultures de coca, de pavot ou de cannabis, écrit Christian de Brie. Victimes de la chute des prix des matières premières, du sous-développement, des conflits régionaux, ces paysans n'ont souvent, pour survivre, d'autres solutions.

Également au sommaire :

● **EUROPE** : Fast-il avoir peur de la réunification de l'Allemagne ? par Thierry Hentch et Modjiba Sadria.
● **NICARAGUA** : Les effets du surséisme, par Pierre de Charentenay.
● **SOUDAN** : Les militaires en quête de légitimité, par Alain Grash.
● **PSYCHANALYSE** : A la recherche de l'université, par Claire Brisset et Gilbert Diakina.

En vente chez votre marchand de journaux

ET VOUS ?

FORMATION IEC

DIPLOME INFORMATIQUE EDUCATION COMMUNICATION

UNIVERSITE PARIS XIII IUT DE VILLETANEUSE CFC

93102 VILLETANEUSE 75 J-B CLEYENT 39 39 31 17 00 36 19 10 00

A PARTIR du 18 octobre

LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE

Le Monde

MERCREDI (numéro daté JEUDI)

Le Monde

microfilms et index

● Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
● L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

research publications
P.O. Box 425, Rue de la République, 92000 Nanterre
Tel. : 44-73-42-00-01 Telex : 645038 Fax : 44-73-42-00-02

LE PERSONNEL DE L'IRCHA (INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE CHIMIQUE APPLIQUÉE) S'ADRESSE AU PREMIER MINISTRE

L'IRCHA (Institut national de recherche chimique appliquée) se trouve aujourd'hui dans un état d'extrême précarité : sans conseil d'administration ni directeur général depuis trois mois, sans financement public prévu pour 1990.

Cette situation découle de la décision de débudgétisation prise en 1984 par M. Fabius, alors premier ministre, puis de la tentative avortée de M. Madelin, ministre de l'Industrie et de M. Chirac, de privatiser l'IRCHA, et récemment de la décision de M. Fauroy, ministre de l'Industrie, de mettre un terme aux missions de l'IRCHA et de procéder à son démantèlement ainsi qu'à la dispersion de ses équipes et de ses activités.

Il est du pouvoir du premier ministre d'empêcher que disparaisse cet institut pluridisciplinaire, spécialisé dans la protection de l'environnement et de la santé publique, les biotechnologies, la chimie fine, les matériaux composites.

Autant de sujets dont l'actualité, l'utilité et la pertinence ne sauraient lui échapper, quand tous les discours officiels (ceux de M. le Président de la République comme les siens, ou ceux de ses ministres concernés) font référence à l'effort nécessaire en matière de défense de l'environnement ainsi qu'à l'impérieux besoin de doter la France d'une recherche appliquée et industrielle à la hauteur des défis scientifiques et économiques auxquels elle se trouve confrontée.

Le personnel de l'IRCHA, qui a montré depuis de longs mois, avec le soutien de la collectivité scientifique et de nombreux parlementaires de toutes tendances, sa détermination et son opiniâtreté à sauver un établissement public de recherche aux compétences et à l'utilité reconnues, ne comprendrait pas, et, avec lui, l'opinion publique, que le gouvernement actuel reste sourd à ses arguments et continue l'entreprise de démolition engagée précédemment par M. Madelin.

C'est pourquoi, le personnel de l'IRCHA s'adresse au premier ministre pour lui demander instantanément de restaurer les moyens nécessaires au maintien et au renouveau de son institut :

- en le dotant d'un conseil d'administration ;
- en nommant un directeur général compétent ;
- en confirmant et redéfinissant ses missions ;
- en lui assurant le financement nécessaire.

Le personnel de l'IRCHA

91710 Vert-le-Petit.

Note aux lecteurs : Vous pouvez contribuer à la diffusion de ce

texte et soutenir la longue lutte du personnel de l'IRCHA.

Comité d'entreprise de l'IRCHA

BP n°1/91710 VERT-LE-PETIT.

CB : Société générale 000 37268790

لدينا في الجزائر

ARTS

Thomas l'imposteur

Qui était Couture ? Un génie méconnu ou, plus simplement, un malheureux qui n'eut jamais les moyens de ses ambitions ? Une exposition le ressuscite à Beauvais

C'est fait : le peintre Thomas Couture est ressuscité et un clan de « couturiers » déclarés a pris sa défense avec ardeur contre les « attardés » qui ne savent pas reconnaître sa grandeur. Quand il avait été décidé que les *Romains de la décadence*, le chef-d'œuvre du monsieur, trônent au centre du Musée d'Orsay, il y avait bien eu quelques mauvais esprits pour protester que c'était faire trop d'honneur à cette gaudriole pompéienne de quelques mètres carrés. « L'histoire l'exige », avait-il répondu et la réponse avait paru suffisante. Il est vrai que Couture a eu son rôle et quelque réputation vers 1847 et qu'à ce titre il a droit à un petit rien d'immortalité.

Aujourd'hui, c'est de tout autre chose dont il s'agit : d'une restauration complète et sans nuance. Une vaste exposition célèbre Couture et le présente comme l'un des artistes majeurs de son siècle. Elle fait mieux : elle vante son « modernisme ».

Pourquoi ? Parce que Couture fut, aux Beaux-Arts, le professeur de Manet. Le retournement vaut d'être admiré : puisque Manet est un « moderne » — il est bien plus que cela, mais enfin — et que Couture fut son maître, donc Couture est moderne. Et même — pour quoi pas ? — le précurseur enfin avéré du réalisme pictural. A la locomotive Manet, voici solidement accroché la voiture Couture.

Mais cette voiture n'est qu'un wagon plombé dont se sortent que les rilles de l'histoire qu'on étouffe. Qui fut Thomas Couture, natif de Semlis en 1815 ? Elève du baron Gros. L'élève, né l'année de la chute de l'Empire, d'un peintre de batailles et de héros, qui tirait son inspiration de l'actualité la plus immédiate, des communications des armées et des récits des survivants. Couture, lui, est venu au monde quand s'achevait pitoyablement l'épopée qui a nourri les néoclassiques et Géricault. Il ne s'en est jamais remis. Avec un entêtement qui confine à la bêtise, il s'est voulu peintre d'histoire d'une époque sans épopée. Il a échoué.

La peur de peindre

Exception faite de ses trop fameux *Romains*, il n'a terminé aucune des compositions monumentales, historiques et symboliques qu'il a mises en chantier, ni son *Enlèvement des Volontaires* de 1792, qui est un brouet de Gros, ni le *Baptême du prince impérial*, fantôme du *Sacre* de David.

Rien n'y a fait. Ni la souplesse de ses opinions politiques, qui lui ont permis de vanter Napoléon III après avoir célébré la République de 48. Ni son labeur énorme, ses centaines de croquis, d'esquisses peintes, de reprises et de corrections, dont une forte proportion est exposée à Beauvais. Les *Volontaires* sont demeurés les plus évanescents que les spectres guerriers du *Songe d'Ossian*, le prince impérial n'a pas quitté les limbes et Thomas Couture n'a pas égalé ses maîtres.

Scène fâcheuse. Il est devenu atrabilaire et vaguement paranoïaque, convaincu d'être une victime. S'il ne parvenait pas à être le Michel-Ange du dix-neuvième siècle, c'est que son siècle ne méritait pas un Michel-Ange, siècle trivial, siècle de financiers, de bourgeois et de banquiers incapables de grands sentiments et de nobles passions, siècle trop petit pour lui et pour son génie.

L'Amour de l'or, le roi de l'époque, Damoclès, toiles étranges,

toiles méconnues, stigmatisent l'universelle prostitution des corps et des esprits. L'avilissement par l'économie et le triomphe de la canaille enrichie sur l'aristocratie des âmes élevées. On y voit des jeunes femmes faire commerce de leurs attraits et un monarque bouffon trôner avec, à son côté, un oiseau fétiche, un dindon. Il y a du Veillot dans ce Couture-là, du pamphlétaire réactionnaire, nostalgique d'un Ancien Régime militaire et vertueux qui n'a existé que dans son imagination.

Une toile, inachevée naturellement, suffit à faire comprendre le fond misanthrope du personnage. Elle s'intitule la *Noblesse héréditaire*, et elle montre une jeune femme nue dans un fauteuil de velours, sur un piédestal. Derrière elle, une inscription apparaît sur le fond, gris fer : « Noblesse héréditaire, ton prestige te soumet les hommes (...) Toi, noblesse, tu les payes de tes mépris et je t'approuve car je préfère encore ton insolence à leur bassesse. »

Voilà pour l'inspiration, qui s'accorde assez mal avec celle de l'*Enlèvement des Volontaires* : du peintre d'histoire défilait et amoncelait un peintre de satire. Mais ce dernier ne parvient pas plus que

l'autre à finir ses œuvres et il s'empêtre autant que lui dans les allégories qui exigent légendes et gloses afin d'être comprises.

Au vrai, le problème n'a pas changé, si le sujet s'est modifié : Couture le cynique est aussi hanté, à la mesure aussi encombré d'exemples que Couture le lyrique. Il cite encore, il cite sans cesse, et cet abus d'allusions tue l'expression et l'écrasent. Et de cet échec-là, l'époque ne porte pas la culpabilité : l'artiste seul est en cause. Sa froideur, son absence navrante d'imagination et d'ampleur, sa peur de peindre, le paralysent.

D'autres, ses contemporains, ont su échapper à leur siècle ou le voir tel qu'il est. Ainsi a fait Delacroix, qui a pris pour lui la poésie, le roman, le Moyen Âge et le rêve et qui a peint l'*Entrée des croisés dans Constantinople*. Ainsi a fait Manet, qui a pris son époque, les illustrations des journaux, l'actualité, le trivial moderne et qui a peint, à propos de la guerre de Sécession, le *Combat du Kearsarge* et de l'*Alabama*, peinture d'histoire.

Mais Manet savait voir, lui, et sûrement qu'il traversait le musée et les planches d'académie alors que Couture ne savait pas. Mais Delacroix savait s'émouvoir et s'enflam-

mer, alors que Couture ne savait pas. Son œuvre est un ratage, qui n'intéresse que dans la mesure où, par comparaison, il rend plus sensible la grandeur de ceux qui ont échappé au piège.

L'*Enlèvement des Volontaires* de 1792 étant la pièce majeure de l'exposition, on a jugé opportun d'ajouter à la galerie des Couture quelques autres morceaux de bravoure exaltant le dévouement patriotique. Ce sont, pour l'essentiel, des images médicales et dépourvues de valeur.

Deux seulement se détachent du lot. L'une par sa qualité : il s'agit d'une tarte cuite de Carpeaux, tendue et puissante. L'autre par sa valeur prodigieuse : il s'agit du *Verger d'Alaise* de Francis Ehrman, exposé au salon de 1869. Le chef gaulois a des bottines fourrées à lacets bleus avec d'un chiffon. C'est une des toiles les plus grotesques du dix-neuvième siècle, qui en compte cependant bon nombre d'involontairement comiques.

PHILIPPE DAGEN

► Musée départemental de l'Oise, Beauvais, jusqu'au 31 décembre.

PHOTO

Un puriste étincelant



« Nu au repos »

Animateur et fondateur du groupe Rectangle, puis après la libération du groupe des XV, Emmanuel Sougez, né à Bordeaux en 1889, préférait être « un bon photographe qu'un mauvais peintre ». Apologue de la pureté, cet admirateur du modernisme traitait dans un style dépouillé les sujets les plus simples : sardines, plumes et serin, porte ouverte ou pile de torchons dont il fit un chef-d'œuvre. Il disait : « On ne photographie pas un nu autrement que toute autre chose. » Ce qui confirme cette étude non datée, prise sans doute vers 1933, avec son modèle fétiche Assia, qui figure dans l'hommage rétrospectif que lui rend l'atelier Picto Bastille.

PATRICK ROEGERS

► Emmanuel Sougez, le précieux photographique, Espace Picto Bastille, 53 bis, rue de la Roquette, Paris-11^e, jusqu'au 10 novembre.

Deux cents ans de peinture libanaise

L'école de Beyrouth a formé son caractère singulier à partir des influences occidentales

Mal connue, elle est aujourd'hui bien exposée à l'Institut du monde arabe

Si touchantes qu'elles soient, les tentatives de certains pays du tiers-monde pour faire mousser, aux yeux des Occidentaux, une tradition picturale encore mal établie n'en sont pas moins largement désemparées. Avec le Liban, en revanche, on est d'emblée en terrain sûr, en pleine pâte, comme la montre l'exposition « Deux cents ans de peinture libanaise » organisée par l'Association Libanaise Culturelle, à l'Institut du monde arabe (IMA).

Certes — et pourquoi pas ? — la peinture est au Liban un art inspiré par l'Europe, mais il y a vite pris racine, et profondément. D'abord, chez les chrétiens : le premier tableau libanais connu, et qui peut se voir à l'IMA, est le portrait d'un évêque maronite datant de 1787. La peinture a également prospéré chez les autres ethnies, y compris celles réputées les moins ouvertes aux vents d'Occident, comme les chiites et les druzes. Dès 1893, Beyrouth, alors turque, est la Faculté des arts et métiers, et son Académie des beaux-arts ouvre en 1937.

Assez vite, l'école de Beyrouth a attiré des fervents, y compris loin de l'Orient : lorsque, à l'époque de Malraux, l'archéologue Henri Seyrig dirigeait les Musées de France, il avait dans son bureau du Louvre un étonnant nain qui intriguait ses visiteurs : l'auteur en était un coiffeur beyrouthin, Khalil Zoghbeib, bien représenté à l'exposition de Paris ; cet autodidacte absolu, Donatier Rousseau du Levant, est mort dans la misère en 1975, au moment où s'est déclenchée la guerre. Plus récemment a disparu son émule féminine libano-arménienne Sophie Yéramian (le *Monde* daté 2-3 février 1983) dont l'exposition de l'IMA, c'est peut-être le seul vrai grief qu'on puisse lui faire, ne comporte aucune œuvre.

Le conflit, justement, n'a pas manqué d'inspirer les artistes libanais, et on pourrait même songer que la section qui leur est consacrée comprend plus qu'une douzaine de tableaux. La plupart, cependant, sont frappants, tant par leur utilisation figurative, poétique, des thèmes guerriers que par leurs liens avec les différents courants picturaux de ces derniers siècles — l'un des traits des créateurs libanais étant d'avoir su, malgré blocus et coupures, rester en contact avec les mouvements artistiques mondiaux. Evidemment, il serait peut-être difficile d'exposer aujourd'hui, à Beyrouth-Ouest, *Bordel après un bombardement* en 1982, de Claire Soumouh. Vu par Seta Manoukian, le *Milicien blessé à l'hôpital*, en revanche, malgré son allure jeune foufou, ferait sans doute l'unanimité des deux côtés de la « ligne verte ».

Poète et portraitiste

Au-delà de l'intérêt purement artistique des tableaux plus anciens rémis, ces toiles permettent une impressionnante plongée dans l'histoire du « Mont-Liban ». Même le grand seigneur druze Walid Joublatt, accessoirement chef de milice, a prêté ses portraits de famille. Moins grandiloquents, mais mieux connus des collectionneurs occidentaux contemporains, sont les aquarelles sur toile de Chafic Abboud (né en 1926), les paysages ou les natures mortes d'Amine El Facha (né en 1932) et les eaux-fortes d'Assadour (né en 1943). Des artistes de la génération précédente, comme Georges Corm (1896-1971), lui-même fils du portraitiste Dawoud Corm, ou bien Manoukian Farouk (1901-1957) ou Omar Ossi (1901-1969) bénéficient d'une cote grandissante.

L'art et l'histoire, assez bien répartis dans cette exposition de deux cent cinquante œuvres de soixante-dix signatures, se retrouvent naturellement dans l'œuvre picturale du plus célèbre poète arabe du Liban, Ghébran Khalil Ghébran (1883-1931). Immigré aux Etats-Unis, il devint un auteur chrétien exaltant Mahomet et un portraitiste très prisé. On lui doit aussi des aquarelles ou des huiles à l'Odilon Redon. Et une superbe *Autoportrait à la muse* (1911), l'un des clous de l'exposition de l'IMA. Regrettions que ne soient pas également montrés les plans de l'opéra libanais réalisé, qu'il dessina pour Beyrouth avec deux dames semblables « symbolisant l'harmonie entre christianisme et islamisme ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

► Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75006 Paris. Tous les jours (sauf le lundi), de 13 heures à 20 heures. Jusqu'au 5 novembre. Le clous de l'exposition de l'IMA, Regrettions que ne soient pas également montrés les plans de l'opéra libanais réalisé, qu'il dessina pour Beyrouth avec deux dames semblables « symbolisant l'harmonie entre christianisme et islamisme ».

Les expositions continuent au Centre Beaubourg. — En dépit de la grève du personnel d'entretien du Centre Pompidou, qui a entraîné sa fermeture « pour des raisons de sécurité », le public, annonce la direction, peut visiter les expositions temporaires Bram Van Velde, « L'invention d'un art » et Carlo Molino (entrée rue du Renard).

L'ouverture générale du Centre aura lieu dès que l'entreprise (chargée jusqu'au 2 novembre du nettoyage et dont le personnel est en grève) sera en mesure de rétablir, comme l'exige le président du Centre, les conditions de propreté, d'hygiène et de sécurité indispensables au fonctionnement normal de l'établissement.

VENTES

Le goût de l'argent

Il y a soixante ans, le 24 octobre 1929, Wall Street s'effondrait. Il faudra attendre les années de guerre pour que l'économie américaine redémarrât et que son symbole, le billet vert, retrouve sa vigueur. Jamais dans l'histoire d'une nation, l'identification d'un peuple avec sa monnaie n'aura été aussi forte.

L'an dernier, James et Fred Hill, à l'occasion de l'inauguration de leur galerie à New-York, avaient eu l'idée d'exposer une soixantaine d'œuvres de « Money Painters » des années 1870 à 1930. Parmi ces artistes dont la spécialité était la représentation des monnaies « yankee » en trompe-l'œil, un Américain d'origine française : Victor Dubreuil. Sa popularité est encore loin d'égaliser celle de John Haberle, dont *Imitation*, une des œuvres alors exposées, est estimée à près de 2 millions de dollars. Trois fois plus qu'il y a deux ans.

Le privilège de l'alchimiste

Si Victor Dubreuil entame aujourd'hui une carrière posthume aux Etats-Unis, ses toiles remplies de billets demeurent inconnues de ce côté de l'Atlantique. Et pour cause. Ce genre de peinture reste une spécialité américaine, perpétuée dans les années 1960 par Andy Warhol et ses fameux *Dollars*. La France, elle, n'a jamais développé cette forme « artistique ». Sans doute en raison des rapports difficiles que l'art et l'argent entretiennent dans notre pays. Pourtant, que voit-on sur nos billets de banque : un musicien, Debussy, un peintre, Delacroix, des philosophes, Montesquieu ou Pascal. Une manière de rappeler que notre culture vaut de l'or ?

Eriger l'argent en œuvre d'art, ne serait pour nous qu'une provocation du plus mauvais goût. L'étude parisienne Hoebaux-Couturier en a fait récemment l'expérience. Un artiste lui avait proposé d'inclure dans sa vente de sculptures un de ses blocs en plexiglas. Seuls les deux billets placés aux deux extrémités étaient vrais. Le commissaire-priseur a refusé. Selon lui, cet objet ne relevait que du gadget.

ALICE SEDAR

PATHE MARIGNAN CONCORDE — PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES — MIRAMAR 7 PARNASSIENS — PARAMOUNT OPÉRA — REX — PATHE HAUTEFEUILLE — FORUM HORIZON GAUMONT ALÉSIA — FAUVETTES — GAUMONT CONVENTION — 14 JUILLET — BEAUGRENELLE — PATHE WEPLER — LES NATIONS — UGC LYON BASTILLE

Telle que vous ne l'avez jamais vue.

la
RÉVOLUTION
française

LES ANNÉES LU MIÈRE

CULTURE

MUSIQUES

« Mystère de l'instant » d'Henri Dutilleux

Un chef-d'œuvre presque clandestin s'ajoute à la collection de Paul Sacher

Il faut de fins limiers pour déceler certaines créations : tandis qu'à Paris les nouveautés s'annoncent à son de trompe pendant trois semaines, et finalement ne sont pas toujours au rendez-vous... à Zurich on ignore, de manière rafraîchissante, l'usage des communications de presse. Et quand l'auteur est d'une modestie de violette...

On devrait pourtant espionner davantage l'action de Paul Sacher : le chef d'orchestre suisse, qui possède la plus belle collection qui soit de manuscrits musicaux contemporains (de Stravinski à Boulez), ne dort pas sur ses trésors comme Fausto. Voici plus de cinquante ans qu'il commande des œuvres à de grands musiciens, avec beaucoup de succès (1).

A quatre-vingt-trois ans il n'a pas perdu cette bonne habitude, et c'est à lui qu'on doit le nouveau chef-d'œuvre d'Henri Dutilleux qu'un hasard propice (une lettre quasi repue sur le quel d'une gare) m'a permis, par un périple imprévu, de connaître, dimanche, dès sa venue au monde.

Mystère de l'instant est le premier mot du titre s'identifie avec toute sa musique, le second paraît étranger à un personnage aussi étranger et « secondaire ». Mais, au lieu de tisser de longs développements sur un principe monothématique ou des variations, comme naguère, Dutilleux capte ici le moment fugitif, l'impression fulgurante et poétique, l'instant unique, comme Debussy dans certains *Préludes*.

Cette œuvre pour vingt-quatre cordes, cymbalum et percussions, qui dure quinze minutes, ne compte pas moins de dix séquences qu'il faut se garder de chercher à reconnaître à l'audition, tant elles sont de longueurs diverses (de deux minutes à quelques secondes) ; mais leurs titres éclairent un peu la route : *Appels, Primes, Espaces lointains, Litanies, Soliloques, Métamorphoses* sur le nom de Sacher, etc.

« Les idées sont énoncées telles qu'elles se présentent, sans allusion à ce qui précède ou ce qui va suivre », écrit Dutilleux, et pourtant l'œuvre a l'unité d'une tunique sans couture, tant l'écriture est parfaite, la nature du musicien suprêmement élégante et intégrée.

Cela commence dans les plis d'un rêve avec des violons en harmoniques qui glissent vers l'aigu, un vent qui rode dans la plaine des cordes graves, avec quelques touches de cymbalum suspendues et de tam-tam. Les Echos traversent la trame soyeuse où un trait descendant de cymbalum (instrument populaire longirois à cordes frappées) jette une lueur inquiétante.

Les échelonnements de cordes divisées diffèrent la couleur dans des *Primes*, tandis que des unissons de velours tapissent les *Espaces lointains*. Dans *Litanies* on note, d'abord au cymbalum, comme un rappel inconscient de cette spirale mélancolique s'élevant comme une fusée dans le ciel, qui est une signature de Dutilleux depuis si longtemps : le « cri du loup », qui serre le cœur.

C'est toute la partition qu'il faudrait suivre pas à pas, jusqu'à ces *Métamorphoses* sur le nom de Sacher, mystérieuses et violentes, avant l'apaisement puis l'embrasement final en vagues serrées de plus en plus denses, d'un lyrisme plus intense d'être si prodigieusement maîtrisé.

Une partition magique où l'orchestre à cordes est comme une démultiplication, sans nulle déperdition, de l'essence même du quatuor, tandis que, comme dans la *Musique pour cordes* de Bartok, le cymbalum et la discrète percussion introduisent la touche de couleur parfaite qui achève le chef-d'œuvre, l'image symbolique de l'« instant » et de son mystère.

Dans la belle salle de la Tonhalle dominée par l'orgue doré de Jean Guillou, Paul Sacher et les excellents musiciens du Collegium Musicum, enthousiasmés par la partition, irradiant la beauté de ces pages qui furent longtemps acclamées par les bords Zurichois.

JACQUES LONCHAMPT

Des extraits de cette œuvre seront présentés sur France-Culture, à Musicomania, jeudi 26 octobre, entre 15 h 30 et 17 h 30.

(1) Plus de cent commandes à Bartok (*Musique pour cordes*, *Sonate pour deux pianos*, *Divergence*), Hooftier (*Deuxième et Quatrième Symphonies*), Stravinski, Strauss, Martin, Hindemith, Berio, Tippett, Rihm, etc.

THÉÂTRE

Saint-Jean-d'Acre

l'utopie aujourd'hui

Dans la ville des croisés, un festival rêve au rapprochement des Juifs et des Arabes

SAINT-JEAN-D'ACRE

de notre envoyée spéciale

A Saint-Jean-d'Acre le ciel est d'un bleu chromé, celui de la Méditerranée un peu plus soutenu. Le calme de la mer est presque inquiétant. On imagine l'éblouissement des croisés découvrant ce paradis.

La foule est énorme parce qu'il fait beau, que c'est les vacances, parce que dans les rues et les cryptes, les jardins, et au pied des murailles, dans une multitude de lieux plus beaux les uns que les autres, il y a un festival de théâtre consacré aux auteurs israéliens qui traitent des problèmes d'aujourd'hui. Ils sont nombreux, puisque l'on compte une vingtaine de spectacles correspondant à ces critères, plus quelques autres, comme *Hamlet* ou la trame française des *Plasticiens Volants*, qui ont trébuché dans la nuit des dragons ondulants, des godzillas pacifiques.

Spectateurs acharnés

Selon le directeur du festival, Eran Baniel, le théâtre de rue est censé mêler, tout au moins rapprocher, les populations juives et arabes qui habitent la ville. Quand on arrive de l'extérieur, on est déjà tellement déboussolé qu'il est impossible de se rendre compte si la tentative de fraternisation est susceptible ou non de réussir. De toute façon, les spectacles sont donnés en hébreu sans traduction arabe. Une troupe arabe de Jérusalem a été invitée. Enfin, comme dans tous les festivals du monde, le public est surtout composé de spectateurs acharnés, qui viennent spécialement à Saint-Jean-d'Acre. Puis des gens en vacances avec leurs enfants agglutinés devant les acrobates, les saltimbanques et les chanteurs.

A cause de la foule, du soleil, des architectures historiques, on pourrait se croire du côté d'Avignon, mais l'esprit serait plutôt celui de Nancy à la grande époque : le côté hors institution bévoisé sinon militant, et cette façon de croire dur comme fer à la « prise de conscience par le théâtre ». Là-bas, mieux vaut ne laisser perdre aucun sujet d'espoir.

Les spectacles israéliens traitent de façon plus ou moins directe de la situation présente. S'ils reviennent sur l'horreur du passé, c'est en évitant le pathétique, comme dans cette comédie musicale qui mêle l'histoire de deux acteurs de music-hall, le fils et le père disparu. Le spectacle est proche des conceptions de Peter Brook, par la manière de peupler l'espace de souvenirs, de faire raconter toute une histoire aux objets les plus banals.

D'une façon générale, les acteurs ont un jeu direct, physique, compréhensible à celui des Américains, en moins maniériste, mais avec une énergie au moins aussi rude. On l'a vu avec cet *Hamlet*, d'ailleurs mis en scène par une New-Yorkaise qui enseigne pendant la moitié de l'année en Israël. Représentation magnifique dans un endroit évidemment unique, une crypte très haute, aux voûtes larges, gracieuses, avec une acoustique qui permet de parler sans élever la voix, si bien que les accès de violence prennent une force terrible. Ainsi la dispute entre Hamlet et sa mère. Il fallait bien que le metteur en scène soit une femme pour porter l'affrontement à une telle incandescence.

Là encore, le dépeuplement est de règle. Les questions d'économie défont le style, qui n'a rien de pauvre. Qui est au contraire flamboyant, à l'intensité des acteurs. Un spectacle qui devrait voyager et être vu, même en hébreu, qui n'est pas une langue si courante.

COLETTE GODARD

Le retour d'Ivan Lins

En 1970, Elis Regina met sur toutes les lèvres une drôle de petite chanson, entre le jazz et la samba, facile à écouter, facile à répéter. *Madalena* est alors le premier tube d'un jeune compositeur de Rio, Ivan Lins. Bien d'autres suivront.

Errance carrière que celle de ce pianiste brésilien, auteur de quatorze albums dont les titres parlent, composés pour la plupart en collaboration avec le parolier Vitor Martins, ont été repris par des interprètes aussi fameux que Simone, Elis Regina, Nana Caymmi, Milton Nascimento, Djavan ou Beth Carvalho, et qui a réussi à fidéliser un public de fans, sans jamais atteindre la stature de « poète populaire », étiquette que les Brésiliens aiment accolée à leurs chanteurs les plus doux. Peut-être ne savait-il pas retrouver la saveur de ses propres compositions quand il les interprétait. Son style, trop

simple, simpliste, excluait tout frisson poétique.

C'est vers l'Amérique qu'Ivan Lins va se tourner pour affirmer ses dons d'interprète et d'arrangeur. En 1987, il joue avec le groupe de jazz The Crusaders, compose deux titres pour leur album « *Life in the modern world* » et rencontre le producteur Stewart Levine qui le convainc de chanter en anglais. En 1988, sort « *Love dance* », où l'on découvre avec surprise un Ivan Lins rénové, excellent chanteur, aux accents mélangés d'Al Jareau et de Milton Nascimento. Son enthousiasme trouve enfin une texture émotionnelle capable de l'envolopper.

VERONIQUE MORTAIGNE
Mercredi 25 octobre, 20 h 30, au New Morning. Albums : « *Love Dance* », WEA. « *Junto* », Philips, dist. Dan.

EN BREF

Deux directeurs de la danse à l'Opéra de Paris. — MM. Patrice Bart et Eugène Poliakoff, actuellement maîtres de ballet de l'Opéra de Paris, ont été chargés par le président de l'établissement, M. Pierre Bergé, d'exercer les fonctions de directeur. Cette décision intervient, précise un communiqué, « devant la situation préoccupante que connaît aujourd'hui le Ballet de l'Opéra de Paris du fait de l'absence du directeur de la danse et dans l'incertitude qui pèse sur les relations futures avec Rudolf Noureïev ».

Philippe Van Kessel à la tête du Théâtre national de Belgique. — Philippe van Kessel a été désigné, lundi 23 octobre, pour remplacer Jean-Claude Dronot à la tête du Théâtre national de Belgique. Agé de quarante-trois ans, Philippe van Kessel, actuellement directeur de l'Atelier Sainte-Anne de Bruxelles, prendra ses fonctions en juin 1990 pour une période de quatre ans. — (Corresp.)

Galerie RAMBERT
4, r. des Beaux-Arts, 75006 Paris
Tél. : 43 29 34 90

«dollar magique»
ISIA LEVIANT
Jusqu'au 28 octobre

DANSE
CHATELAIN
DU 24 AU 28 OCT 20 H 45
DIM. 29 A 15 H
TRISHA BROWN
DANCE COMPANY USA
VEN. 27 ET SAM. 28 OCT 18 H 30
CHRISTINE BASTIN
BLESS
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

ATHENEE
LOUIS JOUVET
EBERHARDT ISABELLE
FRANCOISE MERLE
IRINA DALLE
47.42.67.27
AGENCES FNAC CROUS 3615 BILLETTEL

ATHENEE
LOUIS JOUVET
TITUS ANDRONICUS
SHAKESPEARE
DANIEL MESGUICH
47.42.67.27
AGENCES FNAC CROUS 3615 BILLETTEL

ŒDIPÉ ET LES OISEAUX



SOMKLE
ARISTOPHANE
CHARTREUX

NANTERRE AMANDIERS

à partir du 3 octobre en alternance :
ŒDIPÉ TYRAN et ŒDIPÉA COLONE
de SOPHOCLE, traduction Bernard CHARTREUX
mise en scène Jean-Pierre VINCENT

LOCATION OUVERTE : Tél. 47.21.18.81
de 12 h à 19 h du mardi au samedi
3 FNAC, Billel, Minitel 3615 code COM21

Avec le soutien du Conseil Général des Hauts de Seine et de la Mairie de Nanterre

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELAIN Théâtre municipal de Paris Mardi 25 Vendredi 27 12 h 45 (s.a. Valenciennes) Monsieur	PARO-LAURENT AIMARD Violon KATAIEVA 2 Piano G. LIGETI Coproducteur Festival d'Automne à Paris
CHATELAIN Théâtre municipal de Paris Lundi 30 20 h 30 12 h 45 (s.a. Valenciennes) Monsieur	NEL GOTKOVSKY Violon IVAR GOTKOVSKY Piano MOZART, PROKOFIEV PHILHARMONIE TCHÈQUE Dir. Václav NEUMANN SNETANA TCHAKOVSKI DVORAK
CHATELAIN Théâtre municipal de Paris Lundi 30 20 h 30 12 h 45 (s.a. Valenciennes) Monsieur	J.-B. FOURNIER PRODUCTIONS Piano : CAROLINE SAGEMAN CHOPIN/DEBUSSY RAVEL/FAURE
CHATELAIN Théâtre municipal de Paris Lundi 30 20 h 30 12 h 45 (s.a. Valenciennes) Monsieur	MARIONNETTES DE SALZBOURG 40 Représentations La Fête Enchantée Les Heures de Figue La Chanson-Sortie Les Contes d'Hoffmann Location ouverte

ORCHESTRE
DE
PARIS
Société des Concerts du Conservatoire
Directeur Musical Stéphane Bichkov
Directeur Général Pierre Vachinsky
SALLE PLEYEL 20 H 30
8, 9 novembre
Serge Baudo, direction
Luben Yordanoff, violon
BERLIOZ
Beverly Seltzer, Overture
GLAZUNOV
Concerto pour violon
DVORAK
Symphonie N° 7
RENSEIGNEMENTS - LOCATION
SALLE PLEYEL : 43 60 79 96

42 62 59 49
JARDIN D'HIVER
THEATRE OUVERT
LE
BOURICHON
de
Joël Jouanneau
Chaque samedi à 20 h 30, au Jardin d'Hiver, 10 rue de la Harpe, Paris 5^e. Billets : 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100.

26 Jeudi 26 octobre, 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Orchestre National de France DAG (création) - Mozart - Dvořák Yael Naim, soprano Rudolf Buchta, piano Direction : Wolfgang Dörner	7 Mardi 7 novembre, 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Orchestre National de France Orchestre Philharmonique de Radio France Grieg - Ravel V. Espinoza - A.-M. Blumenthal J. Lormeau - S. Alcorno - E. Palacios Direction : Marin Marais
27 Vendredi 27 octobre, 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Orchestre Philharmonique de Radio France Elgar - Dvořák Michele Melley, violoncelle Direction : Franz Welser-Moest	8 Mardi 8 novembre, 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Orchestre Philharmonique de Radio France Salle Debussy - Chœur de la Pléiade de Nord
29 Dimanche 29 octobre, 20 h 30 Studio 105 de Radio France Franz Liszt - Jean Sibelius Le Trio à Boyen - Fifth Avenue Le Louvet de Concours de Piano de Paris	9 Jeudi 9 novembre, 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Salle Debussy, piano Boulez - Hindemith Franz - Beethoven
30 Lundi 30 octobre, 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Orchestre Philharmonique de Radio France Coulé (création) - Dvořák - Liszt Catherine Cornu, piano Jean-Claude Penzance, piano Françoise Kötter, soprano Armand Amar, corrette-basse Frédéric Sédal, contrebasse/vclon Direction : Michel Szwed	10 Vendredi 10 novembre, 20 h 30 Salle Pleyel - Prestige de la Musique Michel Cresto, piano Charles Schreier, piano Schubert - Brahms
5 Dimanche 5 novembre, 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Franz Liszt - Jean Sibelius Le Trio à Boyen - Fifth Avenue Le Louvet de Concours de Piano de Paris	13 Lundi 13 novembre, 20 h 30 Château Orchestre National de France Direction : Louis Moreau

Location 14 jours à l'avance
RADIO FRANCE
11, DES CHAMPS-ÉLYSÉES 47.20.32.37
SALLE PLEYEL 43.60.79.96
CHATELAIN 42.62.59.49
Locations par téléphone
RADIO FRANCE 42.30.22.08
PASTEL 42.33.42.00

سنة ١٤١٠ هـ

AGENDA

CARNET DU MONDE

Avis de messes

Un service religieux à la mémoire de

général d'armée
Jean FAVREAU,
ancien gouverneur militaire de Paris,
et commandant
de la 1^{re} région militaire

sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides, le mercredi 29 octobre, à 18 h 30.

En souvenir de

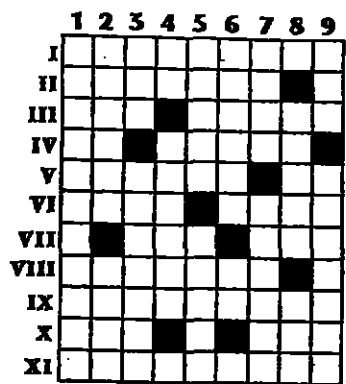
Henri LARIVÉ

et pour le cinquième anniversaire de son rappel à Dieu, une messe sera célébrée à son intention le jeudi 26 octobre 1989, à 19 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris-18^e.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
42-47-85-03

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5116



VERTICALEMENT

1. Met les mains sur des bras.
2. Propose aux soulevements.
3. Récompense celui qui n'hésite pas à frapper fort. Dont on peut supposer qu'il n'ont pas mangé le morceau.
4. Qui est donc resté en tête. Rend utiles des abris.
5. Tombe de haut. S'expose à être dominé.
6. A beaucoup compté pour des gens du voyage. Note.
7. Est plein d'eau. Conduit à mal se conduire.
8. Fut sans doute souvent au creux de la vague. Sans dessous dessus.
9. La belle époque. S'expriment en brayant.

HORIZONTALEMENT

- I. Très amer pour des pères.
- II. Aller vers la retraite.
- III. Devient grand avec le temps. Pour elle, certains n'hésitent pas à se servir d'un pistolet.
- IV. Qui est donc à l'origine d'une perte de poids. Susceptible de stimuler le goût.
- V. Vidéo parce qu'ayant peut-être trop à remplir. Source de clarté.
- VI. Avoir des choses à dire. Possessif.
- VII. Dans le Sahara. Se fait entendre.
- VIII. Un qui cherche à faire bonne figure.
- IX. Participent à des transformations.
- X. Direction. Envoie au patras.
- XI. Qui ont une destination précise.

Solution du problème n° 5115

Horizontalement

- I. Littoral.
- II. Anoues.
- III. Rôties ; ci.
- IV. Ru ; Leitha.
- V. Oies ; sus.
- VI. Nets ; tapa.
- VII. Laie.
- VIII. Carte ; la.
- IX. Huis ; coin.
- X. Lacérés.
- XI. Ueers ; ère.

Verticalement

1. Larron ; chou.
2. Inouïe ; su.
3. Tôt ; stérile.
4. Tulles ; tsar.
5. Orée ; L6 ; ca.
6. Résistance.
7. As ; tui ; dra.
8. Chapelier.
9. Dia ; anes.

GUY BROUTY

CAMPUS

L'établissement dans son environnement

Un colloque organisé par l'Association des enseignants et chercheurs en sciences de l'éducation, les 21 et 22 octobre, à la Sorbonne, a permis la rencontre de plusieurs centaines de chercheurs et d'acteurs « de terrain », parmi lesquels de nombreux professeurs de collège et professeurs de lycée. Thème des débats : « L'établissement d'enseignement général et professionnel et ses nouvelles relations avec l'environnement ».

Deux tables rondes portant sur les enjeux politiques de l'établissement et sur le rôle des élus locaux encadrèrent des ateliers sur le partenariat, l'animation d'un projet d'établissement, les effets pédagogiques de l'autonomie ou encore les procédures d'évaluation. La décentralisation, le développement des expériences d'accompagnement de la carte scolaire, l'évolution, enfin, de la commande politique en matière d'éducation — amener tous les élèves le plus loin possible, — obligent à prendre davantage en compte la dimension locale. A accepter, par exemple, l'idée que si à profil social et scolaire égal l'impact de l'établissement fréquenté — collège ou lycée — a un effet important sur la scolarité d'un élève, son orientation et ses performances, alors s'impose la mise en place d'une évaluation rigoureuse à destination des enseignants, mais aussi des familles et des élus. Mais comment s'y prendre ? Les modèles de référence manquant, et l'établissement scolaire n'est pas une entreprise comme les autres. Quels outils forger ? Peut-on trouver à l'extérieur, et notamment dans le monde des entreprises, de quoi alimenter la réflexion et l'action ? Toutes ces interrogations seront reprises lors de réunions régionales qui permettront de les confronter à des observations concrètes dans des établissements.

C. G.

★ AECSE, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

La géographie et les jeunes

Dans le cadre des « Etats généraux de la culture scientifique et technique », l'association Lire pour comprendre organise deux journées de rencontres, les 27 et 28 novembre, au Palais de la découverte à Paris, sur la géographie telle qu'elle est présente aux jeunes, tant dans le cadre scolaire qu'ailleurs.

★ Lire pour comprendre, 6, avenue de France, 91300 Massy. Tél. : (1) 69-20-31-17.

Psychologie de l'enfant

L'institut européen pour le développement des potenti-

ités de tous les enfants organise un colloque, les 9 et 10 décembre, à la Sorbonne. Des psychologues et des éducateurs traiteront de l'éducation des jeunes enfants, du multilinguisme, de la construction des connaissances, de l'acquisition du langage, de la prévention de l'échec scolaire et de l'illettrisme.

★ IEDPE, 72, rue de l'Est, 92100 Boulogne.

Interrompue pendant les vacances de la Toussaint, la rubrique quotidienne « Campus » reprendra le lundi 6 novembre (le Monde daté mardi 7).

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-jour. Signification des symboles : ▶ Signifié dans « le Monde radio-télévision ». □ Film à vision. On peut voir à la télévision. Ne pas manquer si n'a pas été dit à la télévision ou à la radio.

Mardi 24 octobre

TF 1

- 20.35 Cinéma : le Moustachu II. Film français de Dominique Chautou (1987). A voir, à la rigueur pour Jean Rochefort.
- 22.15 Magazine : Ciel, mon mardi !
- 23.45 Journal et Métro.
- 0.05 Série : Mésaventures.
- 0.35 Série : Intrigues.
- 1.00 TF 1 nuit.
- 1.25 Flash d'informations.

A 2

- 20.40 Cinéma : Je sais rien mais je dirai tout II. Film français de Pierre Richard (1973). Avec Comédie antique dont les gags sont tirés d'une contestation scolaire et un peu vachards.
- 22.00 Flash d'informations.
- 22.05 Magazine : Stars à la barre.
- 23.30 Quand je serai grand.
- Invité : Claude Bar.
- 23.35 Informations : 24 heures sur la 2.
- 23.55 Météo.
- 0.00 Séances secondaires.
- 0.30 Séances, cinéma.

FR 3

- 20.35 Téléfilm : Adieu l'ami (2^e partie).
- 22.15 Journal et Métro.
- 22.40 Télévision régionale.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : les Enfants du silence II. Film américain de Randa Haines (1988).

Flash d'informations.

- 22.30 Cinéma : Arizona junior II. Film américain de Joel Coen (1988) (v.o.).
- 0.05 Cinéma : La chose à deux têtes II. Film américain de Lee Frost (1972).
- 1.30 Téléfilm : Mourir à Ibarra.

LA 5

- 20.40 Cinéma : Conan le destructeur II. Film américain de Richard Fleischer (1984). Une suite — inédite à la télévision — de Conan le barbare, qui se signale surtout par sa violence et un humour involontaire.
- 22.30 Magazine : Normades.
- Journal de nuit.
- 0.05 L'inspecteur Derrick (rediff.).
- 1.05 Feuilleton : La guerre des insectes.

M 6

- 20.30 Série : Les Jurons de la Révolution. La balade de Mirabeau, de Claude Farello, d'après Michel Durefour.
- 22.10 Magazine : Ciné 6.
- 22.30 Cinéma : Hercule se déchaîne II. Film italo-français de Gianfranco Parolini (1982). Avec Brad Harris, Serge Gainsbourg, Brigitte Corry.
- Le mythe d'Hercule bat un peu de l'âge mais il voit voir Gainsbourg en tuteur !
- 0.05 Six minutes d'informations.
- 0.10 Musique : Boulv'rock'n hard.
- 1.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 20.30 Documentaire : L'amour en France. De Daniel Karlin et Tony Lainé.

Mercredi 25 octobre

Dessin animé : Kimbo.

- 20.05 Jeux : Le classe.
- 20.35 ▶ Magazine : Thalassa. La 50^e édition de Georges Pernoud. Escalade à Alexandrie, Arverne, Capri, Horta, Ile de Mozambique, Ile de Robinson Crusoe, Ile de la Tortue, Monaco, Pondichéry, Rio de Janeiro, Saint-Pierre de Martinique, Suzhou, Tanguay, Valparaiso (en direct du Parlement européen).

Journal et Métro.

- 22.35 Magazine : Océaniques. Les heures chaudes de Montpessier, de Jean-Michel Drot. 5. Enquête sur Modigliani. Cinéma : Le bar du téléphone. II. Film français de Claude Berdois (1980). Avec Daniel Duval, François Pélissier, Georges Wilson. Règlements de compte dans la page entre un jeune tueur solitaire et le clan de deux frères. Etonnante interprétation de Daniel Duval.
- 0.55 Musiques, musique.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Le manoir de la peur.
- 15.00 Série : Mister Gun.
- 15.05 Magazine : Contact.
- 15.40 Téléfilm : L'orgueil d'un homme.
- 17.25 Cabou Cadin.
- Kissy fur ; Batman ; Les savants fous.

En clair jusqu'à 21.00

- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
- 18.30 Top 50.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- Invité : Philippe Monnet.
- 21.00 Cinéma : Ada dans la jungle. II. Film français de Gérard Zingg (1988). Avec Richard Bohringer, Isach de Bankolé, Victoria Abril.
- En 1942, la nana d'un lord anglais à l'article de la mort est chargée par celui-ci de retrouver le fils qu'il a abandonné dans la jungle vingt ans plus tôt. Comédie délectable. Cela manque un peu de rythme mais on peut y trouver de l'agréable.

- 22.25 Flash d'informations.
- 22.35 Cinéma : L'as de cœur. II. Film américain de Hal Needham (1983).
- 0.05 Cinéma : La novice. II. Film franco-italien d'Alberto Lattuada (1980). Avec Françoise Pelt, Jean-Paul Belmondo, Marcello Girotti.
- 1.30 Téléfilm : Coupable d'innocence.

LA 5

- 13.30 Série : Baratta.
- 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
- 15.30 Série : Kung fu.
- 16.30 Série : Arnold et Willy.
- 16.55 Dessins animés.
- Magazine : En route pour l'aventure.

Audience TV du 23 octobre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
18 h 22	86.1	Santa Barbara	Bandes sonores	Actual. région.	Nuits part.	Happy Days	Magnus
		25.0	2.2	18.6	2.8	3.6	2.8
19 h 45	86.2	Rien ne sert de courir	Début	19-20 info	Nuits part.	Bar zéro	Magnus
		28.7	8.3	10.8	4.6	2.4	4.8
20 h 16	72.2	Journal	Journal	La classe	Nuits part.	Journal	M ⁶ nuit
		25.4	16.7	12.6	3.0	6.4	6.4
20 h 55	71.9	Passe café	Grand défilé	La vieille fille	La petite Anie	Justicier nocturne	Coffres des héros
		20.8	14.3	13.2	3.1	12.5	7.9
22 h 8	88.6	Méditation	Grand défilé	Publicité	Lundi sport	Justicier nocturne	Coffres des héros
		18.1	14.2	5.4	0.9	12.2	7.3
22 h 44	36.9	Méditation	Grand défilé	Océaniques	Lundi sport	Metlock II	Messager vocal
		20.4	10.6	1.6	0.7	2.9	1.5

- 22.25 Film d'animation : Les cartes postales.
- 22.30 Série : L'esprit des lois (4).
- 23.30 Danse : Histoire du soldat. Ballet de Jiri Kylan, musique d'Igor Stravinski.
- 0.30 Documentaire : Igor Stravinski.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.07 De vous à moi.
- 20.30 Concert (donné le 20 octobre, salle Pleyel) : Symphonie n° 104 en ré majeur, de Haydn ; Lieder eines fahrenden Gesellen, de Heibel ; Alceste, de Berlioz ; L'opéra de la nuit, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Bruno Weil ; etc. ; Bo Joje Stokhus (baryton).
- 22.30 La galerie des traditions.
- 23.07 Club d'archives. Hommage à André Navarra. Œuvres de Brahms, Lalo, Bach, Saint-Saëns, Fauré, Bloch.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Le rythme et la raison. Claude Le Jeune, le précurseur de la Renaissance. 2. La nouvelle alliance de la poésie et de la musique.
- 20.30 Archipel médecine. Dossier : Mère et nourrisson, une psychothérapie est-elle possible ?
- 21.30 Le métré (rediff.).
- 22.40 Nuits magnétiques. Maghreb, femmes en ethnologie.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

- 18.00 Dessins animés.
- 18.50 Journal Images.
- 19.00 Série : Happy days.
- 19.30 Le bar des ministères.
- 20.00 Journal.
- 20.40 Série : Sur les lieux du crime. L'invité ennemi, de Hajo Glas. Une attaque qui tourne mal... Série : La loi de Los Angeles.
- 22.25 Magazine : Réussites.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 L'inspecteur Derrick (rediff.).
- 1.05 Feuilleton : La guerre des insectes.

M 6

- 13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.45 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
- 14.35 Magazine : Roxanne Roll. Avec Pass time à 14.40, 15.50, 16.05.
- 15.00 Jeu : Zep 6.
- 17.05 Roxanne Roll (suite).
- 17.10 Série : L'homme de fer.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 18.35 Série : Mariés, deux enfants.
- 19.00 Série : Magnum.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Téléfilm : Le jeu de la mort. Quand un paranoïaque est victime d'un chantage.
- 22.00 Les années coup de cœur.
- 22.30 Documentaire : Les chemins de la guerre. 6. L'URSS.
- 23.20 Six minutes d'informations.
- 23.25 Top of the pops.
- 0.05 Variétés : Fréquentstar.
- 1.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 18.30 Documentaire : L'amour en France. De Daniel Karlin et Tony Lainé.
- 17.30 Cinéma : Voyage surprise II. Film français de Pierre Prévert (1946). Avec Sinéï, Annette Poivre, Jacques-Henry Duval. Court métrage.
- 18.20 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films.
- 18.30 Documentaire : Préfaces. D'André S. Labarthe.
- 20.30 Feuilleton : Moravagine (4^e épisode). De Philippe Pélard.
- 21.30 Feuilleton : La vengeance d'une orpheline russe (9^e et 10^e épisodes). De Jean-Christophe Averty.
- 22.00 Magazine : Imagines.
- 22.30 Documentaire : Jazz à Paris.
- 23.30 Théâtre : Crime et châtiment. D'après Dostoevski.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux) : Requiem, de Gounod ; Récit de l'office des Ténébres du samedi saint, de Gesualdo, par l'ensemble vocal européen de la Chapelle royale, dir. Philippe Herreweghe.
- 23.07 Jazz-club. En direct du club Les Deux-Saints-Germain, à Paris : le pianiste Tommy Flanagan, avec George Mraz (contrebasse) et Kenny Washington (batterie).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
- 22.00 Communautés des radios publiques de langue française.
- 22.40 Nuits magnétiques. Maghreb, femmes en ethnologie.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

IC: LA MEILLEURE RAISON DE FONCER SUR LES PERIPHERIQUES.

Tous les périphériques Apple et même les plus étonnants sont à votre disposition dans les Apple Center IC.

Ils vont dans le sens du progrès Apple. Ils vous permettront donc d'élargir et d'améliorer considérablement les services et les performances de votre équipement Macintosh.

Pour en savoir plus, téléphonez-nous, ou foncez directement jusqu'à l'Apple Center IC Beaubourg, 26 rue du Renard : un complexe Apple de près de 1000 m², présentant tout l'univers Macintosh, 50 mètres linéaires de logiciels et aussi un département Location.

Vous y rencontrerez des professionnels capables de répondre à toutes vos questions sur Apple.

Il existe aussi l'Apple Center IC Place Vendôme dédié aux grands comptes : un département ingénierie, des démonstrations de liaisons grands systèmes, des conférences et, ainsi qu'à Beaubourg des sessions de formation au plus haut niveau.

10 ans d'Apple, ça compte.

C'est pourquoi les Apple Center International Computer se doivent de procurer à leurs clients le meilleur en matière d'informatique et de service. Disponibilité, prix, conseil et sourire de 10 h à 19 h. Et même à 18 h 55. Appelez-nous ou venez nous voir, nous vous donnerons d'excellentes raisons de fonder sur les périphériques.

(1) 42 72 26 26



APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL (1) 42 86 90 90

+ IC MARSEILLE SA 64 ET 94 AVENUE DU PRADO 13006 MARSEILLE TEL 91 37 25 03

BILLET

Peugeot,
un avertissement

Sept semaines de grève pour arracher à Peugeot des concessions salariales somme toute modestes : les grévistes de Mulhouse et de Sochaux n'ont pas réussi, comme ils se promettaient d'y parvenir, à faire plier M. Jacques Calvet, le PDG de PSA. En revanche, tout au long de leur grève, les syndicats ont fait apparaître au grand jour la difficulté, pour une firme telle que Peugeot, de poursuivre la course à la productivité sans modifier sa politique sociale et salariale. L'avertissement sera sans doute entendu par plus d'un chef d'entreprise.

Cette grève, il faut aussi la reconnaître, a également mis en relief la dualité d'une politique sociale aux allures parfois archaïques avec la juxtaposition de secteurs de production traditionnels, grands pourvoyeurs de grévistes, et de sales ateliers modernes robotisés. On ne peut moderniser l'industrie automobile par un coup de baguette magique, explique-t-on chez PSA. Les syndicats, eux, rétorquent que la cohésion sociale est aussi un gage d'efficacité économique. Le débat ne date pas d'hier, mais il se pose en termes nouveaux. Quant à l'archaïsme, il est apparu notamment dans l'utilisation systématique des cadres contre les grévistes, mais on l'a aussi décelé dans l'obstination à ne pas négocier dont Peugeot a fait preuve avant d'être contraint d'engager un réel dialogue. Pour cela, il aura fallu la désignation d'un conciliateur par le gouvernement... après plus de quatre semaines de conflit.

Certes, la focalisation du conflit autour de la personnalité de M. Calvet n'a pu que renforcer la fermeté de PSA. On peut tout de même douter de l'argumentation de la direction selon laquelle l'ouverture plus rapide de négociations risquait de déboucher sur un conflit généralisé à propos des salaires. Les syndicats, s'ils ne sont pas non plus parvenus à donner un caractère méfioritaire à leur mouvement, pourront au moins se consoler en constatant que ce conflit est, chez Peugeot, le premier qui se termine avec des résultats concrets — quoique limités — en matière salariale.

J.M.N.

INSOLITE

Exotisme
londonien

Où les ventes hors taxes sont-elles la plus élevées ? C'est sur l'aéroport d'Honolulu, où le chiffre d'affaires s'est élevé à 460 millions de dollars en 1988 (2,835 milliards de francs). Mais l'activité des boutiques hors taxes n'est pas le privilège des destinations exotiques, puisque Londres-Honolulu, avec 220 millions de dollars, coiffe Hongkong (215 millions) pour la deuxième place. De plus, les aéroports ne représentent que 37,8 % des 12 milliards de dollars des ventes hors taxes de 1988 (les avions 8 %, et les ferries 10 %) si l'on en croit M. Jean Chermay, président du Salon Tax Free International qui se tient actuellement à Cannes. En revanche, la nature des ventes est sans surprise : en tête viennent liquors, vins et spiritueux pour 3,5 milliards de dollars, puis les parfums pour 2,7 milliards, et les tabacs pour 2,7 milliards.

Après l'OPA lancée par la Compagnie financière Paribas

La compagnie de Navigation mixte
prépare sa contre-attaque

Pas de trêve sur le front financier, où les grandes manœuvres se poursuivent : après la Compagnie financière de Suez qui, en août dernier, avait lancé une OPA sur la Compagnie industrielle de M. Jean-Marc Vernes, et sa filiale d'assurances Victoire, c'est la Compagnie finan-

L'OPA lancée lundi 23 octobre par Paribas sur la Mixte, tout le monde l'attendait plus ou moins depuis que la compagnie de la rue d'Antin avait entrepris de pénétrer progressivement dans le capital de la Mixte, dont le PDG, M. Marc Fournier, ripostait en déclarant, par achat en Bourse, une contre-offensive, acquérant à son tour environ 5 % du capital de l'attaquant. Les dirigeants de Paribas, qui avaient des « conversations » avec M. Fournier, ne se souciaient guère de voir surgir un nouvel actionnaire dont le pourcentage dépasserait celui de tous les autres (5 %). Pendant le week-end, les quinze membres du conseil d'administration de Paribas décident de brasser les choses. « Nous voulions acquiescer une position stable dans la Mixte, et nous souhaitons le faire dans une ambiance amicale. Mais, suivant certaines déclarations, la Mixte veut aller jusqu'à 10 % de notre capital. C'est ce qui nous a amenés à passer au stade actuel », a déclaré lundi devant la presse le PDG, M. Michel François-Poncet.

Ce stade, on le sait, consiste pour Paribas, qui a déjà acheté 18,7 % de la Mixte depuis l'été, à vouloir porter sa participation à 66,7 % se réservant de prendre tout ou partie des actions présentées au-delà de ce pourcentage ou de n'en acquiescer aucune, procédure très peu utilisée jusqu'à maintenant, et de ne pas donner suite à son offre (1 850 francs par titre ou trois actions Paribas en échange d'une action Mixte) si moins de 55 % du capital était recueilli.

Le financement de l'opération (11 à 12 milliards de francs en sus des 3,7 milliards déjà dépensés) ? « Nous avons déjà réuni 3,3 milliards de fonds propres l'été dernier par augmentation de capital, notre autofinancement est de 4 milliards de francs, nos bénéfices vont doubler en deux ans, et Paribas n'est pas endetté », a expliqué M. François-Poncet. Sa justification ? « Paribas désire grandir, et la Mixte est une opportunité ». Effectivement, actuellement au vingt-troisième rang mondial avec 63 milliards de francs d'actifs gérés, Paribas, toujours selon son PDG, veut se placer dans le peloton des quinze premiers groupes bancaires et financiers dans le monde pour faire bonne figure dans l'Europe de 1993 et pour résister à la montée en puissance des énormes banques japonaises.

Une réaction
à Suez

Quant à l'opportunité, elle serait « aveuglante » puisque le portefeuille industriel de la Mixte est « très voisin du nôtre ». Au surplus, la Mixte ne vaut-elle pas, selon son PDG, 25 milliards de francs dont 11,5 milliards de francs de trésorerie ?

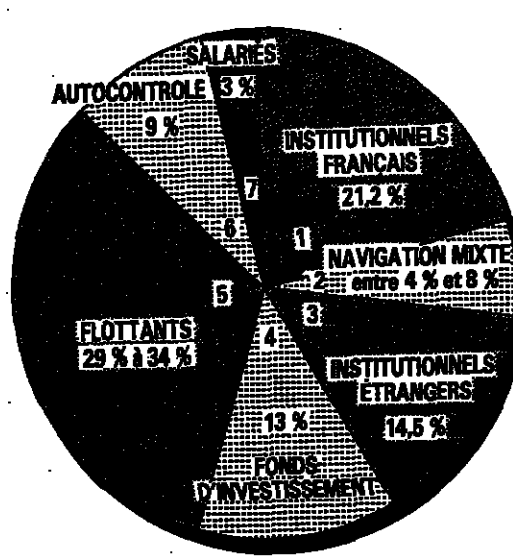
An-déjà de ces considérations techniques, il n'est pas interdit de penser que, chez Paribas, on a assisté sans plaisir à la rapide montée en puissance du vieux rival, Suez, désormais gérant de la Société générale de Belgique,

numéro un du pays, et tout récemment du groupe d'assurances Victoire-Colonia, désormais numéro deux français avec ses 50 milliards de francs de primes annuelles. Certains se faisaient même un malin plaisir de comparer le patron de Suez, M. Renaud de La Genière, « une révélation », à celui de Paribas, M. Michel François-Poncet. M. Jacques de Fouchier, son prédécesseur à la tête de Paribas de 1969 à 1978, en dit pis que pendre, pour avoir commis le crime inexplicable d'oser succéder, en juillet 1986, à son oncle, M. Jean-Yves Haberer.

Sous peine de se voir taxer d'immobilisme, les dirigeants du groupe Paribas, vraisemblablement talonnés par leurs collaborateurs plus jeunes, se devaient de « faire quelque chose ». Réussiront-ils ? Les jours et les mois qui vont suivre risquent d'être particulièrement intéressants. Quelle sera la réaction de M. Fournier ? Il va certainement le battre le rappel de ses alliés : le Crédit lyonnais, avec son président, M. Haberer (le roi de France vengera-t-il les insultes faites au duc d'Orléans qu'il était auparavant ?), la Société générale, et d'autres encore, au premier rang desquels le géant allemand Allianz, qui vient de racheter 50 % des compagnies d'assurances de la Mixte et plus de 5 % de son capital avec l'engagement de la soutenir contre tout assaut.

FRANÇOIS RENARD
Lire la suite page 31

Paribas : un actionnariat très élargi



Détail par secteur :

1. Institutionnels français	2. Institutionnels étrangers
AXA 5 %	KIA 3 %
AXA IARD 5 %	SUMITOMO 3,2 %
CP 2,5 %	PARGESA 5 %
AGF 2,1 %	COMIT 1,5 %
GAN 1 %	CEVIT 1,1 %
AUTRES 5,8 %	HABISA 0,7 %
4. Fonds d'investissement	5. Flottant
Etrangers 8 %	dont 14 %
France 5 %	de petits porteurs d'origine
6. Autocontrôle	
Cie BANCAIRE 7 %	
COBEPA 2 %	

Le jugeant incompatible avec les règles de concurrence de la CEE

La Commission de Bruxelles condamne l'accord entre Air France et Air Inter

L'accord de coopération — dit accord de desserte croisée — conclu voici un an entre Air France et Air Inter devra être modifié. Ses dispositions financières sont jugées incompatibles avec les règles de concurrence de la CEE. Tel est le sens de la lettre que la Commission européenne s'apprête à adresser aux deux compagnies.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Air France et Air Inter faisaient valoir à la Commission que leur coopération entraînait une augmentation du nombre de dessertes et la mise en place de nouveaux tarifs. La Commission leur répond qu'il

n'est pas pour autant évident que les utilisateurs tirent un avantage appréciable de la situation ainsi créée.

Les nouveaux barèmes sont fixés en effet de manière très rigide, si bien que chacune des deux compagnies perd la liberté de pratiquer les tarifs qu'elle estime appropriés. Pas question ainsi pour Air Inter de généraliser sur les courtes destinations européennes qui lui sont ouvertes les prix bas qu'elle propose à ses passagers sur les lignes intérieures.

La concurrence par les prix est d'autant plus absente que les deux compagnies ont décidé de mettre en commun leurs recettes sur les lignes concernées par l'accord. Selon les services bruxellois, cette clause limite la concurrence puisqu'elle interdit d'exploiter les lignes en question de façon véritablement indépendante.

Il semble que la Commission de Bruxelles veuille adopter une attitude plus bienveillante sur les deux autres dossiers controversés concernant les transports aériens français. Le plus sensible résulte du refus du gouvernement français d'accorder à la compagnie privée UTA des droits de trafic sur les lignes européennes ou sur celles à destination des États-Unis. UTA a déposé une plainte auprès de la Commission et menace de porter le litige devant la Cour de justice européenne de Luxembourg si la Commission n'oblige pas Paris à laisser jouer la concurrence.

Se donner du temps

M. Léon Brittan, vice-président britannique de la Commission, était tenté de répondre favorablement à cette requête et d'utiliser à cette fin l'article 90 du traité de

Rome qui permet à la Commission d'adopter des directives visant à faire respecter un minimum de concurrence lorsque les autorités nationales accordent des droits exclusifs à leurs entreprises. M. Karel Van Miert, son collègue chargé de la politique des transports, est, pour sa part, peu enclin à utiliser de tels grands moyens. Selon lui, faire appel à l'article 90 ne peut qu'indisposer Paris et rendre plus difficile le débat entre les Douze sur le second train de propositions de la Commission visant à davantage libéraliser les transports aériens. M. Brittan, qui a évoqué ce dossier en dînant avec M. Michel Rocard la semaine passée, a, apparemment, choisi d'adopter une attitude modérée et de donner du temps aux Français — Etat et compagnies — pour remodeler leur « paysage aérien ».

Le second dossier examiné à Bruxelles, à la suite d'une plainte d'un administrateur d'Air Inter, a trait à la minorité de blocage acquise récemment par Air France et par UTA dans le capital de la compagnie intérieure. Là aussi, M. Van Miert estime que ces problèmes de fusion, de participation croisée entre compagnies ont tout avantage à être traités dans le cadre des débats sur les propositions de la commission.

La balle est désormais en France : comment le gouvernement français va-t-il réagir à ce coup de semonce de Bruxelles ? M. Michel Delebarre, ministre des transports, mettra-t-il en œuvre les mesures audacieuses annoncées il y a un an ? Air France et Air Inter acceptent-elles d'adapter leur accord dans le sens souhaité par la commission ?

PHILIPPE LEMAITRE

Impasse totale dans le conflit des finances

M. Rocard dénonce
les « demandes excessives »

Les agents des finances ont rejeté massivement, à 95 % selon les résultats partiels des votes en assemblées générales tenues aux fédérations le 23 octobre, les propositions faites, vendredi, par M. Bérégovoy. Selon la CFDT, à la direction générale des impôts, les quarante-huit départements recensés ont reconduit la grève. Au Trésor, seules cinq directions sur quarante ont voté la reprise du travail, et aux Douanes, sept directions sur vingt-sept ont arrêté la grève. Alors que les fédérations devaient se réunir mardi, FO se déclarait « disponible à tout moment » pour reprendre les négocia-

tions, et la CGT appelait à deux journées nationales d'action, mercredi et jeudi.

Intervenant lundi à l'Assemblée nationale, M. Michel Rocard a estimé que le gouvernement « ne peut accepter des demandes excessives qui deviendraient vite insupportables à notre économie ». « Pierre Bérégovoy, a ajouté le premier ministre, à l'issue d'une négociation longue et loyale, est allé au bout de ce qui est possible. Les propositions ultimes du gouvernement sont actuellement soumises aux personnels et tous ne les rejettent pas ».

Le coût des propositions de M. Bérégovoy

Le conflit qui, au ministère de l'économie et des finances, dure depuis cinq mois et oppose des dizaines de milliers de fonctionnaires à l'Etat patron est grave pour plusieurs raisons.

La première qui vient à l'esprit est évidemment son coût. Depuis la proposition faite par M. Bérégovoy début septembre, des concessions importantes ont été faites aux grévistes. Elles ont pris la forme de 315 francs par mois. L'essentiel (250 francs) sera versé au titre de la technicité, c'est-à-dire en reconnaissance d'une qualification jusqu'à maintenant insuffisamment rémunérée. Seuls les agents en exercice en bénéficieront, mais cette prime devrait partiellement être prise en compte dans les calculs des retraites, ce qui à terme est un autre avantage important accordé aux fonctionnaires des finances, avantage qui pourrait être lourd de conséquences. Aux 250 francs s'ajouteront 65 francs justifiés par l'actualisation de primes diverses et anciennes. On est très « primé » aux finances.

Le coût pour l'Etat de ces dernières concessions est important puisqu'il touche pratiquement les cent quatre-vingt mille agents du ministère des finances : 325 millions d'ici à la fin de l'année, auxquels vont s'ajouter 270 millions de crédits supplémentaires de fonctionnement (matériel, modernisation des installations), soit 600 millions qui vont venir s'ajouter aux dépenses publiques de cette année.

On ne retrouvera pas exactement ces sommes ni dans la loi de finances rectificative de fin d'année ni dans le budget de 1990, d'une part, parce que certains crédits ne sont pas votés et qu'ils dépendent directement du rendement des redressements fiscaux — mais oui ! — d'autre part, parce que les 260 millions de crédits de fonctionnement qui améliorent les conditions de travail des agents des finances sont déjà inscrits dans le projet de budget pour 1990, actuellement en discussion à l'Assemblée.

Aux 315 francs par mois, mesure spécifiquement financière, s'ajoutent les 100 francs de prime de

croissance dont bénéficient tous les fonctionnaires. Soit au total 415 francs par mois. L'avancée est importante pour des salaires dont les plus bas à la direction des impôts sont de 5700 francs. Le problème est maintenant de savoir si — après les instituteurs, les professeurs, les infirmières, les gendarmes, les policiers, les militaires, les contrôleurs aériens — d'autres catégories de fonctionnaires ne vont pas demander leur dû, ou ce qu'ils imaginent être leur dû, au-delà des avantages spécifiques accordés à certaines professions, la seule réponse claire apportée par MM. Rocard et Bérégovoy aux revendications du secteur public étant celle du pacte de croissance.

Le risque d'un dérapage est réel puisque, au fil des mois, on s'aperçoit que certaines professions contestent les choix faits par le gouvernement en faveur de telle ou telle profession, et en revendiquant à leur tour, manifestent leur volonté de rétablir l'égalité ou la différence. Cela est particulièrement net dans les conflits des impôts, les agents du fisc n'ayant dans leur ensemble pas admis les mesures de revalorisation prises en faveur des instituteurs.

Non seulement l'autorité de l'Etat est ébranlée par de telles contestations qui ne prennent pas toujours les formes respectueuses de la démocratie, mais elles bloquent le fonctionnement de la machine publique : on ne dédouane plus toutes les marchandises qui attendent, les actes notariés ne sont plus validés (notamment les actes de ventes de logements, des terrains), l'Etat n'estampille plus les bijoux, ce qui gêne considérablement les joailliers.

Tout cela est assez grave pour être souligné. Comme est grave le fait que la TVA ne rentre plus — ou mal — dans les caisses d'un Etat forcé d'émettre un fort supplément de bons du Trésor sur le marché afin d'assurer sa trésorerie.

Mais la hausse des taux à très court terme qui est en train de se produire est beaucoup moins importante que la dégradation de l'image de l'Etat qui va résulter en France et à l'étranger de la poursuite de tensions sociales apparemment sans solution satisfaisante.

ALAIN VERNHOLES

ÉCONOMIE

SOCIAL

La reprise du travail à Mulhouse et à Sochaux

Les syndicats de Peugeot tirent un bilan mitigé du conflit

Le travail a repris normalement, mardi 24 octobre, à l'usine de Peugeot de Mulhouse. En revanche, malgré le vote de lundi, cent cinquante à deux cents ouvriers de Sochaux manifestaient en fin de matinée, certains d'entre eux ayant été changés de poste par la direction.

La CGT aurait préféré mardi. Finalement, c'est le lundi 23 octobre que la reprise du travail a été votée (à main levée) par les grévistes de l'usine Peugeot de Sochaux. Celle-ci est devenue effective mardi matin, mais, insistent les syndicats en reprenant une formule usuelle, il s'agit d'une « suspension » du mouvement. « Ce n'est que partie remise, les salariés sont en position de redémarrer. S'ils ont arrêté la grève, ce n'est que pour des raisons strictement financières », dit-on à la CGT. « Les syndicats sortent renforcés de ce conflit. Ici, personne n'est dégoûté de la grève », renchérit la CFDT.

Contrairement à Mulhouse, où le travail a également repris mardi, l'ambiance était sereine lundi à Sochaux, où l'on se félicitait d'avoir préservé l'unité syndicale et mis un terme au mouvement avant que celui-ci ne se désagrège totalement. « Pour 1 500 balles, on est toujours là ! », ont longuement scandé les grévistes dans le réfectoire avant de défilier une dernière fois dans les rues de Montbéliard.

A l'heure des bilans, les grévistes sont malgré tout déçus des résultats de leur action. Les propositions de la direction ont surtout été sensibles pour les plus bas salaires

(rémunération minimum portée de 5 000 F à 5 400 F, les salaires situés au-delà de 6 000 F obtenant un « plus » très limité). Cependant ces acquis ne sont pas totalement négligeables. Ainsi, l'intéressement (de 1 000 à 3 000 francs par an et par salarié au titre de 1988) devrait sensiblement progresser en 1989, puisqu'il ne sera plus plafonné. En outre, il sera calculé sur 2,5 % du bénéfice net et non plus 2 % (FO et la CFDT ont décidé, lundi à Paris, de signer l'accord que leur proposait sur ce point la direction). A cela s'ajoute l'augmentation des primes dans le troisième mois et l'attribution aux grévistes de la prime de 500 francs pour le lancement de la 605.

Au-delà de ces mesures, les relations sociales chez Peugeot vont-elles évoluer ? Les syndicats sont pessimistes. Les discussions salariales qui se noueront dans les mois qui viennent fourniront un premier test. La direction souhaiterait-elle vraiment jouer le jeu de la concertation ? Les syndicats « réformistes » pourraient-ils se dégoûter de l'emprise de la CGT ?

Pour sa part, l'état-major de Peugeot se dit déterminé à tirer certains enseignements de ce conflit, qui a fait « perdre » à la firme plus de 50 000 véhicules. S'il n'est pas question de remettre en question la politique salariale du groupe et, encore moins, de se lancer dans une vaste autocratie, la direction veut « passer l'éponge » et mettre à plat avec les établissements concernés ce qui peut être amélioré. Avenue de la Grande-Armée, au siège social du constructeur, on rappelle non sans véhémence que les quelque 8 milliards de profits réalisés l'an passé

« sont restés dans l'entreprise, où ils ont été réinvestis ».

En ce qui les concerne, les syndicats se disent persuadés de s'être forgé une nouvelle légitimité à travers ce conflit. Certes, ils sont apparus en phase avec leur base, mais l'intransigeance de la direction a souvent mis en difficulté la CFDT, la CFDT ou FO. Quant à la CGT — désavouée lors de l'évacuation de la forge — et son mot d'ordre fétiche d'une augmentation de 1 500 francs, elle fait comme si le conflit n'était pas terminé. Son bureau confédéral organise jeudi 26 octobre une manifestation nationale « de solidarité aux salariés en lutte ».

JEAN-MICHEL NORMAND

Prime Computer
licencie
2 500 personnes

Prime Computer, qui s'était jeté dans les bras de la firme new-yorkaise d'investissement J.H. Whitney and Co pour échapper à une OPA hostile de l'entreprise MAI Basic, a annoncé lundi 23 octobre le licenciement de 2 500 personnes, soit 8 % de ses effectifs. Cette mesure vise à restaurer la santé du groupe de Boston affecté par dix mois de lutte contre la prise de contrôle de MAI et à réduire la dette de 1 milliard de dollars qu'elle a engendrée.

Les frais occasionnés par ce sauvetage, cumulé au marasme des ventes de micro-ordinateurs — produits-phares de l'entreprise — ont fait plonger Prime dans le rouge : au premier trimestre, elle affichait une perte de 14,4 millions de dollars (90 millions de francs) et de 19 millions de dollars (120 millions de francs) au second. — (AFP.)

Le projet de loi contre l'exclusion

Le gouvernement crée l'équivalent d'un RMI pour les jeunes

Dans le projet de loi favorisant la lutte contre l'exclusion professionnelle, adopté le 13 octobre en première lecture par l'Assemblée nationale, le gouvernement prévoit un certain nombre de mesures pour les jeunes.

La plus importante, à peine esquissée par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, lors de sa présentation devant les députés, concerne la création d'un fonds spécial, mais à la disposition des missions locales pour accorder « une aide temporaire destinée à permettre des transitions et (...) à faire face à des situations d'urgence ».

Ce fonds devrait être financé « sur la base d'une parité » par les collectivités locales et l'Etat, qui devrait consacrer 180 millions de francs de crédits. Il servira au sou-

tien de 80 000 jeunes, pendant des périodes de trois mois renouvelables, un peu sur les modèles du revenu minimum d'insertion (RMI) dont les moins de vingt-cinq ans avaient été exclus.

Depuis, on s'est aperçu que de nombreux jeunes se retrouvaient sans ressources à la fin d'un stage, d'un TUC ou d'un stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) et que leur situation était préoccupante. Le nouveau dispositif est donc conçu pour « apporter aux jeunes en situation d'exclusion le coup de pouce indispensable pour redémarrer un itinéraire d'insertion ». Il interviendrait entre deux phases de stage, par exemple, étant entendu, a précisé le ministre, que « son attribution sera liée à la définition d'un projet avec le jeune ».

Ce fonds pour un RMI-jeunes sera, outre originalité, un instrument confié aux missions locales qui bénéficieront d'un droit de tirage. Celles-ci, au passage, seront d'ailleurs réorganisées après la remise au ministre du travail d'un rapport rédigé à sa demande par M. Bernard Hasto, Les liens avec les services de l'Etat seront renforcés et un Conseil national des missions locales sera créé pour « développer une véritable politique d'animation et d'évaluation concertée de ce réseau ». Les 105 missions déjà existantes devraient être complétées par 50 nouvelles et 18 sont déjà réaménagées.

Dans le même ordre d'idées, le projet de loi propose des moyens pour développer l'activité des associations intermédiaires, au nombre de 500, et qui sont destinées à l'insertion professionnelle des chômeurs de longue durée, depuis leur création par M. Philippe Seguin. Désormais, les associations intermédiaires profiteront d'une simplification du régime d'exonération des charges sociales et, surtout, leurs salariés pourront être employés jusqu'à 750 heures par an.

EN BREF

754 licenciements à la Laiterie de Roubaix. — Un plan de restructuration a été officiellement annoncé, le lundi 23 octobre, par la direction de la Laiterie de Roubaix du groupe VEV Provost. Spécialisé dans le fil industriel et à trier, cette entreprise a enregistré une baisse d'activité de 50 % en trois ans. Sur un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, les pertes s'élevaient à 130 millions en 1988 et 250 millions cette année. Ce plan de restructuration sera le troisième en dix-huit mois pour cette entreprise qui emploie 2 108 personnes actuellement.

Semaine de 35 heures : les ouvriers de Rolls-Royce et de British Aerospace votent la grève. — Pour obtenir la réduction de la durée du travail de 39 à 35 heures, à la demande de leurs syndicats, les ouvriers des groupes aéronautiques britanniques Rolls-Royce et British

Aerospace ont approuvé le principe d'une grève. 8 805 travailleurs se sont prononcés pour la grève et 7 376 contre. La Confédération des syndicats de la construction navale et de l'ingénierie et la fédération de quatorze syndicats, à l'origine du mouvement, ont donné une semaine de délai aux deux sociétés avant de déclencher leur action. La dernière réduction du temps du travail date de 1979.

RVI-Aunoy : les grévistes acceptent une « reprise technique ». — Pour permettre à l'expert nommé par le tribunal de Privas (Ardèche) d'observer leurs conditions de travail, les grévistes de l'usine RVI d'Aunoy ont accepté, le lundi 23 octobre, de reprendre le travail. Qualifiée de « reprise technique » par les syndicats CGT, CFDT et FO, cette décision fait suite à un vote intervenu

vendredi. Les cent dix sondeurs en grève depuis le 11 septembre ayant conditionné leur retour au travail de la renonciation aux sanctions. Lundi matin, la direction s'engageait par écrit sur ce point et le travail reprenait à 14 heures. L'expert, nommé le 13 octobre, devrait passer dans les ateliers sous les trois jours.

Poursuite de la grève à la Caisse régionale d'assurance-maladie de Nancy. — Le mouvement de grève commencé le 5 octobre à la caisse régionale d'assurance-maladie de Nancy a été reconduit, le lundi 23 octobre, par l'assemblée générale des 600 salariés. Une centaine de personnes, essentiellement des cadres, ont repris le travail après avoir débouillé les portes verrouillées par les grévistes. Un médiateur a été nommé par le préfet de Meurthe-et-Moselle.

Le Monde
DE
L'ÉDUCATION

Au sommaire du numéro d'octobre :

Enquête

ORTHOGRAPHE : LE DOSSIER DU DÉBAT

Réformer l'orthographe ? On en parle depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui, la polémique rebondit entre les partisans et les ennemis d'une simplification. Plusieurs pays, déjà, ont rajouté leur langue écrite ; la France suivra-t-elle ? A l'heure où les passions se déchaînent, le Monde de l'éducation présente les vrais enjeux du débat.

RENTÉE 89 : LA RUÉE SUR LES UNIVERSITÉS

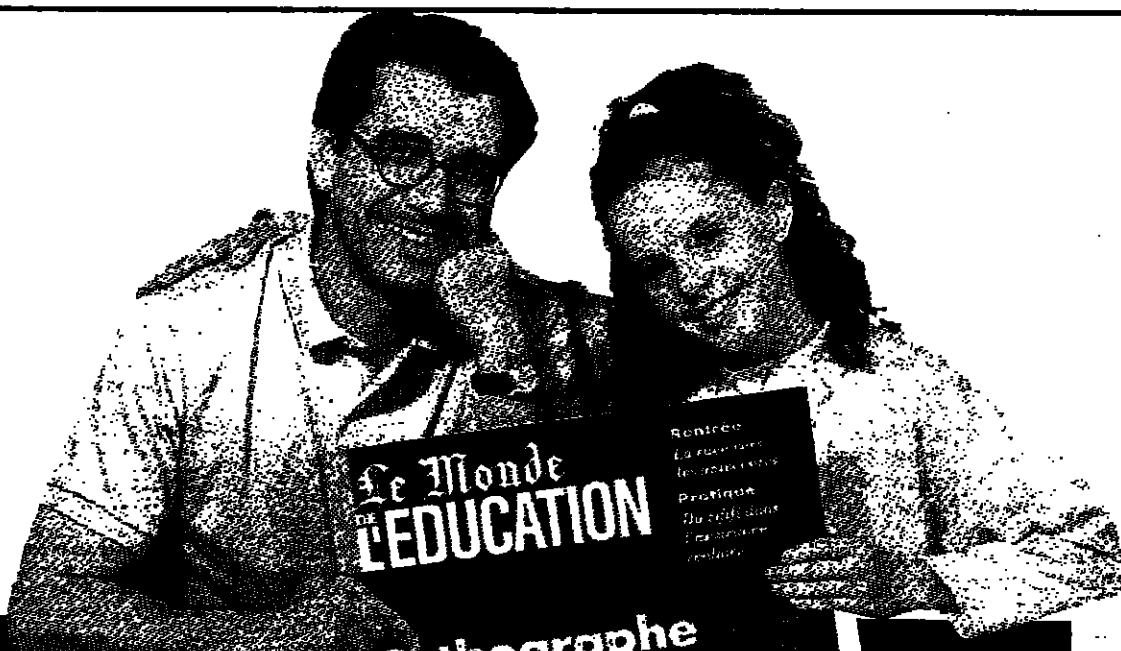
33 000 bacheliers supplémentaires en 1989 : les universités s'attendent à être prises d'assaut. Pourtant leurs capacités d'accueil restent limitées. Un réel effort d'amélioration est entrepris mais suffira-t-il à écarter les dangers qui pèsent sur cette rentrée 89 ?

PRATIQUE : DU RIFI DANS L'ASSURANCE SCOLAIRE

C'est la guerre sur le marché de l'assurance scolaire. Le Monde de l'éducation vous aide à vous retrouver dans ce maquis.

CULTURE : LES PERFORMANCES DES ENFANTS ACTEURS

Des cinéastes racontent leur expérience des enfants acteurs. A lire d'urgence par tous ceux qui aiment le cinéma et les enfants.



Orthographe
le dossier du débat

Le Monde
DE
L'ÉDUCATION
POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR

Numéro d'octobre 1989 - En vente chez votre marchand de journaux. 17 F

لغة من اللغة

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Toyota envisage d'investir massivement en Afrique du Sud

Toyota Afrique du Sud envisage d'investir 1 milliard de rands (2,3 milliards de francs) dans le pays au cours des cinq prochaines années, dans le cadre d'un projet de production de moteurs, a indiqué lundi 23 octobre un porte-parole de la société. Dans une première phase, la firme japonaise investira 55 millions de rands dans la province du Natal, pour produire notamment des moteurs quatre cylindres de la série Y.

Toyota tend à consacrer 200 millions de rands à la modernisation des usines et 190 millions de rands aux équipements destinés à augmenter la part de pièces fabriquées localement.

Toyota South Africa, seul constructeur automobile sud-africain coté à la Bourse de Johannesburg, a été fondé par Albert West en 1961 et l'actionnariat reste majoritairement familial. — (AFP.)

Les déclarations de M. Ruting à Paris

Le ministre néerlandais des finances voit dans le G 7 « un directorat autoproclamé »

De passage à Paris, M. Onno Ruting, ministre des finances des Pays-Bas, a vivement critiqué, lundi 23 octobre, le groupe des Sept (1), « un directorat auto-proclamé » et s'est déclaré « très heureux de la situation actuelle au sein du SME ».

Depuis longtemps les Pays-Bas critiquent, par la voix de leur ministre des finances, M. Onno Ruting, le principe des rencontres du groupe des Sept. Réunissant les principales puissances industrielles, le groupe exclut plusieurs États qui, malgré leur taille plus réduite, participent pleinement à la

coopération économique internationale.

Les critiques de M. Ruting se sont avérées depuis que, conséquence de la réunion des Sept à Washington, le 23 septembre dernier, l'Europe s'est engagée, à l'initiative de la RFA, dans une vague de hausse des taux d'intérêt. Le ministre néerlandais a ainsi déclaré, le 23 octobre à Paris, que le groupe des Sept est « un directorat auto-proclamé », qui n'a pas reçu mandat de la part des organismes internationaux ; il redoute donc que la « discussion sur la réforme du système monétaire international ait lieu au G7, risquant d'affaiblir les institutions multilatérales ». M. Ruting ne

manque pas de remarquer que le G7 prétend parler au nom de l'ensemble des pays industrialisés.

An cours du Sommet de Paris, M. Mitterrand ne s'est-il pas exprimé en temps qu'hôte des pays industrialisés ? Des États tels que les Pays-Bas, la Suisse, la Suède, la Belgique, l'Autriche ou l'Australie et d'autres ne sont-ils pas sollicités pour intervenir lors des interventions concertées sur les marchés des changes décidées lors de réunions des Sept ?

Le ministre des finances des Pays-Bas, qui est également président du comité intermédiaire du Fonds monétaire international, se garde bien de critiquer le principe de la coopération économique dessinée par les sept, et la plupart des résultats obtenus. « Je ne suis pas anti-G7 », tient-il à préciser, mais il faudrait que celui-ci « reçoive mandat de la part des organismes internationaux ».

Par ailleurs, M. Ruting ne peut comprendre comment la RFA peut revendiquer simultanément une réévaluation du mark et une augmentation des taux d'intérêt. Il s'affirme « très heureux de la situation actuelle du SME » dans lequel le florin néerlandais fait partie des monnaies fortes, et ne désire en aucun cas une modification des parités, souhaitée par la RFA. De toutes façons, estime M. Ruting, « les conversations publiques à ce sujet vont à l'encontre de l'esprit de coopération ».

Pour que la valeur du dollar diminue significativement — ce que souhaite M. Ruting — la solution réside dans la diminution des taux d'intérêt américains, qu'il estime possible « bientôt ».

F. L.

(1) Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, RFA.

Dépôt de bilan historique en Finlande

Les chantiers navals Wärtsilä déclarent forfait

HELSINKI

de notre envoyée spéciale

D'ici peu, les habitants d'Helsinki ne verront plus se construire en plein cœur de leur ville les grands paquebots de croisière des chantiers navals de Wärtsilä Marine. Ceux-ci ont en effet mis la clé sous la porte le lundi 23 octobre. Il s'agit du plus grand dépôt de bilan industriel de la Finlande.

Constructeur de car-ferris, de paquebots de croisière, de pétroliers arctiques, de navires brise-glace, Wärtsilä Marine, qui emploie 6 000 personnes (et plus de 20 000 indirectement si l'on inclut la sous-traitance), a accumulé des pertes de l'ordre de 2 milliards de marks finlandais (1) pour un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de marks environ.

Devant l'ampleur de ce trou financier, les principaux actionnaires de l'entreprise ont déclaré forfait. A savoir, le conglomérat industriel Valmet (leader mondial des machines à papier), qui possède 30 % du capital de Wärtsilä Marine, et l'État finlandais (10 %), qui, depuis août dernier, avait accordé sa garantie à l'entreprise si les pertes dépassaient 700 millions de marks. Les autres actionnaires sont deux fonds de retraite (22 %), l'Union Bank of Finland (19 %) et le groupe Wärtsilä (19 %).

Confrontés à la baisse du marché soviétique, le groupe avait accepté des commandes à des prix trop bas. Ses coûts de main-d'œuvre s'élevaient alors en raison d'un recours de plus en plus important à la sous-traitance. Wärtsilä a actuel-

lement en commande cinq navires de croisière et six pétroliers arctiques.

Ce dépôt de bilan ne devrait pas affecter les autres filiales du groupe Wärtsilä (dont le principal actionnaire est l'Union Bank of Finland) : Wärtsilä Diesel appartenant pour 42,8 % à la société française Alpi, premier constructeur mondial de moteurs diesel marins ; Wärtsilä Security, fabricant de serrures en tous genres — dont les clés-cartes plastiques Vanguard, — qui a repris les activités sécuritaires de la firme Zeiss ; Wärtsilä Sanitec, fabricant de sanitaires, Wärtsilä Design (arts de la table) et CIMTEC (robots industriels).

ANNE KAHN

(1) 1 mark finlandais = 1,48 franc français environ.

FINANCES

La Compagnie de Navigation Mixte prépare sa contre-attaque

Suite de la page 29

Allianz ? C'est un grand ami de Paribas. « Nous sommes en totale communauté de vues avec l'accord pour le rachat des assurances de la Mixte qui nous est très favorable », a déclaré M. François Poncet. De là à soupçonner Paribas de vouloir, en cas de succès de son OPA, vendre à Allianz l'autre moitié des assurances en échange de sa neutralité, il y a un pas que certains franchissent un peu vite. Le groupe Paribas pourra peut-être compter sur le soutien des Assurances générales de France (AGF), dont le président, M. Michel Albert est son administrateur et qui a acheté récemment environ 8,5 % du capital de la Mixte, excellente opération finan-

cière dans tous les cas de figure, pour le groupe public d'assurances. Restent les SICAV du Crédit Agricole qui détiennent 9 % de la Mixte et devront se déterminer : vendre en empochant près de 2 milliards de francs, échanger, ou ne pas bouger du tout. Leurs gérants seront confrontés, alors, au dilemme bien connu : toucher le jackpot sur des titres qui valaient encore 1 200 F il y a un mois en les gardant au risque de voir baisser leur cours si l'OPA échoue. Après le minikrach boursier de la semaine dernière, certains se demandent s'il ne vaut pas mieux prendre son argent et ne pas se brouiller avec le groupe Paribas, même si celui-ci n'a pas que des amis... loin de là.

FRANÇOIS RENARD

REPÈRES

BANQUES CENTRALES Nouveaux gouverneurs en Algérie et au Maroc

Les banques centrales marocaine et algérienne ont changé de gouverneur. M. Mohamed Selkat a été nommé lundi 23 octobre, par le roi Hassan II, à la tête de la Bank Al Maghrib, l'institut d'émission marocain. Il conserve les fonctions de secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), ensemble qui regroupe le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et le Libye. Six jours auparavant, Alger avait annoncé la nomination de M. Hadj Nasser à la direction de la banque centrale algérienne.

COMMERCE INTERNATIONAL Désaccord entre les États-Unis et la CEE sur les services

Les États-Unis et la Communauté européenne ne parviennent pas à faire coïncider leur approche de la libéralisation du commerce des services, actuellement négociée dans le cadre du GATT. Les premiers ont en effet proposé, lundi 23 octobre à Genève, la conclusion d'un accord cadre de portée générale, complété par des arrangements sectoriels spécifiques qui ne seraient contraignants que pour les seuls pays signataires. Les porte-parole de la CEE à Genève, M. Jonathan Scholes, a rappelé le désir de la Communauté de parvenir à un accord global, sans limitation géographique ni sectorielle. Les États-Unis ont déjà fait savoir il y a quelques semaines qu'ils anticipeaient l'absence de la libéralisation des services certains domaines jugés sensibles pour leur sécurité.

JAPON Réformes en vue du système de distribution

Un comité destiné à promouvoir des réformes structurelles au Japon a été constitué, lundi 23 octobre, par un groupe de conseillers du premier ministre Toshiki Kaifu. Cette désignation fait suite à des pressions de plus en plus insistantes de la part des États-Unis qui estiment que des problèmes structurels dans le système de distribution japonais font entrave au développement des exportations américaines.

La BFCE émet en octobre 1989 1,5 milliard de francs d'obligations à taux fixe avec la garantie de l'Etat

MONTANT DES OBLIGATIONS	5 000 francs
PRIX DE L'ÉMISSION	97,73 % soit 4886,50 francs par obligation
TAUX D'INTÉRÊT	8,60 % l'an, avec premier coupon payable le 7 novembre 1990
RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS	6 novembre 1989
JOISSANCE	7 novembre 1989
DURÉE	6 ans 1 jour
AMORTISSEMENT NORMAL	au pair le 7 novembre 1995
AMORTISSEMENT ANTICIPÉ	possible par rachats en bourse
TAUX DE REMBourseMENT ACTUEL	9,10 % au règlement
ASSIMILATION	à partir du 8 janvier 1990, à l'émission 8,60 % d'octobre 1988

Une fiche d'information (via COB n°89-461 du 18 octobre 1989) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE 21, bd Haussmann 75009 Paris. Info de 25 octobre 1989. L'émission sera close sans préavis.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

Univers professionnels, univers privés, opinions, privilèges... pour dépasser les stéréotypes

Mais que cache vraiment cette grande différence ?

F. de Singly - C. Thélot

GENS DU PRIVÉ

GENS DU PUBLIC

125 F

Dunod

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

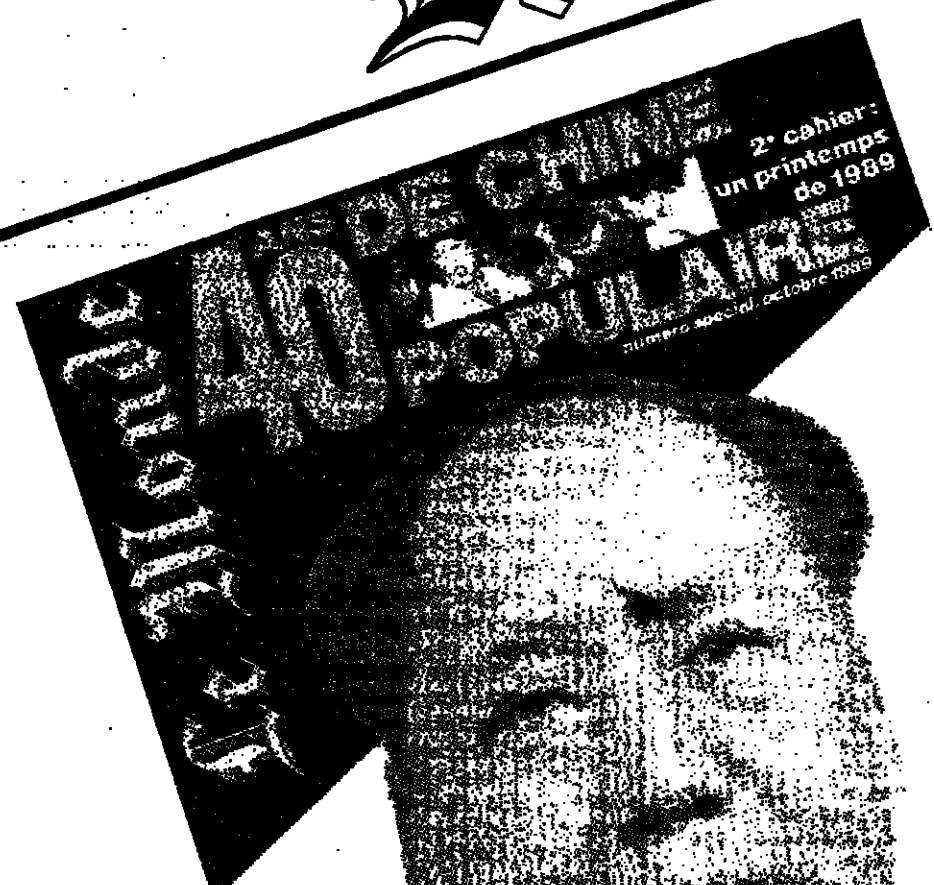
Le Monde

ÉDUCATION

17 F

Le Monde

40 ANS DE CHINE POPULAIRE



NUMÉRO HORS SÉRIE
48 PAGES - 28 F

L E MONDE a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages sur le vif, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux au moment des faits restituent avec précision le climat de l'époque : de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cent Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les Etats-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

nombreuses
photos
et les
meilleurs articles
de Robert GUILLAIN

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____
PAYS _____
Nbre d'ex. _____ X 38 F (frais port inclus) : _____ F

LE MONDE
Service vente au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09
France

الجزيرة

INGENIEURS
BREVETS

INGENIEUR
ACHATS

MODRE

DIRECTEUR COMMERCIAL

هذا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 25 octobre 1989 33

Le Monde

CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 FM

INGENIEURS BREVETS

L'IFP, 4^e DÉPOSANT DE BREVETS FRANÇAIS,
recherche :

INGÉNIEUR CONFIRMÉ - CHIMIE -

Vous avez une expérience significative dans le domaine des brevets, en particulier en chimie. Vous avez le sens de l'organisation et de réelles capacités d'animation d'équipe. Réf. 654 A

JEUNES INGÉNIEURS - MÉCANIQUE, PHYSIQUE -

Vous souhaitez évoluer vers la propriété industrielle. Notre département "Brevets" prendra en charge votre formation. Vous avez une forte capacité d'adaptation et le sens des contacts. Réf. 654 B

Pour ces deux postes, vous serez chargés, au sein du département "Brevets" de la rédaction et de la défense des brevets en France et à l'étranger, des études de liberté d'exploitation, des recherches d'antériorité (notamment par interrogation de banques de données). L'anglais lu, écrit, parlé est indispensable, l'allemand technique est souhaité.

Au sein de l'IFP, Centre de Recherche-Développement industriel, un budget annuel de 1 milliard de francs, 1800 collaborateurs, vous trouverez un environnement scientifique de haut niveau. Poste à Ruell (92). Afin d'examiner votre candidature et les possibilités de carrières envisageables, adressez-nous CV, photo en précisant la référence à IFP, service recrutement, Daniel Lacabane, 1/4, avenue de Bois-Préau 92506 RUELL-MALMAISON.

INSTITUT
FRANÇAIS
DU
PETROLE

IFP

INGENIEUR ACHATS

Instrumentation/Informatique

Notre société, intégrée à un groupe industriel de taille internationale, conçoit et réalise des équipements destinés principalement au marché de l'aéronautique. Ces équipements fonctionnent grâce à un ensemble complexe de systèmes informatiques et électroniques dont nous assurons la conception, la réalisation et l'intégration.

De formation ingénieur ou école de commerce, vous aurez la responsabilité de négocier et réaliser les achats d'équipements de bord embarqués sur avions ou véhicules, et les achats en informatique : calculateurs, logiciels...

Vos interlocuteurs internes sont les services d'étude que vous conseillerez dans l'expression de leurs besoins. Anglais nécessaire.

La taille de nos projets, alliée à votre talent confirmé de négociateur, dans un contexte technique et commercial stimulant, vous permettront une évolution de carrière motivante. Banlieue Ouest.

Merci d'adresser votre candidature sous référence T 905/C à notre Conseil : SODAE

SODAE
Membre C.S.N.C.R.

62, Bd du Maréchal Joffre
92340 BOURG-LA-REINE

Société aéronautique
appartenant à un groupe diversifié

recherche
son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il aura pour mission de développer
le chiffre d'affaires d'avions et d'hélicoptères.

EXPÉRIENCE RÉUSSIE DE LA VENTE
ET DE L'ANIMATION D'UNE ÉQUIPE COMMERCIALE
DANS LE DOMAINE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT.

(Une expérience du secteur aéronautique et/ou un brevet de pilote
ne sont pas indispensables mais seraient appréciés.)

Formation : Grande École d'Ingénieurs ou de Commerce

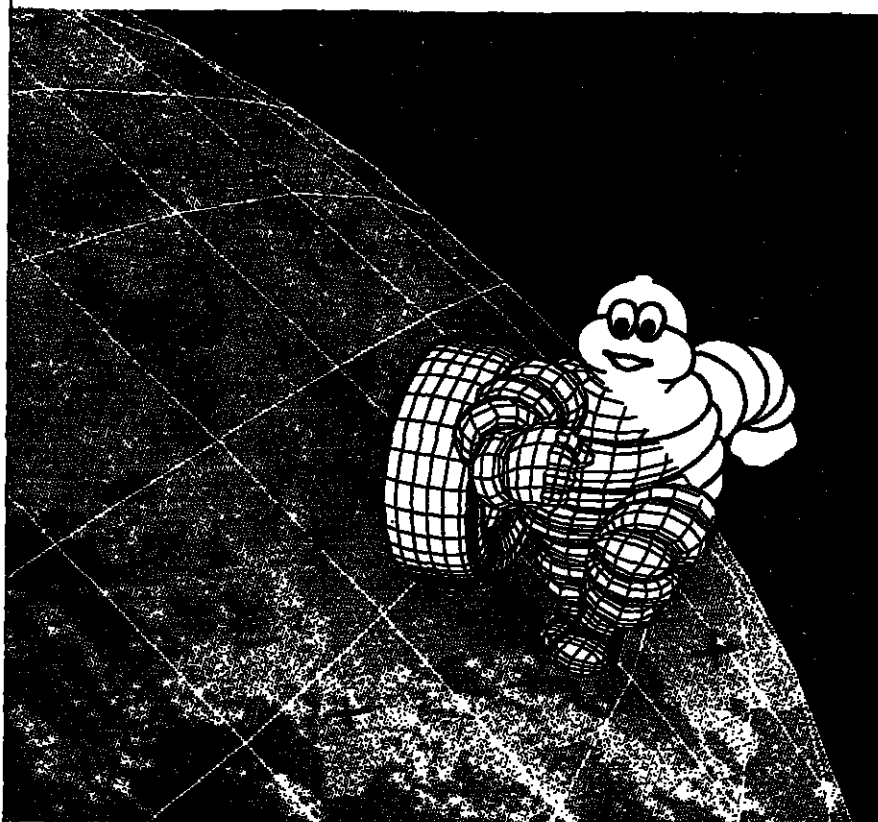
35 ans minimum.

Anglais courant indispensable

Le poste est situé en Région parisienne

Adresser CV, photo + prétentions sous n° 8595
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS
Discrétion absolue

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



MICHELIN
Les moyens de se passionner.

Nous recherchons plusieurs
HEC - ESSEC - ESCP - IEP
débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain,
désireux de valoriser leurs talents de commer-
çants, et capables de prendre rapidement en
charge après une période de formation en France
d'environ 2 ans

LA DIRECTION COMMERCIALE

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous
ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau.
Vous voulez éviter la filière «classique». Assistant
Chef de Produit, Chef de Produit,
vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation,
vous souhaitez prendre rapidement des respon-
sabilités de commandement.

Veuillez adresser votre dossier de candidature,
sous réf. LM/20 à MICHELIN,
Service du Personnel - Arnaud CHATIN -
63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

*Si vous voulez exercer rapidement des responsabilités
dans des établissements bancaires à taille humaine,
rejoignez le Groupe CIC.*

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS
- Directeurs et Directeurs-adjoints d'agence
- Jeunes diplômés pour l'Exploitation
- Chef de Projet Informatique

CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE
- Analystes programmeurs
- Chefs d'agence
- Chargés de clientèle Entreprises

CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST
- Exploitants Entreprises confirmés
- Chefs de Projets Informatiques
- Réviseurs Comptables

**SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL
ET COMMERCIAL**
- Directeurs d'agence
- Seconds d'agence
- Chargés de clientèle Entreprise

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
- Juriste international
- Directeur comptabilité
- Responsable commercial institutionnel étranger

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC
- Chef de projet (département Développement)

Adresser vos dossiers de candidature (lettre manuscrite + CV) à la Compagnie Financière de CIC,
Direction des Ressources Humaines, 52, rue de Monceau - 75008 PARIS.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

GROUPE CIC

cegos

POUR LA REUSSITE DES ENTREPRISES ET DES HOMMES.

Nous sommes le 1^{er} groupe français de CONSEIL et de FORMATION. 500 consultants exercent ces
activités dans 15 pays.

DEVELOPPER UNE GAMME DE STAGES "QUALITE"

Si cette perspective vous intéresse, nous vous confierons le rôle de RESPONSABLE de notre gamme de stages "QUALITE" : qualité
totale, assurance qualité, audit qualité, contrôle qualité, AMDEC ...

Pour les sessions de formation inter-entreprises, comme pour les interventions spécifiques menées chez nos clients, vous assurerez :

- le développement commercial de ces stages
- la coordination des intervenants sur l'ensemble de la gamme
- l'animation personnelle de certaines sessions
- l'amélioration permanente des stages existants et la création de nouveaux titres (pour la formation inter-entreprises)
- le montage de formations spécifiques (pour la formation dans l'entreprise).

Nous attendons de vous :

- une formation d'ingénieur
- l'expérience de fonction d'encadrement dans l'industrie et celle de la responsabilité d'un service QUALITE
- les caractéristiques d'un pédagogue et d'un animateur d'équipe.

Pour prendre contact avec nous, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous la référence 824/28 M à
Ph. DELILLE, CEGOS DRH, Tour Chénouzeaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

L'innovation chez 3M :
une longueur d'avance.

RESPONSABLE "PRODUITS SPECIAUX"

Fille d'un puissant groupe industriel américain, nous bénéficions des fruits d'une politique de recherche et d'innovation très pointue. Aujourd'hui, nous souhaitons vous confier le développement d'une ligne de produits nouveaux au travers de concepts inédits, aux multiples applications.

Votre premier produit : un concept totalement novateur en matière de signalisation routière et publicitaire.

Vous serez chargé de convaincre les utilisateurs potentiels, de rechercher de nouvelles applications et participerez, à ce titre, à l'élaboration du plan marketing. Vous assurerez également le suivi commercial.

Ingénieur généraliste/optique/chimiste, vous avez suivi une formation complémentaire 3^{ème} cycle marketing, que vous avez éventuellement valorisée au cours d'une première expérience acquise de préférence dans le domaine de l'industrie de l'éclairage. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais.

Nous vous offrons là une mission de choix qui saura satisfaire votre sens des responsabilités et votre autonomie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. DF/PSM, à Denis Fauconnet, 3M France, boulevard de l'Osie, 95006 Cergy-Pontoise Cedex.

l'enthousiasme

3M

europ assistance

Pouvons-nous vous confier
les clés ?

A 30-35 ans, de formation supérieure juridique de préférence, vous avez acquis une solide expérience de type "secrétaire général opérationnel". Peut-être avez-vous également piloté en toute autonomie un projet d'implantation immobilière. Apprécié pour votre rigueur et votre souplesse de caractère, vous êtes à l'aise dans les contacts à tous niveaux, notamment en situation de négociation.

Intervenir à toute heure et en toutes circonstances est notre quotidien. Poursuivre, en même temps, la diversification de nos activités et le développement de nos services nécessite une organisation sans faille. C'est pourquoi nous recherchons un talent à la mesure de cette ambition.

Notre Directeur Général veut pouvoir s'appuyer très vite sur vous, tant pour valider certains de nos projets que pour les mener à bien tambour battant. Il vous déléguera la politique des Achats, les projets immobiliers, le juridique, les services généraux, la représentation auprès des autorités de tutelle ; en deux mots Confiance et Moyens Généraux. Vous serez épaulé par une équipe compétente de quinze personnes. Le poste est basé à Paris. Ecrivez à Jean-Michel Court, associé du Cabinet Sirca, sous la référence 025 114 LM au 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre niveau de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

CHEF DE PERSONNEL

SUR UN SITE INDUSTRIEL PHARMACEUTIQUE
BASE A COMPIEGNE

vous développerez votre action en accord avec la politique de la DRH à laquelle vous serez étroitement associé en vue de :

- poursuivre la mise en place, le développement des procédures du groupe et des outils informatiques de pointe en matière de gestion du personnel dans le cadre de notre projet d'entreprise,
- prendre en charge le suivi des relations sociales
- assurer le recrutement, la formation, l'information
- assister notre DRH sur d'autres missions.

De formation supérieure (droit, DESS gestion de personnel...) vous possédez une expérience de 4 ans minimum soit comme n° 2 dans la fonction ou comme n° 1 dans une moindre structure.

Pour ce poste **EVOLUTIF** la connaissance de la langue anglaise est indispensable et la résidence sur le secteur est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence CP/LM à CARA CONSEIL - 36, avenue Hoche - 75008 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.

CARA
CONSEILConsultant expérimenté
en recrutement

Notre mission, notre volonté : conseiller et aider les entreprises à recruter leurs cadres et dirigeants pour affronter les nouveaux enjeux économiques.

Notre expérience, notre connaissance de l'entreprise, le professionnalisme de notre démarche appliquée par une équipe pluridisciplinaire, nous permettent d'intervenir auprès d'une clientèle diversifiée, par voie d'annonces ou par approche directe. Notre appartenance au groupe industriel OBERTHUR (CA 500 MF), l'un des tout premiers fabricants mondiaux de produits sécurisés (billets de banque, monétique, etc.), nous permet d'être en contact étroit avec les secteurs de haute technicité.

Notre développement déjà prometteur nous conduit à intégrer un nouveau consultant à qui nous confierons la responsabilité d'un portefeuille de clientèle à gérer et à élargir avec une large autonomie. Nous le laissons participer activement à nos actions commerciales et de conseil.

Dynamique, vous êtes de formation supérieure et avez acquis plusieurs années d'expérience du recrutement en cabinet. Vous avez comme nous une exigence d'éthique que vous souhaitez exercer dans un esprit de partenariat avec vos clients. Venez rejoindre notre équipe : nous serons heureux de vous faire participer à notre croissance. Merci de nous adresser votre dossier sous la réf. D 171/M. Nous l'étudierons en toute confidentialité.



Oberthur Consultants 12/14, Rond-Point des Champs Elysées 75008 PARIS



L'un des tout premiers Groupes d'ASSURANCES Français vous propose des postes de

CHARGÉS D'ÉTUDES STATISTIQUES

Au sein du Département Analyses Techniques et Recherche, vous participerez à la réalisation d'études, de simulations et de prévisions.

L'analyse des résultats vous permettra d'élaborer des propositions d'amélioration de la structure tarifaire de nos produits.

Débutant ou première expérience, vous avez une formation supérieure (Bac + 4 minimum) en économie et/ou statistiques, des qualités d'analyse, le sens des initiatives et le goût du travail en équipe.

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions sous référence CESM1 à notre conseil :

ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

IRE

Institut de Recherche de l'Entreprise

Centre de Recherche en gestion du Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Lyon dans des domaines fondamentaux tels que la commercialisation et la stratégie.

L'IRE apporte aux entreprises de nouvelles méthodes et de nouveaux outils adaptés aux conditions de leur environnement.

Groupe ESC Lyon
UNIVERSITÉ DE LYON

RESPONSABLE

DE SA CELLULE "ETUDES"

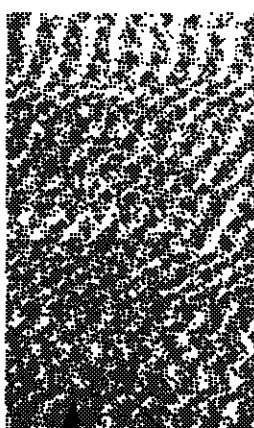
Spécialisé en stratégie marketing et en commercialisation, de préférence en milieu industriel ou des services aux entreprises.

Titulaire d'un DEA ou équivalent.

Agé d'environ 30/35 ans et pouvant justifier de cinq années d'expérience dans les études.

POSTE A FORT POTENTIEL D'ÉVOLUTION
POUVANT DEBOUCHER A HORIZON DE TROIS
ANS SUR UNE FONCTION DE DIRECTION.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à
Marcel VESCO, Groupe ESC LYON
23, avenue Guy de Collongue - BP 174 -
69132 ECULLY cedex

Aider
les entreprises
à mieux recruter

Nous proposons aux entreprises des services qui leur permettent de mieux recruter. Nous soulevons des problèmes de recrutement et créons de nouveaux produits dans le domaine de la communication, ou service des ressources humaines.

Vous avez donc une expérience confirmée de la communication de recrutement ou des ressources humaines. Nous vous proposons de prendre la responsabilité globale d'un centre de profit : développement commercial, gestion, recherche et mise en place de nouveaux services. Entouré d'une petite équipe (3/4 personnes), vous bénéficierez de l'appui d'un groupe important.

Vous connaissez bien la vie des entreprises, vous avez déjà utilisé des outils tels que l'informatique ou la télématique ou, tout au moins, vous vous y intéressez fortement. Vos qualités commerciales vous permettent de mener à bien des contacts avec clients et prospects... et surtout, vous savez vous adapter à des situations nouvelles. Si c'est le cas, nous vous proposons une mission passionnante et évolutive.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel, sous référence M 24 à M. CHATELAIN - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra. Votre candidature sera traitée avec la plus grande discrétion.

Bernard Julhiet accélère en Rhône-Alpes

Les accords Groupe Bernard Julhiet/Groupe Aviso/Réussites, passés à Lyon en juin 88, ont prouvé leur solidité. A l'échelon national et régional se sont développées des synergies :

- au niveau des métiers maîtrisés par des sociétés du Groupe : conseil en développement, recrutement, formation, marketing téléphonique
- à celui des relations entre les équipes de Paris, Lille, Lyon, Strasbourg, Nice.

Au plan du recrutement, Bernard Julhiet veut accélérer à Lyon et gagner une position en phase avec sa dimension nationale (3è du marché). Il recherche trois

Consultants en recrutement à Lyon

Connaissant bien la région, ses entreprises, ses hommes, vous avez idéalement une expérience "recrutement" acquise en entreprise ou en cabinet, ou bien quelques années passées dans le conseil en développement ou en formation vous ont donné le goût de notre métier. Ou alors, vos responsabilités en entreprise vous ont conduit à recruter, à former, à manager des hommes, et notre métier vous attire. Nous sommes très ouverts.

Autonome, responsable, aussi efficace dans la conquête de clients que dans la recherche de candidats par tous les moyens existants, vous pourrez vous appuyer sur un des premiers groupes français de conseil.

Jean Masson rencontrera à Paris ou à Lyon, ceux d'entre vous dont les candidatures seront les plus convaincantes.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence RA-01 M (à noter sur couvrir et enveloppe) 2, quai du Commerce - 69009 Lyon.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES RHÔNE ALPES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

BABCOCK

DES AGENTEURS

DES AFFAIRES

DES AGENTEURS

DES AGENTEURS

DES AGENTEURS

DES AGENTEURS

DES AGENTEURS

DES AGENTEURS

DES AGENTEURS



BABCOCK
Entreprise
(Groupe CNIM)

Leader français des constructeurs de chaudières industrielles, nous réalisons 50 % de notre C.A. à l'export. Dans un monde toujours plus compétitif, nous relevons le défi de l'avenir en associant à notre développement les hommes de demain.

JEUNES INGENIEURS

Débutants ou première expérience

Le métier d'ingénieur d'affaires vous attire alors rejoignez une entreprise ouverte sur l'international qui peut répondre à vos ambitions. Après une formation interne adaptée, nous vous confierons la responsabilité et le suivi d'affaires d'abord simples puis de plus en plus complexes. Dynamisme, ambition, goût du travail sur dossiers techniques, sens de la gestion, rigueur et aisance relationnelle sont des qualités qui vous permettront de réussir dans cette fonction.

INGENIEUR D'AFFAIRES

Confirmé

Vous aurez la responsabilité complète du suivi des affaires que nous vous confierons. Votre formation d'ingénieur, vos connaissances en Thermique, votre expérience de 5 ans minimum en gestion des contrats et votre aisance relationnelle seront autant d'atouts pour réussir dans cette fonction.

Pour ces postes, nos performances à l'export nécessitent que vous possédiez une excellente maîtrise de l'anglais et impliquent de fréquents déplacements. Doté d'un fort potentiel, vous souhaitez valoriser vos qualités de contact, de conception, d'innovation, vous impliquer fortement dans la réussite de l'entreprise, et évoluer vers des postes à responsabilité croissante dans une Société qui vous en donnera les moyens.

Merci d'adresser vos lettres de motivation, CV et prétentions à
BABCOCK ENTREPRISE - Patrick KERVEG
80, rue Emile Zola - 93123 LA COURNEUVE CEDEX

Directeur de l'industrialisation

PRET-A-PORTER - Nous sommes l'un des grands groupes français de PAP. Nous créons et fabriquons plusieurs collections de vêtements, sous des marques différentes, que nous distribuons auprès du commerce traditionnel et de la grande distribution. Notre notoriété est importante et dépasse bien évidemment les frontières. Nos produits sont fabriqués en France et à l'étranger. Nous recherchons aujourd'hui le directeur de l'industrialisation des produits finis. Rattaché au directeur général adjoint, ce collaborateur devra gérer et animer une équipe d'une quarantaine de personnes réparties en deux secteurs : la mise au point des modèles et la réalisation des prototypes. Outre cette fonction d'organisation et de coordination, il devra axer sa mission sur trois grands points : établir une relation étroite et permanente avec l'équipe de création afin de s'assurer que les demandes sont réalisables techniquement ; piloter les essais des nouveaux processus pour améliorer la productivité et suivre l'évolution des produits ; participer au suivi et veiller au respect des calendriers de développement des collections. Ce poste convient à un ingénieur textile, d'environ 35 ans, ayant une expérience acquise chez un fabricant de vêtements, de préférence maille, soit à un poste d'industrialisation, soit à un poste de production. Ce poste est basé en province, proche de la région parisienne.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1058.89 M à notre conseil, Département Industrie de la Mode, 19, rue Auber - 75009 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

cegos

POUR LA REUSSITE DES ENTREPRISES ET DES HOMMES

Nous sommes le 1^{er} groupe français de CONSEIL et de FORMATION. 500 consultants exercent ces activités dans 15 pays

Spécialistes des ACHATS - Spécialistes de la MAINTENANCE

Valorisez votre expérience industrielle en devenant

FORMATEURS

Votre profil :

- vous possédez une formation d'INGÉNIEUR
- vous avez une expérience industrielle d'une dizaine d'années dans l'une de ces deux spécialités : ACHATS ou MAINTENANCE, dans laquelle vous avez occupé un poste de responsabilité
- vous êtes motivé pour transmettre vos connaissances et votre savoir faire.

Votre mission :

- vous animerez des séminaires inter-entreprises CEGOS dans l'un des domaines ACHATS ou MAINTENANCE,
- vous concevrez et animerez également des stages de formation dans les entreprises, correspondant aux besoins spécifiques de nos clients,
- vous participerez à l'amélioration permanente et au renouvellement de ces stages en perfectionnant les contenus, la pédagogie, l'instrumentation.

Etre formateur à la CEGOS vous procurera :

- la notoriété du N°1 de la formation des adultes en Europe (stages courts)
- l'opportunité d'approfondir votre professionnalisme et de transmettre votre expérience par des méthodes pédagogiques à la fois éprouvées et continuellement renouvelées.

Si cette fonction vous attire, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous la référence 925/29/M à Ph. DEILLE, DRH CEGOS, Tour Chénouaux, 92516 BOULOGNE CEDEX

LE MANAGEMENT DE SYNTHÈSE : MISSION D'EXCELLENCE DU CONSULTANT

Conduire des projets de conseil à dimension stratégique, entreprendre des diagnostics intégrant les différentes composantes du marketing, favoriser le transfert méthodologique renforçant la compétitivité des entreprises, associer harmonieusement la formation et le conseil pour améliorer l'efficacité de vente sont quelques-unes des missions confiées à POINTS CLÉS MANAGEMENT.

Notre Cabinet recherche un(e)

CONSULTANT(E) SÉNIOR EN MARKETING DES SERVICES

Si vous avez une expérience professionnelle de 5 à 10 ans de conseil et êtes attaché(e) à la qualité des relations de travail au sein d'une équipe, si vous êtes intéressé(e) par le partenariat et souhaitez intervenir autant auprès de grandes entreprises et d'administrations publiques, adressez alors votre dossier de candidature (c.v., photo et prétentions) avec la référence REC 1089 à :

Véronique Lambie, POINTS CLÉS MANAGEMENT,
94, rue de Varenne, 75007 PARIS.

Initiative artistique de
dimension internationale

1 SECRÉTAIRE A MI-TEMPS

bilingue, dont l'anglais.
Utilisation d'un traitement de texte.

3 ATTACHÉS DE PRESSE

Bilingue, dont l'anglais. Durée 6 mois.

Adresser c.v. et photo au :
Concours Chorégraphique International de Bagnolet,
45, rue Benoît-Hure - 93170 Bagnolet.

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHÉ.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidés dont près de 20 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

Juriste senior

vos goûts pour l'international nous intéressent

AGF International recherche le Responsable du Département Affaires Générales de sa Direction

Administrative et Financière. Pour ce poste nécessitant à la fois compétence et ascendant personnel, nous souhaitons intégrer un candidat ayant à son actif :

- une formation juridique supérieure en droit des affaires (DESS, DEA...),
- de bonnes connaissances en droit comparé,
- une expérience de plusieurs années acquise au sein d'un groupe multinational (siège ou filiale) ou dans un cabinet d'avocats ou de conseillers juridiques internationaux,
- la maîtrise de l'anglais et, si possible, d'une 2^e langue est souhaitée,
- une bonne disponibilité pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Avec une large autonomie d'action, il se verra confier :

- la gestion administrative relative au droit des sociétés et le contrôle de la conformité du holding et des filiales étrangères après rapport aux règlements et normes en vigueur,
- un rôle de coordination, de conseil et d'audit juridique auprès de ces filiales,
- les tâches incombant au Secrétaire Général d'AGF International et les formalités juridiques administratives afférentes,
- une mission d'information, de conseil et d'assistance auprès de la Direction Financière sur les questions juridiques et fiscales liées à sa politique de développement à l'étranger (élaboration de documents juridiques tels que protocoles d'accords, statuts, conventions d'associés...).

Si ces perspectives rejoignent votre projet, adressez votre candidature sous réf. M16 au Département Ressources Humaines, 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



AFFAIRES INTERNATIONALES EUROPE/USA

assistez un de nos directeurs

membre du Comité de Direction Générale

dans ses actions de développement et d'animation de sociétés de très grande envergure en Europe et aux USA. Nous vous proposons de vous impliquer dans des opérations passionnantes (négociations, contrôle d'entités...) grâce à votre efficacité, votre maîtrise de la gestion, votre dynamisme et votre disponibilité.

Vous êtes de formation école de commerce, parfaitement bilingue anglais et avez acquis une expérience de 5 ans minimum dans une activité similaire ou dans un cabinet d'audit.

Des opportunités de carrière à la hauteur de vos ambitions pourront vous être proposées au sein de notre groupe dont la dynamique s'exerce quotidiennement dans la distribution et le commerce international.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo) à CFAO, DPRH, 7 place d'Iéna 75783 PARIS cedex 16.

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

C.A. de 30 milliards de francs (multiplié par 2 en 2 ans) - 324 filiales dans 39 pays

CONTEXTE

legrand®

Dirigeant
Commercial

CA 88 : 5,6 milliards, bénéfice 595 MF, 25 filiales dans le Monde. Notre objectif : consolider et développer notre place de leader sur le marché international de l'appareillage électrique d'installations. A la Direction Commerciale, 200 collaborateurs de talent vivent au quotidien notre réussite dans la vente, le marketing, l'exportation, la publicité, la formation et participent à notre ambition d'excellence.

Notre Directeur Commercial recherche pour le second une personnalité de 30-35 ans à fort potentiel, venue d'ailleurs, pour enrichir les échanges, innover et fertiliser nos idées et projets. Il appréciera votre première expérience commerciale dans l'industrie et votre formation Grande Ecole de gestion ou d'ingénieur. Il vous initiera à notre culture d'entreprise et vous déléguera très vite des responsabilités opérationnelles où vous vous imposerez comme animateur et créateur. Vous serez prêt alors à vous exprimer dans vos fonctions de dirigeant.



Notre conseil, Edith Giacchetti, nous connaît bien. Elle vous parlera de Legrand et de ses ambitions. Adressez-lui votre CV, en précisant vos projets, au CPA, 3, rue de Liège, 75009 PARIS, sous la référence 29110/M.

MEMBRE DE SYNTIC

OMEGA, le premier constructeur mondial de systèmes de stockage de masse amovibles basé sur le principe Bernoulli recherche

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

qui s'occupera de nos activités en France, en Espagne, en Italie et au Portugal

Profil :

- Hautement motivé ;
 - Expérience du marché PC et des réseaux de distribution ;
 - Bilingue français-anglais ;
 - Connaissances de l'espagnol ou de l'italien sont un atout ;
 - Capable travailler indépendamment.
 - Pouvoir implanter la société OMEGA en France ;
 - Capable de gérer et de développer le territoire.
- Nous offrons :
- Rémunération intéressante ;
 - Plan de commissions, plus avantages, dont une voiture de société ;
 - Un avenir au sein d'une société de haute technologie en pleine croissance.

Si notre proposition vous intéresse, veuillez adresser votre C.V. à :
OMEGA International - Immeuble « Les Bureaux de Cergy »
rue des Chauffeurs, 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX

Adjoint
du responsable
promotion & ventesMATÉRIELS DE
HAUTE TECHNICITÉ
& SERVICES

P.M.E. très performante, nous exportons des matériels de haute technicité, des services et recherchons dans le cadre de notre développement commercial un adjoint au responsable promotion & ventes. Nous devons pouvoir lui confier la responsabilité de mener à bien, des opérations commerciales à l'export. Pour ce poste nous recherchons des professionnels de formation supérieure possédant une expérience commerciale réussie d'au moins cinq années dans le secteur industriel. Autonome, le sens de l'équipe, le goût de l'animation et l'ambition de développer des relations à haut niveau, autant de qualités requises pour ce poste qui exige la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo et présentations à :
PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 10, rue Collège
75008 PARIS, sous réf. 1049/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

CONSULTANT SENIOR

Spécialisé dans le conseil aux entreprises et la recherche de cadres, APTITUDES recherche un nouveau collaborateur pour participer à son développement.

De formation supérieure, vous avez une connaissance et une expérience élargies aux secteurs les plus porteurs de l'économie.

Votre rigueur professionnelle, vos méthodes d'intervention mais aussi votre perspicacité et votre enthousiasme vous feront accepter d'emblée par notre équipe.

Notre appartenance au groupe de communication EXPAND permet de renforcer nos relations avec nos partenaires entreprises pour une meilleure efficacité et un développement de nos activités.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. A/157 à APTITUDES - Robert DEPAULIS - 39, rue de l'Est, 92103 BOULOGNE.

APTITUDES

Société en pleine expansion spécialisée dans le contrôle technique recherche pour développer son Département Formation

RESPONSABLE
DE LA FORMATION

Vous participerez à un projet d'envergure nationale dans un domaine de l'automobile à très forte croissance dont les objectifs en terme de qualité s'appuient sur une formation adaptée.

Rattaché à la Direction Générale, vous serez chargé de concevoir et d'élaborer les supports de cours, d'assurer la formation, de développer progressivement la structure et d'animer votre future équipe.

Diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 4 ou + 2 avec expérience), vos qualités relationnelles et pédagogiques, votre esprit d'initiative complétés par une expérience du secteur automobile vous permettront de réussir dans ce poste évolutif.

La connaissance de la micro-informatique et la pratique de l'Allemand seront appréciées.

Poste à pourvoir très rapidement : Pont-de-Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et présentations DEKRA FORMATION à l'attention de M. NOACK - 7, rue Audé - 92210 ST-CLOUD

Afin d'accroître encore la compétitivité de son matériel roulant (900 véhicules), l'une des premières Sociétés Françaises de

TRANSPORT RAPIDE DE MESSAGERIE

souhaite adjoindre à son Directeur Technique

JEUNE INGENIEUR MOTORISTE

pour lui confier, après une période de formation interne, la gestion technique des véhicules en service.

Sa mission consistera essentiellement dans l'optimisation du rendement des consommables (énergie notamment) et dans l'organisation de la maintenance (préventive et curative). Par ailleurs, à ces fins, ce collaborateur contribuera activement à l'enrichissement de l'outil informatique de gestion technique des véhicules et d'aide à la décision en ce domaine.

Connaissances approfondies requises : combustion des moteurs Diesel, lubrification, électronique.

Aptitudes nécessaires : notamment relations sociales (effectif du personnel d'atelier : 75 personnes) et gestion budgétaire.

Possession de la langue anglaise vivement souhaitée.

Poste basé à RENNES.

Prise de fonction dès que possible.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + CV sous référence 5363 à ORGANISATION ET PUBLICITE

56, rue François Bruneau - 44000 NANTES qui transmettra.



INSTITUT SUPERIEUR AGRICOLE DE BEAUVAIS

IMPORTANTE ECOLE D'INGENIEURS

(500 élèves - située à Beauvais)

Offre à un

INGENIEUR

(de préférence agronome ou agro-alimentaire) ayant complété sa formation ou son expérience par un cycle de gestion (ISA - ESSEC - Doctorat de Gestion...)

Le poste de

DIRECTEUR DE
L'ENSEIGNEMENT DE LA
FORMATION CONTINUE

Cette mission, en liaison étroite avec le Directeur Général, comporte d'importantes responsabilités dans les domaines de la gestion et du développement de l'enseignement ainsi que des relations extérieures avec les entreprises.

Une expérience de gestion et d'enseignement est souhaitée. Langues(s) étrangères appréciée(s).

Adressez lettre manuscrite, CV et présentations à :

ISAB - Monsieur BLANCHARD

BP 313, rue Pierre Wagner, 60026 BEAUVAIS CEDEX.

DISCRETION ASSURÉE.

Une nouvelle dimension
de conseil

Avec l'arrivée de Christian COFFINET - Ingénieur des Mines, nous avons choisi d'étendre notre conseil à d'autres secteurs de pointe, ainsi qu'aux carrières internationales qui font désormais partie de notre nouveau champ de compétences.

Avec le même esprit, une nouvelle dimension de conseil.

15, rue Dumas
75016 PARIS



Tél. : 45.20.11.29

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

CADRE
COMMERCIAL
EXPORT

Société travaillant dans le secteur des aides à la navigation maritime cherche jeune Cadre Commercial Export possédant culture technique et connaissances environnementales.

Après période de formation interne, une grande disponibilité sera exigée pour assurer de nombreuses missions de prospection et de suivi commercial à l'étranger.

Formation : Ecole de Commerce, Anglais courant - Espagnol souhaité.

Adressez CV et présentations à :

GSSMAN 82 rue Curtel - 75005 PARIS Cedex 18.

La Commune de DARNETAL (76) agglomération de ROUEN

ATTACHE AU CABINET DU MAIRE H/F

MISSION : placé sous la responsabilité directe du Maire le candidat devra : - Comprendre tous les aspects de la vie locale. - Être à l'écoute des attentes, problèmes, demandes de l'ensemble des habitants. - Faire des propositions pour une bonne communication dans la ville.

PROFIL : âgé d'environ 30 ans, vous devrez justifier d'excellentes capacités d'analyse et d'expression. Recrutement statutaire ou sur contrat.

Env. dossier complet à notre Conseil

MF BAGATTA - PARENSE CONSULTANTS

40 rue Duhesme - 75018 PARIS



PARENSE

40 rue Duhesme - 75018 PARIS

فيلسوف

سنة ١٤٠٨ هـ

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 25 octobre 1989 37

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

Fédération Nationale du Crédit Agricole

GESTION DES BASES DE DONNEES SOCIALES



Notre Département des Relations Sociales recherche un jeune spécialiste de haut niveau pour développer la gestion des bases de données sociales.

Basé à Paris, vous intervenez :

- Au niveau national, pour assurer le développement et l'exploitation de la base de données sociales (rémunérations, effectifs...) et en faire un outil performant d'aide à la définition des stratégies sociales des Caisses Régionales (70.000 personnes).

- A la demande des Caisses Régionales, pour les assister dans la mise en œuvre d'outils et de démarches de gestion quantitative et prévisionnelle du personnel, en particulier au plan informatique.

De formation supérieure (ENSAE, 3ème cycle de statistiques...), vous avez une expérience de 5 ans dans le domaine des études statistiques.

Passionné par la gestion des ressources humaines, vous souhaitez y développer votre compétence dans un Groupe qui lui donne une place centrale.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 25/884 B à :

EGOR S.A.

8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Vibrations, Acoustique, Matériaux

CHEF DE DEPARTEMENT MODELISATION

Fille d'un groupe français de réputation mondiale, cette Société (120 personnes, 62 MF) développe des activités de Recherche et Développement et d'assistance industrielle dans le domaine des vibrations et de l'acoustique sur des marchés tels que l'Armement, l'Aéronautique, l'Industrie automobile. Pour prendre en charge son Département "Modélisation", elle recherche un Ingénieur de haut niveau.

Rattaché directement au Directeur Général et membre du Comité de Direction, il assure l'animation d'un service de 15 personnes qu'il gère comme un centre de profit. Responsable de la gestion humaine de son équipe, il a pour mission de "produire" et de mener à bien des gros projets en suivant les réalités du marché et en développant sa technicité.

Agé de 32-35 ans, de formation Ingénieur Grande Ecole (X, Ponts, Mines, Centrale) ou Universitaire complétée par une thèse, mécanicien ou physicien, il connaît l'acoustique, les vibrations, la mécanique des fluides et/ou le traitement du signal sous leur angle théorique et numérique.

Scientifique et gestionnaire, il est un meneur d'hommes autonome, capable de faire grandir un groupe sur tous les plans.

Le poste est basé à Lyon, au sein d'une équipe jeune composée en majorité d'ingénieurs et de Techniciens.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 18/3354 A à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

INDAL S.A.
(Groupe COCA-COLA)



CREER LE POSTE D'

ADJOINT DU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES (H/F)

pour l'assister dans tous les aspects classiques de la fonction et développer avec lui une gestion dynamique dans un contexte de qualité totale.

Ce poste évolutif s'adresse à un jeune candidat de formation supérieure gestion du personnel, droit, D.E.S.S., justifiant d'une expérience d'environ 5 ans en milieu industriel, agro-alimentaire de préférence.

Il est disponible pour s'investir dans un poste très exigeant, lié au fort développement de la société.

La pratique de la micro-informatique et de bonnes connaissances en anglais sont indispensables.

Rémunération attractive.

Adressez lettre de motivation, CV, photo et prétentions à Mr S. CONSEIL - INDAL S.A. - 83870 SIGNES

CONTEXTE

AVEC LA GIE, FILIALE INFORMATIQUE DES AGF, DIPLOME(E)S BAC + 4, BAC + 5 SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES JOUER LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

La GIE (700 personnes) conçoit et développe l'ensemble des systèmes d'information du groupe des Assurances Générales de France.

Attiré(e) par les techniques nouvelles, nous vous proposons de devenir informaticien à la GIE.

Après une formation rémunérée de 4 mois à nos techniques, vous intégrerez nos équipes jeunes et performantes et participerez à des projets diversifiés. Les compétences acquises associées à votre professionnalisme et nos possibilités régulières de formation vous permettront une évolution de carrière à la hauteur de vos ambitions.

Jeunes diplômé(e)s, (libérés des Obligations Militaires), si vous souhaitez nous rejoindre, adressez lettre et CV sous référence M 156 à GIE - Madame Dominique BCUF - Tour Franklin 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11



GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION
GROUPE AGF

L'INFORMATIQUE EN ACTION

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

recherche pour son
CENTRE D'OBSERVATION ECONOMIQUE

UN(E) MACRO-ECONOMISTE

ayant une expérience de l'analyse de conjoncture.

UN(E) ECONOMISTE

ayant au minimum 5 ans d'expérience en modélisation macro-économique.

Diplôme d'une Grande Ecole ou DEA d'économie.

Pratique de l'informatique et connaissance de l'anglais exigées.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à C.C.I.P. - D.P.R.S.

8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.



LOUIS VUITTON
MALLERIE A PARIS

Notre entreprise, 3,3 milliards de CA en 1988 dont 80 % à l'exportation, 2.500 personnes en France et à l'étranger, produit et commercialise des bagages et articles de luxe.

Notre Direction Des Relations Humaines vous offre de participer à son développement.

Assistant au Développement des Carrières

Intégré au service Développement Social, nous vous proposons de prendre en charge :

• La mise en œuvre des processus de recrutement, de la demande de personnel à l'intégration des collaborateurs de l'entreprise.
• L'analyse et l'exploitation des éléments d'appréciation du personnel.
• L'optimisation des opérations institutionnelles et relationnelles vis-à-vis des écoles et l'organisation des stages.

Votre formation supérieure, relations humaines et sociales et une première expérience de conseil en cabinet ou en entreprise vous incitent à devenir un généraliste de la fonction personnel.

Nous sommes à même de vous confier un rôle où votre sens du dialogue, la rigueur de votre gestion et votre ouverture d'esprit permettront de réaliser les objectifs qui vous seront fixés.

La maîtrise de la langue anglaise sera un atout supplémentaire.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à notre Conseil, P.G. Consultants, 9/11 rue Benoit Malon, 92150 Suresnes, sous la réf. ADC/860/FC.



MANAGEMENT
CONSEIL

RECHERCHE

pour
CENTRE D'ESSAIS
HYDRODYNAMIQUES
à proximité de Rouen

INGENIEUR Electronique - Mesures physiques MECANIQUE DES FLUIDES

Il sera :

- Responsable du département Mesures - Etalonnages

Il devra :

- Définir, préparer, mettre en place les moyens de mesures, d'étalonnages et de visualisation nécessaires aux différents essais.
- Animer, organiser, planifier ces actions et les travaux du groupe.
- Développer les moyens de mesure du Centre et former le personnel.

Son profil :

- Connaissance et pratique des moyens de mesures, d'étalonnage, de bruit, de vitesse.
- Parler anglais - disponibilité - esprit d'équipe.
- Attiré par la recherche et les essais.

Merci de nous adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous réf. 2-3/2789C

75, rue du Grand Aulnay. 76250 Derville-Les-Rouen

bioMérieux
instruments et réactifs de laboratoire

Notre Groupe compte plus de 2 000 personnes et de nombreuses implantations à l'étranger : Europe, USA, Japon... Consacrant environ 10% de notre chiffre d'affaires à la recherche et développement, nous sommes la première société française de réactifs pour le diagnostic biologique et occupons une position privilégiée dans le domaine des biotechnologies : Aujourd'hui, pour renforcer nos services juridiques, nous recherchons :

UN COLLABORATEUR JURIDIQUE H/F

Titulaire d'un DESS de Droit des Affaires ou équivalent, vous possédez 2 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet. Vous assisterez le Responsable des Affaires Juridiques dans l'ensemble de ses fonctions et en particulier : droit des sociétés, contrats, assurances.

UN RESPONSABLE BREVETS H/F

Scientifique (pharmacie, biologie...) + CEIPI ou équivalent, vous possédez une première expérience de 2 à 3 ans. En liaison avec les services de recherche du Groupe, vous développerez et animerez la fonction brevets. Chargé de la gestion de l'information, vous aurez à évaluer la brevetabilité des projets, proposer et mettre en place les moyens de protection appropriés, participer à la rédaction des brevets et au suivi des procédures avec le concours des cabinets extérieurs.

Pour ces deux postes basés en banlieue Ouest de LYON, l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + photo, curriculum vitae et prétentions à J.C. ALERNI - bioMérieux 69280 MARCY L'ETOILE.

Valeo

Leader français des systèmes
d'embrayages, recherche un

Embrayages

Responsable Marketing Pour sa Division pièces de rechange

Vous serez chargé des études de marché dans les différents pays européens, afin de faire évoluer notre gamme de produits. Vos contacts avec la clientèle vous permettront de concevoir et réaliser les arguments techniques et commerciaux.

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur, votre première expérience vous a familiarisé avec les études de marché.

Vous pratiquerez avec aisance l'allemand et/ou l'anglais ; votre esprit de rigueur et de synthèse s'allie au goût des initiatives et de la communication.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 983/LM à notre Conseil.



Valeo L'Equipe Automobile

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale française d'un important groupe multinational, nous sommes leaders dans le matériel de T.P.
Nous recherchons pour une de nos unités de production (850 personnes) située à 50 km au Nord-Est de Paris, un :

CHEF DE SERVICE METHODES

Rattaché au Directeur Technique, il a en charge l'ensemble des moyens industriels. Dans un environnement de production fortement automatisé, il optimise les processus des lignes de fabrication des nouveaux produits.

Il conduit les plans d'investissement dans un souci de rentabilité et de réduction des coûts de revient.

Il supervise une équipe de 30 personnes.

Environ 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur (grande école ou université). Vous avez une première expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire dans l'industrie.

Ce poste très évolutif implique la maîtrise de la langue anglaise. Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence 5003 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Actiman

Une industrie en développement 1 000 personnes en France, produisant des matériaux d'étanchéité performants pour le bâtiment et les TP, exportés dans le monde entier, recherche pour son service Recherche et Développement à Strasbourg un

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

ENSC + EAHP ou équivalent + première expérience même courte ou stages

(recherche appliquée en milieu industriel).

Anglais efficace indispensable.

Animer une petite équipe de techniciens, il définira et supervisera des essais de formulation de liants et matériaux, permettant l'évolution des produits. Il assurera une veille technologique concernant les nouveaux matériaux de synthèse intéressant les activités de la société, et entretiendra des contacts de collaboration techniques avec les laboratoires des industries fournisseuses de la société, en France et à l'étranger.

Poste stable à larges initiatives.

Ard. CV déc.
ss réf. 51435

seletec

Conseil

25, av. du Gal de Gaulle BP 335 67003 STRASBOURG CEDEX

"La performance des sociétés passe par l'adhésion et l'implication des hommes au projet de l'entreprise. C'est pourquoi, fort de 8 années de conseil en recrutement, j'ai créé RHOC :

Ressources Humaines Organisation et Conseil

Le Conseil en Ressources Humaines est un homme extérieur, attentif, disponible et objectif dans son analyse sur la vie de l'entreprise.

Dans cette optique, j'ai choisi des associés complémentaires dans leurs compétences, pour vous assister dans :

- Le conseil en recrutement et le recrutement,
- la gestion et la prévision des Ressources Humaines".

Denis BOUSSON

RHOC

RESSOURCES HUMAINES
ORGANISATION ET CONSEIL

19 place Tolozan, 69001 LYON.
Tél. 78.29.39.16. Fax : 72.00.85.44.

LOCA-BLD

JEUNE DIPLOME HEC, ESSEC, ESCP 1 à 2 ans d'expérience

Affiliée à la Banque Bruxelles Lambert, nous sommes une société de financement aux entreprises. Location financière, crédit-bail, leasing... multiples solutions financières adaptées à nos clients dont les activités requièrent des investissements industriels, de transport et d'équipements informatiques.

Nous vous offrons l'opportunité de prendre une responsabilité très opérationnelle : développement et gestion d'un portefeuille clients, montage des opérations financières.

Diplômé d'une grande école de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, Sup de Co...), vous témoignez d'une première expérience en Banque. Homme de terrain, commercial efficace, "financier" avisé et rigoureux, voici quelques uns de vos talents... qui feront la différence et seront la clé de votre évolution au sein de notre groupe.

Notre Conseil ORBE - 41, Av. George V - 75008 PARIS, attend votre candidature (lettre + CV) sous référence 080 M.

IMPORTANT COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE recherche

JEUNE ORGANISATEUR

Au sein d'une petite équipe de 4 organisateurs, il prendra en charge d'importants projets d'organisation informatique :

- Analyse préalable des besoins et demandes d'organisation,
- participation à la définition des cahiers des charges avec les informaticiens,
- relations et interface avec les utilisateurs,
- mise en place et suivi des réalisations.

Pour ce poste nécessitant rigueur, méthode et sens des relations humaines, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (Ecole de Commerce, Université) ayant si possible une première expérience d'environ 2 ans de l'organisation dans le tertiaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.778 à CONTESSÉ PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92533 LEVALLOIS-PERRET Cédex, qui transmettra.

BANQUIERS CHERCHER D'AUTRES BANQUIERS

Après vos études supérieures, vous avez choisi la carrière bancaire, où vous avez vite acquis des responsabilités opérationnelles et apprises à connaître les hommes et l'industrie. Avez-vous songé que vous pouvez devenir conseil en recherche de cadres et de dirigeants dans un monde qui vous est familier ? Nous sommes un cabinet de recrutement important, réputé, ayant déjà la confiance d'un

bon nombre d'industriels et de banquiers. Rejoignez nos équipes pour y jouer un rôle autant commercial (renforcer notre présence dans le monde de la banque et des finances) que technique (analyser les besoins de nos clients et conduire les recherches). Apportez-nous vos compétences, nous vous apportons les nôtres. Envoyez sous réf. 6384/LM à

MEDIA PA

50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

EGOR RESSOURCES HUMAINES FORMATION

CONSULTANT SENIOR

Structure de diversification d'un des plus grands Groupes Européens de Conseil, EGOR FORMATION a pour vocation de former l'encadrement des Entreprises aux méthodes les plus modernes de Recrutement, d'Appréciation de la Performance et de Management.

Agé(e) d'environ 35 ans, vous êtes Psychologue et avez acquis une expérience significative de la Commercialisation des produits FORMATION, de l'organisation des séminaires et de l'animation des groupes.

Comme nous, vous pensez que la gestion des ressources humaines est un souci constant des Dirigeants d'Entreprise et qu'il faut répondre en Spécialiste à leur demande. Si en plus vous savez réfléchir, concevoir tout en privilégiant l'action, nous vous proposons :

- la notation de notre Groupe
- la qualité de nos produits et nos perspectives de développement
- la richesse de la mission proposée au sein d'une équipe créative et dynamique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 292700 AS à Michel GUILLANNEUF.

EGOR FORMATION
63, rue de Pontieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Société immobilière du groupe de la Caisse des dépôts

(22 000 logements)

recherche

2 CHEFS DE GROUPES TERRITORIAUX

MISSION :

Placés sous l'autorité du directeur d'exploitation, ils assureront la prise en charge globale de l'ensemble des missions relevant de la gestion patrimoniale de plusieurs groupes immobiliers.

Profil :

Formation supérieure à dominante technique ou de gestion. Expérience opérationnelle minimum de cinq ans dans une société de gestion immobilière. Qualités : rigueur de gestion, maîtrise des techniques du bâtiment sans relationnel très développé indispensable.

LIEU DE TRAVAIL : RÉGION PARISIENNE.

Écrire à : N. Theisse, CIRP,
34, rue de la Fédération, 75015 Paris.

Spécialisés dans le conseil aux entreprises et le recrutement de cadres, nous souhaitons intégrer un

Consultant JUNIOR DES RESSOURCES HUMAINES

qui sera chargé d'assurer le déroulement complet des recrutements par voie d'annonces, définition des postes, tri des CV, entretiens, présentation des candidats et suivi de l'intégration. Une première expérience du recrutement est demandée, acquise en cabinet ou en entreprise ou à l'occasion de stages professionnels. Une qualité d'écoute et de diagnostic ainsi qu'une forte disponibilité sont indispensables. Vous êtes motivé par le métier de consultant, alors merci d'adresser votre CV sous référence F/492 à notre Conseil.

Onicar

3, avenue Bertie Afoché 75008 Paris

Une importante collectivité territoriale
(150 km de Paris)
dont le fer de lance est le développement local
recherche son

DIRECTEUR DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les responsabilités liées à ce poste-clé sont, d'une part, de veiller en termes de délais et de budget à l'exécution des grands projets d'infrastructures, d'autre part, d'impulser et mettre en place, en collaboration avec les communes, un des programmes les plus originaux en matière de développement local.

Cette fonction s'adresse à un diplômé d'études supérieures doublées d'une spécialisation en urbanisme ou aménagement. Son expérience dans la gestion et l'animation de projets importants lui permettront d'animer une équipe compétente. Homme de conviction, grâce à son charisme, il mobilise les énergies et entraîne les adhésions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v. et prétentions), référence 933 à :

GAYAL - 110-114, rue Jules-Guesdes,
92300 Levallois-Perret qui transmettra.

bip BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

recherche un

ORGANISATEUR (RÉT. MOJG-CL)

Au sein de l'équipe Organisation, vous prendrez en charge des missions concernant nos activités commerciales et de marchés telles que :

- la définition et la mise en place des circuits d'information du Groupe,
- l'articulation des structures et des processus de traitement existants dans le cadre des projets du Groupe.

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans dans une banque ou un établissement spécialisé sur les marchés financiers.

Vous avez d'excellentes qualités de contact et pédagogiques, vous êtes créatif et rigoureux et souhaitez jouer un rôle moteur dans l'aboutissement de projets.

Nous vous offrons un environnement créatif et performant, une rémunération motivante et de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et votre C.V. avec photo en précisant la référence du poste choisi à :

BIP - Direction des Ressources Humaines
108, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

bip

La banque d'aide à la décision

Filiale d'un groupe bancaire de première importance, spécialisée dans

la commercialisation des financements de matériel informatique (Crédit-bail - location financière), recrute pour renforcer son équipe commerciale

3 Cadres Commerciaux

Ils auront pour mission de commercialiser nos produits de financement de matériel informatique auprès d'une clientèle de grands comptes publics et privés.

Les candidats, âgés de 30-35 ans, seront titulaires d'un bac + 3 ou 4, et devront justifier d'une première expérience réussie dans la vente de matériel informatique (gras et moyens systèmes). Une bonne pratique de la gamme des produits BULL est exigée. Une formation financière approfondie est assurée par la Société.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo avec indication de la rémunération et des prétentions actuelles sous référence 8795, à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 Paris, qui transmettra.

Directeur
des relations

Polar

RELATIONS
HUMAINES

CONJUGUER VOTRE TALENT DE
ET VOTRE SENS DU COO

RESPONSABLE DE SYNDIC DE G

سنة 1 من الازد

مكتبة من الكتب

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 25 octobre 1989 39

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 FTH

BANQUE PRIVEE PARISIENNE

fondée au XIX^e siècle,
aujourd'hui engagée, avec les moyens nécessaires, dans la réalisation d'un ambitieux
PROJET D'ENTREPRISE
recherche son

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT COMMERCIAL

- diplômé de l'enseignement supérieur,
- large expérience réussie en exploitation de tous types de clientèle,
- excellent animateur d'hommes.

Rattaché au Directeur Général, membre du Comité de Direction, ce cadre supérieur sera chargé de concevoir, faire approuver et mettre en oeuvre l'ensemble des actions découlant de notre projet d'entreprise.

Le rapide développement de la Banque offrira à un candidat de valeur de réelles perspectives.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8119 à EIROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - EUROMESSAGES

Directeur d'usine

Chantelle
PARIS

Numéro 1 en France et numéro 3 en Europe sur le marché de la lingerie-corseterie, nous réalisons un CA de 400 millions de francs et employons 1300 personnes. Nous disposons de trois sites de production en France et de deux en Tunisie. Nous recherchons un nouveau collaborateur pour l'une de nos usines tunisiennes. Rattaché au directeur industriel, il assure la gestion de l'unité et l'animation du personnel (200 personnes). En particulier, il supervise l'activité des différents services : bureau d'industrialisation des modèles, des méthodes, coupe, piquage, qualité... ; il prépare et négocie les programmes annuels et mensuels de production et d'investissements. A ce poste, nous souhaitons un candidat ayant une expérience confirmée de production, spécialiste de l'habillement. Le poste est basé dans la région de Monastir.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 895.88 M à notre conseil, 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

POLAROID FRANCE

Directeur des relations extérieures



En tant que Responsable de la Communication Externe de l'entreprise, vous développerez les relations avec la presse grande diffusion et professionnelle et tous les médias audio et vidéo susceptibles de véhiculer l'image Polaroid.

Votre formation supérieure, vos connaissances photo, micro-informatique et éventuellement électronique, quelques années d'expérience dans une société de technologie de pointe, la pratique de l'anglais font de vous le candidat idéal pour ce poste où le relationnel s'allie à la technique.

Rejoindre Polaroid, c'est avant tout s'intégrer dans un groupe dynamique et novateur en pleine diversification.

Envoyer CV, photo et rémunération actuelle à la Direction du Personnel, Polaroid France, BP 47, 78391 Bois-d'Arcy Cedex.

Polaroid

RELATIONS HUMAINES

DEMARCHE PARTICIPATIVE
ET INFORMATION SOCIALE

Directement rattaché au D.R.H., vous pilotez l'avancement du Projet d'Entreprise : choix des thèmes de progrès, constitution et suivi des Groupes de Travail, publication des décisions et des résultats. Conformément aux Objectifs Sociaux de l'Entreprise, vous développez la pratique des Groupes d'Expression dans les Unités en aidant l'encadrement à les préparer pour aboutir à des actions concrètes. Vous êtes maître d'oeuvre de l'information sociale et de la communication interne dans la Société. De formation supérieure, une première expérience (5 ans) de prestation de services en Gestion du Personnel auprès de clients internes ou externes : conduite de recrutements, préparation de plans de formation, organisation de démarches participatives... Merci d'adresser lettre manuscrite, Curriculum Vitae et prétentions sous référence 8397/LM à E D I A P A 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.

Filiale d'une Société de gestion immobilière appartenant à un groupe institutionnel important, nous avons en quelques mois prouvé notre capacité à contribuer efficacement au développement diversifié amorcé en 1988. Nous vous proposons de

CONJUGUER VOTRE TALENT DE GESTIONNAIRE ET VOTRE SENS DU CONTACT

dans une équipe dynamique et motivée, en nous rejoignant comme

RESPONSABLE DE SYNDIC DE COPROPRIETES

Votre mission :

Directement rattaché au responsable de l'activité Syndic (2 000 lots répartis en Ile de France), vous serez pleinement responsable de la gestion des immeubles, de la gestion financière et juridique, de l'entretien du règlement de copropriété et des assemblées générales... La qualité de votre action nous permettra d'occuper notre essor. Poste basé : Paris Sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence GP/AL à notre conseil : Annick LUCCHINI - INFORAMA Carrières - 50, Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

Votre profil :

Homme ou femme, diplômé d'enseignement supérieur + formation juridique, une expérience probante de plusieurs années dans un cabinet de Syndic vous confère un professionnalisme irréprochable que vous souhaitez valoriser dans un environnement performant et évolutif...

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS
PAU - SOPHIA-ANTIPOLIS - TOULOUSE

INFORAMA

carrières

la technologie par les hommes

Créer la fonction personnel dans une PME "bon style et bonne image".

Les clients sont des banques et des grandes entreprises parisiennes. Elles apprécient beaucoup le style, la compétence, l'implication des 120 collaborateurs - les femmes sont majoritaires - qui opèrent dans les agences de la société. Elle a bien sûr une très bonne image et d'excellents résultats.

Le Directeur Général - 36 ans et un bon curriculum vitae - structure son équipe de direction. Le responsable du personnel prendra en charge des fonctions aujourd'hui assurées au niveau de la holding : la gestion des effectifs, la formation, la communication interne et participera aux recrutements.

Vous avez 30 à 35 ans, une maîtrise ou un D.E.A. en Droit ou en Gestion, au moins 6 ans d'expérience ; vous êtes à l'aise avec plusieurs des composantes de la fonction ressources humaines. Alors adressez votre dossier complet aux consultants du Cabinet Sirca sous la référence A 995 220 LM - 64, rue La Boétie - 75008 Paris - ils étudieront confidentiellement votre candidature.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

EXXON
CHEMICAL

Pour son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine Maritime), située entre Le Havre et Rouen, la Société Française EXXON CHEMICAL (1300 personnes dont 375 cadres) recherche un

Jeune cadre ressources humaines

Vous êtes motivé par les Ressources Humaines en milieu industriel et diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Sciences Po, CELSA, DISS...). Vous êtes débutant ou avez une première expérience (1 à 3 ans).

Au sein d'une équipe jeune et polyvalente, les responsabilités très opérationnelles qui vous seront confiées se situent dans les domaines de l'administration du personnel (paie, gestion des rémunérations, études statistiques) et des relations avec les représentants du personnel (organisation et suivi des réunions de délégués du personnel, préparation des négociations...).

Pour réussir dans ce poste et évoluer dans le groupe EXXON CHEMICAL, vous devrez posséder de réelles qualités de communication, le goût et l'aptitude à utiliser la micro-informatique ainsi que la maîtrise de la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence RH/M24, à François Levasseur, SF EXXON CHEMICAL, BP 52, 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon.

Ressources Humaines
Organisation et Conseil

3 COMES DE GROUPES TERRITORIAUX

Consultant
Junior

Ankar

3 Cadres Commerciaux

mc RECRUTEMENT

INGENIEUR
Responsable des mesures
HYDRO-ACOUSTIQUES

Son rôle :
- Développer des méthodes de mesure de bruit et de traitement du signal associé.
- Définir les matériels et logiciels nécessaires.
- Effectuer les mesures hydro-acoustiques et les analyses.

Son profil :
- Expérience HYDRO-ACOUSTIQUE
- Attiré par la recherche et les essais.
- Disponibilité, esprit d'équipe.
- Parlant anglais.

Merci de nous adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous n° 87289

75, rue du Grand Aulnay. 76250 Deville-Les-Rouen

IMPORTANTE ENTREPRISE
A VOCATION INTERNATIONALE
(REASSURANCE)

recherche en raison
du développement
des activités

JEUNE DIPLOMÉ E/F
IUT Statistiques ou Maîtrise de Mathématiques

Vous participerez notamment au sein de la **DIRECTION TECHNIQUE** :

- à la définition et mise en place des instruments de suivi et d'évaluation des résultats.
- aux études sur prévisions de chiffre d'affaires.
- à la tarification des contrats.
- aux études actuarielles portant sur l'évaluation du risque.

Pour ce poste basé à PARIS, vous êtes débutant et motivé par ce secteur d'activité, avez une bonne maîtrise de l'anglais et l'utilisation de la micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 55613 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

SOFTWARE
communication
S.A.

RECHERCHE

■ Expérience de la terminologie, de la lexicologie et de la linguistique.
■ Familiarisé avec les outils et méthodes des nouvelles technologies de communication.
■ Autonome dans le management de projets de dictionnaires et banques de données.

UN
TERMINOLOGUE
LEXICOLOGUE

Adresser candidatures (CV + Lettre + Photo) à :
SOFTWARE COMMUNICATION (GROUPE ITM)
24, rue MARC SEGUIN - 75018 PARIS

La ville d'Alès (Gard)
RECRUTE D'URGENCE
selon les conditions statutaires
et de préférence par voie de mutation

UN RESPONSABLE
pour son service urbanisme

Cadre A, filière administrative ou technique,
ayant des connaissances approfondies dans le domaine de l'urbanisme réglementaire et opérationnel. Il devra avoir, de plus, des aptitudes pour assurer la responsabilité du service et une expérience confirmée, en la matière, dans le monde communal.

Lettre de candidature et c.v. à adresser à :
Monsieur le Maire d'Alès,
Hôtel-de-ville - 30100 ALÈS.

Renseignements pour ce poste au S.G.A. du personnel.

Organisme social - secteur privé - 2 800 personnes
recrute

CADRE STATISTICIEN

Responsable de la division chargée notamment d'études statistiques, d'analyses budgétaires des hôpitaux, de la gestion, de la comptabilité analytique et des indicateurs de gestion.

Diplôme souhaité :
SCPO Ecofi ou maîtrise Sciences économiques ou option gestion ou maîtrise de gestion ou DUT statistiques.

Niveau de rémunération annuelle brute, entre 156 000 F et 189 000 F selon expérience.

Adresser lettre manuscrite + CV et prétentions sous n° 8 599, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE

Le savoir-faire, les moyens de production, le dynamisme (360 MF de CA), 42 millions de bouteilles dont 95% à l'export, font du groupe LES GRANDS CHAIS DE FRANCE un des leaders français en vins et spiritueux à l'exportation.

Pour développer la présence nationale de notre Groupe, nous recherchons notre futur

CHEF DES VENTES FRANCE

Une formation ESC ou équivalent allée à une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire (et exclusivement dans le domaine des Vins et Spiritueux) vous permettront d'être immédiatement opérationnel.

Habile négociateur auprès des différentes centrales d'achat, vous êtes bien introduit en Grande Distribution : c'est votre atout pour réussir le challenge que nous vous proposons.

Le salaire, motivant, sera lié à l'expérience et au potentiel du candidat.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel - Les Grands Chais de France
1 rue de la Division Leclerc - 67200 PETERSBACH.

Les candidatures seront examinées avec une totale discrétion.

BANQUE
(Filiale d'un important groupe de services)
développant ses activités de marché
recherche

UN GÉRANT SICAV/FCP

Le candidat devra avoir des connaissances approfondies sur les marchés de taux (Matif, Fibor, BTAN, obligations, options)

Une expérience de 2 à 3 ans est exigée.

Large perspectives d'avenir.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous n° 8602
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

BELIN

ASSISTANTS D'ÉDITION

Nos services éditoriaux se développent et recherchent des assistants d'édition pour participer à la mise au point des projets d'ouvrages, préparer et suivre leur réalisation.

De formation supérieure (BAC + 5), les candidats retenus justifieront d'une première expérience professionnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions à : M^{me} GARNIER,
Editions BELIN - 8, rue Férou, 75006 PARIS.

BANQUE DE DÉPÔTS
Paris et région parisienne, recherche pour son réseau d'Agences

EXPLOITANTS
destinés à secondier le Directeur d'Agence

- actuellement seconds d'agence classe IV ou V
- ou attachés commerciaux ayant le potentiel nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo en précisant la référence 45.700, PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

PÉTROLE SAINT-HONORÉ
recrute

1 CADRE ADMINISTRATIF/FINANCE

ayant une formation comptable avec de préférence une première expérience de l'industrie pétrolière.

Cette nouvelle société d'exploitation pétrolière détient des intérêts dans 7 pays en France. Si vous cherchez un environnement de travail dynamique où l'effort est récompensé par une rémunération très compétitive (salaire + intéressement), prière d'envoyer votre dossier de candidature à :

Neil McNaughton
Pétrole Saint-Honoré,
47, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 Paris.

mc RECRUTEMENT

INGENIEUR
MECANIQUE DES FLUIDES

Son rôle :
- Responsable des essais effectués dans les tunnels hydrodynamiques du Centre.

Il devra :
- Définir, préparer, planifier l'essai en accord avec le client, le chef des moyens d'essais et les différents départements du Centre.
- Suivre le bon déroulement de l'essai.
- Rédiger le rapport correspondant.

Son profil :
- Ingénieur spécialisé dans la MECANIQUE DES FLUIDES.
- Sens des responsabilités, disponibilité.
- Goût des contacts et du travail en équipe.
- Parlant anglais.

Merci de nous adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous n° 87289

75, rue du Grand Aulnay. 76250 Deville-Les-Rouen

SECRÉTAIRES

Société cinématographique
cherche

SECRÉTAIRE COMPTABLE

parfaitement bilingue anglais/français
Expérience : 5 ans minimum. Très organisé.

Écrire avec C.V. + photo sous n° 8601
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Pour une société située dans l'Ouest,
à proximité d'une ville universitaire
nous recherchons

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL
(30 à 40 ans environ)
ayant :

- une forte capacité à mobiliser une équipe et à la faire adhérer à des objectifs ambitieux ;
- un sens commercial développé ;
- une grande motivation pour obtenir des résultats financiers significatifs.

Une formation de vétérinaire, de pharmacien ou d'ingénieur agro/agri et une expérience de direction d'entreprise seront appréciées.

Écrire à RHODE, 22, rue de la Pépinière, 75008 Paris.

Nous sommes un groupe financier international gestionnaire d'investissements, dont le total du bilan est de US dollars 500 millions.

Nous cherchons

UN CADRE
de haut niveau pour notre filiale
française située à PARIS

Il sera notamment chargé du suivi de nos relations avec nos partenaires en France, de la recherche et de l'évaluation des projets d'investissement en France.

Le poste conviendrait idéalement à un financier avec d'excellentes relations sur la place de Paris, ayant le sens des affaires et du marché, organisé et convaincant.

Merci d'envoyer votre C.V. pour un premier contact s/n° 8683,
le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

D.R.E.T.
recherche pour poste à créer dans cadre coopération européenne

SECRÉTAIRE
bilingue anglais

plus, si possible, allemand ou espagnol courant. Dynamique, disponible, ayant le sens de l'organisation.

DÉBUTANT EXCLU
Poste basé à Paris-15^e

Merci d'envoyer lettre, C.V. et prétentions à
DRET/Bureau des personnels,
26, bd Victor, 75996 Paris Armées.

ملكو من انا

AFFAIRES

Quand les cadres prennent le maquis

Deux sociétés françaises proposent aux entreprises et aux particuliers de jouer aux cow-boys et aux Indiens à coups de pistolets à air comprimé. Un passe-temps populaire aux États-Unis et en Grande-Bretagne

Les cadres français connaissent déjà les vertiges du saut à l'élastique, du parapente, de la randonnée ou du défilé à l'excitation de la course d'orientation ou de la marche sur les brisures, autant d'activités censées les forcer à se dépasser, à révéler leur nature profonde. Puisque l'entreprise est une jungle dont seuls les « battants » triompheront, les décideurs vont pouvoir maintenant crapahuter dans les sous-bois l'arme au poing : la guérilla comme dernier « must » du management instinctif. La formule vient des États-Unis, via la Grande-Bretagne. Ce n'est à l'origine qu'une simple histoire de cow-boys. Dans l'Ouest, le vrai, celui des grands espaces et des troupeaux gigantesques, les vachers utilisent des pistolets à air comprimé qui propulsent des billes de peinture, afin de marquer les bêtes. Une technique efficace et amusante qui se devait de devenir un jeu. C'est chose faite depuis dix ans en Amérique, l'Angleterre ayant découvert ce nouveau hobby il y a cinq ans.

Le principe du jeu, qui se pratique sur un terrain boisé, est des plus simples. Cela tient à la fois du ballon prisonnier et du célèbre jeu du fanion, toujours en vigueur chez les scouts. Chacune des deux équipes, composée de dix à vingt personnes, doit s'emparer du drapeau de l'adversaire. Chaque participant possède un pistolet et des « billes » de peinture fluo-tinct biodégradables, précises des prospectus, — pour se défendre et attaquer. Tout joueur touché est éliminé.

« Escarmouche » et « survie »

« C'est un jeu d'enfant que nous avons sophistiqué », explique Simon Peniston-Bird, directeur de Skirmish (« escarmouche »), une des deux firmes britanniques à proposer des jeux de guerre. En fait, nous donnons l'occasion aux adultes de redevenir des gamins le temps d'une journée.

Les paint-ball games, littéralement jeux de billes de peinture,

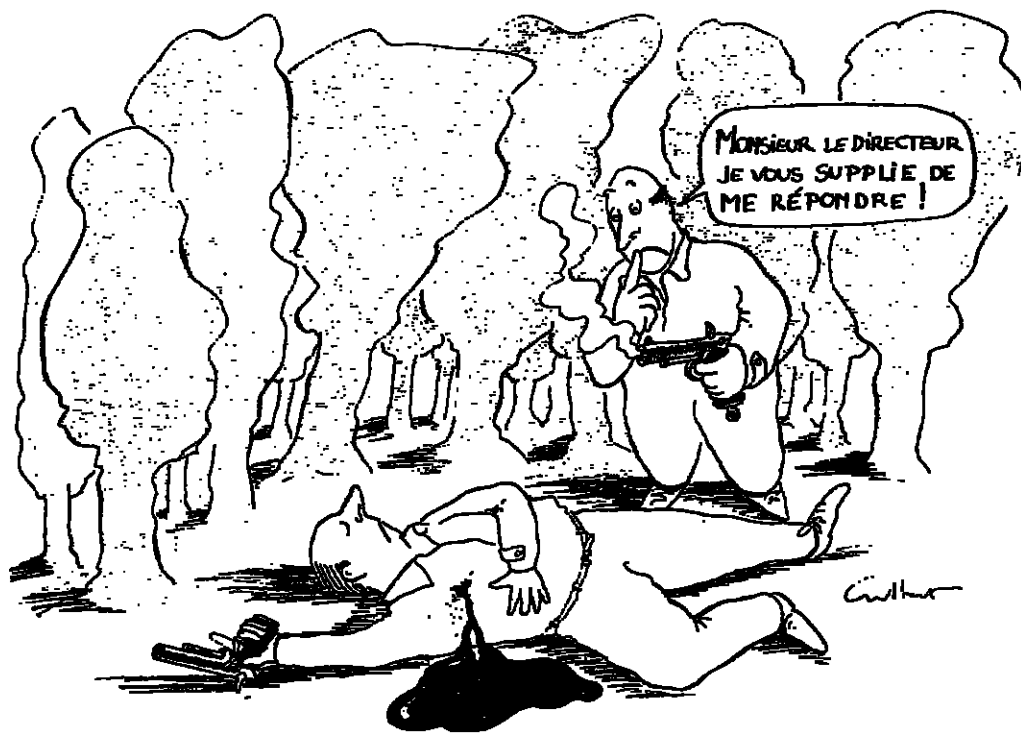
ont connu un succès immédiat outre-Manche. Des dizaines de milliers de personnes s'y adonnent chaque semaine sur une centaine de sites. Plusieurs magazines spécialisés dans ces jeux d'aventure paraissent tous les mois et des championnats se déroulent dans des stades reconvertis en champs de manœuvre grâce à des bottes de paille cylindriques. « J'ai vendu quinze millions de billes l'an passé », annonce, amusé, le jeune patron anglais.

En France, deux sociétés occupent le créneau. La première, Survigame, distribue depuis un an et demi le Survival Game britannique. La seconde, Skirmish-France, vient tout juste d'inaugurer son aire de jeu en Bourgogne. Survigame est en fait la section sports et loisirs d'une agence parisienne spécialisée dans les voyages d'affaires : Frédéric Lack Travel Service. Skirmish est le projet d'un couple d'agriculteurs, Rozenn et François Convert, désireux de diversifier leur activité agricole.

Si leurs démarches sont différentes, les promoteurs de ces jeux visent les mêmes cibles : les grandes entreprises du tertiaire et des secteurs de pointe, l'informatique, l'électronique, la banque, la publicité.

Le débouché institutionnel est financièrement le plus avantageux : 1 000 francs en moyenne par joueur et par jour, contre 350 francs pour les particuliers. « Cela peut aller jusqu'à 2 000 francs suivant les prestations », commente François Convert. Pour les sociétés qui le désirent, nous pouvons organiser d'autres activités à la carte, autour du Skirmish. Ici, il y a plein de gibier, d'églises romanes, de bons restaurants.

En Angleterre, des groupes comme IBM, British Telecom, British Rail, Kodak, La Lloyd Bank, la Barclay Bank, Saatchi et Saatchi ont déjà participé à de tels jeux de stratégie. Simon Peniston-Bird évalue à 20 % la part des entreprises dans le marché, tenu par les trente centres Skirmish.



« C'est un produit de communication idéal. Il n'y a aucune hiérarchie a priori dans les équipes, mais, au cours des parties, on voit se profiler les caractères. On peut repérer les attaquants, les organisateurs, ceux qui restent en retrait. Cela permet également de dynamiser des équipes, les forces de ventes, par exemple », assure Patrick Bouthillier, un des responsables de Survigame.

Depuis sa création, cette société a mis sur pied une cinquantaine de parties pour des associations de médecins, d'avocats, d'étudiants (Assas, Dauphine, Sorbonne, écoles de commerce) et des particuliers. Une agence de publicité a eu recours à ses services pour lancer un défi à un de ses clients, le

groupe Bosch. Agfa lui a confié ses commerciaux.

« C'est très drôle. Nous y avons joué début septembre et les gens m'en parlent encore », raconte Véro-nique Cassoret, responsable de la communication d'Agfa. « Nous avions déjà fait des stages de trekking et du 4 x 4, mais ça, c'est vraiment nouveau. Cela nous permet de mieux nous connaître. L'image professionnelle s'estompe. On se découvre des points communs avec des personnes avec lesquelles on n'a pas d'atomes crochus. Bref, ça facilite les bonnes relations dans l'entreprise », poursuit-elle.

Emballée par ce nouveau gadget relationnel, Agfa veut renouveler

l'expérience. « La prochaine fois, nous allons décliner le jeu sous la forme d'un raid de trois jours près de la frontière italienne, avec passages d'obstacles, etc. » Malgré l'enthousiasme des participants, le phénomène est encore bien loin d'atteindre l'ampleur qu'il a prise dans les pays anglo-saxons. « Nous en sommes aux balbutiements, mais ça va bientôt décoller », annonce Patrick Bouthillier. Dans la cour de sa ferme de Toulon-sur-Arroux, François Convert confirme. « J'y crois. Personne n'y résiste. Ça ne peut que marcher. D'autres compagnies vont arriver sur le marché français », pronostique l'éleveur de poulets fermiers.

Il n'exclut pas, d'ailleurs, de voir à terme l'agriculture devenir une

activité d'appoint à sa nouvelle vocation. « La politique agricole commune est un cul-de-sac. Il ne nous reste plus que le tourisme et le service aux citadins », poursuit le paysan atypique qui compte d'ici un an avoir franchisé trois ou quatre sites.

Mais le succès de ces divertissements pour grands enfants dépend d'un facteur impalpable : l'image. Survigame et Skirmish sont très soucieux de leur honnêteté. L'alcool est interdit sur le site ainsi que lors du déjeuner compris dans le forfait. « Les arbitres sont là pour veiller à ce que tout se déroule dans une bonne ambiance. Une personne qui se mettrait à hurler des ordres ou à se comporter de façon trop « militaire » serait immédiatement expulsée », rappelle Patrick Bouthillier.

Dans l'aire de sécurité du parcours — interdite aux armes — Rozenn Convert détaille le règlement à un groupe de joueurs sagement rassemblés en arc de cercle. « Inutile de viser la tête, cela n'éliminera pas votre adversaire », dit-elle, prenant bien soin en outre d'employer le mot « marqué », plutôt que « touché ». « Nous avons beaucoup hésité sur le choix des combinaisons camouflées, repris son époux, mais une grande part de la stratégie repose sur la dissimulation, alors... »

Survigame va même plus loin dans la « démilitarisation », puis-que ses tenues sont de couleur unie, verte ou marron. « Pour éviter le côté ambigu de ce produit », concède Patrick Bouthillier.

Aux États-Unis, en effet, les parties prennent souvent l'allure d'un entraînement paramilitaire pour vétérans du Vietnam en mal d'exercice. « Les jeux américains sont trop inspirés par Rambo pour les Européens », reconnaît Simon Peniston-Bird. Notre version est beaucoup plus douce : pas d'uniformes, ni d'insignes, ni de grades. « Reste qu'une fois les armes en main, les joueurs ont vite fait de retrouver le vocabulaire guerrier de leurs douze ans... »

JEAN-CHRISTOPHE MARTINEAU

Sous l'enseigne Première Classe

Le groupe Taittinger se lance dans l'hôtellerie économique

Les nouveaux créneaux de l'hôtellerie suscitent convoitises et initiatives. Ainsi de l'hôtellerie « économique », où plusieurs entreprises se sont lancées (notamment Ebitair et les Wagons-Lits). Accor, premier groupe hôtelier français, y a pris une bonne longueur d'avance, avec cent dix établissements Formule 1 ouverts en octobre 1989 et un chiffre d'affaires prévu pour l'année de 170 millions de francs, et attaque maintenant l'étranger (Belgique, Grande-Bretagne et bientôt RFA).

Nouvel intervenant, Campanile, filiale du groupe Taittinger, qui développe son réseau de deux-étoiles en Grande-Bretagne, au Benelux, en Espagne et au Portugal, se place à son tour sur ce sec-

teur, sous l'enseigne Première Classe. Le premier établissement va ouvrir dans quelques semaines à Marne-la-Vallée. Une trentaine sont déjà prévus dont vingt doivent ouvrir en 1990, avec une conception un peu différente (129 F la chambre pour trois personnes, au lieu de 110 F, avec une salle de toilette individuelle).

Pour faciliter ce développement, notamment sur le plan financier, le groupe a décidé de constituer un holding, Evergure, au capital de 102,1 millions de francs entièrement détenus par la Société du Louvre, capital qui sera augmenté de 25 millions de francs en décembre et à nouveau l'an prochain.

D'autant qu'Evergure compte aussi entamer une diversification

aux hôtels Campanile et Première Classe et aux restaurants Côte à Côte (dont treize unités existent déjà) s'ajoute notamment un établissement de thalassothérapie à Saint-Cast (Côtes-du-Nord), avec un hôtel de cinquante chambres.

Sur ce même créneau, Accor décline déjà cinq établissements (sur les trente-cinq existant en France) et entend en ouvrir de nouveaux en 1990 et 1991. Le groupe vient surtout de s'associer en joint-venture avec le japonais Seibu Saisan pour la construction d'un établissement pour trois cent cinquante curistes, avec un hôtel de luxe, qui ouvrirait en 1992 dans le sud du Japon, à Shima.

Avec l'annonce d'une nouvelle architecture et d'une vingtaine de logiciels

IBM renforce ses positions en informatique industrielle

L'informatique de gestion ne paie plus : vive l'informatique industrielle ! Quelque peu oubliée des grands constructeurs d'informatique, le marché de l'automatisation des usines, attire désormais leur regard, et celui d'IBM en particulier. Celui-ci vient ainsi de battre ses concurrents sur le poteau en annonçant un système de production par ordinateur intégré (générallement désigné par le sigle CIM pour Computer Integrated Manufacturing), plus large que ceux existant actuellement sur le marché. L'architecture CIM d'IBM est un ensemble de logiciels et une méthodologie qui permettent d'automatiser progressivement l'ensemble des fonctions de production depuis la conception des produits jusqu'à leur livraison, selon une approche tout à fait différente des méthodes classiques. L'approche CIM, si elle est prônée par

tous, est encore quasi inexistante dans les faits. Elle a pour objectif de décloisonner chaque poste de production et de chercher à optimiser l'ensemble de la chaîne (bureau d'études, gestion des stocks, gestion des matières, etc.) et non chacun de ses éléments comme cela était fait par le passé. Une banque de données devient le cœur du système sur lequel s'articulent les ordinateurs de conception, de gestion, les commandes numériques... Une approche que le contexte économique actuel, et en particulier la concurrence japonaise, a rendu nécessaire : qu'il s'agisse de diminuer les stocks, réduire la durée du cycle d'industrialisation, rendre le système de production plus réactif aux changements, ou améliorer la qualité.

Selon le constructeur, qui com-

mence dès aujourd'hui la commercialisation de ces logiciels CIM, les premières réalisations seront opérationnelles courant 1990.

Peu présent jusqu'alors dans l'informatique industrielle, IBM dispose de deux atouts pour réussir : la possibilité d'investir massivement mais aussi son expérience. En tant que consommateur des produits qu'il met à la disposition du public et qu'il a pu tester dans ses propres usines. Selon Albert Colin, de l'Agence pour le développement de la production automatisée, le constructeur américain se montre aussi particulièrement présent dans les instances de normalisation. Ce qui lui permet d'annoncer aujourd'hui un système conforme aux normes existantes ou en projet comme CIM-OSA, en cours de définition dans un programme de recherche européen Esprit.

Au départ de Nice, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

swissair

110 destinations dans 68 pays

سويساير

AFFAIRES

Hermès, un conglomérat de griffes

Onze ans après avoir pris les rênes de l'entreprise familiale, M. Jean-Louis Dumas pratique une politique d'intégration verticale. Hermès, ou l'anti-Arnault, devient un groupe de PME allant de la soie aux hautes technologies.

Pour son «Heure de vérité», Antoine Riboud, le PDG de BSN arborait une cravate «Hermès». Et il l'a dit. Après ses célèbres cravates, les cravates en soie sont maintenant devenues une sorte de signe distinctif pour hommes d'affaires à la mode ou politiciens branchés. Autant de jolis succès pour cette maison dont le chiffre d'affaires a été multiplié par trois en cinq ans. De 542 millions de francs en 1983, il a atteint 1,7 milliard en 1988. Il devrait être de 2,3 milliards en 1989.

Cette progression est le résultat de la politique menée depuis une dizaine d'années par Jean-Louis Dumas. Dans le petit monde du luxe, Jean-Louis Dumas représente un peu l'anti-Bernard Arnault. Alors que le PDG de LVMH (Moët Hennessy Louis Vuitton) joue le jeune homme pressé et s'acharne à dévorer les entreprises, Jean-Louis Dumas lui, prend son temps pour construire «une galaxie de PME».

Sa dernière acquisition date de l'été : il a alors ravi les cristalleries

de Saint-Louis, ancien fournisseur de Louis XV, à l'américain Brown Forman. «Nous essayons de constituer un pôle du luxe en regroupant les entreprises dans le respect des métiers. Une sorte de conglomérat de belles griffes», explique Jean-Louis Dumas. Cette ambition relève d'une stratégie inverse de celle préconisée en ce moment par la plupart des industriels : au lieu de se replier sur son métier de base, Hermès pratique une concentration verticale. Des fabricants de soie aux éleveurs de vaches, Jean-Louis Dumas est prêt à prendre sous sa houlette tout ce qui contribue à la fabrication des produits vendus sous sa griffe. C'est en 1978 que Jean-Louis Dumas a pris les rênes de la maison fondée en 1837 par son grand-père, Emile Hermès. Licencié en droit et diplômé de Sciences Po, Jean-Louis Dumas était entré dans la maison familiale en 1964 après une année chez Bloomingdale's, le grand magasin new-yorkais. Avec son allure déguisée d'éternel étudiant, et sa façon d'avoir toujours

l'air en train de préparer un canular, Jean-Louis Dumas dirige en réalité son groupe d'une main de fer. Des dessins des ornés au prix des acquisitions, rien ne lui échappe. En l'espace de dix ans, il a profondément fait évoluer l'image et les structures de cette société.

En pleine toquade pour les produits de luxe, il commence par donner un coup de jeune au classique B.C.B.G. du célèbre millier. Avec l'agence Eldorado, dirigée par Françoise Aron, une de ses condisciples de Sciences Po, il lance une campagne de pub de toutes les couleurs. Les bracelets-montres vert pomme et les sacs Kelly bleus choquent un peu le sens traditionnel de l'élégance des autres membres de la famille qui sont les actionnaires. Car Hermès est vraiment une entreprise familiale : les dix-sept enfants des quatre filles d'Emile Hermès se partagent 90,7 % du capital. Presque élevés ensemble, les cousins sont solidaires, s'habituent Hermès et participent aux relations publiques de la maison. D'autant que ces dernières années,

ils ont encaissé les dividendes des bénéfices qu'on peut supposer confidentiels. Mais Jean-Louis Dumas sait bien qu'à la prochaine génération il sera plus difficile de conserver cette cohésion. Pour éviter de se retrouver confronté à l'arrivée d'actionnaires inconnus, il a préféré modifier les statuts de l'entreprise. Au sommet de ce groupe qui compte quarante filiales et emploie deux mille cinq cents personnes, il a instauré une société en commandite par actions qui garantit l'indépendance de la gestion par rapport au capital. Grâce à cette solution, Jean-Louis Dumas sait notamment qu'il pourra sans risque introduire Hermès en Bourse. Le moment venu et sur la place qu'il choisira : on peut imaginer qu'il en profitera alors pour élargir son monde.

Mais rien ne presse. Pour l'instant, la vente des parfums, des montres, des sacs et de la vaisselle apporte à Hermès les moyens d'autofinancer son développement. C'est par exemple ainsi qu'ont été couverts au cours des deux dernières années trente-cinq points de vente sur les deux cent cinquante que compte la société. Ces filiales de distribution réalisent 67 % du chiffre d'affaires total équitabement partagé entre l'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon et les autres pays d'Asie.

Côté production, Hermès s'est donc investi dans une politique d'acquisitions en amont de ses produits. Notamment des fabricants de soie dont la maison du faubourg Saint-Honoré consomme 200 tonnes par an. Avec Sport soie, Ateliers A.S., Eugène Perrin et fils, Verel de Belval et Siegl, Hermès est à la tête d'un petit empire du tissage et de l'impression de la soie.

«Ces entreprises avaient souvent besoin d'un renfort structurel. Nous leur apportons une aide dans le domaine de la gestion, explique Michèle Dumas, directrice générale adjointe. Pour sauvegarder un savoir-faire ou améliorer, nous sommes prêts à en faire un sauvetage financier.» Et donc de pren-

dre en charge le cas échéant, les frais de restructuration.

Le niveau de la participation d'Hermès varie suivant le cas. Elle peut être totale comme chez Verel de Belval ou à 51 % chez Eugène Perrin. Elle peut aussi se combiner avec une augmentation de capital : c'est le montage choisi pour les cristalleries de Saint-Louis où, en injectant 40 millions de francs à eux deux, Hermès et Pochet ont à la fois pris le pouvoir et renforcé l'entreprise.

En réalité, cette politique, qui est le contraire du système des licences honni par Jean-Louis Dumas, correspond à une volonté de contrôle permanent sur la qualité. Chez Hermès, de l'atelier à la vente, la maîtrise de la marque est totale. Au point que lorsque Hermès fait appel à un sous-traitant, celui-ci crée une unité spéciale pour fabriquer ses produits. C'est ce qu'a fait le Limougeau Haviland pour la fabrication de la porcelaine signée Hermès.

Luxe «hi-tech»

Cette obsession de la perfection a des conséquences : elle coûte cher mais elle permet aussi de justifier les tarifs élevés et de fortes marges. A 970 francs, le prix du carré a nettement dépassé l'évolution de l'inflation. De mauvaises langues racontent que Jean-Louis Dumas, mari des prix élevés pratiqués par Vuitton pour le lancement de ses foulards, a aussitôt mis les siens au diapason... Autre inconvénient : la perfection exige du temps et de la patience de la part des consommateurs. Il est rare de pouvoir quitter les magasins Hermès avec son sac au bras. Et avant d'offrir des chaussures Lobb, le bottier racheté en 1975 par Hermès, il faut patienter six bons mois. «Il est difficile d'obtenir des gains de productivité sur le cuir», s'excuse Michèle Dumas. Hermès a aussi du mal à trouver de la main-d'œuvre qualifiée. Ainsi pour realouter les foulards, il faut les envoyer à l'île Maurice.

Jean-Louis Dumas rêve d'allier nouvelles technologies et tradition. Le travail de la soie a été mécanisé autant qu'il était compatible avec le souci de la qualité. Pour créer des mallettes, les matériaux composites ont été associés au cuir. Et ce n'est pas un hasard si Jean-Louis Dumas avait accepté la présidence de la sous-commission du X^e Plan consacrée à l'innovation et à la recherche. Il est aussi présent dans la Fondation de La Villette et se plaît à inviter le spationaute Patrick Baudry pour l'ouverture de sa boutique de Houston aux Etats-Unis.

Ces activités correspondent sans doute à l'électionisme de Jean-Louis Dumas. Elles font aussi partie d'une politique d'image. Conseiller en communication, Véronique Saint-Gours, en effet, convainc Jean-Louis Dumas de moderniser l'image du voyage : moins de selles et de harnais, davantage de style et de nouveaux matériaux.

Pour Hermès, la prochaine étape de son évolution sera sans nul doute son déménagement : à la fin de 1990, les bureaux et les ateliers quitteront l'immeuble du 24, rue du Faubourg-Saint-Honoré, pour s'installer dans les bureaux en construction à Pantin, au nord-est de Paris.

Maintenant qu'il a achevé les réformes essentielles de son groupe, Jean-Louis Dumas prétend vouloir prendre un peu de recul sur la gestion quotidienne de cette entreprise. Pour s'en décharger, il vient d'embaucher un nouveau directeur général : Patrick Thomas, transfuge de Pernod Ricard dont il fut le directeur financier, a fait son entrée rue du Faubourg-Saint-Honoré en négociant le rachat des cristalleries de Saint-Louis. Réputé compétent et habile, ce fils d'industriel dijonnais devrait s'imposer après d'un président qui a peu l'habitude de déléguer et d'une famille qui a jusqu'ici toujours trouvé en son sein quelqu'un pour présider aux destinées de l'entreprise.

FRANÇOISE CHIROT

Le «système croisé» remplacerait les deux approches actuelles

Une révolution dans la comptabilité des entreprises

Une révolution pourrait se produire dans la comptabilité française, avec la mise en œuvre du «système croisé», qui consisterait à réconcilier deux approches utilisées par les entreprises, l'une, globale, décrivant les rapports avec les autres agents de l'économie, l'autre, analytique, qui concerne les conséquences internes de ces rapports au sein des entreprises elles-mêmes. Ce système permettrait d'améliorer leurs performances en mettant à leur disposition une information rapide, pertinente et fiable.

En 1988, un groupe de travail présidé et animé par M. Jean-Pierre Lagrange, membre du Conseil national de la comptabilité (CNC) et, par ailleurs, directeur général adjoint du groupe des Chargeurs, a été chargé de mettre au point les modalités d'application du système croisé, qui a été présenté au collège de la CNC en décembre dernier et vient d'être exposé avec grand succès, vendredi 19 octobre 1989, dans le cadre d'un atelier du congrès annuel de l'ordre des experts-comptables.

De quoi s'agit-il ? A l'heure actuelle, les entreprises françaises, pour des raisons historiques pas toujours innocentes, utilisent deux comptabilités. Elles tiennent, tout d'abord, une «comptabilité générale», par nature de produits et de charges, qui retrace les relations avec les tiers, c'est-à-dire les transactions, les paiements, les encaissements au crédit ou au débit des clients, des fournisseurs, du personnel, de l'Etat et des partenaires financiers. Une telle comptabilité a pour objet d'informer les tiers en question, notamment le fisc, et de fournir des données à la comptabilité nationale.

Parallèlement, les entreprises tiennent une comptabilité «analytique» ou «industrielle», dont l'objectif est de connaître, avec précision, les coûts de production des produits vendus, et de permettre l'analyse de la rentabilité des activités. L'année est que ces deux approches, tout en ayant leur raison d'être et leur justification, sont irréductibles l'une à l'autre, car elles ne font pas appel aux mêmes concepts.

L'approche globale, on générale, est logiquement ordonnée et donc normalisée, tandis que l'approche analytique fait appel à des concepts purement internes, dont le contenu est librement défini selon les conventions propres à chaque entreprise, et qui se trouvent, par conséquent, inadaptés à toute normalisation, d'où une véritable

dichotomie des systèmes d'information. Chez les Anglo-Saxons, au contraire, les entreprises n'ont qu'une seule comptabilité, organisée par destination, permettant la gestion prévisionnelle décentralisée pour chaque activité, avec les coûts correspondants. Il leur est donc possible de mesurer le coût de chacune de ces activités aux résultats et leur rentabilité en fonction des capitaux immobilisés.

Comme il est facile de le comprendre, la gestion des entreprises françaises n'est pas facilitée par la dichotomie en question, qui constitue, pour elles, un lourd handicap dans la compétition internationale, même si, souvent, elles s'en rendent peu compte.

Un tableau à double entrée

Devant cette situation, on peut, soit réclamer l'application, en France, de la seule comptabilité anglo-saxonne, soit s'en tenir au statu quo, tout à fait incarné dans la culture française. Le système croisé de Jean-Pierre Lagrange propose, lui, d'adopter les forces et les atouts de chacune de ces approches et de les intégrer. Il requiert que, lors de toute saisie comptable, chaque fait économique soit envisagé «simultanément et dans son intégralité», sous son double aspect analytique et global, puis enregistré dans une «double écriture unique». Pour surmonter les difficultés majeures s'opposant à cette intégration, le système croisé propose la création de «comptes de jonction» (transit et translation), qui enregistrent les mouvements à la fois selon leur nature, conformément au Plan comptable général (PCG), et selon leur origine et leur destination analytique.

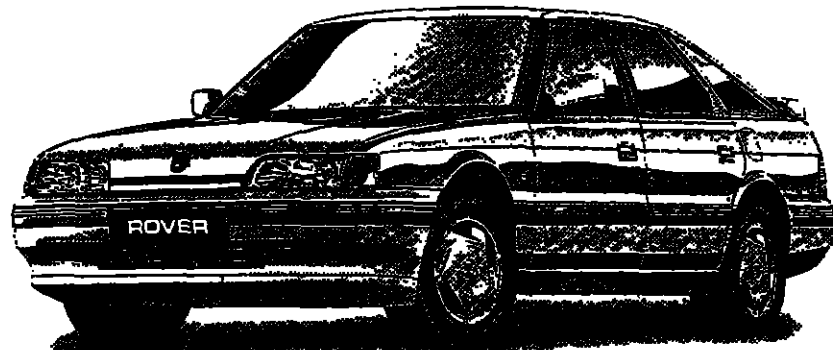
Pour reprendre, de façon synthétique, tous les aspects de l'activité de l'entreprise pour une période donnée, un «tableau carré» à double entrée, où l'abscisse retrace l'approche analytique et l'ordonnée, l'approche globale, est établie. La généralisation de la double écriture unique permettrait aux gestionnaires d'obtenir à tout moment les quatre états fondamentaux : compte des résultats, bilan, compte des transactions, compte des flux (financements et variations de trésorerie), avec, en supplément tous les états détaillant ces documents.

Dans l'immédiat, une application minimale de ce système, n'utilisant que le strict croissement des deux approches, peut être envisagée, la double saisie et l'utilisation du compte de jonction débouchant sur la tenue de deux comptes de résultats (par nature et analyti-

que) et deux bilans (global et analytique). Aux accusations d'élourdissement de la comptabilité, il est opposé l'allégement de l'administration de l'entreprise. En outre, la normalisation comptable pourrait être simplifiée, en réduisant au minimum le nombre des comptes obligatoires. Le Conseil national de la comptabilité est très favorable au système croisé, progrès substantiel dans les systèmes d'information d'entreprise, et dont la logique le rend facilement informatizable, le tout dans le respect du plan comptable général. Il ne peut qu'intéresser les experts comptables, préoccupés par le trop grand poids de la fiscalité dans la présentation des bilans et arides de clarté (Le Monde du 19 octobre).

FRANÇOIS RENARD

L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 11 NOVEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL
SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800

AVANTAGE

n° 1

AVANTAGE

n° 2

AVANTAGE

n° 3

0 F LA PREMIÈRE ANNÉE

Jusqu'au 11 Novembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1^{er} versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an. Location avec Option d'Achat sur 60 mois : 1^{er} versement : 50 % (*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1^{er} loyer 35 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,33 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT

Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant couverte par le dépôt de garantie déjà versé. Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 12,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13^e MOIS

Si vous ne résistez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13^e mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800. 1^{er} versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1^{re} année + option d'achat de 50 % à la fin du 13^e mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 11 Novembre 89, chez les concessionnaires ROVER affiliés à l'opération, sur tous les modèles ROVER Série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT, département de LOCUNIVERS, 51 Bd des Dumas, 13009 Marseille, SA au capital de 22.000.000 F RCS Marseille B 071 800 130.



(*) D'autres propositions de LOA avec apport initial de 30 % ou 40 % peuvent aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 5 modèles Berlina et Fastback à partir de 117.000 F TTC (TVA 6 % en plus) au 06 08 08 08 08 (Marseille 89).

ROVER SÉRIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 06 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

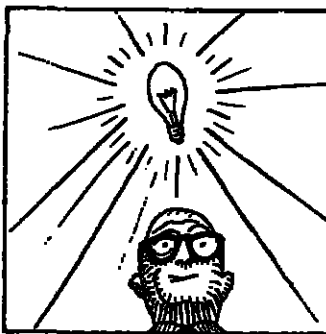
BOURSE

36.15 LEMONDE

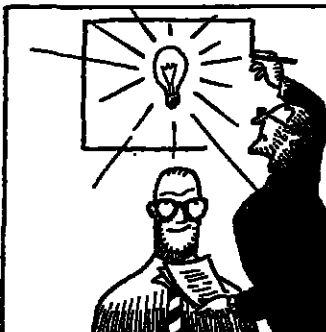
TECHNOLOGIE

Le développement et la protection de l'innovation

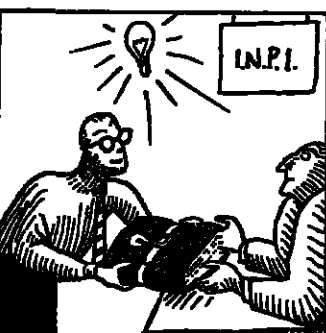
Une longue gestation



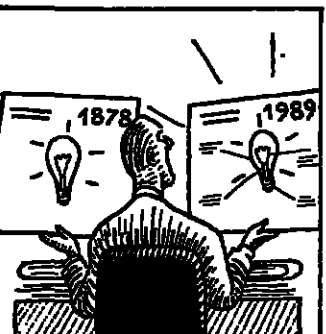
25 octobre 1985 : l'idée lumineuse s'est matérialisée. Il faut maintenant la protéger.



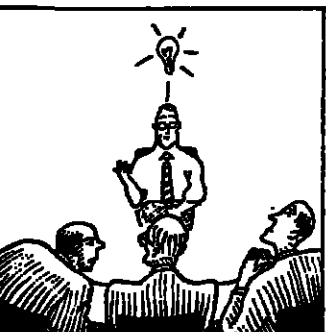
26 octobre 1985 : étape quasi obligatoire, le conseil en brevets d'invention.



3 novembre 1985 : le dossier rédigé par l'expert est déposé à l'Institut national de la propriété industrielle à Paris.



2 novembre 1986 : l'INPI saisit l'Office européen des brevets à La Haye. Celui-ci effectue une recherche d'antériorité.



30 avril 1987 : aucun brevet similaire n'ayant été déposé auparavant, le dossier peut partir pour Munich. Des examinateurs négocient avec l'inventeur les éléments de son invention qui constituent une réelle innovation.

1^{er} septembre 1989 : le brevet européen est délivré. Valable dans treize pays, il ne porte que sur un fragment de l'invention.

Les conseils en brevets élargissent leur champ d'action

Consultants discrets, les conseils en brevets jouent un rôle crucial dans le développement des innovations et leur utilisation stratégique. Menacés sur l'Hexagone par les professionnels juridiques, étouffés au-delà des frontières par leurs puissants confrères européens, ils devraient pouvoir prochainement élargir leurs prérogatives. Un projet de loi d'orientation les concernant est examiné, mercredi, en conseil des ministres.

« Conseil en brevets d'invention » : le titre peut prêter à sourire tant il décline irrévocablement des visions de professeurs Nimbus et évoque le concours Lépine. La réalité est bien différente. Ces deux cent trente spécialistes inscrits auprès de l'organisme qui, en France, instruit les dépôts de brevets — l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) — sont des spécialistes très pointus soumis à des règles de qualification et de déontologie des plus contraignantes. Sans être aussi étiquetés qu'en Grande-Bretagne, en Allemagne ou au Japon (dans ce dernier pays, les conseils en brevets d'invention sont plus de quatre-vingt mille), la profession n'est pas pour autant antienne : en 1988, les cent trente cabinets de conseil en brevets ont déposé un volume d'affaires de 2,6 milliards de francs.

Ces experts en innovations sont dotés d'un solide bagage technique (tous sont, bien sûr, ingénieurs et,

pour la plupart, centraliens) complété par une formation juridique spécialisée acquise à Strasbourg, siège du Centre d'études internationales pour la propriété industrielle. Ils ont, en outre, subi un test de compétence : l'INPI et doivent pouvoir revendiquer une expérience professionnelle de trois années au minimum. Cette profession d'exigences ne peut s'expliquer que par les responsabilités plutôt lourdes qui pèsent sur les épaules de ces discrets consultants.

« Nous n'avons pas le droit de l'erreur », résume à tout bout de champ Michel Monchey, président de la Compagnie nationale des brevets d'invention. Déposer, obtenir, faire valoir des droits sur une innovation n'est pas chose facile. Un brevet, c'est ce qui rend la dépense engagée par une entreprise des années durant. Ce titre de propriété confère, en effet, à son détenteur le monopole d'exploitation de sa découverte pendant vingt ans (sous réserve du paiement d'indemnités de renouvellement). Et lui permet également de concéder des licences contre rétribution (la redevance alors perçue court en général entre 2 % et 6 % du chiffre d'affaires réalisé grâce à la commercialisation du produit breveté).

Ce retour sur investissement n'est possible que si le brevet est correctement rédigé. Les prétentions de l'inventeur sont-elles démesurées ? Le titre de propriété perd de sa crédibilité et la protection s'effondre en cas d'action devant les tribunaux. Les revendications sont-elles, au contraire, trop

modestes ? L'innovateur est alors dépossédé d'une partie du bénéfice de son invention. « Tout l'art du conseil en brevets consiste à savoir décrire l'innovation, à la présenter, à formuler des revendications pour dérocher à son client la protection la meilleure possible », explique posément François Winstein, conseil en brevets depuis 1934, à la tête d'un des plus gros cabinets de Paris, le doyen de la profession. Bref, mal ficelé, le brevet, dont la délivrance se fait en général sans difficulté, ne sert à rien.

La procédure d'obtention est un peu longue : dix-huit mois au minimum. Mais l'Institut national de la propriété industrielle, qui traite les demandes en brevetabilité, est bon prince : il délivre ces titres de propriété dans 90 % des cas. L'organisme ne procède qu'à des vérifications de base. Il charge l'Office européen des brevets (voir article de Christian Chartier ci-dessous) de se livrer à une recherche d'antériorité. Pas question, en effet, de breveter le même produit ou procédé deux fois. L'INPI s'acquiert, en outre, des possibilités d'application industrielle de l'invention. En droit français, les découvertes, les théories scientifiques et les méthodes mathématiques ne sont pas brevetables. Pas plus d'ailleurs que les innovations contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

A ce stade, une discussion s'engage avec l'inventeur, qui doit préciser les mécanismes par trop obscurs et souvent viciés à la baisse ses revendications. L'INPI rédige alors un court avis documentaire sur la validité du brevet, mais si la recherche d'antériorité et l'analyse

des applications industrielles ont toutes deux donné des résultats positifs, le titre est automatiquement accordé. Le brevet commence alors sa vie publique, tout tire-céramique pour appareil intra-auriculaire (brevet n° 88.04741) ou dispositif de repérage des véhicules volés (brevet n° 88.04846), qu'ils soient.

Le recours à un conseil en brevets n'est, bien sûr, pas obligatoire. Pour éviter les mauvaises surprises, les gros déposants font toutefois appel à ces cabinets spécialisés (L'Oréal a fait, par exemple, plancher trois conseils différents sur ses soixante-seize brevets nationaux déposés en France en 1988), ou, tel Thomson, se dote de services intégrés.

Car pour ces grandes entreprises, les brevets ne sont pas seulement des protections, ce sont aussi de redoutables moyens d'attaque. « Un nouveau brevet est toujours attendu au tournant », explique Michel Monchey. Il existe des produits, les aciers spéciaux par exemple, sur lesquels la bagarre est d'autant plus vive que les directions de recherche sont somme toute assez limitées. Tout le monde travaille grosso modo sur l'amélioration des mêmes procédés. Résultat : tous les brevets se recoupent. Utiliser à récemment protégé un type d'acier très résistant. Immédiatement la concurrence a réagi. Un sidérurgiste néerlandais, deux italiens et un allemand lui en disputent désormais la paternité. « Samsonite et Delsey se querellent ainsi à chaque nouveau modèle de valise. Et Camping Gaz prend en chasse tout ce

qui ressemble de près ou de loin à une cartouche de butane. Semblables raids ont de plus en plus fréquemment pour origine les conseils en brevets mandatés par l'entrepreneur. Car la nouvelle génération (celle des quadragénaires) n'a aucun scrupule à manier la protection de l'innovation à des fins offensives. Autre activité en vogue parmi les jeunes loups de la propriété industrielle : l'évaluation de portefeuilles brevets lors de cession, rapprochement ou fusion d'entreprises.

Cette agitation tous azimuts ne laisse pas d'étonner de la part d'une profession qui, jusqu'ici, faisait surtout figure de belle endormie. Comme le résume l'un de ces experts, le raisonnement tenu est le suivant : « A douze mille brevets nationaux déposés chaque année en moyenne à l'INPI, notre base de développement est des plus réduites. Les brevets étrangers, plus nombreux, nous cantonnent au rôle de traducteur technique. Pourquoi, dès lors, ne pas élargir notre palette d'activités ? »

Le projet de loi d'orientation sur les brevets d'invention qui sera soumis au conseil des ministres du 25 octobre devrait donc leur apporter satisfaction. Le texte prévoit, en effet, de créer une profession unique de la propriété industrielle, reconnaissant du même coup la compétence des experts en brevets sur le droit des marques, dessins et modèles. Ces conseils new-look pourraient même obtenir le droit exclusif de représenter des tiers devant l'INPI. Un joli coup de poce.

CAROLINE MONNOT

La protection des découvertes au-delà des frontières

Bon pour La Haye, visa pour l'Europe

Une zone de bureaux modernes à Rijswijk, dans la banlieue de La Haye. La direction « recherche de documentation » de l'Office européen des brevets (OEB) — dont le siège central est à Munich et dont une agence est ouverte à Berlin — est sise dans une tour de vingt-trois étages qui offre une vue panoramique... sur l'Europe qui innove.

Formules pharmaceutiques, composants industriels, mécanismes électriques, additifs alimentaires, procédés de construction, etc. : une proportion croissante de la production des laboratoires de recherche vient chercher une protection européenne à l'Office. Celui-ci a délivré son cent millième brevet le 9 novembre 1988, dix ans et onze mois après l'ouverture de ses portes.

« On pensait au début que le chiffre de 30 000 demandes de brevets par an constituerait un triomphe », se souvient M. Jacques Michel, vice-président français de l'OEB, responsable de l'établissement de La Haye. Il y a longtemps que cet objectif a été dépassé : en 1988, 52 312 dossiers ont été déposés (+16 % par rapport à 1987) et le cap des 100 000 demandes de brevets devrait être doublé en 1994.

Autre illustration du succès grandissant de l'OEB : la moitié environ des requérants sont des petites et moyennes entreprises employant moins de deux cents salariés, ainsi que des inventeurs isolés. Le brevet européen n'est pas devenu le monopole de la grande industrie que ses adversaires prédisaient initialement. « Les petits déposants augmentent chaque année de 2 % », constate M. Jacques Michel, qui estime que ce mouvement va se poursuivre « dans la perspective du marché unique ».

Il ne faut toutefois pas confondre l'Europe des brevets avec celle de Bruxelles. La première émane de la convention sur le brevet européen (CBE) signée en 1983 à Munich et ratifiée depuis par treize pays, dont quatre ne sont pas membres de la CEE (1). Ce texte marque une étape importante. Jusqu'à son adoption, on ne pouvait faire breveter une invention dans plusieurs pays qu'à condition de déposer auprès de chacun des offices nationaux concernés une demande séparée rédigée dans la langue du pays considéré et présentée par autant de mandataires agréés. Lourds et coûteux, ce sys-

tème présentait de plus l'inconvénient de confronter les demandeurs à des procédures et des critères de brevetabilité différents.

Sans faire disparaître ni les législations ni les offices des Etats signataires, la convention de Munich permet aux inventeurs d'obtenir la reconnaissance de leurs droits dans une pluralité de pays simultanément au terme d'une procédure simplifiée (une seule demande, une seule langue, un seul mandataire) et selon des critères de brevetabilité harmonisés.

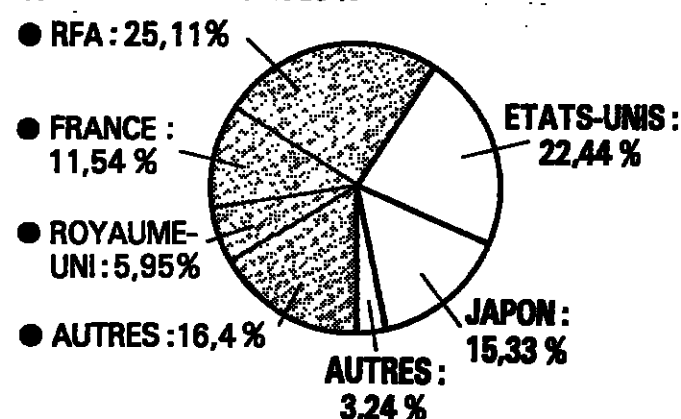
L'Office européen des brevets est le bras armé de ce système, qui offre une grande sécurité juridique : les brevets délivrés par l'OEB confèrent à leurs titulaires dans chaque Etat membre de la convention désignés par eux les mêmes droits qu'un brevet attribué par les offices de ces Etats.

En 1988, une moyenne de 7,4 Etats participait à l'OEB étaient désignés par les demandeurs de brevets. Ce chiffre témoigne de la manière de l'ouverture des frontières intra-européennes. Les Etats-Unis et le Japon ne s'y sont d'ailleurs pas trompés : ils sont respectivement le premier et troisième pays demandeurs de brevets européens.

Pour l'Europe, c'est la RFA qui se taille la part du lion (voir les graphiques), avec deux fois et demie plus de demandes de brevets que la France. Facteurs de progrès de la recherche, la protection des inventions et le monopole d'exploitation qui en découle agissent également comme le révélateur, au sens photographique du terme, de l'aptitude des entreprises à passer de la table de dessin ou du laboratoire à la chaîne de production.

« Les brevets sont un indicateur de la force commerciale d'un pays plus que de sa force inventive », affirme M. Jacques Michel. Le Gallais Gwilym Phillips, directeur général, a enfoncé le coin : « Les

PAYS MEMBRES DE LA CONVENTION : 59 %



Les demandes de brevets auprès de l'OEB en 1988.

français ont mis au point la multiplication végétative in vitro des fleurs. Mais ils n'ont pas pris de brevet, préférant publier leurs travaux. Ce sont les Néerlandais qui ont saisi de l'application industrielle.

L'applicabilité industrielle et commerciale d'une invention est l'un des trois critères de brevetabilité en usage à l'OEB. Les deux autres sont la « nouveauté » de la solution avancée et son « caractère inventif » : « Il ne faut pas que

l'invention proposée soit évidente pour le premier spécialiste venu », explique le Luxembourgeois Léon Duren, responsable de l'une des trente-deux directions de recherche qui, à La Haye, étudient les demandes de brevets (voir l'encadré).

Ces dernières révèlent aussi bien la vitalité de la recherche dans des domaines traditionnels comme l'industrie automobile — plus de cinquante demandes de brevet déposées en 1988 concernent... les rétroviseurs — que les grands traits de l'avenir industriel : les matériaux supra-conducteurs ont fait l'objet de plus de deux cents requêtes l'an dernier.

Les avancées de la science ne vont pas sans placer l'OEB devant des défis importants, tels ceux soulevés par les inventions biotechniques. « Notre convention empêche de breveter les espèces vivantes végétales ou animales », rappelle M. Paul Brandely, le président (suisse) de l'OEB. Celui-ci a donc rejeté, en juin dernier, la demande de brevet déposée pour la fameuse « souris de Harvard » portante d'un gène humain généré par un développement des tumeurs dès que l'animal est soumis à des substances cancérogènes.

Or cette invention a reçu un brevet américain. Conséquence de cette différence de traitement d'un même problème des deux côtés de l'Atlantique : « Les recherches de ce type pourraient se concentrer aux Etats-Unis », constate M. Jacques Michel.

Le dossier est d'autant plus sensible qu'un projet de directive de la Commission européenne règle la protection des inventions biotechniques dans un sens « qui n'est pas conforme à la convention de Munich », selon M. Paul Brandely. Si bien que, pour les pays à la fois membres de la CEE et de l'OEB, « une question de préséance entre le droit communautaire et le droit européen des brevets va se poser ». Le président de l'OEB a cependant l'espoir que le conseil d'administration de l'Office reprendra le dossier de préséance et se montrera prêt à envisager une modification de la convention de Munich. Afin que l'Office européen des brevets continue à jouer le rôle qui lui est cher : celui d'un harmonisateur.

CHRISTIAN CHARTIER

Quarante-trois mois, 20 000 francs

Michel Bertin est un peu le roi des convertisseurs d'énergie, « du convertisseur pour rasoir électrique à la grosse machine à plusieurs kilowatts ». Diplômé d'une école d'ingénieurs, pratiquant les trois langues officielles de l'Office européen des brevets (français, anglais, allemand), Michel Bertin est l'un des sept cents examinateurs de province employés à La Haye.

Il reste arjé malgré dix-sept années d'un travail qu'il qualifie de « fastidieux » : rechercher en quoi une demande de brevet pour un convertisseur d'énergie porte sur un modèle nouveau ou non. Les outils de Michel Bertin : le cœur d'essai (pour décrire les schémas techniques) et la documentation de l'Office. « On ne voit que du papier », résume l'examinateur : l'OEB ne teste pas les inventions qui lui sont soumises.

Sa documentation se compose de vingt millions de brevets, représentant cent soixante-cinq millions de pages, dont les brevets américains et des résumés en anglais de brevets soviétiques et japonais. S'y ajoutent près de deux millions d'extrait de littérature scientifique.

« Il suffit de savoir où trouver les bons documents de référence », dit sagement M. Bertin. En moyenne, la recherche d'antériorité d'une invention suppose l'examen de mille documents, dont trente doivent être étudiés de plus près. Au terme de la recherche (deux jours pour un examinateur expérimenté), quatre documents environ sont cités dans un rapport de recherche. Ce dernier est envoyé au demandeur, qui a six mois pour décider d'entériner la procédure ou de la poursuivre. Dans ce dernier cas, qui concerne

90 % des dossiers, les demandes de brevet sont examinées au fond à Munich par d'autres examinateurs, qui, contrairement à ceux de La Haye, dialoguent avec les requérants.

A l'issue de cette phase, l'OEB refuse de délivrer un brevet (10 % des cas) ou l'accorde, le plus souvent pour une partie seulement de l'invention proposée. Les décisions de l'Office, publiées dans son Journal officiel, peuvent être frappées d'opposition par des tiers ou de recours par les demandeurs. Le contentieux est instruit par des juridictions internes.

Le délai moyen d'instruction d'une demande de brevet est actuellement de quarante-trois mois. Les frais de procédure s'élevaient, au plus, à environ 20 000 francs... sans compter les honoraires de l'intermédiaire agréé — non obligatoires mais vivement conseillé.

(1) Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Suède, Suisse. Le Danemark devrait adhérer le 1^{er} janvier 1990. D'ici à 1992, l'Irlande, le Portugal et Monaco pourraient ratifier la convention de Munich.

ملکة من الملوك

Crédit Mutuel

BENNETTON

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PROGRESSION DES RÉSULTATS AU PREMIER SEMESTRE 1989

Le Conseil d'administration du Crédit foncier de France, réuni le 18 octobre 1989 sous la présidence de M. Georges Bonin, Gouverneur, a pris connaissance de l'activité et des résultats consolidés pour le premier semestre.

1. ACTIVITÉ

Au cours du premier semestre 1989, le volume des accords de prêts nouveaux a fortement progressé pour s'élever à 16,3 milliards de francs, en hausse de 12 % par rapport au premier semestre 1988. Ce dynamisme de l'activité est imputable au secteur des prêts concurrentiels dont la production de son premier semestre 1989 a égalé celle de l'exercice précédent, soit 8 milliards environ. La part des prêts du secteur concurrentiel dans la production totale, contre 27 % en 1988.

S'agissant des prêts du secteur aidé, les accords de prêts nouveaux ont enregistré une baisse de 30 % environ d'un semestre à l'autre, en liaison avec l'évolution des crédits budgétaires et le retard d'application des mesures réglementaires d'amélioration des prêts PAP.

L'encours total des prêts gérés a progressé de 2,3 % par rapport au 31 décembre 1988, du fait de la hausse de la production et du ralentissement notable des remboursements anticipés. L'encours des prêts du seul secteur concurrentiel a progressé, quant à lui, de 25 %.

Dans ce contexte positif, le Crédit foncier a collecté sur les différents marchés près de 15 milliards de francs sur le premier semestre 1989.

2. RÉSULTATS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Les résultats consolidés du premier semestre 1989 font apparaître une progression satisfaisante, tant pour le Crédit foncier que pour les sociétés consolidées.

Le produit net bancaire, représentatif des revenus des activités de prêts, de trésorerie et de titres, s'est établi à 2,3 milliards de francs, en augmentation de 5,7 %.

Le résultat brut d'exploitation semestriel progresse, quant à lui, de 6,9 % et le résultat consolidé hors impôts, représentant essentiellement la contribution de la société mère Crédit foncier, s'est établi à 642 MF, en augmentation de 13,6 % sur le premier semestre 1988, arguant bien des résultats du Crédit foncier pour l'exercice 1989.



BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ SEMESTRIEL : + 30,2 %

Le chiffre d'affaires du Groupe, déterminé dans un périmètre de consolidation de plus de 950 sociétés, a été de 45,4 milliards de francs en cours du premier semestre 1989, contre 40,1 milliards au 30 juin 1988; son taux de progression est de 13,2 %. Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger est de nouveau en forte augmentation et s'est établi à près de 9 milliards de francs, contre 6,5 milliards au 30 juin 1988. Dans ce total, les pays européens représentent 4,4 milliards de francs, contre 2,7 milliards, avec le développement des entreprises du secteur bâtiment et travaux publics (acquisitions en Grande-Bretagne et en Belgique), mais aussi de nouvelles positions dans les secteurs de l'eau et de la propriété (particulièrement en Angleterre et en Espagne). En Amérique du Nord, le volume d'activité des sociétés du Groupe est de 2,2 milliards, contre 1,7 milliard.

Le résultat d'exploitation consolidé semestriel marque une progression importante et atteint 1 183 millions de francs (+ 24,1 %). Cette croissance est due principalement à la bonne évolution des résultats des secteurs eau, énergie (chauffage et travaux électriques), propriété et BTP (SGE et CBC). Dans la domotique de la télévision par câble, le nombre des réseaux démontre opérationnels s'est fortement accru (il est désormais de près d'une trentaine), entraînant, conformément aux prévisions,

d'importantes charges de mise en place et de développement. Par ailleurs, la Société française du radiodiffusion, qui a ouvert au printemps ses premières lignes, poursuit l'élargissement de sa couverture à l'ensemble du pays.

Le résultat financier, qui intègre notamment le coût du financement des investissements du Groupe, est de son côté en sensible recul. Le résultat courant des sociétés intégrées augmente ainsi de 7,4 %. Le résultat exceptionnel est de 159 millions, contre 98 millions au 30 juin 1988.

La part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est près de deux fois et demie supérieure à celle du semestre de l'exercice précédent et s'élève à 311 millions de francs. Elle l'est pour la première fois, pour un montant de plus de 100 millions de francs, la quote-part du résultat de la société belge Electrofrance, dont la Compagnie est le second actionnaire co-détenteur avec près de 20 % du capital. Par ailleurs, sont également prises en compte les parts de résultats, en hausse sensible, de Canal Plus (à hauteur de 21,4 %), Fongette (33 %), Cofroute (dont le SGES décline 30,7 %) et Deceux (20 %).

An total, le résultat net consolidé du Groupe est de 749 millions de francs à la fin du premier semestre 1989, en augmentation de 30,2 %.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989, il se confirme que le chiffre d'affaires du Groupe sera voisin de 93 milliards de francs, dont un peu plus de 20 milliards réalisés à l'étranger. La marge brute d'auto-financement devrait être d'environ 7,5 milliards de francs. Les investissements seront d'un montant proche de celui, exceptionnellement élevé, atteint en 1988 (14,6 milliards). La progression attendue du bénéfice net consolidé est de l'ordre de 25 %.

Informations actionnaires de la Compagnie générale des eaux par téléphone 05-05-55-05 par minitel 36-15 VP* GDEAUX

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INNOVATION POUR L'ÉLEVAGE (S.F.I.E.)

a acquis 65 % du capital de

ALLFLEX HOLDINGS Ltd

Société cotée en Nouvelle-Zélande

à

GOODMAN FIELDER

WATTIE Ltd

BANEXI

BNP PACIFIC

Australia

ont conseillé S.F.I.E. dans les négociations et le montage financier de la transaction

YVES SAINT LAURENT

Résultats au 30 juin 1989

Le Conseil de Surveillance de la société GROUPE YVES SAINT LAURENT s'est réuni le 17 octobre 1989 sous la Présidence de Monsieur Pierre Balley.

Monsieur Pierre Bergé, représentant la Gérance de la société, a présenté aux membres du Conseil les résultats consolidés de GROUPE YVES SAINT LAURENT au 30 juin 1989.

Il a indiqué que le chiffre d'affaires pour les 6 premiers mois de l'exercice, s'élevait à 1 292 millions de francs en progression de 20 % par rapport au 30 juin 1988 et que le bénéfice net s'établissait à 49 millions de francs contre une perte de 35 millions au titre du premier semestre 1988, retraité à base comparable.

Il a souligné que l'appréciation de ce résultat devait tenir compte de la saisonnalité des ventes de la division Parfums qui enregistre traditionnellement l'essentiel de son activité sur le second semestre.

Le Conseil a estimé que ces résultats intermédiaires permettaient d'envisager pour l'exercice 1989 un bénéfice net consolidé supérieur à l'objectif de 175 millions de francs annoncé au moment de l'introduction en bourse.

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

SICAV

Avenir Alizés

SICAV composée essentiellement d'obligations françaises, « Avenir Alizés » a pour objectif la valorisation à long terme du capital investi.

Au 29 septembre 1989, son actif net totalisait 545,8 millions de francs; la valeur liquidative s'établissait à 1 516,93 F. Payé le 20 avril 1989, le coupon se monte à 64,34 F net. Depuis sa création (21 avril 1986), le taux de rendement annuel actuariel de la SICAV s'élève à 16,30 %.

DÉPÔTSAIRE : CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL - 12, RUE DE TRÉVISE - 75017 PARIS

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

SICAV	CARACTÉRISTIQUES	Degré de RISQUE	OBJECTIF	VALEUR LIQUIDATIVE (en F) AU 29/09/89	ENCOURS AU 29/09/89 (en millions de F)	DERNIER COUPON (en F)
EPARGNE J	SICAV de rendement procurant une rémunération proche de celle du marché monétaire au moyen de techniques de gestion offrant le maximum de sécurité. Taux de rendement annuel actuariel depuis la création : 7,84 %.	QUASI NUL	RENDEMENT	54.757,77	4.950,6	3.782,12 payé le 20/03/89
EPARGNE COURT TERME	SICAV obligatoire assurant la progression du capital tout en favorisant la disponibilité. Taux de rendement annuel actuariel depuis la création : 8,86 %.	FAIBLE	RENDEMENT	536,96	767,2	-
CRÉDIT MUTUEL CAPITALISATION	SICAV obligatoire de capitalisation. Priorité est donnée à la plus-value sur le long terme dans de bonnes conditions de sécurité. Taux de rendement annuel actuariel depuis la création : 10,71 %.	MODÉRÉ	PLUS-VALUE	1.008,81	285,-	-
EPARGNE PREMIÈRE	SICAV obligatoire composée essentiellement d'emprunts d'état ou cotés, et offrant de bonnes perspectives de valorisation. Taux de rendement annuel actuariel depuis la création : 11,47 %.	MODÉRÉ	PLUS-VALUE	12.569,30	1.064,6	1.060,86 payé le 20/03/89
EPARGNE QUATRE	SICAV obligatoire distribuant chaque trimestre un revenu d'un montant régulier et assurant le maintien du capital en termes réels. Taux de rendement annuel actuariel depuis la création : 8,51 %.	MODÉRÉ	RENDEMENT	1.062,96	808,4	20,00 payé le 15/03/89
EPARGNE LONG TERME	SICAV obligatoire constituée dans le cadre du Plan d'Épargne en vue de la retraite et permettant la constitution d'un capital sur longue période. Taux de rendement annuel actuariel depuis la création : 17,70 %.	MODÉRÉ	PLUS-VALUE	192,18	1.279,5	10,17 payé le 21/03/89
EPARGNE INDUSTRIE	SICAV composée essentiellement d'actions françaises, permettant de bénéficier de réductions fiscales (Lui Minory, PER). Priorité est donnée à la plus-value. Taux de rendement annuel actuariel depuis la création : 20,34 %.	MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE	PLUS-VALUE	96,72	4.813,6	2,20 payé le 21/03/89
EPARGNE MONDE	SICAV composée essentiellement de valeurs internationales diversifiées et privilégiant la plus-value. Taux de rendement annuel actuariel depuis la création : 27,89 %.	MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE	PLUS-VALUE	1.450,61	287,7	16,61 payé le 21/03/89

CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL - 12, RUE DE TRÉVISE - 75017 PARIS

BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papiers-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevalets gravés

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

Pour votre DEMENAGEMENT

ODOUL

AGENT DE demeco

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

BOURSE DU 23 OCTOBRE

Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1275	CAL. 3% +	3700	3700	3671	- 0 78	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1377	CEC. 3% +	1065	1060	1070	+ 0 47	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1378	CEC. 3% +	1221	1220	1224	+ 0 03	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1189	Cal. Lyon T.F.	1176	1096	1089	- 0 16	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1202	Rennet T.F.	1800	1885	1888	- 0 03	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2080	Thomson T.F.	2100	2200	2200	- 0 78	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1294	Thomson T.F.	1294	1294	1294	- 0 00	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1289	Thomson T.F.	1289	1289	1289	- 0 00	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
850	Accor	818	825	818	- 0 24	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
870	Alp. Ligne	918	920	918	- 0 00	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2150	ALP. 3% +	2201	2201	2201	- 0 00	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3150	ALP. 3% +	2512	2512	2512	- 0 00	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
680	Amst. 3% +	593	598	593	- 0 08	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
690	Amst. 3% +	592	598	592	- 0 08	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
690	Amst. 3% +	592	598	592	- 0 08	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
430	BAPF	364	358	360	+ 0 10	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
380	Ban. Eng. 3% +	359	370	365	+ 0 10	Compan	VALEURS	Cours précéd.</															

Comptant (réélection)

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS 23/10
	préc.	23/10	Achat	Vente			
Etats-Unis (5 £)	6 306	6 306	8 500	6 570	Or fin en barre	74300	74400
ECU	6 971	6 967			Or fin en lingot	74600	74450
Allemagne (100 DM)	336 860	336 870	328	348 600	Pièce française (20 £)	430	427
Belgique (100 F)		16 158	16 153		Pièce française (10 £)	388	
France (100 F)	300 650	300 620	291	310	Pièce suisse (20 £)	460	457
Grèce (100 Dr)	87 160	87 200	84		Pièce suisse (10 £)	427	
Deutschemark (100 M)	66 880		86	54 560	Souverain	560	542
Handels (100 f)	10 013	10 031	9 700	10 600	Pièce de 20 dollars	1720	2880
Gambie-Dranings (£ 1)	7 075	7 786	3 650	4 250	Pièce de 10 dollars	1350	1390
Gibraltar (100 £)	40 400		37 400		Pièce de 5 dollars	880	
Indes (1 000 Rs.)	4 618	4 624		368	Pièce de 50 pence	2760	2785
Suisse (100 fr.)	387 400	387 380	95	102	Pièce de 10 Baillon	446	446
Suède (100 kr.)	57 800	57 800	57				
Suisse (100 fr.)	48 280	48 280	48 800	49 900			
Autriche (100 sch)	6 329	6 323	5 050	6 500	Or Zurich		
Canada (100 \$)	3 972	3 972	3 650	4 500	Or Hongkong		
Portugal (100 Esc)	5 371	5 377	1 600	5 580	Argent Londres		
Canada (5 can.)			4 280	4 400			

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 433

marché continu

c: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

Les prix de détail auraient augmenté de 0,2 % en septembre

Les prix de détail en France auraient augmenté de 0,2 % en septembre (comme en août) selon un indicateur rendu public le mardi 24 octobre par l'INSEE. L'institut, dont le personnel est en grève dans les centres informatiques nationaux, a calculé cet indicateur sur la base de cinquante mille relevés effectués dans les agglomérations de province de plus de cent mille habitants contre cent soixante mille habituellement.

Si cet indice est confirmé — l'INSEE pense être en mesure de le faire prochainement — l'indice des prix de détail s'élèvera en glissement annuel (de septembre 1988 à septembre 1989) à 3,3 % ou 3,4 % contre 3,4 % en août et 3,5 % en juillet. Le différentiel d'inflation avec la RFA sera alors réduit à 0,3 ou 0,4 point, contre 0,5 point au cours des derniers mois.

Comme à l'habitude, aucun élément particulier de l'indicateur des prix de détail de septembre n'a été communiqué. Il semblerait cependant que la baisse de la TVA sur les automobiles (de 33 % à 27 %) intervienne en cours de mois ait contribué à la modération de la hausse des prix.

A Valladolid

Sommet franco-espagnol préélectoral

VALLADOLID

de notre envoyée spéciale

M. Felipe Gonzalez le disait, dimanche 22 octobre, à l'émission « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair : c'est magnifique de pouvoir avoir, entre Français et Espagnols, un échange de vues détendu sur les questions de politique générale, sans contentieux à régler, sans dossiers techniques à débattre et décisions à prendre. C'est à cela que doit servir le sommet qui s'est ouvert, lundi 23 octobre, à Valladolid. La presse espagnole ajoute que cette rencontre pourrait servir aussi de faire-valoir à M. Gonzalez dans sa campagne pour les élections de dimanche prochain.

A peine de retour d'un voyage officiel à Washington, le chef du gouvernement espagnol s'affiche en effet avec le président en exercice de la Communauté à quelques jours des élections, dans un pays où la stature internationale et les convictions européennes sont des arguments électoraux de poids. Et si l'on veut bien admettre que la proximité des dates est fortuite, on a du mal à croire que le lien choisi pour la rencontre le soit aussi puisque la scène se passe dans un des fiefs conservateurs, au cœur des provinces de Castille et de Léon dont le gouvernement était dirigé, jusqu'à une date récente, par le

chef de l'opposition, M. José María Aznar.

Mais, après tout, ce sont là les petites politesses que l'on se rend entre bons Européens, et le chef du gouvernement espagnol, de ce point de vue, n'a pas démenti, loin de là.

En arrivant, lundi en fin d'après-midi, au palais de Santa-Cruz, M. Gonzalez et Mitterrand ont donc en droit aux acclamations d'une petite foule exaltée sans doute par la proximité des élections. Leur premier tête-à-tête a porté surtout sur les questions européennes, c'est-à-dire sur la stratégie à adopter pour le prochain conseil de Strasbourg des 8 et 9 décembre à propos de l'union monétaire et de l'Europe sociale. Ils ont également échangé des informations sur leurs récents voyages, l'un aux Etats-Unis, l'autre en Amérique centrale et des analyses sur les événements qui agitent actuellement l'Europe de l'Est.

Les ministres des affaires étrangères et ceux de la culture ont eu, de leur côté, un premier entretien. Les discussions devaient se poursuivre mardi matin, les délégations s'ajoutant des ministres de la Défense et de l'Économie. Signe que la coopération entre les deux pays fonctionne dans le quotidien, en dehors de ces sommets, y compris dans le domaine qui fut pendant longtemps le plus conflictuel : l'ombre de l'ETA ne plane plus comme l'année dernière à Montpellier ; M. Joxe n'est pas là et s'il doit venir en Espagne, mercredi, c'est pour y parler de la drogue lors de la réunion organisée à Madrid avec des représentants de l'Italie, de l'Amérique centrale et des Etats-Unis.

CLAIRE TRÉAN

BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 octobre

Légère hausse

La première journée du terme boursier de novembre a débuté sur une légère hausse, l'indice de tendance progressant de 0,5 % durant la matinée. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Ingélico (+ 6,6 %), Nouvelles Galeries (+ 6 %), Epéda (+ 5,7 %) et BEV (+ 5,2 %). En baisse on notait Duménil Leblé (- 4,3 %), Ségur (- 4,2 %) et Unibel (- 3 %).

La mesure au prix du prêt-à-porter de LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec grand service d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 600 F VESTONS 1 400 F 3 000 classes Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MAINTENUS et PARDESSUS UNIFORMES ET MESURES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-81 Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Tous les jours de 10 h à 18 h. Faire part des grands espaces. Dynamisme la solution aux trois problèmes du monde. Pratique à 35 km du TGV et de l'autoroute. Réservations La Chaux Tour 74229 La Chaux-de-Fonds 061.50.02.00.70. HIVER - ETE la Clusaz MAÛTE SAVOIE - FRANCE

L'ALBUM 89 PLANTU est paru EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les intégristes musulmans préparent une nouvelle manifestation à Paris

L'association intégriste musulmane La Voix de l'Islam appelle à une nouvelle manifestation à Paris en faveur du port du foulard islamique, dimanche 5 novembre. Outre des Français convertis à l'Islam comme M^{lle} Myriam Mojon et M. Clément Abderahman Thorez, l'un des leaders de la manifestation de dimanche 22 octobre entre Barbes et République, déjà organisée par La Voix de l'Islam, était M. Mohammed Moubajjer, personnalité intégriste musulmane très connue des milieux de la police parisienne. De nationalité française, mais d'origine libanaise, M. Moubajjer avait déjà été entendu et inculpé dans l'affaire des attentats terroristes de Paris en 1986. Il était l'un des animateurs du foyer pro-iranien Ahl Elbet, lieu de retrouvailles des intégristes pro-iranais, au Kremlin-Bicêtre, fermé en 1987.

M. Moubajjer ne fait officiellement partie d'aucune association musulmane. Il se présente seulement comme le gérant d'une librairie islamique dans le onzième arrondissement de Paris, d'où il dirige une petite revue, *Al-Boukhra*. (Lire nos autres informations page 14.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Tapage nocturne

DITES, les filles, vous croyez pas que vous poussez un peu ? Vous arrêtez pas de protester, de rousciller, de vous foutre en pétard. Tiens, hier encore, je jette un oeil sur la télé avant d'aller me coucher, et qu'est-ce que je vois ? François de Closets agitant frénétiquement la main pour tenter d'apaiser une volière de nanes en colère. Je me suis dit : Qu'est-ce qu'il y a encore qui ne va pas ?

Rien, vraiment rien ! C'était rien, ces femmes-là, rien que des femmes battues, tabassées, martyrisées par leurs maris. Alors, là, non, pitié ! Déjà que vous êtes plus de deux millions dans ce pays à défrayer les voisins en brillant comme des ânes sous les coups de pied, de poing et de tisonnier, s'il faut en plus que vous débarquiez dans nos living, la bouche écarlée, couvertes de cocards en ravalant vos larmes pour pas effrayer vos chiens, comment voulez-vous qu'on rouille tranquille ?

Ça vous plaît pas d'être battues ? Facile : partez ! Ben justement, elles veulent pas, ces

emmerdeuses, elles veulent plus être obligées de déguerpir avec leurs gosses, en pleine nuit, dans le froid, sous la pluie, pendant que le mec curve sa cuite bien au chaud, bien paillard sous la couette.

Quand ils consentent à intervenir, c'est rare, faut que ça saigne — autrement ils se déplacent pas, — les flics ne sont là que pour protéger leur fute, et les mettre à la rue pas pour foutre en taule leur seigneur et maître. Au lendemain du Bicentenaire, la France, patrie des droits de l'homme, respecte celui du torionnaire à vivre dans ses meubles. Ses meubles à lui. Elles en font partie.

Pour qu'il en aille autrement, suffirait de modifier le code pénal. Ça tombe bien, on est en train de plancher dessus, là, en ce moment. Eh ben, non ! A en juger par les réactions fuyantes, embarrasées, des représentants de la loi et du ministre chargé de notre condition, celle de bonnes à tout faire, à tout supporter, c'est pas les textes qu'on doit changer, c'est les mentalités ! La vôtre, mesdames, pour commencer. Si vous voulez pas être piétinées, vous avez qu'à vous écraser.

GRANDE-BRETAGNE : nouveau conflit dans les services de santé

Londres privé d'ambulances

Un conflit du travail qui dure depuis cinq semaines s'est brusquement aggravé, lundi 23 octobre, lorsque les 2 500 ambulanciers londoniens ont été mis à pied.

LONDRES

de notre correspondant

Les appels ont été transférés vers les commissariats, et ce sont les policiers qui ont assuré les transports de personnes vers les hôpitaux, y compris ceux des femmes sur le point d'accoucher et des victimes de défilances cardiaques. Les services d'ambulances d'autres villes du pays pourraient suivre le

mouvement, et le gouvernement n'exclut pas la possibilité d'un recours à l'armée si la situation empirait encore.

Comme les infirmières, qui firent une longue grève l'an dernier, les ambulanciers sont des fonctionnaires qui dépendent du Service national de santé, l'organisme dispensateur de soins gratuits mis en place après la deuxième guerre mondiale. Ils demandent depuis des années à bénéficier de salaires comparables à ceux des pompiers et des policiers. Un sapeur londonien gagne 11 600 francs par mois, alors qu'un ambulancier n'est payé que 9 200 francs.

Le Service national de santé avait proposé en septembre une augmentation de 6,5 % à tous les ambulanciers du pays. Celle-ci a été rejetée à la suite d'un vote par correspondance et les ambulanciers ont alors décidé de ne plus accomplir d'heures supplémentaires. Ils faisaient valoir que l'inflation s'élevait déjà à 7,6 %. Un pas de plus était franchi ces derniers jours par les ambulanciers londoniens, qui refusaient désormais de répondre à tout appel non urgent et d'accomplir les tâches administratives. Les responsables du Service national de santé répliquèrent lundi par la mise à pied de tous ceux qui observaient cette dernière consigne. Les ambulanciers de la capitale se voient maintenant proposer une augmentation de 9,3 %, alors que le syndicat national des employés des services publics, auquel ils sont presque tous affiliés, réclame 11,1 %.

Tous les fonctionnaires britanniques suivent de près cet affrontement. Les ministères préparent en effet actuellement leur budget pour l'an prochain. Le chancelier de l'Échiquier semble décidé à ne pas desserrer les cordons de la bourse et à ne permettre, partout où cela est possible, que des augmentations inférieures à l'inflation.

Les cheminots, qui ont observé cet été une série de grèves légales et « sauvages » ont obtenu pour leur part 8,8 %, et cet exemple n'est pas passé inaperçu. S'il cédait aux ambulanciers, le gouvernement serait sans doute confronté à d'autres demandes du secteur public ce qui expliquerait sa fermeté face aux grévistes londoniens.

Les allocations familiales devraient d'autre part être « gelées » à leur niveau actuel pour la troisième année consécutive. Six millions de mères en bénéficient quel que soit leur revenu. En maintenant celles-ci à environ 300 francs par mois et par enfant, sans plus tenir compte de l'inflation, le gouvernement semble préparer l'extinction en douceur de cette prestation sociale. Le chancelier de l'Échiquier affirme depuis des années que celle-ci est inadaptable en raison de son caractère « universel » et devrait être remplacée par le versement d'une allocation réservée aux mères de famille les plus pauvres.

DOMINIQUE DHOMBRES

SENE & VE

ECONOMIE MAGAZINE

COMMENT BLANCHIR DES NARCO-DOLLARS

L'actualité a braqué ses feux sur l'argent de la drogue. Mais comment ces sommes folles sont-elles concrètement recyclées dans l'économie ? Banques suisses, paradis fiscaux, casinos, fausses factures, corruption de haut vol, etc. S&V ECONOMIE MAGAZINE explique en détail les méthodes utilisées et fait la synthèse de ce dossier brûlant.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- ENTREPRISES : 7 moyens pour constituer un trésor de guerre.
- CONJONCTURE : Y a-t-il encore des cycles économiques ?
- ASSURANCES : Les experts en quête d'indépendance.

S & V ECONOMIE MAGAZINE COMPRENDRE POUR AGIR

Pure...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

À LA MARÉE Paris 8^e

•VOLVIC•

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Coopération : « Leur développement, notre avenir », par Jacques Pelletier. Volles islamiques : « La sainte alliance des clergés », par Alain Finkielkraut. Association : « Pour un médanot populaire », par Frédéric Pascal 2

Le réquisitoire

de M. Chevardnadze

De l'Afghanistan au radar de Krasnodar, le ministre soviétique des affaires étrangères s'est livré à une critique cinglante de l'ancienne direction 6

Joutes électorales

en Inde

L'ombre de la violence des extrémistes hindous plane sur la campagne en vue du scrutin de novembre 8

Les citoyens

et la saisine

du Conseil constitutionnel

Un point de vue de M. Jacques Barrot et les extraits d'un article de M. Jean-Claude Casanova 11

Instituts universitaires

de formation des maîtres

Les futurs instituteurs et professeurs du secondaire seront formés en deux ans, après la licence, dans des instituts universitaires. Ces IUFM seront créés à la rentrée 1991, mais quelques-uns fonctionneront, à titre expérimental, dès la rentrée prochaine 15

Dix morts

dans le désert

Dix personnes d'un même groupe, dont deux Français, sont mortes cet été dans le Sahara après que leur taxi du désert est tombé en panne. Plusieurs semaines de recherches furent nécessaires pour retrouver tous les corps 15

Diagonales

« Regret souriant », par Bertrand Poirot-Delpech 17

TF 1 contre de nouvelles

contraintes

Prête à investir dans une chaîne privée aux Pays-Bas, TF 1 redoute les conséquences en France de nouveaux décrets en préparation. ... 18

Football : la violence

gagne du terrain

L'attentat qui a blessé dix-neuf supporters de l'Ajax d'Amsterdam, dimanche 22 octobre aux Pays-Bas, confirme la généralisation du phénomène « hooligan » en Europe. La guerre des stades touche aussi l'Italie, la Grèce, la Yougoslavie 18

Thomas Couture

à Beauvais

Le Bicentenaire sidant, on exhume un des plus fameux peintres pom-

SECTION B

200 ans de

peintures libanaises

Une plongée dans l'art et l'histoire d'un pays déchiré 23

Festival de

Saint-Jean-d'Acre

Dans l'ancienne ville des Croisés, un festival de théâtre rêve de rapprocher les Juifs et les Arabes 24

SCIENCES • MÉDECINE

La mort céleste

des dinosaures

L'extinction massive des espèces vivantes à la fin de l'ère secondaire serait-elle due à la chute d'une météorite sur la Terre ? Cette hypothèse est à nouveau étayée par des chercheurs américains 19

Sida : inquiétudes

africaines

La progression de l'épidémie sur le continent africain soulève de nouvelles questions sur la transmission de la maladie 20

Coccidiose en batterie

Une infection parasitaire menace tous les animaux des élevages industriels 22

SECTION B

L'OPA de Paribas

sur la Mixte

M. Marc Fournier prépare sa riposte 28

La CEE contre l'accord

entre Air France et Air Inter

La Commission de Bruxelles juge l'entente contraire aux règles de la concurrence 28

Le conflit aux finances

M. Rocard estime que M. Bérégovoy est allé aussi loin que possible dans les concessions 29

Un RMI pour les jeunes

Le gouvernement poursuit la lutte contre l'exclusion 30

Services

Abonnements 15
Annonces classées 33 à 41
Campus 27
Carnet 26
Cinéma 25
Marchés financiers 46 et 47
Météorologie 26
Mots croisés 27
Radio-Télévision 27
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 octobre 1989 a été tiré à 565 818 exemplaires

لبنان في الوجود